

t r a v e r s e

ZEITSCHRIFT FÜR GESCHICHTE • REVUE D'HISTOIRE

Richesse

Reflets des 5^{es} Journées suisses d'histoire

Reichtum

Einblicke in die 5. Schweizerischen Geschichtstage

1_2021



Unterstützt durch die Schweizerische Akademie
der Geistes- und Sozialwissenschaften
www.sagw.ch

traverse erscheint dreimal pro Jahr.
Einzelpreis gedruckt: CHF 28 / EUR 24
Einzelpreis digital: CHF 20 / EUR 20
Jahresabonnement gedruckt plus digital: CHF 75 / EUR 60 (zuzüglich Auslandporto)
Jahresabonnement digital: CHF 50 / EUR 45
StudentInnen-Jahresabonnement (gegen Nachweis) gedruckt plus digital:
CHF 54 / EUR 50 (zuzüglich Auslandporto)
StudentInnen-Jahresabonnement (gegen Nachweis) digital: CHF 25 / EUR 20
Gönnernabonnement gedruckt und/oder digital: CHF 100
Nachdruck, Übersetzungen, Vervielfältigungen oder Speicherungen von Artikeln
mit elektronischen Medien nur mit schriftlicher Genehmigung des Verlags.

traverse paraît trois fois par an.
Prix du numéro papier: CHF 28 / EUR 24
Prix du numéro digital: CHF 20 / EUR 20
Abonnement annuel papier et digital: CHF 75 / EUR 60 (plus port pour l'étranger)
Abonnement annuel digital: CHF 50 / EUR 45
Abonnement annuel au tarif étudiant (avec photocopie de la carte) papier et digital:
CHF 54 / EUR 50 (plus port pour l'étranger)
Abonnement annuel au tarif étudiant (avec photocopie de la carte) digital: CHF 25 / EUR 20
Abonnement de soutien papier et/ou digital: CHF 100
Reproductions, traductions, tirages et enregistrements des articles avec
des médias électroniques interdits sauf accord écrit avec l'éditeur.

Umschlagbild: Hans Holbein der Jüngere, «Laïs von Korinth», 1526, Kunstmuseum Basel.
© 2021 Chronos Verlag, Zürich
ISSN 1420-4355
Print: ISBN 978-3-905315-82-0
E-Book (PDF): ISBN 978-3-0340-9506-8

Reichtum

Einblicke in die 5. Schweizerischen Geschichtstage

Richesse

Reflets des 5^{es} Journées suisses d'histoire

Redaktion / Comité de rédaction

Tina Asmussen (Bochum)	Hannes Mangold (Bern)
Gianenrico Bernasconi (Neuchâtel)	Sonja Matter (Bern)
Karine Crousaz (Lausanne)	Malik Mazbouri (Lausanne)
Pierre Eichenberger (Lausanne)	Jan-Friedrich Missfelder (Zürich)
Alexandre Elsig (Lausanne)	Anja Rathmann-Lutz (Basel)
Marino Ferri (Luzern)	Hans-Ulrich Schiedt (Horgen)
Marc Gigase (Lausanne)	Sarah-Maria Schober (Zürich)
Matthieu Gillibert (Fribourg)	Yan Schubert (Genève)
Stéphanie Ginalski (Lausanne)	Isabelle Schürch (Bern)
Gisela Hürlimann (Zürich)	Mischa Suter (Basel)
Katja Hürlimann (Zürich)	

Verantwortlich für den Heftschwerpunkt

Responsables du dossier thématique

Karine Crousaz, Pierre Eichenberger, Anja Rathmann-Lutz

Übersetzungen / Traduction

Karine Crousaz, Pierre Eichenberger, Anja Rathmann-Lutz

Anschrift / Adresse

Chronos Verlag, Eisengasse 9, CH-8008 Zürich, info@chronos-verlag.ch

Informationen

Artikel oder Projektskizzen senden Sie bitte an
anja.rathmann@revue-traverse.ch

Renseignements

Les articles proposés à la revue doivent être envoyés à
malik.mazbouri@revue-traverse.ch

Buchbesprechungen / Comptes rendus

rezensionen@revue-traverse.ch / comptes_rendus@revue-traverse.ch

Hinweise zu Redaktion und Schreibformatvorlagen

Feuille de style et rédaction

www.revue-traverse.ch, info@revue-traverse.ch

Inhalt / Table des matières

Schwerpunkt / Dossier thématique

Éditorial. Richesse. Reflets des 5 ^{es} Journées suisses d'histoire	7
Editorial. Reichtum. Einblicke in die 5. Schweizerischen Geschichtstage <i>Karine Crousaz, Pierre Eichenberger, Anja Rathmann-Lutz</i>	13
Property Devolution, Sharia, and the Making of the Modern Middle East <i>Beshara Doumani</i>	19
Résumé	40
Zusammenfassung	41
From Marketplace to Cosmos. The Emergence of a New Model of Balance and its Impact on Thought, 1250–1375 <i>Joel Kaye</i>	42
Résumé	59
Zusammenfassung	60
Sewantketten und Castorhüte. Gebrauchspraktiken von Geld und Mode in der Kolonie Nieuw Nederland <i>Eva Brugger</i>	61
Résumé	78
Reichtum als Gefahr für die Handelsrepublik. Ökonomischer Patriotismus in der niederländischen Aufklärung <i>Lina Weber</i>	79
Résumé	91
Neoliberale Wohnungspolitik avant la lettre? Staatliche Regulierung und private Interessen im Wohnungsbau in der Schweiz (1936–1950) <i>Florian Müller</i>	92
Résumé	116
Sécurité sociale et normes d'égalité. Les débats au sein de l'Organisation internationale du travail, 1970–2000 <i>Sandra V. Constantin, Carola Togni</i>	117
Zusammenfassung	128

Bilder / Images

- Unsichtbarer Reichtum. Wie Schweizer Künstler der frühen Neuzeit
den Handel visuell verpacken 129
Urte Krass

Dokument / Document

- Reich, reicher, Grab im Münster. Die Stiftung des Hans Muntprat
in der Konstanzer Bischofskirche 144
Lukas-Daniel Barwitzki

Freier Artikel / Article libre

- Im Namen der «Befreiung». Von der Rückeroberung des eigenen Körpers
zum Recht auf eine selbstbestimmte Existenz in der schweizerischen
Frauenbewegung, 1970–1990 153
Anja Suter

Porträt / Portrait

- La Cinémathèque suisse. Des sources pour l'histoire du cinéma
et plus encore 169
Christine Tourn

- Allgemeine Buchbesprechungen / Comptes rendus généraux 177
AutorInnen / Les auteurEs 195
Heftschwerpunkte / Dossiers thématiques 198

Éditorial

Richesse. Reflets des 5^{es} Journées suisses d'histoire

Avec le présent volume, *traverse* publie pour la première fois – et probablement pas la dernière – une sélection des conférences présentées à l'occasion des cinquantes Journées suisses d'histoire. Ces journées, organisées conjointement par la Société suisse d'histoire et une université suisse, ont lieu tous les trois ans depuis 2007. Elles offrent la possibilité à la fois d'obtenir une vue large de la recherche historique pratiquée en Suisse et de se rendre compte des recherches nationales et internationales consacrées à l'histoire suisse. En juin 2019, les Journées suisses d'histoire ont été accueillies par l'Université de Zurich, en particulier par le Département d'histoire de cette université. Plus de 800 participant-e-s y ont entendu un total de 300 présentations différentes, réparties en 70 panels, de chercheuses et de chercheurs venu-e-s de Suisse et d'ailleurs sur le thème «Richesse». Une série de panoramas sur des thèmes importants de la discipline historique, des tables rondes consacrées au thème du colloque ainsi que trois conférences plénières complétaient le programme. Ces présentations ont offert des perspectives variées sur les manières de percevoir et de manier la richesse et les ressources de l'Antiquité jusqu'au XXI^e siècle ainsi que sur les recherches historiques dirigées vers ces thèmes.

Même si nous avons souhaité illustrer la qualité et la diversité des approches et des sujets présentés dans l'édition zurichoise, les articles publiés sont les reflets – subjectifs – choisis collectivement par l'ensemble du comité éditorial de la revue sur la base des propositions qui lui sont parvenues. De plus, deux historiens venus des États-Unis pour offrir à Zurich des conférences plénières, Joel Kaye et Beshara Doumani, ont généreusement accepté de publier leurs conférences dans ce volume. Les conférences plénières ayant été filmées et placées sur le site d'infoclio, il est désormais possible, pour qui le souhaite, de renforcer l'expérience du visionnement de la conférence par la lecture conjointe de sa version écrite élargie ou, inversement, de prolonger une lecture approfondie du texte publié par l'écoute de son auteur, et nous invitons nos lectrices et nos lecteurs à tenter cette expérience.¹

Les articles du présent numéro adoptent une conception large de la richesse. En cela, ils reprennent le cadre ample donné par les organisateurs et les organisa-

trices zurichoises, qui comprenait la richesse comme «ressource», «travail», «pouvoir» et «savoir».²

Deux éléments sont à signaler par rapport à l'amplitude des présentations données aux Journées suisses d'histoire. Premièrement, les contributions de ce volume ne sont pas seulement empreintes d'approches en histoire économique, mais aussi, et de manière marquée, en histoire culturelle, ce qui montre la porosité entre les grands champs historiographiques. Les éditrices et l'éditeur de ce volume, ainsi que la rédaction de *traverse* dans son ensemble, ont été surpris de voir à quel point les aspects quantitatifs et chiffrés étaient absents dans presque la totalité des propositions reçues. On peut sans doute y voir les effets d'une certaine convergence entre les perspectives d'histoire économique et d'histoire culturelle, dans l'esprit de la synthèse promue par Hartmut Berghoff et Jakob Vogel: «L'histoire économique comme histoire culturelle» (*Wirtschaftsgeschichte als Kulturgeschichte*).³ Deuxièmement, alors qu'à Zurich, l'époque contemporaine (XIX^e–XXI^e siècles) dominait largement les panels offerts aux Journées suisses d'histoire (comme dans toutes les éditions de cette manifestation jusqu'à ce jour), notre volume contient deux tiers d'articles en histoire médiévale et moderne. Le reflet des Journées suisses d'histoire que ce numéro propose aux lecteurs et aux lectrices de *traverse* est donc en partie déformant.

La première contribution de la partie thématique, celle de Beshara Doumani, offre une version augmentée de sa conférence plénière. Basée sur son ouvrage *Family Life in the Ottoman Mediterranean. A Social History* (2017), elle s'intéresse aux stratégies mises en place par les individus pour la transmission de leurs biens à leur descendance, telles que conservées dans les archives des cours de droit islamique, en particulier sous la forme des *waqf*. Les *waqf* constituent un type de donation qui transforme tout ou partie de la propriété du donateur en biens consacrés à Dieu, ne pouvant par conséquent plus être vendus ni achetés, et dont les revenus sont employés dans des buts religieux et charitables pour lesquels le donateur espère être récompensé dans la vie après la mort. Les *waqf* familiaux permettent au donateur ou à la donatrice d'attribuer une part conséquente de ses possessions à des membres de sa famille, qu'il ou elle désigne précisément sur plusieurs générations, avant que les biens ne reviennent à des œuvres charitables au décès des derniers bénéficiaires familiaux. Pour illustrer la nécessité d'historiciser la famille et le droit musulman, Beshara Doumani compare le contenu des *waqf* familiaux dans deux espaces sociaux distincts pour la période 1650–1850: celui de Naplouse (Palestine) et celui de Tripoli (Liban). Il démontre ainsi qu'il n'est pas possible de parler d'un modèle unique et homogène de famille arabo-musulmane traditionnelle, comme certains le supposent – un modèle qui serait patriarcal, avec des liens de parenté étendus et patrilocal. Au contraire, les liens de parenté, et notamment la place des femmes dans les relations fami-

liales et dans les pratiques successorales, varient considérablement d'une région à l'autre. Les modes de transmissions de la richesse deviennent alors de puissants révélateurs des modèles familiaux ayant eu cours dans différents espaces régionaux et à différentes périodes.

La contribution de Joel Kaye, la deuxième issue d'une conférence plénière, nous offre, de manière à la fois synthétique et richement illustrée par les sources analysées, quelques-unes des principales thèses de sa monographie *A History of Balance, 1250–1350. The Emergence of a New Model of Equilibrium and its Impact on Thought*. Joel Kaye démontre que le concept d'équilibre, que l'on pourrait croire immuable, a une histoire, et qu'un changement majeur dans la perception de l'équilibre, et aussi de l'équité dans les échanges économiques, a eu lieu entre le milieu du XIII^e siècle et le milieu du XIV^e siècle. Il expose également comment les pratiques réelles d'échanges économiques ont contribué à façonner la construction culturelle de la conception de l'équilibre par des penseurs médiévaux en théologie et en philosophie scolastique. Joel Kaye présente notamment les aspects novateurs, ayant eu un impact durable pour la pensée économique, du traité du franciscain français Pierre de Jean Olivi intitulé *De emptioibus et venditionibus, de usuris, de restitutionibus* ou *De contractibus*, rédigé peu après 1290. Pour Olivi, contrairement à l'affirmation traditionnelle, l'argent n'est pas stérile, mais en y incluant le labeur et les connaissances commerciales du marchand, il forme le capital et possède en lui-même une possibilité de multiplication et de productivité. Puisque cela fait partie de la nature du capital ainsi défini de se multiplier, le profit marchand n'est pas contre-nature et n'entre pas, selon Olivi, dans la catégorie de l'usure. Alors qu'aux XI^e et XII^e siècles, les marchands étaient considérés par les théologiens et les moralistes comme à peine meilleurs que les voleurs, Joel Kaye indique qu'Olivi contribue à une revalorisation collective des marchands, en mettant en évidence leur rôle positif pour la communauté dans son ensemble. Les prix n'étant pas fixes mais variant constamment, dépendant de différents facteurs et devant être appréhendés nécessairement par des approximations et des probabilités, Olivi perçoit le système d'échange économique, où chaque partie essaie d'acheter le moins cher possible et de revendre au prix le plus élevé, comme s'équilibrant de lui-même.

Joel Kaye présente également un traité de Jean Buridan, enseignant à la Faculté des arts de l'Université de Paris dans la première moitié du XIV^e siècle, où le nouveau modèle d'équilibre influence des réflexions conceptuelles en géologie. Buridan cherche ainsi à concilier la constatation de l'érosion constante des terres émergées avec l'idée aristotélicienne affirmant qu'en permanence, un quart des terres est émergé et les trois autres quarts immergés. Dans le même exercice de pensée, Buridan prend en compte la possibilité d'un monde éternel, bien loin de la temporalité biblique de la Création.

Eva Brugger nous guide à travers le monde des marchandises et des monnaies d'échange de la colonie de Nouvelle-Néerlande avec son étude de l'utilisation des peaux de castors et des coquillages comme moyens de paiement. Tous deux constituaient des ressources locales au moyen desquelles on pouvait exprimer sa richesse, sa conscience de la mode et son statut social, mais aussi commercer. De plus, Brugger expose les interdépendances globales liées à l'utilisation des colliers en perles wampum, des chapeaux en peau de castor et des produits similaires qui accompagnaient leur emploi. Leur production se trouvait entre les mains d'autochtones, qui les transformaient selon leurs propres logiques et leurs propres pratiques. L'article montre que le récit affirmant, dans une perspective eurocentrée, que la diffusion de l'argent a constitué un aspect fondamental de la modernisation n'est pas adéquat pour décrire le commerce colonial en Amérique du Nord. Brugger propose à sa place une analyse des processus de négociations interculturelles et transculturelles qui déterminent la valeur des produits et des matières premières coloniales ainsi que celle de l'argent.

Les intérêts matériels privés entrent-ils en conflit avec l'intérêt général? La richesse, le luxe et le profit mettent-ils les équilibres politiques d'une République en danger? Un commerce florissant est-il au contraire le garant de la stabilité politique? Lina Weber pose ces questions dans le contexte des Provinces-Unies au XVIII^e siècle. Elle s'intéresse au rôle de la richesse dans les discours des sociétés économiques néerlandaises – en particulier du Patriotisme économique (*Oekonomische Tak*) – sur le déclin matériel et moral des Provinces-Unies. Pour Weber, les sociétés économiques développèrent un programme qui visait à rapatrier le capital aux Pays-Bas et à le remettre au service du bien commun, dans un contexte où c'étaient essentiellement le commerce au long court, les emprunts d'États étrangers et le problème de la rente qui étaient perçus comme des dangers pour l'intégrité morale et la liberté dans la République. En se fondant sur les discours des patriotes économiques et leurs programmes de réformes, l'article donne à voir les liens complexes entre conceptions économiques et politiques de la richesse.

Dans les sociétés contemporaines, l'immobilier constitue une composante essentielle de la richesse privée. On estime ainsi qu'il en représente entre 20 et 25 % dans la Suisse des années 1950. Florian Müller place ce secteur au centre de son étude, en analysant une phase clé de la politique du logement en Suisse entre 1936 et 1950. Comme dans les autres pays européens, les crises des années 1930 et la Seconde Guerre mondiale ont provoqué des interventions étatiques importantes sur le marché du logement. Alors que la plupart des États occidentaux ont poursuivi leur politique interventionniste dans l'après-guerre et ont encouragé la construction de logements sociaux et/ou l'accession à la propriété, en Suisse, la Confédération s'est très vite désengagée, laissant libre court aux

initiatives privées. Avec la réduction des subventions au logement, la déréglementation partielle du marché du logement de plus en plus privatisé, les acteurs privés du logement et l'administration fédérale ont ouvert la voie à la construction de logements locatifs dominés par le secteur privé faisant de la Suisse un champion mondial de la location. L'article suggère qu'il s'agit toutefois moins d'un champ d'expérimentation de la politique néolibérale du logement avant la lettre mais plutôt d'une rénovation partielle de la politique libérale du logement de l'avant-guerre.

C'est enfin d'inégalités de fortune – inégalités de richesse comme de chance – dont il est question dans le texte de Sandra V. Constantin et Carola Togni, et des réponses qu'il est possible de leur apporter sous forme de politiques sociales. Partant du constat que les conceptions dominantes des politiques sociales reproduisent largement les inégalités entre hommes et femmes, les auteures analysent les initiatives pour remédier à ces inégalités prises dans le cadre de deux organisations internationales actives dans ce domaine entre les années 1970 et 2000: l'Organisation internationale du travail (OIT) et l'Association internationale de sécurité sociale. Leur texte donne à voir la prégnance des conceptions des politiques sociales centrées sur «l'homme gagne-pain» dans lesquelles les épouses devaient se contenter des droits dérivés de ceux de leur mari. Ces conceptions de la politique sociale renforçaient un modèle familial qui assignait les femmes au travail domestique, d'éducation et de *care*, pour l'essentiel non rémunéré. Sur la base d'un vaste travail documentaire, notamment dans les archives de l'OIT, et d'entretiens, Sandra V. Constantin et Carola Togni étudient la mise à l'agenda (dans les années 1970), puis le relatif insuccès (dès les années 1980) d'ambitieux projets de lutte au sein de ces organisations internationales contre les inégalités de sexe dans les politiques sociales. Entre mobilisation internationale d'actrices engagées, influence du modèle familialiste et rapports de force idéologiques globaux, le texte met en lumière un recoin insoupçonné de la reproduction des inégalités.

Deux des rubriques de ce numéro portent également sur le thème de la richesse, même si les contributions ne proviennent pas directement des Journées suisses d'histoire. La rubrique «Image», rédigée par Urte Krass, éclaire la manière dont des peintres suisses du début de l'époque moderne ont représenté la richesse dans leurs réalisations. En prenant l'exemple de *l'Allégorie du commerce* (après 1667) du peintre bernois Joseph Werner, l'auteure montre comment l'ostentation de la richesse était particulièrement appréciée dans les villes commerçantes des Pays-Bas et du Saint-Empire, alors que, dans les cantons confédérés, une certaine retenue était préférée.

Dans la rubrique «Document», Lukas-Daniel Barwitzki présente des sources qui permettent d'éclairer l'histoire de la seule tombe de laïc dans la cathédrale de

Constance. Le riche citoyen Hans Muntprat (décédé en 1487) a payé une somme extrêmement élevée pour pouvoir obtenir un tombeau dans la cathédrale, contrairement à l'usage, et a rencontré une forte opposition de ses contemporains.

Une dernière contribution présentée aux Journées suisses d'histoire de 2019 apparaît dans ce volume: celle d'Anja Suter, publiée dans la rubrique «Article libre». L'auteure enquête sur les mouvements féministes en Suisse après 1968, en se centrant sur les mouvements autonomes zurichois et genevois. Elle discute de l'emploi du terme «libération» (*Befreiung*) dans ce contexte, en particulier en lien avec d'autres concepts clés tels que «décolonisation» et «reconquête». Elle place également l'emploi de ces concepts en relation avec les débats concernant le corps et la sexualité des femmes ainsi que l'agentivité. Pour finir, elle expose à quel point les nouvelles technologies de procréation médicalement assistée ont transformé les manières d'interagir de ces concepts dans les années 1970–1990.

Last but not least, nous tenions, au nom de toute la rédaction de la revue, à employer les dernières lignes de cet éditorial pour remercier très chaleureusement le président historique de *traverse* qui vient de remettre sa fonction en novembre 2020. Hans-Ueli Schiedt a été l'un des membres fondateurs de la revue, il y a plus d'un quart de siècle, et en a été le président depuis 2005. Pendant toutes ces années, grâce à son sérieux, à son humour et à son ouverture d'esprit, il a apporté une contribution inestimable au projet intellectuel traversien et a œuvré sans relâche à la cohésion du comité de rédaction dont les membres sont issus·es de toute la Suisse.

Cher Hans-Ueli, pour tout cela, et bien plus encore, nous te disons merci!

Karine Crousaz, Pierre Eichenberger, Anja Rathmann-Lutz

Notes

- 1 <https://infoclio.ch/node/151088#keynotes>. Outre les enregistrements vidéo des trois conférences plénières et de la cérémonie d'ouverture, figurent également sur le portail scientifique en ligne *infoclio.ch* des rapports détaillés sur une cinquantaine de panels ainsi que de nombreuses interviews d'organisateur·s et d'organisatrice·s de panels. Cf. <https://infoclio.ch/en/Geschichtstage2019> (4. 12. 2020). Par ailleurs, le podcast *15past15* du séminaire d'histoire de l'Université de Zurich et son Digital History Lab (DHL) consacre sa deuxième saison au thème «Wealth and the Writing of History», www.hist.uzh.ch/de/dhl/outreach/podcasts/15past15.html (4. 12. 2020). Interviewé·e·s par Martin Dusing et Birgit Tremml-Werner, une quinzaine d'historiennes et d'historiens s'expriment sur des questions liées à la richesse.
- 2 <https://2019.geschichtstage.ch> (4. 12. 2020). Les sites internet des éditions précédentes se trouvent facilement en changeant l'année dans l'adresse électronique ci-dessus.
- 3 Hartmut Berghoff, Jakob Vogel (éd.), *Wirtschaftsgeschichte als Kulturgeschichte. Dimensionen eines Perspektivenwechsels*, Francfort-sur-le Main 2004.

Editorial

Reichtum. Einblicke in die 5. Schweizerischen Geschichtstage

Mit dem vorliegenden Heft nutzt die *traverse* zum ersten – und wohl nicht zum letzten – Mal die Gelegenheit, eine Auswahl der an den Schweizerischen Geschichtstagen präsentierten Forschungen zu publizieren. Diese Fachtagung, die von der Schweizerischen Gesellschaft für Geschichte jeweils gemeinsam mit einer Schweizer Universität ausgerichtet wird, findet seit 2007 im Dreijahresrhythmus statt. Die Geschichtstage bieten die Möglichkeit, einerseits einen Überblick über die in der Schweiz betriebene historische Forschung zu gewinnen, andererseits den Stand der nationalen wie internationalen Forschung zur Schweizer Geschichte in den Blick zu bekommen. Im Juni 2019 gastierten die 5. Schweizerischen Geschichtstage in Zürich. Fast 300 Referent/-innen und über 800 Teilnehmer/-innen aus dem In- und Ausland beschäftigten sich in 70 Sektionen mit dem Thema Reichtum. Eine Reihe von Panoramen zu relevanten geschichtswissenschaftlichen Themen sowie Round Tables zum Tagungsthema komplettierten zusammen mit den drei Keynotes das Programm und gaben Einblicke in das Verständnis und den Umgang mit Reichtum und Ressourcen von der Antike bis ins 21. Jahrhundert.

Auch wenn es das erklärte Ziel des Heftes ist, die Qualität und die Diversität der geschichtswissenschaftlichen Forschung, die an den Geschichtstagen präsentiert wurde, sichtbar zu machen, gibt es doch – die Redaktion hat die publizierten Texte gemeinschaftlich aus den eingesandten Vorschlägen ausgewählt – einen durchaus subjektiven Einblick in die Tagung. Besonders freuen wir uns, mit den Beiträgen von Joel Kaye (New York) und Beshara Doumani (Providence) zwei der drei Keynotes hier veröffentlichen zu können. Wir laden die Leser/-innen ein, die Lektüre dieser beiden Artikel audiovisuell zu ergänzen und zu vertiefen; eine Erfahrung, die durch die Videos auf den Seiten des Fachportals Infoclio ermöglicht wird.¹

Die Texte in diesem Heft arbeiten mit einem weit gefassten Verständnis von Reichtum, das auf der Konzeption der Zürcher Organisator/-innen der Geschichtstage beruht. In Zürich wurde Reichtum, verstanden als «materieller Besitz» wie auch als «geistige oder moralische Werte», entlang der Reflexionsfelder Ressourcen, Arbeit, Macht und Wissen erforscht.²

Zwei Dinge sind nun mit Blick auf die grosse Bandbreite der Vorträge an den Geschichtstagen hervorzuheben: Die Beiträge im vorliegenden Heft sind nicht nur durch wirtschaftsgeschichtliche, sondern dezidiert auch durch kulturgeschichtliche Zugriffe auf das Thema geprägt und verweisen auf die Durchlässigkeit zwischen verschiedenen methodischen Zugriffen. Die Herausgeberinnen und der Herausgeber dieses Bandes, wie auch die gesamte Redaktion der *traverse*, waren über die weitgehende Absenz quantitativer Zugänge in fast allen eingegangenen Vorschlägen überrascht. Man kann darin wohl im Sinne des von Hartmut Berghoff und Jakob Vogel geprägten Slogans der «Wirtschaftsgeschichte als Kulturgeschichte» das Resultat einer Annäherung von Wirtschafts- und Kulturgeschichte sehen.³ Zweitens befasst sich mehr als die Hälfte der hier veröffentlichten Beiträge mit der Vormoderne, obgleich an den Geschichtstagen selbst und auch in den bislang aus diesen resultierenden Publikationen vornehmlich Beiträge über das 19.–21. Jahrhundert vertreten waren. In dieser Hinsicht bieten die in vorliegendem Heft abgedruckten Texte also einen etwas verzerrten Einblick in die Geschichtstage.

Im ersten Artikel des Themenschwerpunkts bietet Beshara Doumani eine erweiterte Version seiner Keynote, in der er auf der Grundlage seines Buchs *Family Life in the Ottoman Mediterranean. A Social History* (2017) individuelle Strategien der Güterübergabe im Nahen Osten nachzeichnet. Quellenbasis dafür sind die Archive islamischer Gerichte, die Besitzübergaben häufig in Form von *waqf* überliefern. *Waqf* stellen eine spezifische Form der Schenkung dar, die den Besitz der Schenkenden in seiner Gesamtheit oder in Teilen in Gott geweihte Güter umwandelt, die in der Folge weder verkauft noch gekauft werden können und deren Einkünfte für religiöse oder karitative Zwecke verwendet werden, für die wiederum die Geber/-innen im Leben nach dem Tod entschädigt werden. Die Familien-*waqf* erlauben den Schenker/-innen, einen beträchtlichen Teil ihres Besitzes über mehrere Generationen hinweg an präzise bestimmte Familienmitglieder zu verteilen, bevor der Besitz nach dem Tod der letzten Begünstigten an karitative Institutionen geht. Doumani betont die Notwendigkeit der Historisierung sowohl der islamischen Familie als auch des islamischen Rechts. Am Beispiel von Familien-*waqf* aus Nablus (Palästina) und Tripolis (Libanon) von Mitte des 17. bis Mitte des 19. Jahrhunderts zeigt er, dass es nicht möglich ist, von einem homogenen patriarchalen Modell der «traditionellen arabisch-islamischen Familie» zu sprechen. Das Gegenteil ist der Fall: Die verwandtschaftlichen Bindungen und insbesondere die Stellung der Frau in den Familienbeziehungen und in der Erbschaftspraxis sind von Region zu Region sehr unterschiedlich. Die Arten und Weisen von Vermögensübertragung werden damit zu einem aussagekräftigen Indikator für Familienkonzepte in unterschiedlichen Regionen und Zeiten.

Anhand von reichhaltigem Quellenmaterial präsentiert Joel Kaye im zweiten auf einer Keynote basierenden Artikel einige Thesen seines Buchs *A History of Balance, 1250–1350. The Emergence of a New Model of Equilibrium and its Impact on Thought* (2014). Er zeigt, dass das Konzept des Gleichgewichts eine Geschichte hat und dass es sich, parallel zu den Vorstellungen von Gerechtigkeit ökonomischen Austauschs, zwischen der Mitte des 13. und der Mitte des 14. Jahrhunderts grundlegend wandelte. Ebenso trugen laut Kaye die tatsächlichen Handelspraktiken zur kulturellen Konstruktion des Gleichgewichtsbegriffs durch die scholastische Theologie und Philosophie bei. Kaye weist nach, welchen starken Einfluss die innovativen Überlegungen des französischen Franziskaners Petrus Johannes Olivi in seinem kurz nach 1290 entstandenen Traktat *De emptionibus et venditionibus, de usuris, de restitutionibus* (auch *De contractibus*) auf das ökonomische Denken hatten. Entgegen den traditionellen Deutungen ist Geld für Olivi nicht unfruchtbar, sondern formt zusammen mit der Arbeit und den ökonomischen Kenntnissen des Kaufmanns das Kapital und trägt damit das Potenzial zu Vervielfachung und Produktivität in sich. Profit aus Handel fällt also nicht unter die Kategorie des Wuchers. Während Händler im 11. und 12. Jahrhundert von den Theologen kaum besser als Diebe angesehen wurden, trug Olivi zu einer Neubewertung der Kaufmannschaft bei, indem er ihren positiven Beitrag zur Gesellschaft hervorhob. Weil die Preise nicht feststanden, sondern sich notwendigerweise nur durch Annäherungen und in Abhängigkeit von verschiedenen Faktoren flexibel gestalten, versteht Olivi das Wirtschaftssystem, in dem jede/r versuchte, so günstig wie möglich einzukaufen und zum höchsten Preis zu verkaufen, als sich selbst ausgleichend. Kaye diskutiert zudem ein Traktat von Jean Buridan, Lehrer an der Artistenfakultät in Paris in der ersten Hälfte des 14. Jahrhunderts, in dem die nachhaltigen Auswirkungen des neuen Gleichgewichtsbegriffs auf das Weltverständnis der Naturphilosophie – konkreter der Geologie – sichtbar werden.

In die Waren- und Währungswelt der Kolonie Nieuw Nederland führt uns Eva Brugger mit ihrer Untersuchung von Biberfell- und Muschelgeld im 17. Jahrhundert. Beides waren lokale Ressourcen, mit denen Reichtum, Modebewusstsein und Status ausgedrückt wurden, aber eben auch gehandelt werden konnte. Darüber hinaus manifestierten sich im Gebrauch von Sewantketten, Castorhüten und ähnlichen Produkten globale Verflechtungen. Ihre Produktion und Veredlung lag in den Händen indigener Akteur/-innen, die nach eigenen Logiken und mit eigenen Praktiken wirtschafteten. Brugger argumentiert, dass das Narrativ, das die Verbreitung des Geldes als elementaren Teil des Modernisierungsprozesses aus einer eurozentrischen Perspektive erzählt, nicht geeignet ist, um den kolonialen Handel in Nordamerika zu beschreiben. Vielmehr wurde den Rohstoffen und Produkten genauso wie dem Geld ihr Wert in inter- und transkulturellen Aushandlungsprozessen zugeschrieben.

Lina Weber erforscht die Rhetorik der ökonomischen Patrioten in den Vereinigten niederländischen Provinzen im 18. Jahrhundert. Stehen private materielle Interessen im Konflikt mit dem allgemeinen Interesse? Gefährden Reichtum, Luxus und Profit das politische Gleichgewicht einer Republik? Oder ist ein florierender Handel im Gegenteil eine Garantie für politische Stabilität? Mit diesen Fragen untersucht Weber die Rolle des Reichtums in den Diskursen über den relativen materiellen und moralischen Niedergang der Vereinigten Provinzen, die von den ökonomischen Gesellschaften, insbesondere dem *Oekonomische Tak* der Akademie der Wissenschaften, geführt wurden. Nach Weber entwickelten diese ein Programm, das darauf abzielte, Kapital in die Niederlande zurückzuführen und es wieder in den Dienst des Gemeinwohls zu stellen, und zwar in einem Kontext, in dem vor allem der Fernhandel, ausländische Schuldpapiere und die Rentiers als Gefahren für die moralische Integrität und Freiheit der Republik angesehen wurden. Am Beispiel der ökonomischen Patrioten und ihrer Reformprogramme zeigt der Artikel die komplexen Zusammenhänge zwischen wirtschaftlichen und politischen Vorstellungen von Reichtum auf.

Florian Müller untersucht die Wohnungspolitik in der Schweiz in der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts und fragt, ob es sich um eine «neoliberale Wohnungspolitik avant la lettre» gehandelt habe. In modernen Gesellschaften ist Immobilienbesitz eine bedeutende Komponente der Privatvermögen. Sein Anteil wird in der Schweiz der 1950er-Jahre auf etwa 20 bis 25 Prozent geschätzt. Müller stellt die Ressource Immobilien in den Mittelpunkt seiner Untersuchung, die mit der Periode zwischen 1936 und 1950 eine Schlüsselphase der schweizerischen Wohnungspolitik fokussiert. Wie in anderen europäischen Ländern griff in der Schweiz der Staat im Kontext der Krisen der 1930er-Jahre und insbesondere des Zweiten Weltkriegs einschneidend in den Wohnungsmarkt ein. Während die meisten Länder der westlichen Welt die staatlichen Interventionen in der Nachkriegszeit aufrechterhielten und den sozialen Wohnungsbau oder das Wohneigentum förderten, erfolgte in der Schweiz bereits um 1950 der Rückzug des Nationalstaates zu Gunsten privater Initiativen.

Mit dem Abbau der Wohnungsbausubventionen, einer partiellen Deregulierung des Wohnungsmarktes und der weitgehenden Marktorientierung hatten der private Wohnungssektor und die staatliche Verwaltung den Weg für den privatwirtschaftlich dominierten Bau von Mietwohnungen bereitet, der in der Schweiz einen im weltweiten Vergleich äusserst attraktiven Mietmarkt entstehen liess. Müller argumentiert, dass es sich bei diesem Prozess weniger um eine neoliberale Wohnungspolitik avant la lettre gehandelt habe, sondern vielmehr um eine teilweise Wiederaufnahme der liberalen Wohnungspolitik der Vorkriegszeit.

Sandra V. Constantin und Carola Togni schliesslich zeichnen die Debatten um ökonomische und soziale Ungleichheiten und die möglichen Antworten der So-

zialpolitik im 20. Jahrhundert nach. Ausgehend von der Feststellung, dass die dominierenden sozialpolitischen Konzepte die Ungleichheiten zwischen Männern und Frauen reproduzierten, analysieren die Autorinnen die Initiativen, die in der Internationalen Arbeitsorganisation (IAO) und der Internationalen Vereinigung für Soziale Sicherheit (ISSA) zwischen 1970 und 2000 ergriffen wurden, um Ungleichheiten zu beseitigen. Der Artikel diskutiert die Kritik am «Ernährermodell», in dem sich die Ehefrauen mit Rechten begnügen mussten, die von denen ihrer Männer abgeleitet waren. Diese Vorstellung von Sozialpolitik verstärkte ein Familienmodell, das Frauen weitgehend unbezahlte Haushalts- und Carearbeit zuwies. Auf der Grundlage umfangreicher Quellenanalysen, insbesondere in den Archiven der IAO, und anhand von Interviews zeichnen die Autorinnen nach, wie ehrgeizige Projekte zur Bekämpfung geschlechtsspezifischer Ungleichheiten in der Sozialpolitik innerhalb dieser Organisationen in den 1970er-Jahren zwar zunächst auf die Agenda kamen, dann aber seit den 1980er-Jahren relativ erfolglos blieben. So offenbart der Text – zwischen der internationalen Mobilisierung engagierter Akteurinnen, dem Einfluss des familiaristischen Modells und globalen ideologischen Machtrelationen – die Reproduktion von Ungleichheiten an einem ungeahnten Ort.

Auch zwei der Heftrubriken widmen sich dem Thema Reichtum, wobei die Beiträge nicht auf die Geschichtstage zurückgehen. Urte Krass beschäftigt sich im Bildbeitrag mit der Frage, ob und wie Schweizer Maler in der frühen Neuzeit Reichtum in ihren Bildern – in Stilleben und den neu entstehenden Handelsallegorien – darstellten. Vom Beispiel der «Allegorie des Handels» des Berner Malers Joseph Werner (nach 1667) ausgehend zeigt sie auf, wie sich die Zurschaustellung von Reichtum in den Handelsstädten der Niederlande und des Reichs grosser Beliebtheit erfreute, während in den eidgenössischen Orten eher Zurückhaltung geübt wurde.

In der Rubrik Dokument stellt Lukas-Daniel Barwitzki zwei spätmittelalterliche Urkunden vor, die die Geschichte der einzigen Stiftung eines Laiengrabes im Konstanzer Münster näher beleuchten. Der reiche Bürger Hans Muntprat (gestorben 1487) bezahlte extrem hohe Summen, um entgegen der üblichen Praxis ein Grab im Münster zu erhalten und stiess damit auch auf die Gegenwehr seiner Zeitgenossen.

Ein weiterer Beitrag der Geschichtstage erscheint in der Rubrik Freier Artikel. Anja Suter untersucht die feministische Bewegung in der Schweiz nach 1968 mit Blick auf die autonomen Frauenbewegungen in Zürich und Genf. Sie diskutiert die Verwendung des Begriffs der «Befreiung» in diesem Kontext, besonders in Verbindung mit anderen Kernbegriffen wie «Dekolonisation» und «Rückerobung» und setzt die Verwendung dieser Begriffe in ein Verhältnis zur Auseinandersetzung mit weiblicher Körperlichkeit, Sexualität und Agency. Schliesslich

fragt sie, inwiefern die neuen Reproduktionstechnologien das Zusammenspiel dieser Konzepte in den Jahren zwischen 1970 und 1990 veränderten.

Last, but not least möchten wir dieses Editorial nutzen, um dem langjährigen Präsidenten der *traverse* im Namen der ganzen Redaktion ein herzliches Dankeschön auszusprechen. Hans-Ueli Schiedt hat das Amt im November 2020 weitergegeben. Er war vor über 25 Jahren Gründungsmitglied der zunächst noch «travers» genannten Zeitschrift und hatte das Amt des Präsidenten seit 2005 inne. In all diesen Jahren hat er dank seiner Seriosität, seinem Humor und seiner Offenheit einen unschätzbaren Beitrag zum Gelingen des *projet intellectuel* der *traverse* geleistet und sich unermüdlich für den Zusammenhalt der aus allen Landesteilen stammenden Redaktion eingesetzt.

Lieber Hans-Ueli, für all das und noch vieles mehr danken wir dir!

Karine Crousaz, Pierre Eichenberger, Anja Rathmann-Lutz

Anmerkungen

- 1 Siehe <https://infoclio.ch/node/151088#keynotes> (16. 11. 2020). Neben den Videoaufzeichnungen der drei Keynotes und der Eröffnungszeremonie finden sich auf infoclio.ch ausführliche Panelberichte sowie zahlreiche Interviews. Siehe <https://infoclio.ch/en/Geschichtstage2019> (4. 12. 2020). Zudem hat der Podcast *15past15*, produziert vom Digital History Lab des Historischen Seminars der Universität Zürich, seine Season 2 dem Thema Wealth and the Writing of History gewidmet. Martin Dusinger und Birgit Tremml-Werner haben dafür über ein Dutzend Wissenschaftler/-innen zum Thema Reichtum interviewt. Siehe www.hist.uzh.ch/de/dhl/outreach/podcasts/15past15/season2.html (13. 11. 2020).
- 2 Siehe <https://2019.geschichtstage.ch> (12. 11. 2020). Man findet die Seiten der vorhergehenden Geschichtstage, indem man die Jahreszahl der URL entsprechend ändert.
- 3 Hartmut Berghoff, Jakob Vogel (Hg.), *Wirtschaftsgeschichte als Kulturgeschichte. Dimensionen eines Perspektivenwechsels*, Frankfurt am Main 2004.

Property Devolution, Sharia, and the Making of the Modern Middle East

Beshara Doumani

Allow me to begin with a provocation: Historical practice is, in many ways, a deeply imperialist one. As members of one of the earliest and most powerful of the modern academic disciplines, historians played an important role in the cultivation of specific time/space/agent narrative architectures (or story lines) that were productive of imperial conquests, settler colonial projects, and the nationalist identity/territory/sovereignty matrix on which modern political orders were built.¹

Of course, all modern disciplines – their conceptual vocabularies, enduring questions, and methods of answering them – developed through a centuries-long tension between enabling the dark side of the world and, simultaneously, producing critical knowledge about it. The basic features of the modern world, such as capitalism, as well as the core knowledge regimes used to understand and shape it, such as the ideas of race and territorial nationalism, were formed on the borderlands of colonial encounters.² Hence, the colonial irony and the colonial paradox. The colonial irony is that liberal, humanist, rational, scientific, and universalist thought is implicated and forged in the super-heated violence of genocide, ethnic cleansing, racialized capitalism, and massive ecological destruction. The colonial paradox is: The very analytical vocabulary of critique is, in itself, a product of the colonial encounter.³

Historical practice steeped in positivist epistemology and the scientific method has traditionally viewed time as linear and homogeneous, and space as an empty container at the center of which stood the West and a newly reconstructed juridical species: the human individual. But far from ushering in a universal legal, much less social equality, the category of the human and its associated notion of absolute private property rights underpinned modes of inclusion and exclusion that characterized colonial encounters and the global capitalist economy.⁴ Such a historical practice can be said to be imperialist in three related ways: it renders the past into a single external temporal order, it claims a monopoly over that past, and it insists on the right to appropriate the theoretical and methodological resources of any other discipline (such as economics, sociology, and anthropology) in order to write purposeful narratives about the past.

Such a historical practice, moreover, is necessarily one of specialization and exclusion. How else, it is argued, can one construct purposeful narratives given the immensity of the past and the limitations to what can be known? This question, of course, elides the relationship between narrative and power that produces areas of visibility and invisibility in the fabric of time and space. Put differently, the specialized monographs of historians are like pinpricks into a dark fabric that focus the eye on points of lights like stars in the sky, thus rendering the rest as areas of invisibility. Somewhat akin to the “dark matter” of physics, which accounts for at least two thirds of the mass of the universe, these areas of invisibility constitute the soup in which visible fields of analysis are held in place. As Michel-Rolph Trouillot famously wrote: “That some peoples and things are absent of history, lost, as it were, to the possible world of knowledge, is much less relevant to the historical practice than the fact that some peoples and things are absent in history, and that this absence itself is constitutive of the process of historical production.”⁵

An additional layer of complications faces those who work not on the West, but on the Rest: The notion of a temporal rupture caused by the encounter with the West is so pervasive that it has imprinted the very institutional development of fields of knowledge production about the Other. In terms of imposing its own physics of time and space, this encounter is akin to the in-escapable gravitational pull of a black hole, within which space collapses and beyond which no light (the ultimate metric of time) can escape. It is no exaggeration to say that almost all historical work in Middle East, Islamic, and Ottoman Studies – regardless of approach, methodology, topic, or time period – revolves around the event horizon of this black hole. This has created enormous zones of invisibility with profound intellectual and political consequences.

My work has tried to exceed the colonial frame by focusing on times, places, and agents who have been erased or marginalized in dominant practices of knowledge production. My first book writes Palestinians into history during the Ottoman period through a study of relations between merchants and peasants in the long neglected central hill regions. The history of capitalist transformation is told through the social lives of olive oil, soap, cotton, and textiles.⁶

This talk is drawn from my recent book, which historicizes, for the first time, how ordinary people who lived in the Eastern Mediterranean (بلاد الشام: *Bilād al-Shām* or Greater Syria) during the early modern and modern periods, organized and reproduced family life and kinship relations through property devolution strategies.⁷ Specifically, it looks at how transfers of wealth from one generation to the next were enacted in local sharia courts (محكمة شرعية: *mahkama shari‘iyya*) in the contexts of Islamic legal traditions, Ottoman imperial governance, and local political economy. The findings point towards alternative space/time/agent architectures for narrating the making of the modern Middle East.

Historicizing the Family

Since the formation of a large public sphere in the mid- to late-19th century, the topics of women, family, and religion have been, and continue to be, hotly debated across the globe. What is the place of women in society? What should the ideal family look like? Who are the kin who count when devolving property from one generation to the next? And what are the proper roles of religion and the state in the governance of family life? The political stakes inherent in these questions are enormous, for they shape modes of inclusion and exclusion in the organization of modern societies.

It is a truism that ideological mobilization in pursuit of desired futures requires the construction of politically convenient – thus, largely mythological – pasts. The hotter the debates among competing ideologies, such as during the Cold War and the anti-colonial struggles following the Second World War, the greater the irrelevance of grounded historical knowledge; if only because such knowledge usually produces contingent, messy, and inconvenient pasts. It is not surprising, therefore, that the considerable and rigorous literature on history of the family in Europe and the United States published over the past seven decades, has produced startling and largely unexpected results subversive of basic assumptions. For example, we now know that the nuclear family is not a product of the industrial revolution; it predominated long before. The age of marriage prior to industrialization was late, not early, as commonly believed. Family size was small not large, and mobility was substantial, not limited. Wage work and urbanization in the 19th century did not lead to the demise of the extended family. On the contrary, it led to an increase in co-residence with extended kin producing what David Sabean and Simon Teuscher called a “kinship hot society.”⁸ Horizontal class relations did not displace kinship; rather they were shaped by kinship practices. Kinship relations were cemented by sharply increased rates of repeated endogamous marriages, especially between cross-cousins, among the propertied intellectual and professional classes that viewed cousin marriage as an artifact of traditional societies. Put crudely, they practiced the opposite of what they preached and believed themselves to be.⁹ These are but some of the findings that shattered the crystalline structure connecting capitalism and democracy to conjugal relations based on affective ties between individuals and positing this connection as the defining hallmark of Western societies.

This is about the West. When it comes to the Rest, the ideological fog is thicker and the amount of research is much thinner. The fog is thicker because of the common belief that family is for the West and kinship is for the Rest,¹⁰ the assumption being that family as a collection of individuals is a more advanced form of social organization (read capitalism and democracy) than kinship structures based on

the collectivity (read tradition and authoritarianism). The research is thinner because the study of kinship was relegated to anthropologists who focused on what they perceived as the primitive Other in “exotic” regions; as well as to modernization theory sociologists, who blamed “traditional” kinship structures and religious institutions for the lack of economic and political development.

Thus, even though most social science and humanities writings in Middle East, Ottoman, and Islamic studies, routinely invoke family and the sharia (شريعة: Islamic law) in support of this or that argument about the legacies of the past and the possibilities of the future, we actually know little about the histories of family formation and everyday legal practices, especially for the pre-20th century period. For instance, Orientalist, modernization theory, nationalist, and Islamist constructions of this region’s past (which still dominate both the academy and public discourse) depend heavily on the assumption that family and religion constitute the bedrock of Middle Eastern societies, and that a specific family type – evident by the common prefixes “Arab,” “Muslim,” or “Mediterranean,” and understood to mean patriarchal, extended, and patrilocal – captures the essence of these societies.¹¹

For instance, Orientalists view non-Western cultures prior to the encounter with Europe as traditional monoliths held together by rigidly authoritarian and misogynist religious traditions and family structures (*That is what makes them different from us*). Arab nationalists assume – indeed, insist – on a linguistic and cultural homogeneity within recently constructed political communities, and considers the family to be the indivisible building block of this homogeneity (*That is what makes us a people*). Islamists claim that prior to the calamities of western intervention, there prevailed a golden era of Islamic justice characterized by a harmonious balance in family life between moral and legal norms (*That is why we must live by the sharia*).

These assumptions, similar to those that undergird the notions of the traditional joint Hindu family and the traditional extended Chinese family, render the past into a static backdrop against which the lively stories of modernity can be narrated. These stories, invariably, are about how externally-generated, top-down forces – structural transformations caused by an expanding world capitalist economy; encounters with secular, individual-based Western culture; and interventions by newly established colonial and postcolonial states – produced deformed modernities in the non-western world. These forces, modernization theory tells us, for example, come to undermine the traditional family without bringing about the rise of a genuine “modern” nuclear family; thus resulting in a pathology of arrested or mutated political, economic, and social development. The deformed modernity of the Arab/Muslim family, for instance, is cited as an explanation for the inferior status of women, authoritarian political culture, absence of the rule of law, lack of entrepreneurial spirit, and so on.¹²

Thus, the perennial questions in public discourse in Muslim Majority societies since the late 19th century are: *How (or should) the Arab or Muslim family be modernized? How (or should) the sharia be reformed?* These questions assume the existence of a traditional family type and of an authentic or uncontaminated sharia prior to the encounter with the “West.” But what if there is no such thing as a Muslim or Arab family type or an authentic pre-colonial sharia? What if legal practices and kinship organization, especially when it comes to the relationship between property and gender, are contingent and vary widely? How would we, then, have to rethink the basic assumptions about the making of the modern Middle East?

A Puzzle and Points of Entry

I set out to historicize family and the sharia through a comparative study of two provincial regions, Nablus (Palestine) and Tripoli (Lebanon), over a two-century period (1660–1860), by asking the following question: how did property devolution, as a conscious and strategic social act and a set of kinship and legal practices, reproduce and transform family life in historical time? The research is based primarily on an immersive reading, for over a decade, of the entire corpus of Islamic sharia court registers (سجلات المحكمة الشرعية: *sijillat al-mahkama al-shar'iyya*) containing over 15,000 unindexed, unsearchable, handwritten documents. These documents cover a wide range of transactions that one would expect to find in a legal institution that acted both as a public records office and a civil court.

To my knowledge, this is the first study primarily based on a comparative analysis of two collections of sharia courts registers over such an extended period of time. I thought that data points from two urban centers would make for more robust historical generalizations. But in the course of my research I stumbled across an unexpected and stubborn puzzle: There are dramatic, long term, and systematic differences between Nablus and Tripoli in the ways family was understood, organized and reproduced, even though these are two nearby and similar cities located in the same cultural (Eastern Mediterranean), legal, religious, and political (Ottoman imperial) zone. For example, females are always included in inter-vivos property devolution strategies in Tripoli, but they are usually excluded in Nablus. What accounts for this difference and how does this finding move us towards a decolonized time/space/agent architecture that exceeds, subverts, and suggests alternatives to the dominant colonial frame for understanding the making of the modern Middle East?

The most obvious way for historians to explore new ways of investigating and

reconstructing a past is to theorize different spatial and temporal points of entry, as well as to experiment with methodologies and sources. On a synchronic spatial grid, I chose the provincial cities of Nablus and Tripoli and their hinterlands, because the notion of “regional social spaces” is crucial to escaping the telos of three concepts – civilization, empire, and nation – whose dominance as spatial constructs is directly related to their usefulness for powerful political projects. A focus on political economy of these subnational spaces (as opposed to the far more common studies of imperial centers such as Istanbul, Cairo, and Damascus) opens a window on a long-hidden world of rich diversity and texture. It also allows for counterintuitive connections and trajectories that are peripheral to stories about the colonial encounter, but absolutely fundamental to the production and re-production of everyday life in ways that continue to shape our present and future.

On a diachronic temporal grid, I chose a scale of two centuries, in order to provide a before/after perspective on the period of Egyptian rule (1831–1840) over the Eastern Mediterranean, conventionally viewed as the watershed moment that ushered in the modern era, in much the same way that Napoleon’s invasion of Egypt in 1798 is seen as the rupture of modernity for the Middle East in general. A long-term view is also necessary, because family life is best measured by generations not decades, and because the diverse trajectories of local political economies and social formations raise unsettling questions not just about the nature of the transition from “early modern” to “modern,” but also about the usefulness of these concepts in the study of Europe’s Others.¹³

My thematic point of entry for historicizing family and sharia is an examination of the common practice of inter-vivos property devolution: a purposefulness and strategic social act. Who to pass wealth to, when, and how are not simply technical legal questions. They have implications for the organization of property, gender, and kinship relations; for the epistemological foundations of law and society, and for the formation of modern technologies of governance by centralizing states. Family is a product of all three dynamics and, simultaneously, the idiom through which they are made legible, contested, and transformed.¹⁴

Archives as Object and Subject: Kin *in/and* the Sharia Court

This research is based on several sources, such as the central Ottoman archives, family papers, and fatwa collections (opinions by jurisconsultants). But the core sources are registers (سجل: *sijill*) of the sharia court, which operated in the cities and towns of the Ottoman empire from the Balkans to the Arabian Peninsula and from North Africa to the borders of Persia. The sharia court was the most

important institution of Ottoman state governance on the local level as well as the guardian of property and power relations that reinforced local class and other privileges. It is, so to speak, where the imperial rubber hit the road.

The “people” (أهالي: *ahālī*) of Nablus and Tripoli, commoners and elites alike, attached great importance to the court as a public records office and as an adjudicator of disputes. The daily interactions and contestations in local courts over the centuries were recorded in registers – a living and active archive that can be seen as akin to a depository of the textual memory of urban communities. This communal textual memory both mediated and constituted a discrete socio-legal space whose inhabitants, especially propertied individuals, came to share a common sense of community and territorial belonging. Attempts by modern states to cultivate a territorially based national identity through the establishment of a state archives, can be seen as a top-down version of a largely bottom-up phenomenon of creating Ottoman subjects, primarily through the sharia court.

The encounter between kin and court was a mutually constitutive one. By routinely resorting to the sharia court to enact legally sophisticated property devolution practices, kin defined the role of the court as a social institution and shaped its archives. At the same time, kin were required to compress complex and messy family circumstances into a limited number of available legal channels, which were further bound by rules of presentation, evidence, and witnessing. Meanwhile, the qadi (قاضى: judge) could shape outcomes by deciding what issue was at stake and what party was positioned as the plaintiff and which one as the defendant. The analysis, therefore, must constantly shift back and forth between what court documents can tell us about family life in these two cities and what they reveal about the stories that are likely to be authorized by the sharia court registers as technologies of power and sources of authority.

The structuring discursive power of Islamic legal norms, the procedural imperatives of a state-sanctioned institution, and the active authority of the qadi set the parameters and the ground rules for negotiations of power and property relations between kin in court as well as the construction of kinship as a set of legal and cultural understandings. That is, notions of family, property, and sexual difference – the core set of understandings that govern relations between kin – were not simply brought in by litigants and then deposited or reflected in the archives of the sharia courts. Rather, these notions were constituted and transformed in the very process of the encounter between kin and court. Indeed, the very conceptualization of property devolution as a social act takes into account what is required legally and institutionally to make these performances possible in the first place. The sharia court is, therefore, both the object and subject of study. That is, I examine the mutually constitutive relationship between *kin and court*, as well as the social history of family life as seen in the encounters between *kin in court*.¹⁵

Towards that end, this study employs a combination of quantitative and qualitative methodologies in order to harness the productive tension between structure and agency. Quantitatively, I searched for patterns in these documents, such as who sued whom over what in litigation between kin, or which groups were included or excluded in family trusts. This is a form of archival mining that is typical of conventional empirical historical research. At the same time, the patterns revealed not only “facts” about family, but also about the court as a legal institution in the context of Ottoman imperial rule and local political economies and social structures. Qualitatively, therefore, I reconstructed longitudinal case studies of a single individual or family through in-depth textual reading of legal documents looking for motivations, subjectivities, and values through what I call “the topography of imperfections” in legal texts. That is, I used the tools of literary criticism and legal history to examine which stories each text reveals about its own making. Since the quantitative and qualitative approaches inhabit very different epistemic registers, a persistent theoretical challenge is: how can one historicize deeply embedded legal traditions practiced in the name of Islam as a religion while, at the same time, crafting a narrative of social change over time?

The Waqf as a Family Charter

This study examines property devolution practices as enacted in two types of legal transactions: family waqf (وقف ذري: *waqf dhurri*) endowments and lawsuits between kin. Due to space constraints, lawsuits (دعوى: *da'wa*) will not be discussed. Suffice it to say that lawsuits are fundamental to the (re)alignment of gender, generational, and property relations in light of changing economic realities, life cycles, absence of male children, sudden death of heads of household, marriage problems, and other circumstances. Kin were not shy about suing each other in court, and women were, more often than men, litigants in cases that involved inheritance and/or beneficiary status in a waqf endowment.

Waqf is an endowment or trust that transforms a person's private property into God's property, so it can no longer be bought and sold; and then allocates the revenues of these properties for charitable purposes. The family waqf is also ultimately charitable, but only after the extinction (انقراض: *inqirād*) of those among the endower's descendants who are designated as beneficiaries. During this theoretically infinite detour, the control of the collection and distribution of the revenues, as well as all decisions over upkeep, rental, and lease of the revenue-producing properties, remain in the hands of the endower followed by her most senior and/or capable of beneficiaries.

Waqf is perhaps the most iconic and studied legal institution in Muslim societies. And I would be remiss not to mention here that the French and British colonial authorities in South Asia, the Middle East, and North Africa railed against the waqf as a hinderance to capitalism and as a trust fund for the enemies of modernization; a thesis accepted by many scholars who blame the waqf for the economic “backwardness” and “decline” of Muslim societies.¹⁶ At the other end of the spectrum, we find many Islamist and some post-colonial scholars who view the waqf as the moral core of Islamic civilization and a signal example of its superiority.¹⁷ Both perspectives privilege the colonial frame at the expense of historical contingency, local diversity, and pre-colonial modes of inclusion and exclusion. Much of the literature on waqf, in any case, focuses on the large charitable endowments considered to be key to imperial rule, the organization of urban life, and economic networks.¹⁸ Far less studied are the much more numerous family waqfs which, during the period under study, constituted 75 to 98% of all endowments in Tripoli and Nablus, respectively. The family waqf, this study contends, was absolutely fundamental to the organization and reproduction of family life, gender, and kinship relations, primarily through custom-designed strategies of wealth management and property devolution.

The family waqf is the most flexible, expressive, and enduring legal instrument for governing long-term property relations between kin. Its built-in toolbox of options and preferences allowed individuals to custom design, so to speak, their property devolution strategies. Choices included the timing and purpose of the endowment, the types and amounts of properties to endow, whom to include or exclude as beneficiaries of the revenues generated by the endowed properties, the particular conditions (شروط: *shurut*) attached that govern the distribution of revenues, the setting aside of funds for annual enactments of specific pious rituals, the designation of charitable venues following the extinction of the endower’s progeny, and a hierarchy of preferences in terms of who was to administer the waqf. Taken together, these choices express, among other things, the endower’s vision of what constituted family, how it should be reproduced, and its proper place in the material and spiritual worlds.

The family waqf, therefore, is a sensitive barometer of how family was understood and organized. During its golden age from the 17th to the late 19th centuries, the family waqf in Bilad al-Sham was a key component of strategies not only to express piety and contribute materially and spiritually to the general welfare of the community; but also to lay the cornerstone of a discrete “family” with a surname by establishing a patrimony and setting up mechanisms for its devolvement to one’s biological descendants and nearest kin. The family waqf, therefore, can be analyzed as a family charter that governs not only property relations between kin, but also the moral-disciplinary order of kinship.

A Tale of Two Waqfs

In order to highlight the differences in property devolution strategies between Tripoli and Nablus, this section compares the waqf designs of two individuals, Husayn al-Husayni (حسين الحسيني) and Abdel Wahid Kahmmash (أحمد خمّاش), who lived around the same time. Both belonged to scholar/businessmen families that climbed up the social pyramid during the second half of the 17th century and accumulated wealth and prestige throughout the 18th and much of the 19th centuries. Both men held positions in mosques and the sharia court, frequently served as witnesses, and worked as reciters of the Qur'an, among other things. The design of their family waqfs, however, differed dramatically when it came to the types of properties seen as constituting a family's material foundations, the patterns of inclusion and exclusion of beneficiaries, and the place of charity and good deeds in the cultivation of relations with the religious establishment and in the accumulation of rewards for the afterlife. In short, they had different visions of what family is and how it ought to be organized.

Tripoli: Husayn's Design

The endowment by Sayyid Hajj Husayn Çelebi al-Husayni on August 2, 1802 nicely illustrates the possibilities of the waqf as a family charter.¹⁹ Husayn was a well-to-do merchant, urban landlord, and entrepreneur in the soap trade and commercial production of olive oil and citrus. As the patriarch of his extended family, he viewed the endowment of a waqf as the culminating moment of a long life of patient accumulation of properties, of piety, of emotional and material investments in marriage and household, and of moral debts he owed friends and relatives who stood by him. At the time of the endowment, his father and uncles were all dead and he had only female siblings. Advanced in years, he had already experienced the pain of outliving his oldest son, and was committed to taking care of his deceased son's daughters, both of whom were in their legal majority at the time of the endowment; as well as his wife, his remaining children (a son and a daughter), and his nephew (his sister's son), for whom he felt a special affinity or responsibility.²⁰

The challenge he faced was how to integrate all of these dimensions of his life – social and material capital, kinship and affective ties, piety and spirituality – and how to transform them into an institutionalized legacy that expressed his beliefs, values, and vision of family. The seriousness by which he faced this challenge is abundantly evident in the waqf's complex and mathematically elegant structure that flows in cascades of twos and threes. Husayn endowed all twenty-one

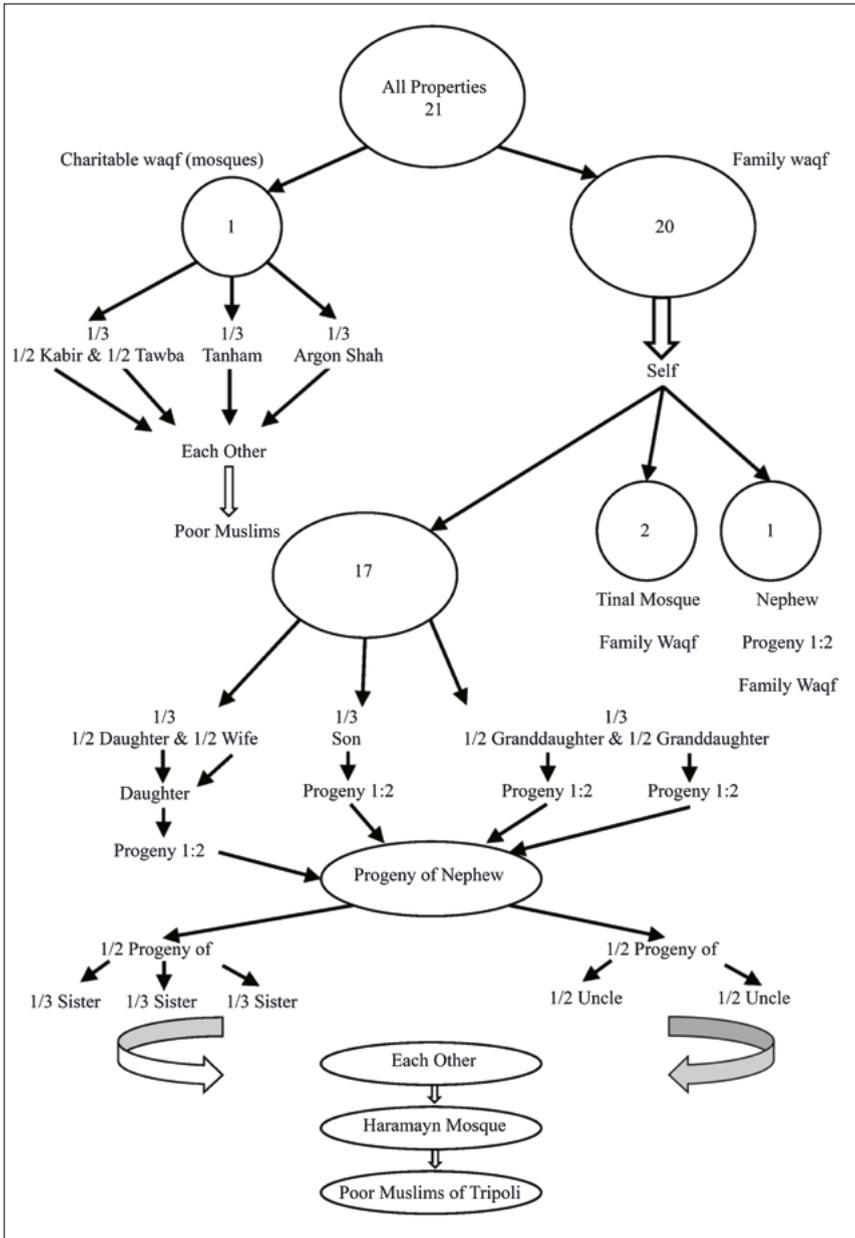


Fig. 1: Flow Chart of Al-Husayni Waqf, 1802.

of his most important properties, with the notable exception of his residence. The list of properties began with the most profitable: irrigated mulberry orchards located outside the walls of the city and dedicated to feeding silk worms. Together, these properties amount to what I call a “constitutive” waqf; that is, an endowment rich and diverse enough sustain generation after generation of beneficiaries in perpetuity (Fig. 1).

Briefly summarized, the following features are key to Husayn’s family charter. First, he designated his son and his daughter as equal beneficiaries, which deviates from the most important principle of post-mortem Islamic rules of inheritance (علم الفرائض: *‘ilm al-farā’id*), which states that the male is to receive twice the share of the female.²¹ Second, he included his granddaughters and nephew as beneficiaries even though neither would have been eligible for post-mortem inheritance. Third, Husayn set aside a considerable percentage of the revenues for funding a number of annual good deed (مباررات: *mabarrāt*), whose rewards can be deposited, in a manner of speaking, into a spiritual bank account for the afterlife. Like the rest of the endowment, these were also arranged in a symmetrical structure. They included payment for:

1. Recitation of the entire Qur’an every Friday of the year in the presence of the beneficiaries.
2. Bread to be distributed to beneficiaries every single Friday of the year.
3. Food for the waqf’s beneficiaries on the five holy nights of the year.²²
4. Recitation of the popular *Yā’ Sīn* (يس) verse of the Qur’an each day of the year.
5. Reed mats and lighting oil lamps for several mosques.

Aside from custom designing a family charter and accruing rewards in the afterlife, Husayn’s endowment and good deeds established a spatial and temporal grid for gathering and experientially connecting the kin who count, served as a reminder that his endowment is the source of both their physical and spiritual nourishment, and established his family as a pillar of piety in the community. The situation in Nablus could not be more different.

Nablus: ‘Abd al-Wahid’s Design

On the face of it, the Khammāsh family is very similar to the Al-Husaynis of Tripoli. The leading male members were also scholar/businessmen involved in soap production, urban real estate, and service in the sharia court. The design of their family waqfs, however, differed dramatically when it came to the types of properties seen as constituting a family’s material foundations, the patterns of inclusion and exclusion of beneficiaries, and relations with the religious estab-

ishment. In short, they had different visions of what family is and how it ought to be organized.

The Khammāsh family's five successive endowments over a six-decade period (1806, 1826, 1848, 1858, and 1869) reveal an extended, multi-generational household in continuous transformation through the classic consolidation, fission, and reconsolidation phases.²³ They begin with a medium-sized joint endowment by two brothers who lived with their families in their father's house. Consistent with the Nabulsi preference for organizing kin and property along the model of the branch, each of the endowers of the first waqf passed on his share to his children and their descendants, males having twice the share of females. To concentrate this property within the male line of each branch, the endowers stipulated that the shares of their daughters and any future female children they may have could not be passed on to their children and had to revert to their two brothers and their progeny. They further stipulated that the shares of their female children as well as the right to reside in the house were to be immediately rescinded for any daughter who entered marriage. This is a consequential condition, because marriage was nearly universal. Each successive waqf over the next six decades excluded females further until they were excluded altogether and no longer mentioned in the endowments.

Typical for Nablus, but in stark contrast to Tripoli, the family residence is the centerpiece of the waqf endowment, for it served as the headquarters of a family branch that often was indistinguishable from joint economic enterprises by brothers and cousins. Over time, the large and diverse portfolio of endowed properties by Abd al-Wahid Khammāsh resulted in a compound of adjacent structures composed of houses, water wells, shops, bakeries, warehouses, bath house, stables, soap factory, pottery works, gardens, and coffee shops, among others things. The spatial grid of the dense array of properties, linked by hidden passages, staircases and hallways and then radiating outwards to commercial hubs, gardens, and mills at the very edge of the city – both produces and reflects the power relations and hierarchies of an octopus-like complex, the head of which is the endower and his male descendants.

Mabarrāt, good deeds financed by a percentage of waqf revenues, were entirely missing from the waqf endowments by the Khammāshs, very much in contrast with the waqf of Husayn al-Husayni in Tripoli. Rather, discipline was maintained through a system of escalating punishments. If any beneficiary violated the conditions of the waqf as laid out by the endower he (there were no “she” at this point) would be forever excluded from the waqf unless he repented (يتوب: *yatūb*). Upon repentance, he would regain his lost share after one year, during which it would be distributed equally to the other beneficiaries. If repentance was followed by a second infraction, so warned the waqf, the guilty party was to be permanently excluded.

House (دار: *dār*) versus Orchard (بستان: *bustān*)

In both Tripoli and Nablus, there is a laser focus on vertical property devolution. This effectively excludes spouses, parents, and agnates who make up the largest pool of potential legal inheritors, were post-mortem Islamic rules of inheritance shares (*'ilm al-farā'id*) to apply. The pervasiveness of this overall pattern of inclusion and exclusion in hundreds of family waqfs endowed over a two-century period clearly shows that inter-vivos property devolution favored one's children within the conjugal family, not the traditional extended family popularly imagined as the bedrock of Arab, Muslim, or Eastern Mediterranean societies.

When it comes to gender and property, however, the similarity between Tripoli and Nablus ends. With rare exceptions, all the family waqfs of Nablus and Tripoli from 1660 to 1860 invoked one of four basic patterns of designating beneficiaries, Pattern One being most inclusive of females and Pattern Four, the most exclusive (Table 1). Generally speaking, the family waqfs of Tripoli and Nablus inhabit the opposite ends of the spectrum. Almost 100% of those in Tripoli, and consistently so over the centuries, include females as beneficiaries, and one-third of them, like Husayn's waqf, fit Pattern One. In Nablus, over 90% of family waqfs exclude females to one degree or another, and there is a major shift by the 1830s toward complete exclusion. The family waqfs of Abd al-Wahid Khammāsh start with Pattern Three in the early part of the 19th century and end with Pattern Four by mid-century.

It is true that the waqf is but one element in the overall system of property devolution, which also includes, among other things, marriage strategies, wills, and gifts. Moreover, only a part of the population, albeit a substantial one, endowed waqfs, and the average life span of any one waqf varied considerably, some lasting for centuries and many others for only a generation or two. One cannot assume that the conditions attached to waqfs became lasting arrangements. Still, the clauses of inclusion and exclusion attached to waqf documents reveal different visions of family life that did have consequences, if only because they constituted the terrain over which family members negotiated their internal power and property relations. This is attested to by the large numbers of lawsuits about waqf endowments in the sharia courts and the dominance of waqf as a topic in fatwa collections of jurists.

There are also other dramatic differences in family waqf endowments between Nablus and Tripoli that are systematic and enduring. For example, joint waqfs by brothers and/or male cousins were common in Nablus, but unheard of in Tripoli. Females endowed about half of all waqfs in Tripoli, but only 10% of those in Nablus (and none after 1840). The house is always the focus of property devolution

Tab. 1: *Basic Patterns in Designating Beneficiaries in Family Waqfs*

Steps	Pattern one	Pattern two	Pattern three	Pattern four
One	Self	Self	Self	Self
Two	Male/female children 1:1	Male/female children 2:1	Male/female children 2:1	Male children only
Three	Same	Same	Children of male children	Male children of male children
Four	Same	Same	Same	Same
Five	[Mabarrāt]	[Children of brother(s)]	[Progeny of female children]	[Male children of females]
Six		[Nearest agnates]	[Children of brother(s)]	[Male children of brother(s)]
Seven		[Mabarrāt]	[Nearest agnates]	[Male children of nearest agnates]
Last	Charitable ends	Charitable ends	Charitable ends	Charitable ends

[] = Conditions sometimes added to basic pattern

in Nablus, while in Tripoli, it is irrigated orchards. What explains these different property devolution practices and forms of gendering property?

The Political Economy of Difference

There are a number of answers to this question that I discuss elsewhere.²⁴ But the core assumption here, buttressed by much of the voluminous literature on family history, is that there is a strong correlation between political economy and techniques and relations of production, on the one hand, and kinship organization, gendered division of labor, and practices of property devolution, on the other. This is not to suggest a mechanical relationship between the two, but it did matter that in Tripoli, the major source of wealth was privately owned and irrigated urban orchards, managed through co-cultivation contracts; while in Nablus, it was access, primarily through money-lending contracts (سَلَم: *salam*) to the surplus of peasants who had usufruct cultivation rights over government owned (ميرري: *mīrī*) dry farming lands. Crudely put, the former militated for a large



Fig. 2: Orchards and olive groves in Tripoli's Green Zone, circa 1933. (*Service géographique de l'armée [travaux sur le terrain de 1931]; Institut géographique national, Paris, 1933*)



Fig. 3: Nablus, 1898. (*Library of Congress Prints and Photographs Division. "Vale of Napulus." LOT 13424, no. 092, www.loc.gov/item/2001699271*)

middle class and inclusion of women in property devolution strategies, while the latter facilitated the concentration of wealth and the exclusion of women.

Tripoli: The Mulberry Tree

River-fed urban irrigated agriculture, whether in interior oasis cities such as Damascus or coastal ones such as Tripoli, was a powerful force in shaping local social formations, political relations, cultural dynamics, and spiritual life. During the 1660–1860 period, Tripoli had the largest and most sophisticated urban agricultural sector of all of the coastal cities along the Eastern Mediterranean. The huge several kilometers square green zone, subdivided into multitudes of orchards (*bustān*, pl. *basātīn*), was a powerhouse for the commercial production of silk (and later citrus) for local, regional, and European (mostly French) markets. For centuries, the white mulberry tree, the leaf of which is the only food the silk worm deigns to eat, dominated this landscape, and absorbed the energies of large swaths of the population of Tripoli and its nearby villages. Trees constituted the backbone of family properties, for they could be owned separately from the land (as was the case with water, as well) on which they were planted, the latter being mostly endowed as waqf. This irrigated urban green zone supported a large and diverse middle class characterized by the signal importance of the conjugal family and gender-inclusive property devolution strategies.

If investment in trees was the key path to social mobility and the mainstay of a middle class in Tripoli, it was even more so for females, especially when coupled with silk production which depended largely on female labor. Consistently throughout the two centuries under study, we find that women were active in the orchard business as owners, contractors, investors, and/or managers. Like men, they negotiated co-cultivation contracts, primarily *mughārasa/munāṣaba* (مناصبة/مغارسة), to realize the productive potential of their trees.²⁵ Land and trees were located within a short walking distance from the owners' homes, and women, like men, had direct access to the information needed to calibrate capital investment and market conditions, to contract and manage labor, to supervise the production process, and to organize the marketing of silk or citrus.

This, for example, is precisely what 'Atika (عاتكة), daughter of Mustafa Ibn Baqara (مصطفى ابن بقرة), did in the late 17th century. Sometime before 1685, she endowed an orchard of mulberry trees as a family waqf and appointed herself as the sole beneficiary and administrator.²⁶ This change in the legal status of her property provided added layers of protection: waqfs cannot be confiscated in case of indebtedness, and they are less vulnerable to counterclaims by agnates in the absence of a male heir. She then rented one half of the orchard to Hasan ibn

al-Hajj Mansour al-Dallal (الدلال حسن ابن الحاج منصور), for a period of twelve years, at the end of which he would own half the trees he planted and nurtured. 'Atika did not rent the other half, which was a smart move on her part as it allowed her to minimize the claims and dependency that could be generated by a long tenancy. She could also make more profit if she performed part of the work herself (which was not unusual) and/or if she acted as her own contractor who then hired seasonal groups or teams of workers.

This was also a fortunate move in terms of timing, for the late 17th century turned out to be an excellent moment for investing in mulberry trees and silk production. After a five decades-long absence due to French government anger at the treatment of French merchants in Tripoli, French merchants came back to Tripoli in 1667. They focused on the white silk, much desired in France as background to gold and silver threads for military insignia, among other things. Moreover, and in the same year as 'Atika's appearance in court (1685), Louis XIV of France ordered the lifting of all customs on silk directly imported from the East to the port of Marseille. Finally, the price of silk was rising. Indeed, and unbeknownst to 'Atika and Hasan, the price of silk would make a leap in the early 18th century, precisely at the time when their trees would be at their prime.

The capacious legal framework that governed the transubstantiation of a relationship into a calculable commodity through a tenancy contract allowed for flexible arrangement between parties, both male and female, that are not bound by long term social, political, or kinship ties. In the context of the political economy of the Green Zone, it also helped facilitate the participation of a broad spectrum of actors, not the concentration of holdings. Hence, the greater possibilities of inclusive property devolution practices in Tripoli. We should not be surprised, therefore, that among the financial guarantors of 'Atika were other women. One was her own sister, and the other was Zainab (زينب), her paternal cousin.²⁷

Nablus: Moneylending and the Rural Surplus

In Nablus, by contrast, the commercial and manufacturing livelihoods of the urban population – especially merchants, shopkeepers, and artisans – depended largely on the agricultural surplus of peasants with usufruct cultivation rights over government (*mīrī*) land. The transfer of that surplus was legally realized primarily through the forward purchase (*salam*) moneylending contract.²⁸ This surplus was unevenly appropriated; the lion's share went to the large merchant households operating centralized family firms that carved distinct social and physical spaces both in the city, in the form of large residential compounds; and in the hinterland, in the form of spheres of influence in clusters of villages they

specialized in dealing with. The spheres of influence were constructed through multi-generational patron-client networks. The networks were volatile male spaces that required carefully nurtured and, sometimes, violently sutured political and social alliances between heads of rich and powerful urban families, on the one hand; and leaders of armed rural-based extended families and clans who controlled the rain-fed and state-owned lands that produced the olive oil, grains, legumes, cotton, and other commodities, on the other.

All property relations are gendered to one degree or another, but the situation in Nablus was highly polarized along the male/female axis. The political economy of the Nablus region gave rise to what one might call the commercial family firm, which was vertically integrated, centralized, ruled by partner brothers or male paternal cousins, and transmitted through their male line of descent. Family firms were risky and highly competitive enterprises, for they were constructed and reproduced in a decentralized political environment characterized by multiple territorially based centers of power and frequent political upheavals. The capital resources and reputation needed for daily operations were tightly controlled and jealously defended, since it took generations for successful networks to strike deep roots. The concentration of family resources, in turn, required a high degree of internal discipline, mobilization, and stratification along gender and age lines. In terms of property devolution and marriage strategies, this came at the expense of younger brothers, females, and children in their legal minority. The women of Nablus, very much unlike those of Tripoli, were virtually excised from the primary economic life of the city.

So What? Why Should We Care?

Are the property devolution practices in Tripoli representative of coastal towns and interior oases that depend primarily on urban agriculture? Would those of Nablus be typical of the market towns whose lifeblood is the surplus of rain-fed hinterlands? Are local political economies really so determinative of how wealth was transferred from one generation to the next? If so, does that mean that the wide diversity of the social spaces that constitute the Ottoman Empire render a general history of family life impossible? And what implications, if any, does this historical study have for how we understand the formation of the modern Middle East as well as current debates about property, gender, kinship and Islamic law? There are no ready answers on the empirical level. Family history is still a very young field of knowledge production in Middle East, Islamic, and Ottoman studies. And although there is a long tradition of local histories, only a few of the dozens of provincial regions in the Ottoman domains have been investigated in

depth. Indeed, we lack the most basic economic, social, demographic, and cultural data for these regions. And, of course, we have little idea about family life of the poor who did not own immovable property; or the kinship, gender, and property relations among slaves, *pastro*-nomads, and peasants, especially before the modern techniques of governance – such as census counts, military conscription, and individual-based tax rolls – became the norm around the mid-19th century.

It may be of little consolation to some in the social sciences, but at least on the theoretical and methodological levels, it can be argued that the primary importance of in-depth regional and family history studies lies not only in how typical they may or may not be, but in the new questions and insights they can lead to in terms of what it means to do history. Studies of a single individual, family, or village can transform an entire field, thus rearranging earlier puzzles and adding many more.²⁹ In any case, the historically contingent and diverse configurations over space and time of the kinship/property/gender matrix between Nablus and Tripoli cast doubt on prevalent assumptions about family and *sharia* in the past, on whose shoulders stand a range of claims about Islam, women, and modernity, the three prestige zones of knowledge production on the Middle East.

Ultimately, the hope is that the theoretical and methodological moves in this study will lead some to ask new questions and to innovate new ways of answering them. The systematic and long-term differences between Nablus and Tripoli, for instance, de-center the colonial encounter position in historical narratives as the external rupture which ushers in the modern period. They also trouble the common spatial geography of modernity, which pits coastal cities (and especially its minority communities) as beach heads of Westernization against interior cities as bastions of tradition. Moreover, it is clear that the integration of Tripoli and Nablus into the world capitalist economy during the 1660–1860 period, produced divergence, not uniformity. In Nablus, this led to dramatic concentration of power and property in older males who formed joint households as brothers and cousins based on exclusion of women and younger siblings to a much greater degree than the early modern period. In Tripoli, we find a surprising consistency in the inclusion of women and even more equality in the transfer of wealth to females along with the expansion, overtime, of an urban middle class based on agricultural production.

In short, what ordinary people do matters, even those who live in provincial regions. The daily legal practices of Husayn al-Husayni and Abd al-Wahid Khammāsh and millions like them across the empire over the centuries, constituted families, communities, and regional political economies and social formations. They were also constitutive of the spiritual sensibilities, normative values, and beliefs that shaped subjectivities and informed everyday life. Indeed, it is possi-

ble to argue that the accretion of property devolution practices over the centuries in provincial regions, where the overwhelming majority of Ottoman inhabitants lived, was a major factor in shaping the material, legal, and moral order of the Ottoman Empire in early modern and modern times. Putting everyday life of these long-overlooked individuals and communities at the center of analysis, contributes to decolonizing historical narratives by breaking through structural silences and opening new ways of seeing.

Notes

- 1 This article is adapted from a keynote address delivered on June 5, 2019 to the 5th meeting of the Swiss Congress of Historical Studies, held in Zurich, Switzerland. I thank Simon Teuscher for the invitation and his hospitality.
- 2 Timothy Mitchell, “The Stage of Modernity,” in Timothy Mitchell (ed.), *Questions of Modernity*, Minneapolis 2000, 3–34.
- 3 Frederick Cooper, *Colonialism in Question. Theory, Knowledge, History*, Berkeley 2005, 3.
- 4 See Samera Esmeir, *Juridical Humanity. A Colonial History*, Stanford 2012.
- 5 Michel-Rolph Trouillot, *Silencing the Past. Power and the Production of History*, Boston 1995, 48–49.
- 6 Beshara Doumani, *Rediscovering Palestine. Merchants and Peasants in Jabal Nablus, 1700–1900*, Berkeley 1995.
- 7 Beshara Doumani, *Family Life in the Ottoman Mediterranean. A Social History*, Cambridge 2017.
- 8 David Sabeau, Simon Teuscher, Jon Mathieu (eds.), *Kinship in Europe, 1300–1800*, New York 2007 (paperback edition 2010).
- 9 Ibid. (see note 8), 20. See the informative review essay: Gadi Algazi, “Bringing Kinship (Back) in”, *Mediterranean Historical Review* 25/1 (2010), 83–92.
- 10 I borrowed this phrase from David Sabeau.
- 11 For the historiography of family history in the Middle East and Europe, see Beshara Doumani (ed.), *Family History in the Middle East. Household, Property, and Gender*, Albany 2003, Chapter One.
- 12 Hisham Sharabi, *Neopatriarchy. A Theory of Distorted Change in Arab Society*, New York 1988.
- 13 Beshara Doumani, “The Limits of Knowledge Production as a Subversive Practice. The “Early Modern” in Ottoman Studies”, *Journal of the Ottoman and Turkish Studies Association* 7/1 (2020), 80–86.
- 14 I sometimes use kinship and family interchangeably to muddy up the distinction between East and West. Having said that, I understand kinship not as normative or actual configurations of blood relations, but as a set of practices to manage relationships between people about things in the context of local political economies and social structures, as well as forms of imperial governance and legal and cultural traditions.
- 15 The sharia court registers of Nablus and Tripoli are still kept in the offices of the court in both cities. For further information on status and history of these archives, see Doumani (see note 7), Appendix.
- 16 An example is Timur Kuran, *The Long Divergence. How Islamic Law Held Back the Middle East*, Princeton 2011.
- 17 For example, Wael Hallaq, *The Impossible State. Islam, Politics, and Modernity’s Moral Predicament*, New York 2014.

- 18 For example, Richard Van Leeuwen, *Waqfs and Urban Structures. The Case of Ottoman Damascus*, Leiden 1999.
- 19 Tripoli Islamic Court Registers (TICR), 29: 122–123.
- 20 This information about Husayni's life and speculation about his affective motivation are based on months of detective work which revealed scattered clues in the archives. A custody document, for example, reveals that Husayni was orphaned in 1748 and was raised by his older sister whose son he later favored. The probate inventory of Husayni's father, Sayyid 'Abdullah (السيد عبد الله), was registered on December 12, 1748.) TICR, 10: 123. The custody appointment is registered on December 18, 1748. TICR 10: 124.
- 21 It may seem from the flow chart that the daughter's share is half that of the son's, and equal to that of the mother. But that is not the intention here and this arrangement is understood to be temporary. In waqf endowments, lifetimes are the currency of temporality. An almost universal condition in family waqfs is that the distribution of revenues to beneficiaries does not begin until after the endower's death. Since the mother is very old at the time of the endowment, the expectation is that her lifetime is about to end, which is why the endower made it a condition that her share would revert to the daughter, and, eventually, to the daughter's descendants. Effectively, this equalizes the shares between the sister and brother and their progenies. Reinforcing this interpretation is the fact that one-third of family waqf endowments in Tripoli assign equal shares to male and female children.
- 22 These are Mawlid al-Nabawī (المولد النبوي: Prophet's birthday), 29 Rajab (رجب), mid-Sha'bān (شعبان), and the two nights of the 'Eid (عيد).
- 23 Nablus Islamic Court Registers (NICR): 6: 348; 8: 287; 11: 121–123; 12: 226–228; and 15: 234–236, respectively.
- 24 Doumani (see note 7), Chapter 6.
- 25 These long-term contracts between an owner of land and/or trees and a farmer who planted and/or tended trees until they reached maturity varied widely depending on the types of trees, availability of water and so on. Generally speaking, at the end of the contract the farmer retains half of the land and/or trees as his property. See, for example, Abdul-Karim Rafeq, "Al-'Alaqa al-zira'iyya fi Bilad al-Sham fi al-'ahd al-'uthmani bayna al-madhahib al-fiqhiyya wa al-waqi'"; (العلاقات الزراعية في بلاد الشام في العهد العثماني بين المذاهب الفقهية والواقع) *Dirasat Tarikhiyya* 43–44 (1992), 120–139.
- 26 TICR 3: 8.
- 27 This information is culled from a lawsuit, registered May 7, 1687, that pits Muhsina against the mother of Zainab, her paternal cousin, over ownership of the Baqara family home. TICR 3: 143.
- 28 Beshara Doumani, "Le contrat salam et les relations ville-campagne dans la Palestine ottomane", *Annales HSS* 61/4 (2006), 901–924.
- 29 Such as, for example, the works of Carlo Ginzburg, Natalie Zemon Davis, and David Sabean, among others.

Résumé

Transmission de la propriété, sharia, et l'émergence du Moyen Orient moderne

L'examen comparatif des stratégies de transmission de la propriété et des modèles de genres dans des contextes d'économico-politiques locaux observe comment les transferts de fortune d'une génération à l'autre ont façonné le Moyen-

Orient moderne. Se basant sur les archives des cours de droit islamique et d'autres sources produites également au niveau local, Doumani soutient que le modèle de famille musulmane ou arabe, si central dans les récits des orientalistes, des nationalistes et des islamistes, n'existe pas. Au contraire, on constate des différences régionales considérables, y compris dans une même zone culturelle, dans la manière dont la famille était perçue, organisée et reproduite. Ces découvertes remettent en cause des présupposés dominants dans les discours publics sur l'Islam, les femmes et la modernité dans le Moyen-Orient.

(Traduction: K. Crousaz)

Zusammenfassung

Eigentumsübertragung, Scharia und die Entstehung des modernen Nahen Ostens

Diese vergleichende Untersuchung von Eigentumsübertragungen und Geschlechterordnungen im Kontext lokaler politischer Ökonomien analysiert, auf welche Weise generationenübergreifende Vermögenstransfers den modernen Nahen Osten geprägt haben. Basierend auf Archivmaterial islamischer Gerichtshöfe und anderer lokaler Quellen argumentiert Doumani, dass es «die muslimische oder arabische Familie», die in orientalistischen, nationalistischen und islamistischen Narrativen so oft bemüht wird, nicht gibt. Vielmehr ist die Art und Weise, wie «Familie» verstanden, organisiert und reproduziert wurde, regional extrem unterschiedlich, auch innerhalb des gleichen Kulturkreises. Die Ergebnisse stellen gängige Annahmen öffentlicher Diskussionen über den Islam, Frauen und die Modernität des Nahen Ostens infrage.

(Übersetzung: A. Rathmann-Lutz)

From Marketplace to Cosmos

The Emergence of a New Model of Balance and its Impact on Thought, 1250–1375

Joel Kaye

My talk centers on the role that balance has played and continues to play in the history of ideas.¹

We speak today of balanced performances, balanced tastes, balanced mental states, balances of power – the balance of nature itself. In all these cases, balance holds a valence so positive that it approaches an unquestioned ideal. The sense we have of its presence or absence in large measure determines our judgment of what is right or wrong, ordered or disordered, beneficial or dangerous. Its opposite, imbalance, almost invariably signals sickness and malfunction. When we stop to think about it, we can recognize the enormous breadth of meaning we attach to our sense of balance, but we might also recognize, with some surprise, just how little we actually *do* think about it.

The same was true for the Middle Ages. Despite the central place that the ideal of balance occupied in virtually every area of medieval thought, it was almost never questioned or problematized as a topic in itself. And this raises a question: Why did it, and why does it still, remain almost invisible as a subject of historical analysis? I will suggest two reasons. The first is that our recognition of balance's great importance to our psychological, intellectual, and social life tends to encourage a biological and hence essentialist understanding of it. Balance is balance: we all know what we mean by it; we all trust our sense of it; we never imagine that it is changing, or even that it *can* change. For this reason, it is difficult for us to think of it as developing within specific cultural contexts, or as changing in form over historical time.

The second reason, equally relevant, is that balance lies *beneath* the level of conscious awareness. It is tied to a generalized *sense* – a general *feeling* for how objects and spaces are or ought to be arranged – a wordless grasp of how things properly work together or fit together in the world, extending all the way down to our discomfort when we see a picture hanging unevenly on a wall.

For this reason, rather than serving as the subject of thought, balance has traditionally served as the unworded but pervasive *ground* of thought, exercising its great influence beneath the surface of conscious recognition. This does not, however, lessen its importance in any way. Rather (to repeat), the sense of its pres-

ence or absence underlies the most crucial of human judgments: what is productive or destructive, beautiful or ugly, healthy or sick. For the historian who has become aware of balance as an historical subject in itself, the first problem, then, is how to recognize the changes that have occurred to and within this un-worded sense over time; and the second is how to uncover the profound intellectual effects these changes have made possible.

My presentation comes out of my recent book: *A History of Balance, 1250–1375: The Emergence of a New Model of Equilibrium and Its Impact on Thought*.² In it, and in my talk, I hope to provide evidence for a series of claims: that the sense of what constitutes balance assumes different forms in different cultures at different times; that these forms of balance are composed of assumptions and intuitions that are linked together into a cohesive whole, and as such are open to being analyzed and modelled; that the ideal of attaining and maintaining balance lay at the core of intellectual disciplines over the whole of the medieval period; and that between approximately 1250 and 1350 a manifestly new sense and model of balance and its potentialities emerged within university culture – one that represented a momentous break with the intellectual past.

From this base, I will propose, first, that transformative developments in economic life over the twelfth and thirteenth centuries played an essential role in shaping the new model of balance and determining the constellation of elements that defined it. And second, that due to the utter centrality of balance as an intellectual ideal in this period, profound changes in its modeling had the effect of opening up striking new vistas of imaginative and speculative possibility.

The group of medieval thinkers whose speculations most clearly reflected the new model of balance occupied the very pinnacle of their intellectual culture – brilliant innovators whose ideas, viewed in retrospect, stand out today for their boldness and their forward-looking elements. But though the scholars who shared in the new model all wrote in the century between 1280 and 1380, I want to suggest, here at the beginning of my talk, that the strong links I discuss between rapid and substantial changes to the urban economic environment over this period, and the consequent emergence of a new model of balance within this intellectual culture, are applicable not just to the medieval past, but to most if not all of the many cultures and time periods represented by the Swiss historians here in this room today, right up to the present.

I speak of “models of balance” because even though the complex sense of balance remained unworded in the pre-modern period, it was far from unstructured. To the extent that this compound sense can be analyzed, disambiguated, and described, it is open to being modeled. As I’ve come to imagine and apply them, models of balance are composed of a cluster of interlocking assumptions, perceptions, and intuitions, characterized by a high degree of internal cohesion and

interior reflectivity. What I've found is that at any given period in history, they possess a degree of internal order and organization sufficient to allow them to be experienced as coherent *unities*, which, in turn, adds greatly to their potential to influence the thinking mind. Indeed, in the period I study, where the expectation and requirement of balance provided the ground of speculation in discipline after discipline, the cluster of linked elements that constituted the new model of balance exercised remarkable power – nothing short of the power to determine the possibilities – as well as the limits – of what could be imagined, envisioned, comprehended, and thought.

Having said this, I quickly add that while medieval Latin contained the word *bilancia*, it referred solely to the actions of the two-panned mechanical scale and did not express the complex *sense* of balance that is the subject of this talk. In order to come close to expressing this sense, pre-modern thinkers most often employed the word *aequalitas* – “equality” – a word that conveyed a range of meanings in pre-modern culture that it no longer does today, especially in its capacity to express the idea of proportionality. For example, they applied the word *aequalitas* to the complex proportional balance maintained within the multiple working parts of the human body; to the political ideal of civic balance, sought between multiple competing groups and interests in the *civitas*; to the proportional balance achieved between buyers and sellers in the marketplace; and even, as we will see, to the balanced order of earthly nature and of the cosmos itself.

Over the medieval centuries, the central importance of *balance/aequalitas* as an ideal within scholastic thought, remained unchanged. What changed within the culture of scholasticism between 1280 and 1380 was the way *aequalitas* was modeled – the range of possibilities and potentialities that were attached to the sense of what balance is and can be. And the change was profound.

Among an elite group of university scholars, the new modeling of balance encompassed – for the first time in the long medieval centuries – the idea that the created world was composed of a series of complex working systems, each capable of *ordering and equalizing itself*, in the absence of any overarching ordering and directing Intelligence, and merely through the dynamic interaction of its ever-shifting parts. From what I have been able to tell, this particular model of balance represents the earliest anticipation of our *modern* understanding of the word “equilibrium”, and hence I refer to it in my book and in this talk as “the new model of equilibrium”.

In the introduction to my book, I list more than two dozen constitutive elements of this “new model of equilibrium”.³ Here, and in the appendix, I offer what I think are ten of its most characteristic and impactful components:

1. Where formerly balance had been viewed as a pre-condition of existence, instilled into Creation by a creating God, or built into Nature in the Aristotelian

universe, now the focus shifted to the visualization and exploration of complex functioning systems in which *balance/aequalitas* was imagined as an *aggregate product*, resulting entirely from the interior interaction of multiple moving parts.

2. The very concept of fully systematic self-ordering and self-equalizing becomes thinkable.

3. Within the newly conceived self-equalizing system, values and natures formerly fixed in their place by Nature or by God were now assumed to be fluid and changeable, ever-shifting in relation to their shifting position and function within the systematic whole.

4. As this occurred, in what represented a huge intellectual break with the medieval past, relativity replaced hierarchy as the key to comprehending order and identity. The working system was reconceived as a *fluid relational field*, with no fixed top or bottom, beginning or end.

5. In the new imagination of the working system, expanding and contracting lines replaced points, and the concern with the details of motion and change replaced the search for essences and perfections.

6. As points were replaced by expanding and contracting lines, the underlying mathematics of equalization moved from addition to multiplication, and from arithmetic to a form of applied geometry.

7. Given the recognition of the system's ever-moving and ever-shifting parts, the goal of full knowledge was abandoned in favor of estimations and approximations. Indeed, those who shared in the new model often noted that estimation and approximation were now the *only* ways that entities undergoing continual change can be measured and known.

8. The inescapable indeterminism of the new relational model opened the door to reasoning in terms of probabilities.

9. In judging the systematic whole, good function became a primary value and consideration in itself. Indeed, as we will see, the mere recognition that a system functioned well, could *compel* the reevaluation of traditional judgments and beliefs that the system either ignored or transgressed.

10. And my final element here: As fixed natures and hierarchies were replaced by ever-shifting relational fields, individual parts that were once greatly feared as being inescapably *unequal* or *imbalanced* or *disordered* in their natures, were now open to being integrated into the larger equilibrium of the systematic whole. What I hope to convey through this abridged listing, is just how complex and many-faceted models of balance are on close examination, and how utterly intertwined are their elements. I believe this is true not only for the new model of balance/equilibrium that emerged in this period, but for every model of balance, in every culture and period that they are found.

When a constellation of intellectual elements link to form a meaning-web of such complexity and reflectivity, its weight and potential impact is multiplied far beyond the sum of its parts. The model becomes more than a collection – it becomes, in medieval terms, a “unity” (*unitas*), which is to say, a coherent and cohesive whole. As such, it possesses a characteristic feel and a characteristic rhythm, which can be literally sensed, even if it remains beneath the level of consciousness – especially so (and this is important to stress) by the most perceptive thinkers within any intellectual culture. It is, I would argue, the *sensual presence* of models of balance that allows them their great weight and sway in the realm of thought. Over the period 1280 to 1380, those intellectuals who came to sense and then apply the new model of equilibrium to their speculations, could see things, imagine things, and speculate on things that those who had not could not.

In my search for the factors underlying the new model’s emergence in this period, I found four to be of primary importance: the influence of authoritative texts, the influence of particular educational settings, the influence of major technological developments, and the lived experience of rapidly changing socio-economic environments. Today I only have time to discuss what I consider the most important of these in the period under consideration – the factor *sine qua non* – and that is the rapidly changing reality and perception of economic life in the cities of thirteenth century Europe.

Indeed, I have come to believe that the intellectual attempt to make sense of the complex processes of equalization taking place in the urban marketplace in this period, following a century of unprecedented economic expansion on many fronts, almost *required* the imagination of new forms of balance and equilibrium. The first writings I have found in which the new model of equilibrium appears nearly fully-formed, are late thirteenth-century scholastic attempts to comprehend the logic of commercial exchange in the urban marketplace. But again, rather than this being unique to this time period, I strongly suspect that in every culture and every historical period – including today – dominant forms of economic exchange shape the cultural modeling of balance on the deepest level.

Living as we do in the world of late capitalism, where profit – a species of *inequality* – is understood to be the root and goal of economic exchange, one might well wonder why balance and equilibrium would be so central to the understanding of economic exchange in the medieval period. This would only make sense if economic attitudes and ideals were very different back then: and indeed they were.

In virtually every philosophical, theological, and legal text on the subject written in the Middle Ages (and for centuries following), the *required* goal of *all* forms of economic exchange was defined as the establishment of an *equality* between exchangers, even as they recognized that mutual bargaining from self-interest

was one way of achieving this goal. Writers termed this required goal *aequalitas*, but the identification of this word with the ideal of balance is fully apparent in the metaphors they applied. In short, scholastic writers universally identified the process of economic exchange as a *process of balancing toward the goal of equalization*.

By this same logic, the production of a manifest inequality in exchange was associated with the sins of thievery and usury and explicitly condemned. This remained the case over the entire medieval period, despite huge advances, over the course of the twelfth and thirteenth centuries, in the areas of monetization, commercialization, urbanization, and market development – an advance so profound that modern historians now routinely use the term “Commercial Revolution of the Middle Ages” to refer to it.

The persistence of the usury prohibition in medieval economic thought is often taken as a sign that churchmen of the period were ignorant – even willfully ignorant – of the details of economic life in their society. The truth is far more interesting. The vehemence of the Church’s condemnation of usury had the effect of *forcing* Christian theologians and legal scholars to become expert in the ways of the marketplace. Only in this way could they manage the enormous resources held by ecclesiastical institutions in an age of multiplying credit transactions and financial complexities; and only in this way could they hope to recognize usurious transactions and root them out.

Those clerics who undertook this task were gradually brought to recognize – and more often than not, to accept – that economic life functions according to its own rules and its own principles – principles that were often distinct from, and even at odds with, principles defining the Christian life. They came, for example, to recognize that economic truths are at best provisional and approximative, rather than absolute; that economic judgment revolves around unavoidable risks and probabilities rather than certainties; and (perhaps above all) that economic value is ever-shifting with respect to ever-changing contexts and ever-changing human needs, and as such, is *fully relativized*, rather than fixed and ordered to any hierarchy recognizable within God’s plan.

Yet despite their recognition of the disparities between Christian values and market values, theologians and canon lawyers remained confident that they could carry their exalted ideal of *balance/aequalitas* into the marketplace as the essential test of licit exchange. As a totally unintended consequence, however, the ever-multiplying speed, volume, and complexity of commercial and market exchange over the twelfth and thirteenth centuries, had the historic effect of pressuring, stretching, and ultimately reshaping the modeling of *balance* itself.

One can see this clearly toward the end of the thirteenth century, at a time when it had become evident to virtually all observers that prices shift continually relative

to shifting contexts and needs; that all economic exchanges involve risks, doubts, and inescapable uncertainties; and consequently, that all economic values are unstable and in flux, including the value of money itself. Inescapable uncertainties, in turn, vitiated the possibility that a clear one-to-one equality between exchangers could ever be truly known or established. And yet, the traditional requirement for *aequalitas* remained wholly intact.

Faced with the continuing question of what might actually constitute *aequalitas* in exchange, Godfrey of Fontaines, writing in the 1270s, was one of a number of theologians coming to a fascinating conclusion. True, Godfrey admits, in most contracts of buying and selling, neither party can ever know, for certain, the value of the goods they are exchanging, nor which party might benefit more from the exchange in the long term. Doubt is inescapable. But Godfrey was suddenly able to imagine, and to argue, that the very condition of shared uncertainty, *in itself*, produced an *aequalitas* sufficient to render exchanges licit. The unshakeable requirement for *aequalitas* in exchange has been met, he argues, as long as there exists an *equal measure of doubt* between buyer and seller (*aequaliter est dubium ex parte vendentis et ementis*).⁴

When the requirement for equality in exchange can be satisfied by the equality of doubt it contains, and when a sufficient exchange equality is established by the willingness of all parties to assume a similar doubt at a similar price, we have achieved a new, protean, and potent understanding of *aequalitas*, and thus of balance itself – one that had been vastly expanded over the previous century. Further expansion soon followed, as evidenced by a remarkable treatise on usury and contracts of sale authored in the early 1290s by the Franciscan theologian, Peter of John Olivi. Olivi's treatise *On Buying and Selling, On Usury, and On Restitution* (*Tractatus de emptiōibus et venditiōibus, de usuris, de restitutionibus*, also titled *De contractibus*) contains literally dozens of prescient economic insights – so many that his treatise remained unsurpassed in its economic analysis for more than two hundred years after its composition!⁵ But even more remarkable than his individual insights was his unification of them within an over-arching *ratio* or rationale – one that was sufficiently capacious, both to comprehend, and to theologically justify, some of the most dynamic economic realities of his day.⁶

Medieval writers employed many rationalizations to condemn usury and to insist that any violation of equality in the loan is tantamount to a violation of both the divine and the natural order. Of these rationalizations, the most common one held that money is inert and sterile by its nature, and, therefore, for money to grow by itself or to multiply itself represents a clear violation of the natural order. This understanding, first enunciated by Aristotle, was fully supported by the early Church Fathers and enshrined in church law. Indeed, Christian theologians and

lawyers continued to insist that if I lend you a specific sum of money, I can require only the exact sum I lent you in return. To demand the repayment of even a single penny more was defined as the sin of usury – the creation of an unequal excess where none was warranted – a clear violation of *aequalitas*. In reading Olivi, however, it soon becomes clear that he has arrived at a new understanding of the dynamic of monetized exchange in his society, and that at the core of this new understanding lay a reconceptualization of *balance/aequalitas* itself.

To illustrate this, I present only one of his exceptional economic insights – his definition of “capital” or what he calls *capitale*. In utter contrast to traditional claims for the sterility of all money, Olivi asserts that money, *when in the form of capitale*, is, in its natural essence, fruitful, expansive, and multiplying. When he first enunciates this principle, he writes: “money, which in the firm intent of its [merchant] owner is directed toward the production of *probable* profit, possesses ... a kind of seminal cause of profit within itself (*quamdā seminalem rationem lucrosi*) that we commonly call *capitale*. And therefore it possesses not only its simple numerical value as money-measure, but in addition, a superadded value (*valor superadiunctus*).”⁷

In Olivi’s understanding, capital is money that has “taken on” (*assumit*) its quality of fruitfulness and multiplication by absorbing into itself the industry and commercial know-how of the merchants who employ it. Merchants, he writes, not only presuppose that this superadded value “truly” exists within *capitale* as the “seed” of its fruitfulness (*quasi seminaliter*), but he recognizes that they are also skilled in *rationaly estimating* the changing degree of this fruitfulness, expressible in the rise and fall of price along a continuum, as commercial outlooks change from day to day. Possessing such *probabilistic* knowledge concerning their possibilities for profit, they willingly buy and sell money for a fluctuating agreed upon price, when they believe the time is right. Furthermore, since Olivi has come to recognize that it is the very nature of capital to multiply, he judges that merchants do so without committing a sin against nature, and thus, without committing the sin of usury.⁸ That is to say, since it is the very nature of capital to multiply, even when merchants buy and sell money at ever-changing values, they are fully satisfying the traditional requirement for *aequalitas* in exchange – as Olivi has now come to define it.

Olivi’s new thinking in the area of merchant capital can be seen in numerous other economic areas as well, one of which is directly relevant to the theme of our meeting: his notably positive attitudes toward merchant profit and commercial wealth.

His position on mercantile wealth follows a gradual yet profound reevaluation of the role of merchants and their contributions to society, which proceeded over the course of the centuries-long “commercial revolution”. In its early years, in the

late eleventh and early twelfth century, we find theologians and moralists classifying merchants as little better than thieves. Their commercial practice of buying goods at one price and selling them later at an elevated price, without having improved them in any observable way, was often viewed as the unnatural creation of something out of nothing – a clear case of *inaequalitas* – a determination that caused merchants to be frequently identified as agents of social, economic, and (in many sermons of the day) even cosmic imbalance.

Added to this, it soon became quite clear that commerce and speculation were capable of multiplying wealth in a way that traditional land ownership and land management could simply never keep up with. Text after text expresses anger and disgust that low-born parvenus were converting their liquid wealth into social status and rising rapidly in the urban hierarchy. It was in this atmosphere, that newly acquired wealth and money were commonly viewed as powerful forces of social, moral, and political corrosion, capable of dissolving and overturning all traditional values and hierarchies.

From the mid-twelfth through the mid-thirteenth century, we can see these attitudes slowly moderate. As the commercial revolution began to hit its stride, and as the benefits of commerce became ever clearer to observers, especially within the rapidly growing towns and cities of the period, the fear and anxiety concerning the “unnatural” multiplication of money and commercial wealth diminished considerably.

At the same time, we can see a new understanding emerging across urban Europe over the thirteenth century: while individual merchants might well be guilty of usury and excessive greed, and might well present threats to the social and political order, the perception grew that the presence and activity of merchants *as a group*, almost invariably contributed to the common wealth of the *civitas* – that with all their push for self-interested acquisition, and with all the potential social dangers they presented, nevertheless, where merchants were present, the city flourished.

When we jump ahead to Olivi at the end of the thirteenth century, we can see that he takes yet another major step toward integrating the merchant and merchant wealth into the natural order of civic life. He accomplished this, in large part, by explicitly recognizing their role in serving the *bonum commune* – the *Common Good* – which had become an ideal of immense importance over the course of the thirteenth century, and which, for Olivi, represented the highest and most perfect of all socio-political goods.⁹

As its name implies, the *bonum commune* represents a coherent aggregate whole – the sum of its moving, acting, and intersecting parts, which in this case are the citizens of the *civitas*, including the citizen-merchants who supply its tangible needs. Olivi argues that the function that merchants serve is as productive

and deserving of reward as the labor of the farmer or the artisan. In order to establish the right of merchants to charge for their services, he notes the expenses they incur in their initial investments, the considerable dangers they face and the risks they assume in their journeys, and the physical labor they perform in their act of transportation. But he then goes further than his contemporaries in arguing that merchants deserve still extra recompense for the notable mental and intellectual qualities they bring to their work. He cites their highly developed skills in estimating prices and values, their capacity to anticipate future conditions and to calculate probabilities, and even the long training that their challenging profession requires, all of which add to the value of their labor.¹⁰

Still, if Olivi is to legitimate the considerable commercial profits and wealth that merchants acquire, which was unavoidably apparent in the communes he himself inhabited, he must go one step further: He must explain why merchants can multiply their wealth as no other laborers can – why remuneration of commercial labor exists, and even *must* exist, in the super-added realm of *multiplication*, while in almost all other areas of labor, it rests in the realm of *addition*, tied to wages that are regular and relatively fixed. His explanation here is clear and direct. By recognizing that the primary role of the merchant is “to buy and transport great amounts of merchandise and precious goods”, he can then argue that in the absence of such multiplication, merchants would simply be unable to accumulate the wealth necessary to fulfill their proper role in service to the Common Good.¹¹ In short, even though the accumulation of merchant profits and wealth might well appear excessive and out of balance to urban observers and to many Christian moralists, Olivi, the rigorist Franciscan theologian, can judge it positively, as both rational and beneficial, by viewing it in terms of its contribution to the larger *systematic order and balance of the Bonum Commune*.¹²

What I’d like to underline here is how closely Olivi’s legitimization of merchant profit and wealth mirrors his legitimization of commercial *capitale* mentioned earlier. Both concepts are situated squarely in the realm of multiplication rather than addition; both assume and legitimate as natural the production of “super-added” value (*valor superadiunctus*); both are thus essentially open-ended and resist integration into traditional notions of balance. Yet rather than fearing or condemning the runaway potential attached to each of these characteristics – as virtually all thinkers of previous generations had – Olivi is able to rationalize and naturalize them. He can do this because he has grasped both their necessity within the dynamic system of economic exchange, and, equally so, their necessity within the order of the *Bonum commune*, the ultimate standard of systematic order in the *civitas*.

Olivi’s revaluation of merchant *capitale* and merchant wealth represent only two examples out of many in the *Tractatus*, in which he stretches the bounds

of economic *balance/aequalitas* beyond anything imagined previously. Taken together, the principles he enunciates to rationalize his new sense of what this *aequalitas* can look like, articulate almost all the major elements constituting the “new model of equilibrium” that I outlined at the beginning of my talk, and which you can find summarized in the Appendix. Among these: the integration of multiplication into the mathematics of equalization; the full recognition that economic value is relative value, which is never a fixed and knowable point, but rather rises and falls continually, relative to ever-shifting contexts; the recognition that the determination of price is never fixed, but is necessarily tied to estimations, approximations, and probabilities; the recognition that probabilities – especially those involved in commercial profit – can be assigned rational if fluctuating values, expressible in monetary terms. And all of this is made possible by his having expanded the focus of his analysis of equalization: taking it from the traditional level of individual exchangers and individual merchants to the level of the systematic working whole – the Common Good of the community of exchangers.

The result was a clear vision of market exchange as a self-balancing system in dynamic equilibrium, in which the free interchange of individual exchangers – which is to say the *free interchange of unbalanced individual parts* – each desiring to buy cheap and sell dear – each desiring to profit – indeed, each desiring to gain *more* than the other – nevertheless produces, *somehow*, an overarching balance in the systematic whole of the urban marketplace.

The task facing Olivi and other scholastic authors at the end of the thirteenth century was to formulate new explanations for the way they witnessed things actually working in the urban marketplace – explanations which, at the same time, could be made consistent with the traditional requirement for the maintenance of *aequalitas* in exchange. The end result was a re-modeling of *aequalitas* itself, and hence of balance itself, in the direction of systematic equilibrium – a direction that had been literally unimaginable in earlier generations.

I turn now, in the short time that remains, to consider the consistently forward-looking ways of seeing and comprehending the world that the intuition of the new model of equilibrium made possible. In my book I detail dozens of speculations of this kind, drawn from the areas of scholastic political theory, medical theory, and natural philosophy. But in the time that remains, I must limit myself to a single fertile example: a speculation taken from scholastic natural philosophy in the area we today would recognize as “geology”.

The author of this wide-ranging geological speculation is Jean Buridan, an honored master in the school of the arts at the university of Paris from the 1330’s through the 1350’s, and a philosopher extraordinaire. In my view, Buridan’s writings in many areas of what we would today call “science” reveal what had be-

come newly possible to think, to envision, and to imagine by the first half of the fourteenth century, as a result of the new modeling of balance in the direction of equilibrium.

At the beginning of Buridan's Commentary to Book 2 of Aristotle's treatise *On the Heavens*, and in response to a seemingly minor observation of Aristotle's, Buridan raises a question with large implications: "Whether the whole of the earth is habitable (*Utrum tota terra sit habitabilis*)?"¹³ He acknowledges from his opening sentence that three-quarters of the earth's surface lies below water, while only $\frac{1}{4}$ lies above and is habitable in human terms. He then raises a question Aristotle had never considered: whether it is the *same* $\frac{1}{4}$ of the earth that has always been and will always remain both dry and habitable above the waters. To the extent that there was a traditional Christian or Aristotelian position on the question, it held that the portion of habitable earth had remained roughly the same since creation, planned that way by a benevolent God, or by benevolent Nature, to serve the benefit of humankind.

But Buridan is not satisfied with this. Although he is both a devout Christian and a deeply committed Aristotelian (as are nearly all the major university scholars and thinkers in his day), he looks for his answer not in God's *fiat* nor in Aristotelian notions of final cause, which he explicitly rejects in this discussion, but rather entirely towards physics and physical necessity. He reasons that given the spherical nature of the earth, and given that according to Aristotelian physics all earth falls naturally to the earth's center, and given the great over-abundance of water with respect to land, and finally, assuming along with Aristotle – as Buridan *clearly* does here – that the universe is eternal (*si mundus fuerit perpetuus, ut ponit Aristoteles*), he is led to ask why, in the fullness of time, should *any* portion of land remain above the water and habitable?¹⁴

One possibility he raises, is that the earth's highly uneven surface renders its mountainous heights insurmountable by water. But after raising this possibility he quickly dismisses it, and he does so on the basis of what he has observed with his own eyes: the process that we today call "erosion". All streams, he writes, continually carry bits of earth ever downward to the sea – and this, he notes, takes place perpetually, even at the summits of the highest mountains. "Thus," he writes, "through an infinite time (*ab infinito tempore*) these mountains ought to be wholly consumed, and the earth reduced to lying entirely beneath the waters."¹⁵

There are a number of startling assumptions here. To begin with, Buridan's eternal world is about as far as you can get from the biblical world of 6,000 years or so that medieval people are generally supposed to have believed in implicitly. Clearly, the infinite extension of Buridan's time frame, which he shared with a number of his fellow Aristotelians in this period, makes possible a considerably

deeper exploration of the logic of natural systems. At the same time, it most certainly heightens the attention that must be paid to the logic of systematic equilibrium.

Thinking in Aristotelian time rather than Christian time, Buridan projects that if erosion continues over eternity, even the highest mountain will eventually be washed into the sea. But more striking still, he reasons that if the world really *is* eternal, as Aristotle asserts, then all the earth that was once above the waters has *already* been washed into the sea. Given this conclusion, he is faced first with the problem of explaining the continued existence of *any* dry land whatsoever into the present, and then the task of imagining the physical processes at work that might explain this continuation.

And then he goes still further. Given that erosion is an eternal process, and given that every portion of dry land will eventually be taken into the sea, he tries to imagine a physical system that can explain not only why *some* dry land will be continually preserved, but why the same *exact proportion* of dry land will remain *eternally constant* at one quarter above the sea to three quarters below, as he postulates that it has over the endless eons.

To answer this question, indeed to even *ask* this question, Buridan imagines the whole of earthly nature as a physical system in what we today would call “dynamic equilibrium”. He invents an elaborate physical explanation, which, as he writes: “seems probable to me and by means of which all appearances could be perpetually saved.”¹⁶ He views the totality of geological displacement over eternity as a grand, integrated, and *self-balancing system*, functioning entirely on physical principles. Heat and cold cause evaporation and condensation, which in turn differentially rarify and condense earth and water, resulting in a continual interchange between *relatively* light particles of earth coming to the surface of the water, while relatively heavy particles descend to the depths.

As a consequence, he speculates that while parts of earth are being continually washed into the sea at multiple parts of the globe, an identical quantity of earth is being raised above the circle of the waters at other parts, eventually accumulating there to produce the very same mountainous heights that are being worn down elsewhere. Indeed, he explains the very existence of mountainous heights through this infinite process of gradual accumulation in eternal equilibrium.

We can easily superimpose the form of the mechanical balance on Buridan’s model here: as one mountain slowly disintegrates and falls, due to erosion, another slowly accumulates and rises somewhere else on the globe, in perfectly balanced measure.

Buridan, however, envisions not one active balance, but a near-infinity of them, covering the whole of the shifting earth over all eternity. His model of activity is purely relational, governed by geometrical and physical necessity, and driven

by its own internal logic. It begins with recognizable elements from Aristotelian physics, but there is something deeper within it that pulls and pushes the pieces into a new formal arrangement, allowing him to reimagine the “what is” of nature at any moment as an *aggregate product of systematic activity in equilibrium* rather than the result of a pre-existing or purposeful plan. The deeper element underlying these profound changes is not a concrete, expressible *idea* of balance (which Buridan neither mentions, nor appears to recognize), but, rather, as I have argued, a charged new *sense* of the potentialities of balance; a sense that is active *beneath* the level of his conscious recognition, and yet is capable of literally remodeling how the world might work and find order.

To conclude: In the sections on Olivi and Buridan that I presented, I tried to summarize and condense extensive speculations into only a few pages and minutes of talk. I invite those who might desire a more detailed and fuller analysis of these exemplars of the new model of equilibrium to consult the richer story I provide in *A History of Balance*. There they will also find many additional examples taken from medieval economic thought, scientific thought, medical theory, and political thought. Still, I hope I have managed to convey the striking conceptual and perceptual novelties that underlay Buridan’s geological writings. Here we can see the great Aristotelian commentator seeing the world and its workings through new eyes, and thinking in ways that had been previously unthinkable. Also previously unthinkable was Olivi’s reenvisioning of commercial capital as *naturally and in its essence*, fertile, fruitful, and expansive; and equally so, his enthusiastic recognition that multiplying commercial profit and wealth was essential to both merchant activity and to the maintenance of the Common Good. Indeed, I have found that every leading thinker of the fourteenth century, who shared in the intuition of the new model of equilibrium, was able to produce vital speculations that redefined as *natural* what had previously been feared and attacked as profoundly *unnatural*.

But how *does* the unnatural become naturalized within an intellectual culture? How *does* the unthinkable become thinkable – the unimaginable imaginable? What is it that causes vital new questions to rise to the surface and potent new answers to be envisaged and proposed? And how can we explain the periodic emergence within intellectual cultures of strikingly new ways of picturing how the world works and finds order? My aim today has been to suggest that a focus on the history of balance, and a close analysis of the constellation of elements that constitute new models of balance as they periodically replace older models, can shed light on each of these questions. And my hunch is that this is true not only for medieval intellectual culture, but for other cultures and other time periods as well, right up to the present.

Appendix

The following is an abridged list of the major elements that composed the “new model of equilibrium”, excerpted from *A History of Balance, 1250–1350: The Emergence of a New Model of Equilibrium and its Impact on Thought* (Cambridge UP, 2014), 6–11. See also, *L’histoire de l’équilibre, 1250–1375. L’apparition d’un nouveau modèle d’équilibre et son impact sur la pensée* (Paris, Les Belles Lettres, 2017), 18–24.

1. The premonition of equilibrium: Where formerly balance had been viewed as a pre-condition of existence, instilled into Creation by a creating God, or built into Nature in the Aristotelian universe, in the new model of equilibrium the focus shifted to the visualization and exploration of complex functioning systems in which balance/*aequalitas* was imagined as an aggregate product that resulted from the systematic interaction of multiple moving parts.

2. As the process of systematic self-ordering and self-equalizing became thinkable, the dynamic interplay of interior parts within the working whole (e.g., the physical body, the body politic, the Common Good, the marketplace, even Nature itself) was imagined as sufficient in itself for achieving and maintaining balance.

3. The working system was reconceived as a relational field, possessing no fixed top, bottom, or center. Values and natures formerly fixed in their place by nature or by God were now assumed to be fluid and changeable, ever-shifting in relation to their ever-shifting position and function within the systematic whole.

4. Within the working system, relativity replaced hierarchy as the basis of order and identity. Relativistic thinking came to permeate the understanding of the structure and working principles of all systematic activity, including that of nature and the cosmos itself.

5. The image of the world was transformed from one composed of discrete points and perfections into one composed of ever-expanding, contracting, and intersecting lines – what I call “a world of lines”. As points were replaced by lines, fixity gave way to fluidity, and concern with the details of motion and change replaced the search for essences and perfections.

6. Within the “world of lines”, the underlying mathematics of balance/*aequalitas* shifted from arithmetic to geometry; from addition and subtraction to multiplication; and, in certain speculations, from the realm of integers into the realm of exponential powers

7. With respect to the system’s moving parts, the goal of full knowledge was abandoned in favor of estimations and approximations. Indeed, those who shared in the new model often noted that estimation and approximation were

the only ways that humans can know and measure entities undergoing constant change.

8. The inescapable indeterminism of the new relational model opened the door to reasoning in terms of probabilities. No true mathematics of probability developed in this period, but what did develop was the understanding that probabilities represent a real (if discounted) “appreciable value” (*valor appreciabilis*) that can be estimated and employed in the process of analysis.

9. Within the working system, good function became a primary value in itself. The capacity of the system merely to work and work well (which is to say, to maintain itself in balance/*aequalitas*) was now taken *in itself* as a sign of its positive value. Indeed, as we will see today, the mere recognition that a system functioned well could *compel* the revaluation of traditional beliefs that the system either ignored or transgressed

10. Examples of the model’s transformative effects: Imbalance could now be transformed into balance simply through the natural play of objects, functions, and forces that comprise the functioning whole. Entities which had formerly been shunned as destabilizing and inimical to the process of equalization, such as doubt, risk, indeterminance, the unbounded, the infinite, the mathematically “irrational” and incommensurable, even willed inequalities, were now – within the new model of equilibrium – open to being integrated into the process of producing and maintaining systematic balance/*aequalitas*.

Please note the complexity, reflectivity, and interior logic that characterize the constellation of elements comprising the new model of equilibrium. My strong suspicion is that analysis will show similar complexities and reflectivities in every model of balance, regardless of culture or time period.

Notes

- 1 Keynote speech, delivered at the Swiss Congress of Historical Sciences, Zurich, June 6 2019.
- 2 Joel Kaye, *A History of Balance, 1250–1375. The Emergence of a New Model of Equilibrium and Its Impact on Thought*, Cambridge, New York 2014; Joel Kaye, *L’histoire de l’équilibre, 1250–1375. L’apparition d’un nouveau modèle d’équilibre et son impact sur la pensée*, préface d’Alain Boureau, trans. Christophe Jacquet, Paris 2017.
- 3 *A History of Balance* (see note 1), 6–11; *L’histoire de l’équilibre* (see note 1), 18–23.
- 4 Godfrey of Fontaines, “Quodlibet 5”, in *Les philosophes belges*, Maurice De Wulf and Jean Hoffmans (ed.), Louvain 1914, 3, 63: “Contrarium arguitur per contrarium, quia ille contractus videtur licitus in quo constituitur aequalitas inter ementem et vendentem. Sed ita contingit in proposito: nam *aequaliter est dubium ex parte vendentis et ementis de plus vel minus recipiendo; ergo et cetera*” [my emphasis]. Godfrey’s contemporary, the Franciscan Matthew of Acquasparta, offers a similar judgment, also in response to the question of the liceity of contracts *redditus ad vitam*. His opinion, taken from Quodlibet 1, 9, is cited in Fabiano Veraja, *Le*

- origini della controversia teologica sul contratto di censo nel XIII secolo*, Rome 1960, 201–202: “Quidam enim simpliciter dicunt contractum esse iustum et licitum: quoniam, quamvis ibi sit inequalitas aliqua, tamen illa incerta est. *Unde propter eventus incertitudinem ista inequalitas habet quamdam equalitatem* [...] et ideo incertitudo eventus mortis facit in isto contractu quamdam equalitatem” [my emphasis]. Matthew will insist, however, that the two parties should at least aim to equalize the contract. For more on this subject, see *A History of Balance* (see note 1), 104–106; *L’histoire de l’équilibre* (see note 1), 104–106.
- 5 The following quotations from Olivi’s Treatise are taken from the edition by Giacomo Todeschini, *Un trattato di economia politica francescano: il “De emptionibus et venditionibus, de usuris, de restitutionibus” di Pietro di Giovanni Olivi*, Rome 1980. The English translations from the Latin of this work (hereafter *Tractatus*) are mine.
 - 6 What might appear even more remarkable to the modern reader is that Olivi was a Franciscan Friar and, moreover, a leader of the rigorist party within the Order, sworn to perfect poverty in emulation of his holy model, Saint Francis of Assisi. For a detailed discussion of Olivi and his economic writings, with accompanying bibliography, see *A History of Balance* (see note 1), 56–75, 106–127; *L’histoire de l’équilibre* (see note 1), 64–79, 106–125.
 - 7 Olivi, *Tractatus* (see note 4), 85: “Causa autem quare sub tali pretio potest illud vendere vel commutare est [...] quia illud quod in firmo proposito domini sui est ordinatum ad aliquod probabile lucrum non solum habet rationem simplicis pecunie seu rei, sed ultra hoc quamdam seminale rationem lucrosi quam communiter capitale vocamus, et ideo non solum habet reddi simpliciter valor ipsius sed etiam valor superadiunctus.” For an appreciation of Olivi’s precocity in utilizing the concept of probability and recognizing its profound implications, see James Franklin, *The Science of Conjecture. Evidence and Probability Before Pascal*, Baltimore 2001, 265.
 - 8 Olivi, *Tractatus* (see note 4), 110: “Ergo praedictum interesse probabilis lucri, quodam modo causaliter, et quasi seminaliter continebatur in praedicto capitali: alias enim non posset licite exigi. [...] prout causaliter continentur in capitali, in quantum est capitale, idest in quantum vere et non fecte est in mercationes fiendas deputatum et destinatum; ergo hic non est peccatum usurae.”
 - 9 Olivi, *Tractatus* (see note 4), 51–56; *A History of Balance* (see note 1), 58–61, 107–113, 244–266; *L’histoire de l’équilibre* (see note 1), 65–68; 107–111; 220–239.
 - 10 Olivi, *Tractatus* (see note 4), 63; *A History of Balance* (see note 1), 118–23; *L’histoire de l’équilibre* (see note 1), 111–116.
 - 11 Olivi, *Tractatus* (see note 4), 63: “Si etiam non essent pecuniosi non possent grandes et caras merces prout terris expedit providere.”
 - 12 Olivi, *Tractatus* (see note 4), 63: “ex eo quod salvo eorum rationabili lucro.”
 - 13 *Joannis Buridani Expositio et Quaestiones in Aristotelis De caelo*, Benoît Patar (ed.), Louvain, 1996, Book II, q. 7, 410–17. For a detailed treatment of this question, see *A History of Balance* (see note 1), 442–456; *L’histoire de l’équilibre* (see note 1), 442–455; and Joel Kaye, “The (Re)Balance of Nature, 1250–1350,” in Barbara Hanawalt and Lisa Kiser (eds.), *Engaging with Nature. Essays on the Natural World in Medieval and Early Modern Europe*, Notre Dame, Ind. 2008, 85–113. This question has been partially translated by Edward Grant in his *A Source Book in Medieval Science*, Cambridge, Mass. 1974, 621–624.
 - 14 *Quaest. De caelo*, II, 7 (see note 12), 410. Also directly relevant to Buridan’s novel geological speculations here (but not considered in this talk) are *Quaest. De caelo*, II, 22 (see note 12), 500–508, and Buridan’s commentary to Aristotle’s *Meteorologica*, in *Les Questiones super tres libros Meteororum Aristotelis de Jean Buridan: étude suivi de l’édition du livre 1*, Sylvie Bages (ed.), Paris 1986, esp. Book I, qq. 20 and 21, 288–316.
 - 15 *Quaest. De caelo*, II, 7 (see note 12), 410: “Ideo videtur quod ab infinito tempore tota profunditas maris deberet esse replete terra, et haec elevatio terrae deberet esse consumpta [...]” While Buridan’s speculation here is original in important respects, Aristotle’s brilliant observations of the building up of the Nile Delta in Book I of the *Meteorologica*, and his deductions

concerning the mutual replacement of water and dry land over time, gave rise to a series of speculations in this area that preceded those of Buridan. On this, see Pierre Duhem, *Le système du monde*, vol. 9, Paris 1958, 79–323.

16 *Quaest. De caelo*, II, 7 (see note 12), 416.

Résumé

De la place du marché au cosmos. L'émergence d'une nouvelle conception de l'équilibre et son impact sur l'histoire des idées, 1250–1375

Ma présentation est centrée sur les manières changeantes par lesquelles l'équilibre a été conçu au cours du temps historique et sur l'impact profond que ces modèles variables ont produit dans le monde des idées. Au cours de la période de l'histoire européenne sur laquelle je me concentre, et encore aujourd'hui la plupart du temps, le sentiment de la présence ou de l'absence de l'équilibre sert de base aux jugements humains les plus cruciaux: l'évaluation de ce qui est ordonné ou désordonné, beau ou laid, productif ou destructeur, sain ou malade. Alors que nous pouvons tous reconnaître l'ampleur des significations liées à l'idéal d'équilibre, nous concevons rarement que cet idéal – ou le sentiment intérieure implicite qui lui sert de base – est susceptible d'encourir des changements majeurs à l'intérieur de contextes historiques spécifiques. J'espère au contraire apporter des preuves à une série d'affirmations: 1) l'équilibre a une histoire; 2) entre approximativement 1250 et 1350, un sens manifestement nouveau de l'équilibre et de ses potentialités a émergé au sein de la spéculation universitaire; 3) ce sens nouveau a trouvé une organisation et une forme dans un nouveau modèle de l'équilibre (anglais: *balance*), le premier modèle médiéval à anticiper le concept moderne d'équilibre (anglais: *equilibrium*); 4) à la racine de ce modèle se trouvent des développements considérables dans la vie et la pensée économique médiévale, qui incluent une transformation des attitudes scolastiques envers le profit commercial et la richesse marchande; et, finalement, 5) à cause de la centralité absolue de l'équilibre comme idéal dans la spéculation scolastique, des changements profonds dans sa conception à cette période ont eu pour effet d'ouvrir des horizons totalement nouveaux, en matière de possibilités imaginatives et spéculatives. C'est en particulier le cas dans le domaine que nous appelons aujourd'hui «la science», rendant possible une profonde reconceptualisation du monde et de son fonctionnement.

(Traduction: K. Crousaz)

Zusammenfassung

Vom Marktplatz zum Kosmos. Entstehung und Wirkung einer neuen Idee des Gleichgewichts, 1250–1375

Mein Vortrag historisiert «Gleichgewicht» in ideengeschichtlicher Perspektive. In der Epoche der europäischen Geschichte, auf die ich fokussiere, und grösstenteils auch heute noch bildet das Gefühl der An- oder Abwesenheit von Gleichgewicht die Basis der wichtigsten menschlichen Wertung: der Beurteilung dessen, was geordnet oder ungeordnet, schön oder hässlich, produktiv oder destruktiv, gesund oder krank ist. Zwar können wir alle die Bandbreite der Bedeutung erkennen, die mit dem Ideal des Gleichgewichts verbunden ist, wir können uns jedoch kaum vorstellen, dass dieses Ideal – oder das unausgesprochene Gefühl, das ihm zugrunde liegt – in bestimmten historischen Kontexten stark veränderlich ist. Ich hoffe, dagegen eine ganze Reihe von Argumenten liefern zu können: 1. Gleichgewicht hat eine Geschichte. 2. Zwischen etwa 1250 und 1350 entwickelte sich an den Universitäten ein neuer Sinn für Gleichgewicht und seine Möglichkeiten. Die komplexen Wahrnehmungen fanden 3. in einem neuen Modell von Gleichgewicht (*balance*) ihre Struktur und Form – dem ersten mittelalterlichen Modell, das das moderne Konzept des Ausgleichs (*equilibrium*) vorwegnahm. Dem Modell zugrunde lagen 4. bedeutsame Entwicklungen in der ökonomischen Theorie und Praxis, einschliesslich eines Wandels der scholastischen Einstellungen zu Profit und Reichtum. Da schliesslich 5. das Gleichgewichtsideal zentral für die scholastischen Spekulationen war, hatten tiefgreifende Veränderungen in dessen Modellierung den Effekt, dass sich insbesondere im Bereich der «Wissenschaft» neue imaginative und spekulative Möglichkeiten eröffneten. Das ermöglichte wiederum eine tiefgreifende Neukonzeption der Welt und ihrer Funktionsweise.

(Übersetzung: A. Rathmann-Lutz)

Sewantketten und Castorhüte

Gebrauchspraktiken von Geld und Mode in der Kolonie Nieuw Nederland

Eva Brugger

Am Dienstag, dem 20. Juli 1655, klagte Johan de Decker, Jurist in der kolonialen Regierung Peter Stuyvesants in Nieuw Nederland und zuständiger Richter in Fort Orange (heute Albany, New York), die Händlerin Catelijjn Sanders an.¹ Er warf ihr vor, am vergangenen Freitag unerlaubterweise einem indigenen Händler – vermutlich einem Mohawk – ein nicht näher definiertes Kleidungsstück gegeben zu haben. De Decker wertete das Kleidungsstück als Geschenk, denn mehrere Zeugen*innen, die er vor Gericht aufbot, gaben zu Protokoll, dass der namenlose Händler seinerseits im Austausch für das Kleidungsstück keine Waren gegeben habe. Die Zeugen stützten die Vermutung, dass es sich bei dem Kleidungsstück um ein Geschenk handele, indem sie schilderten, dass sich der indigene Händler, der selbst nicht vor Gericht befragt wurde, wie ein Beschenkter verhalten habe. Er habe die Kleidung sogleich anprobiert und stolz präsentiert.

Für de Decker hatte Sanders gegen das bestehende Recht in der Kolonie Nieuw Nederland verstossen. Er wertete die Kleidung als Geschenk respektive eine Art Anzahlung, mittels deren die Händlerin verbotenerweise versucht habe, sich einen Wettbewerbsvorteil für die bald beginnende Fellhandelssaison im Spätsommer zu verschaffen. Seine Vorwürfe sah de Decker durch weitere Zeugenaussagen bestätigt, die schilderten, dass Sanders dem Händler am vergangenen Freitag nicht nur ein Kleidungsstück gegeben habe, sondern weitere Kleidungsstücke sowie Strümpfe versprochen hätte. Da eine solche Bevorteilung durch Geschenke verboten war, fiel das von de Decker geforderte Strafmass entsprechend hoch aus. Er forderte eine Zahlung in Höhe von 300 niederländischen Gulden sowie ein einjähriges Berufsverbot für Catelijjn Sanders.

Die Angeklagte jedoch konnte die Aufregung nicht verstehen und war sich keiner Schuld bewusst. Vor Gericht bestätigte Catelijjn Sanders unter Eid, dass ihr Zusammentreffen mit dem indigenen Händler ganz anders verlaufen war. Sie habe ihm keine Geschenke gemacht, sondern mit den Kleidungsstücken vielmehr bereits erhaltene Felle bezahlt. Konkret gab sie zu Protokoll, die übergebenen wie versprochenen Kleidungsstücke seien die noch ausstehende Bezahlung für zwei Biberfelle und ein Luchsfell gewesen, die sie zu einem früheren Zeitpunkt erhalten habe. Da die Zeugen ihre Aussage weder bestätigen noch wider-

legen konnten und vor Gericht aussagten, sie hätten nicht beobachten können, ob der indigene Händler Sanders ein Vorkaufsrecht einräumte, wurde die Händlerin schliesslich freigesprochen und der Fall zu den Akten gelegt.

Der Fall Sanders verdeutlicht exemplarisch die vielschichtigen Geld- und Währungspraktiken in der Kolonie Nieuw Nederland, die sich zwischen 1609 und 1664 von der Hauptstadt Nieuw Amsterdam (heute: New York City) entlang des heutigen Hudson River bis nach Beverwyck (heute: Albany, New York) erstreckte. Praktiken des Bezahls, Schenkens und in Aussicht Stellens verweisen auf die unterschiedlichen Temporalitäten des Warentauschs. Gulden, Felle und Textilien umreissen die Bandbreite der bekannten und genutzten Währungen. Frauen und Männer, Siedlerinnen und Indigene, Händlerinnen und Konsumenten bildeten die unterschiedlichen Marktakteure. Der Fall Sanders legt nahe, dass sich konkrete Austauschpraktiken und ihre normativen Regulierungen dabei miteinander widersprechen konnten.

Die unterschiedlichen Geld- und Währungspraktiken zeigen, dass die Zuschreibung *Geld* immer abhängig von ihrem jeweiligen Setting war. In einer anderen Situation, an einem anderen Ort oder zu einer anderen Zeit konnten etwa Strümpfe keine Bezahlung, sondern ein Kleidungsstück, ein Statussymbol, ein Ausdruck von Reichtum oder ein Indiz für das globale Handelsnetzwerk einer Person sein; Catelijm Sanders demonstrierte auf dem Marktplatz ihre guten Handelskontakte, die sie mit begehrten Kleidungsstücken wie europäischen Strümpfen versorgten. Der Umgang des namenlosen indigenen Händlers mit den neu erhaltenen Kleidungsstücken zeigt, dass die Grenze zwischen Währung und Mode, zwischen Geld und Statussymbol fließend war. Mit Zahlungsmitteln konnte man sich schmücken und mit Kleidung konnte bezahlt werden. Die Transaktion wie die Präsentation von Statussymbolen fanden zumindest teilweise im öffentlichen Raum statt und wurden von den Anwesenden beobachtet.

Mein Beitrag nimmt das spannungsvolle Miteinander von lokalen Währungen, globalen Moden und kulturellen Statussymbolen im kolonialen Alltag in den Blick. Dafür erweitere ich die jüngst vorgebrachte Forderung nach einer «Geldgebrauchsgeschichte» und frage nach den Gebrauchspraktiken von Geld *und* Mode in der Kolonie Nieuw Nederland.² An mehreren Stellen wurde in der Vergangenheit für eine praxeologische Untersuchung und Historisierung von Geld in der frühen Neuzeit plädiert.³ Auch das koloniale Setting in Nieuw Nederland erweist sich für eine praxeologische Perspektive als lohnenswert.⁴ Der eingangs zitierte Fall Sanders führt eindrücklich vor Augen, dass eine Geldgebrauchsgeschichte Nieuw Nederlands mehr ist als eine Geschichte unterschiedlicher Währungen. Wird davon ausgegangen, dass ein Gegenstand nur durch die Verwendung in einer spezifischen sozialen Konstellation als Geld wahrgenommen und akzeptiert wird, muss eine Gebrauchsgeschichte ebenso regionale und globale Statussym-

bole sowie das weltweite Verlangen, nach der aktuellen Mode gekleidet zu sein, berücksichtigen. Denn «Gebrauchs- oder Schmuckstücke [wurden] einerseits wie Geld verwendet, andererseits aber auch als Waren getauscht».⁵

In Nordamerika verfügten im 17. Jahrhundert neben Kleidungsstücken auch Muschelkalkperlen und Biberfelle über eine hybride und wechselhafte Gestalt. Sie wurden als Hüte, Umhänge, Halsketten, Ohrschmuck und Gürtel verwendet und waren gängige Zahlungsmittel im kolonialen Alltag. Die Objekte wechselten je nach sozialem Setting ihre Besitzer*innen sowie ihre Funktion. Erst durch die Verwendung *als* Geld wurden sie überhaupt erst *zu* Geld. Gerade Kleidungsstücke stifteten in Nieuw Nederland ökonomische Beziehungen, machten soziale Stellung sichtbar und drückten das Modebewusstsein ihrer Träger*innen aus. Sie besaßen dabei aber keinen konstanten Wert, sondern waren in unterschiedliche Zeitregime eingebunden. Sie waren – wie jede andere Währung auch – Konjunkturen unterworfen und vom Erfolg interkultureller Austauschbeziehungen, von volatilen Preisgestaltungen und den Gesetzen der Mode gleichermassen abhängig. Das «anarchische Moment des Geldes»,⁶ das sich einer permanenten Wertsteigerung wie -stabilisierung verweigert, konnte dabei durchaus in Konflikt geraten mit den Wertgenerierungs- und Anreicherungspraktiken von Waren sowie der Wertanlage von Statussymbolen.⁷ Mit Blick darauf, wie sich die Tausch- und Geldpraktiken, Währungsbezeichnungen und Konsumvorstellungen mit der Besetzung der nordamerikanischen Gebiete durch die Europäer*innen im 17. Jahrhundert veränderten, unternimmt mein Beitrag den Versuch, indigene Akteur*innen als aktive Akteur*innen ernst zu nehmen, die nach eigenen Logiken und mit eigenen Praktiken wirtschafteten, zusammenlebten und sich mit den europäischen Kolonialist*innen arrangierten.⁸

Offiziell gab es in der Kolonie Nieuw Nederland drei Währungen: Gulden, Sewant und Biberfelle. Niederländische Gulden tauchen in den Quellen als Recheneinheit respektive Referenzwert («Buchgeld») auf – etwa um ein Strafmass zu bemessen wie in Bezug auf die geforderte Strafe im Gerichtsfall Sanders. In den alltäglichen Zahlungsprozessen spielten europäische Münzen jedoch keine Rolle. Das liegt zum einen daran, dass sich der Wert von Silber- oder Metallmünzen den nativen Bewohner*innen in Nordamerika nicht erschloss. In seinem Bericht über die Kolonie Nieuw Nederland beschreibt beispielsweise Johannes Megapolensis die Geld- und Währungsformen der Mohawk, die im Gebiet des heutigen Albany lebten.⁹ Der Wert von Muschelkalkperlen sei für sie vergleichbar mit Gold, Silber oder Perlen für Christen. Das Geld der Europäer*innen würden sie nicht wertschätzen. Es sei für sie nicht mehr als Metall. Megapolensis habe einst einem Anführer eine Silbermünze gezeigt. Als dieser erfuhr, wie wertvoll sie für Europäer*innen sei, habe er nur gelacht und geantwortet, er würde eine solche Münze in den Fluss werfen.

Zum anderen lässt sich der zu vernachlässigende Gebrauch von Gulden in der Kolonie Nieuw Nederland mit der mangelnden Verfügbarkeit von Münzen begründen. Versuche der kolonialen Regierung, die zirkulierenden Währungen in Nieuw Nederland durch die Einführung von einer grösseren Anzahl von Münzen zu stabilisieren, scheiterten schon allein daran, dass sich die Westindische Handelskompanie (WIC) weigerte, die von Peter Stuyvesant in einem Brief 1648 geforderten 10000 Gulden in kleinen Münzen in die Kolonie zu schicken.¹⁰

Transatlantische Briefkorrespondenzen zeigen darüber hinaus, dass Niederländer*innen auf beiden Seiten des Atlantiks für die spezifischen Geldpraktiken in Nieuw Nederland sensibilisiert waren. So schreibt beispielsweise Kilian van Rensselear, einer der Direktoren der WIC und Gründer der Siedlung Rensselaerswyck in einem Geschäftsbrief aus dem Jahr 1639, er würde für Getreide die Währungen Felle, Sewant oder andere Waren akzeptieren. Niederländische Gulden besaßen für ihn in der Kolonie hingegen keinen Wert.¹¹

Im kolonialen Alltag wurden Muschelkalkperlen – sogenanntes Wampum oder, wie die Niederländer*innen in Anlehnung an die indigene Bezeichnung im Raum Delaware sagten, Sewant – sowie Biberfelle als Geld *gebraucht*. Sowohl die Muschelkalkperlen wie auch die Tierfelle waren aber nicht nur als Zahlungsmittel in Gebrauch, sondern ebenso als Ressource für modische Kleidung gefragt und elementarer Bestandteil von Statussymbolen. In den folgenden Abschnitten meines Beitrags werde ich diese beiden populären Materialien – Sewant und Biber – in ihrer unterschiedlichen Verwendung wie in ihrer Verarbeitung in der Kolonie Nieuw Nederland genauer vorstellen. Damit möchte ich die Vielfalt der Währungen im kolonialen Alltag unterstreichen und im abschliessenden dritten Teil fragen, inwiefern eine Gebrauchsgeschichte von Geld und Mode etablierte Modernisierungs- und Beschleunigungsinterpretamente der Geld- und Wirtschaftsgeschichte hinterfragen kann.

Sewant: Perlen, Ketten, Gürtel

Die weissen oder violetten Perlen aus Muschelkalk zirkulierten bereits vor der Gründung der englischen, niederländischen, französischen und schwedischen Kolonien im 17. Jahrhundert in Nordamerika. Vor allem für Huronen, Susquehannock und Five-Nations-Irokesen (inklusive der Mohawk) sowie die Munsee und Mahican, die in den Gebieten der Kolonie Nieuw Nederland lebten, war Sewant «a suitable form of present between friends, compensation for crime, payment of a fine or toll, pledge, symbolic expression of a desire for peace or declaration of war, and a part of the marriage present» (Abb. 1).¹² Die nativen Bewohner*innen Nordamerikas besorgten ihren Lebensunterhalt jedoch nicht mittels Tausch- oder

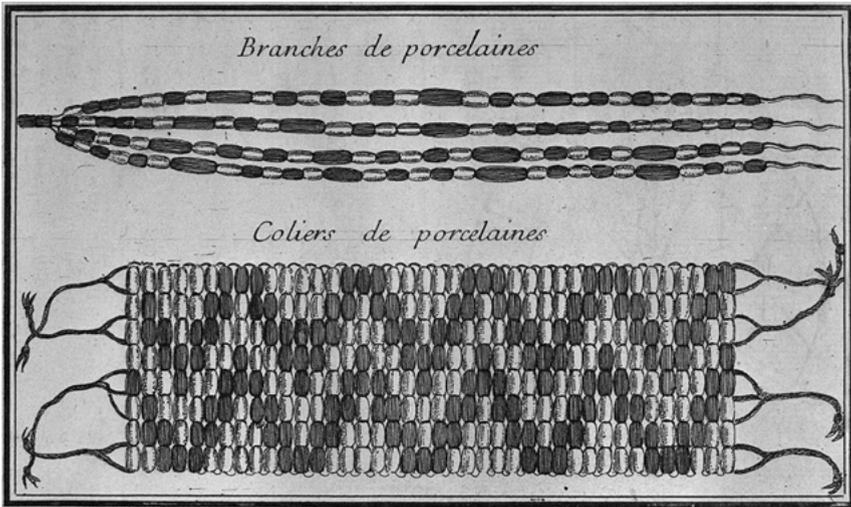


Abb. 1: Sewant: *Branches et coliers de porcelaines*. (Claude-Charles Bacqueville de La Potherie, *Histoire de L'Amérique septentrionale ...*, Paris 1722, Bd. I, S. 334, Library and Archives Canada)

Handelsökonomien. Sie lebten in Kleingruppen und als Selbstversorger*innen zusammen. Ihre Jagd konzentrierte sich auf grosse Tiere, deren Fleisch verzehrt werden konnte. Aus der Haut und den Fellen wurden Kleidung und Zelte hergestellt. Die Knochen wurden zu (Jagd-)Werkzeugen verarbeitet.¹³

Mit der Besetzung der nordamerikanischen Gebiete durch die Europäer*innen und der massiven Ausweitung des Biberfellhandels veränderten sich die Lebensumstände der nativen Bewohner*innen drastisch: «[...] they were able to adapt to an economic system drawn from the most advanced economies of the already industrializing world.»¹⁴ Die nativen Gesellschaften ordneten sich dabei dem europäischen Wirtschaftssystem nicht einfach als Ressourcenlieferantinnen unter, sondern gestalteten die Tausch- und Währungspraktiken aktiv mit und adaptierten neue ökonomische Strukturen. Im Verlauf des 17. Jahrhunderts legten sie immer grössere Entfernungen auf Handelsrouten an Land und auf dem Wasser zurück, um ihre Felle auf den Marktplätzen der europäischen Kolonialmächte anzubieten. Sie wandelten ihr Konsumverhalten und entwickelten spezifische Design- und Qualitätsvorstellungen. Ausserdem erwiesen sie sich als kompetente Verhandlungspartnerinnen, die die Interessen ihrer europäischen Geschäftspartner*innen mitunter gegeneinander ausspielten. Das Reisejournal von Harmen Meyndertsz van den Bogaert gibt beispielsweise einen Einblick in die für die Europäer*innen herausfordernden Preisverhandlungen mit den Five-Nations-Irokesen.¹⁵ Gemeinsam mit zwei weiteren Mitgliedern wurde Bogaert,

so sein Bericht, im Winter 1634 von der WIC ausgesandt, um die Preise für Biberfelle auszuhandeln. Die Vertreter der Five-Nations-Irokesen erwiesen sich als harte Verhandlungspartner. Bogaert erzählt, wie sie von ihren Handelsbeziehungen zu französischen Händlern am Lake Oneida berichteten. Für jedes Biberfell der vergangenen Saison forderten sie von den Niederländer*innen vier Handvoll Sewant und vier Wollumhänge. Einem solch hohen Preis jedoch konnten Bogaert und seine Kollegen nicht ohne Rücksprache mit dem Gouverneur der Kolonie Nieuw Nederland, Wouter van Twiller, zustimmen.

Die interkulturellen Währungspraktiken und die Bedeutung der Muschelkalkperlen lassen sich für die Kolonie Nieuw Nederland auch linguistisch belegen. Während sich in den französisch besetzten Gebieten mit *porcelaine* ein europäischer Begriff für die Muschelkalkperlen durchsetzte, verwendeten die Engländer*innen mit *wampum* eine Abkürzung der indigenen Bezeichnung *wampumpeag*.¹⁶ Auch in den Gebieten der niederländischen Kolonie wurde mit *sewant* ein Begriff benutzt, der auf ein indigenes Wort für Muschelkalkperlen zurückgeht. Zu Beginn des niederländischen Biberfellhandels, zunächst vor allem im Handel mit den Munsees im Hudson Valley, findet sich in den europäischen Schriftquellen noch vereinzelt der Begriff *coralen*, der im Niederländischen (Glas-)Perlen bedeutet.¹⁷ Ab den 1620er-Jahren jedoch verschwand der Begriff und wurde durch *sewant* ersetzt. *Sewant* wird in den Quellen als indigene Währung wie als koloniale Währung bezeichnet und unterstreicht damit die Emergenz interkultureller Geldpraktiken: «The use of *sewant* – both the term and the artifact – reflected the creation of a shared cultural space, emerging at the intersection of various groups of different languages and people – particularly Dutch, Munsees, and Unamis – bound together by wampum use, and it reflects the ongoing influence of that cultural region beyond the period in which the Dutch controlled it. *Sewant* was the Dutch expression of a word that had cognates in the Algonquian languages throughout the Northeast; in Massachusetts *seahwhóun*, in Narragansett *sahwóog* or *sahwóschick*, in Lenape *saséhemem*, in Ojibwa *saswe*, in Abenaki *sissaiði* [sic], and in Munsee *séwan*.»¹⁸ Die interkulturelle Verwendung des Begriffs *sewant* ausserhalb der Munsee-Region in den heutigen Bundesstaaten Delaware und Albany unterstreicht schliesslich auch aus sprachhistorischer Perspektive, wie sich die Kontaktzone zwischen Europäer*innen und den nativen Bewohner*innen Nordamerikas im 17. Jahrhundert ausbreitete.

Der Begriff *sewant* weckte aber auch im Niederländischen passende Assoziationen. Denn während *zee* im Niederländischen Meer heisst, bedeutet *want* in etwa Segeltakelung.¹⁹ Die semantische Verbindung von *sewant* und Meer stiftete eine Verbindung zum Herstellungsprozess der Muschelkalkperlen. In Munsee bedeutet *séwan* überall verstreut, was wiederum auf die quantitativen Vorkommnisse des Muschelkalks in den niederländisch besetzten Gebieten wie das äusserst er-

folgreiche nordamerikanische Produktionszentrum auf der heutigen Insel Long Island verweisen kann. Gleichzeitig gibt der Begriff *verstreut* aber auch einen Hinweis auf die indigenen Gebrauchspraktiken der Perlen, die bis zur Ankunft der Europäer meist lose und nicht aufgefädelt getauscht wurden.²⁰

Ab etwa 1615 respektive mit dem Aufkommen des transatlantischen Biberfellhandels waren Muschelkalkperlen flächenmässig als Zahlungsmittel in Gebrauch.²¹ William Bradford, der im 17. Jahrhundert über 30 Jahre lang als Gouverneur in der Kolonie Plymouth tätig war und das koloniale Projekt vor Ort massgeblich mitgestaltete und dokumentierte, macht in seiner Publikation «Of Plymouth Plantation» (1651) deutlich, dass Sewant ein gängiges Zahlungsmittel in der Kolonie Nieuw Nederland war. Bradford berichtet über den diplomatischen Besuch des Sekretärs der Kolonie Nieuw Nederland, Isaack de Rasiere, der 1628 Muschelkalkperlen im Wert von fünfzig Pfund mit in die englische Kolonie brachte.²²

Die Niederländer*innen realisierten, dass Sewant ein wertvolles und anerkanntes Tauschobjekt für ihre Hauptfellhandelspartner, die Mohawk, war. Aus ihrer Perspektive war es aber überaus schwierig, Sewant als Währung – nach europäischem Verständnis – zu standardisieren. Aufgrund ihrer hybriden Gestalt wurden die Muschelkalkperlen im kolonialen Alltag unterschiedlich verwendet und fungierten in der Kontaktzone mit den nativen Einwohner*innen zunächst als Geschenke im Mauss'schen Sinne. Im täglichen Gebrauch liessen sich die Muschelkalkperlen nur äusserst schwer quantifizieren, denn die Perlen wurden lose in Boxen gesammelt und in nichtstandardisierten Einheiten wie einer Handvoll getauscht und gehandelt. Grosse Mengen lose aufbewahrter Muschelkalkperlen liessen auch deren Qualität sinken. Denn gefälschte Perlen, etwa aus Knochen, oder beschädigte Perlen konnten in Boxen mit den hochwertigem Sewant vermischt werden und so in Umlauf gelangen. Bis weit in die 1650er-Jahre hinein unternahm die niederländische Kolonialregierung immer wieder den Versuch, die Qualität von Sewant zu standardisieren. Generaldirektor Peter Stuyvesant erliess mehrere Verordnungen, die Sewant nur in aufgefädelter Form als offizielles Zahlungsmittel zuliessen.²³

Die Muschelkalkperlen wurden von denjenigen indigenen Gemeinschaften – vor allem den Munsees – hergestellt, die keinen direkten Zugang zu Biberjagdgebieten hatten. Die Kolonie Nieuw Nederland profitierte davon, dass sich das nordostamerikanische Sewantproduktionszentrum innerhalb ihres Territoriums an der Ostküste von Long Island befand. Aufgrund der hohen Muschelkalkvorkommen nannten die Niederländer*innen die Insel Seawanhackney. Cornelis van Tienhoven, der als Sekretär in Nieuw Nederland tätig war, verglich die Sewantbestände auf Long Island mit einer Rohstoffmine, die für den wirtschaftlichen Erfolg der niederländische Kolonie essenziell sei.²⁴ Auf Long Island wurde nicht



Abb. 2: Wappen der Kolonie Nieuw Nederland. (John B. Pine, Seal and Flag of the City of New York, New York 1915, plate II)

nur für den niederländischen Handel Sewant produziert. Auch die englische Kolonie beispielsweise bezog die Muschelkalkperlen für ihren Biberfellhandel in der Massachusetts Bay aus Long Island.²⁵ Wie umfangreich die Produktion in den 1640er- bis 1660er-Jahren gewesen sein muss, lässt sich heute nur erahnen. Adriaen van der Donck, der mit seiner *Beschryvinge van Nieuw-Nederlandt* von 1653 den wichtigsten zeitgenössischen Bericht über die niederländische Kolonie publizierte, spricht von mehreren Tausend Schnüren, die jedes Jahr in der Fellhandelssaison entlang der Küste ihre Besitzer*innen wechselten.²⁶ Die Forschung schätzt heute, dass jährlich um die 40 000 Muschelkalkperlen für den niederländischen Biberfellhandel produziert werden mussten.²⁷

Die Herstellungsexpertise für Sewant lag in den Händen der Munsees. Die europäischen Kolonialmächte konnten lediglich zur Produktionssteigerung beitragen, indem sie neue metallische Werkzeuge nach Nordamerika brachten.²⁸ Englische und niederländische Versuche, in den Kolonien wie von Europa aus in die Produktion einzusteigen, erwiesen sich als zäh und wenig ergiebig.²⁹ Aus Nieuw Amsterdam sind einige Fälle überliefert, in denen Frauen vor Gericht beklagten, dass sie keinen angemessenen Lohn für die Herstellung von Sewant und die Produktion von Sewantketten erhalten hätten.³⁰ Die Qualität (und somit auch der Wert) der von Europäer*innen hergestellten Perlen blieb dabei stets weit unter der Qualität der Perlen, die die nativen Einwohner*innen fertigten. In der auf Massenproduktion ausgerichteten europäischen Fertigung wurde auf die Feinarbeiten an den Perlen verzichtet. Für die nativen Händler*innen lag aber genau in diesen Veredlungsschritten der Wert einer Perle.

Auch wenn die Niederländer*innen den monetären wie materiellen Wert der Muschelkalkperlen nur bedingt erkannten, erschloss sich ihnen der symbolische



Abb. 3: *Wenceslaus Hollar*, *Unus Americanus ex Virginia*, Stich, 1645. (*The Metropolitan Museum of Art, New York*)

Wert von Sewant für die erfolgreiche Realisierung des kolonialen Projekts und die Teilhabe am lukrativen Biberfellhandel. Auf dem Siegel der Kolonie, das die wirtschaftlichen und politischen Ambitionen repräsentierte, ist etwa ein Biber gerahmt von einer Sewantkette abgebildet (Abb. 2).³¹

Sewant als Währung zu verwenden, war aber nur eine von mehreren Gebrauchspraktiken der nativen Einwohner*innen Nordamerikas. Ein Brief von Johannes Megapolensis beschreibt den vielfältigen Gebrauch von Sewant bei den Mohawk.³² Megapolensis geht nicht nur auf die Produktionsstätten für Sewant entlang der Küste ein, sondern beschreibt auch ausführlich, dass die aufgefädelten Perlen zu Gürteln oder Ketten weiterverarbeitet und um den Hals, die Taille oder an den Ohren getragen wurden. Der Schmuck der nativen Einwohner*innen wurde in europäischen Druckgrafiken des 17. Jahrhunderts dargestellt. In

Johannes Megapolensis' Reisebericht ist ein Mohawk abgebildet.³³ Er trägt eine Sewantkette um den Hals und einzelne Sewantfäden durch die Ohren. Dieses Motiv griff auch der böhmische Kupferstecher Wenceslaus Hollar in einem Stich von 1645 auf (Abb. 3). Detailliert porträtiert er einen nativen Bewohner der englischen Kolonie Virginia. Auch hier stellen die drei losen Fadenenden der Kette wie der Ohrringe eine visuelle Verbindung zu den Strängen dar, die seit der Besetzung der Gebiete durch die europäischen Kolonialmächte als Währung in Gebrauch waren.

Biber: Felle, Hüte, Amulette

Im «multiplen Währungssystem» in Nieuw Nederland hatten auch Biberfelle eine hybride Funktion.³⁴ Sie waren Handelsware und Währung gleichermaßen und kehrten in Form sogenannter Castorhüte, die in Europa gefertigt wurden, als begehrte Konsumgüter wieder in die Kolonie zurück. Wie die Sewantketten dienten die Felle, Filze und Hüte je nach Gebrauch, Kultur und Verarbeitungszustand als Zahlungsmittel, Kleidungsstücke oder Statussymbole. Biber war eine zentrale Transaktionswährung in Nieuw Nederland.³⁵ In der Kolonie wurden grössere Warenladungen in Biberfellen verrechnet. Steuern wurden in Biber berechnet und Löhne in Fellen ausbezahlt. Niederländer*innen schickten Konsumgüter in die Kolonie, um an Biberfelle zu gelangen und am profitablen Markt zu partizipieren.

Doch wie kam es dazu, dass Biberfelle im 17. Jahrhundert vor allem in Europa – im Gegensatz zu Muschelkalkperlen – gefragt waren? Biberfelle bildeten die Grundressource für Castorhüte.³⁶ Die Hüte waren zunächst als Militärkleidung in Schweden gefragt und wurden wegen ihrer wasserabweisenden Funktion geschätzt. Geschmückt und dekoriert mit Materialien aus der ganzen Welt wurden die Hüte im Verlauf des Jahrhunderts zum Statussymbol wohlhabender Händler*innen (Abb. 4).³⁷ Als Fastenspeise, halb Fisch und halb Fleisch, haben vor allem Christen seit jeher ein ambivalentes Verhältnis zu Bibern.³⁸ Konkret wirkte sich das etwa in den Regeln der Kleider- und Luxusgesetze in Westeuropa aus. Im Gegensatz zu Nerz, Hase oder anderen Felltieren war das Tragen von Biberfellen (die als Filz und nicht als Fell gefragt waren) kaum durch Verordnungen reguliert. Erst gegen Ende des 17. Jahrhunderts war das Design von Castorhüten verstärkt Gegenstand von sozialen wie ökonomischen Regulierungen.³⁹ Für die Mitglieder der grossen europäischen Handelskompanien bedeutete diese relative Freiheit, dass Biber ein ideales Medium ihrer Selbstrepräsentation darstellte (Abb. 5). Ihre zentrale Handelsware wurde verfilzt, als Hut geformt und zum Symbol einer neuen, ökonomisch erfolgreichen Schicht, die über globale Netz-

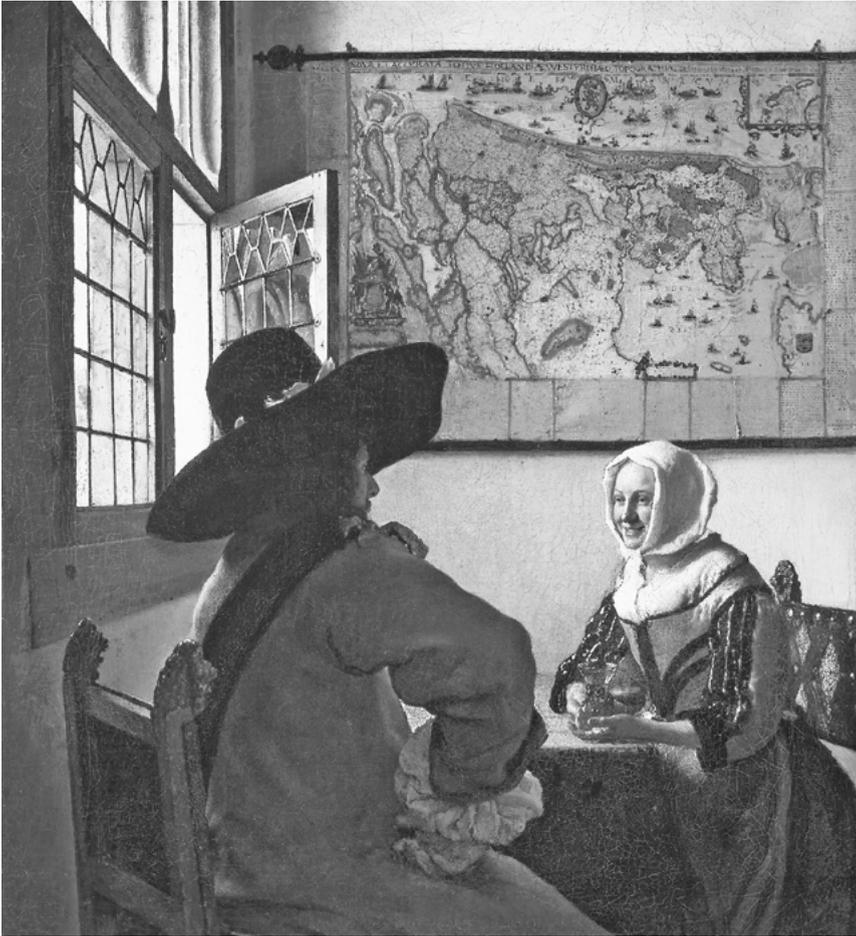


Abb. 4: Jan Vermeer, *De Soldaat en het Lachende Meisje*, Öl auf Leinwand, um 1657.
(Copyright The Frick Collection, New York)

werke verfügte und die europäische Nachfrage nach Biberfellen stillte. Erst im Verlauf des 17. Jahrhunderts schwappte die Castorhutmode von den Händlern auf die Höfe über und wurde als Statussymbol politischer Herrscher*innen neu aufgeladen.⁴⁰

Für die neue, kapitalstarke und global vernetzte Klasse waren Biber also in mehrfacher Hinsicht wichtig. Zum einen stellten Biberfelle die wichtigste Handelsware in den frühen Jahren der europäischen Kolonialisierung in Nordamerika dar. Biberfelle führten in der ersten Hälfte des 17. Jahrhunderts zur Gründung europäischer Kolonien an der Nordostküste des amerikanischen Kontinents, die



Abb. 5: *Wenceslaus Hollar, Engelse vrouw met donkere hoed, Stich, um 1640. (Rijksmuseum, Amsterdam)*

die dauerhafte Besiedlung durch Europäer*innen nach sich zog.⁴¹ Das Begehren nach Bibern war mitverantwortlich dafür, dass die Kultur der nativen Bewohner*innen Nordamerikas zerstört und die lokalen Ressourcen abgeschöpft wurden, da die Teilnahme am globalen Handel den Wandel von der Subsistenzwirtschaft zur Marktökonomie mit sich brachte und konkret die Auflösung der jahrhundertealten traditionellen Gesellschaftsformen bedeutete.⁴²

Um Castorhüte herzustellen, bedurfte es aber nicht nur eines funktionierenden transatlantischen Händler*innen- und Kompanienetzwerks, sondern gleichermaßen handwerklicher Expertise. Die Herausforderung bestand darin, die Biberfelle in Filz zu verarbeiten. Dafür mussten die Felle gereinigt, das Oberhaar abgetrennt und das Unterfell freigelegt werden. Dieser Vorgang war äusserst komplex. In Europa beherrschten nur wenige Kürschner, vor allem aus Russland und Skandinavien, dieses Handwerk und es dauerte bis ins 18. Jahrhundert hinein, bis sich die ersten Expert*innen, die über das entsprechende Wissen, die

Maschinen und Materialien verfügten, in den europäischen Hutmodezentren in England und Frankreich niederliessen.⁴³

Mit der Kolonialisierung Nordamerikas eröffnete sich jedoch eine weitere, natürliche Möglichkeit Filz herzustellen. Alternativ zur nordeuropäischen chemischen Variante konnte das Keratin auch vom Haar gelöst werden, indem die Felle getragen wurden.⁴⁴ Das Tragen der Felle als Winter- und Jagdkleidung der nativen Bewohner*innen Nordamerikas stellte eine solche Möglichkeit dar, denn der Gebrauch der Felle als Kleidungsstücke führte dazu, dass sie Ausdünstungen und Körperschweiss ausgesetzt waren, sich das Keratin vom Oberhaar löste und so das dichte Unterfell zugänglich wurde, das für den Verfilzungsprozess benötigt wurde. Die bereits getragenen und nach einer Saison ausrangierten Kleidungsstücke wurden zu den höchsten Preisen gehandelt und waren das Objekt der Begierde für die Europäer*innen, die ihrerseits ihren Status und ihren Reichtum mit dem Tragen von Biberfilzhüten zur Schau stellten.⁴⁵

Die europäischen Biberfellhändler*innen waren somit von der Ausbeute der nativen Jäger wie von der Entwicklung der globalen Hutmode gleichermassen abhängig. Jedes Jahr im Spätsommer wurden Felle in unterschiedlichen Qualitäten auf den Marktplätzen im heutigen Albany sowie in Nieuw Amsterdam angeboten. Alle Felle wurden nach einer eigenen Logik kategorisiert, je nachdem, wie gut sie für die Weiterverarbeitung vorbereitet waren. Im Umlauf waren ganze, halbe und Drittelfelle. Wie viel ein einzelnes Fell jedoch konkret wert sein würde, wussten die europäischen Händler*innen in der Regel erst einige Wochen später, wenn klar war, zu welchem Preis die Ware auf den Auktionen der WIC in Amsterdam verkauft werden konnte. Die WIC versuchte zwar jedes Jahr eine fixe Wechselrate für die Felle festzusetzen, die Siedler*innen verliessen sich aber nicht darauf, feste Preise für ihre Waren in Europa zu erhalten. Transatlantische Geschäftsbriefe machen deutlich, dass sich die aktuellen Marktpreise weniger an den Regulierungen der WIC orientierten, sondern vielmehr durch das Geschick der Verkäufer*innen, persönliche Kontakte und die aktuelle Nachfrage bestimmt waren.

Indigene Jäger konnten somit die gefragte Handelsware Biber veredeln und zur Steigerung des Wertes beitragen.⁴⁶ Allerdings setzte dies eine fatale Umstellung ihrer Jagdgewohnheiten voraus. In der ersten Hälfte des 17. Jahrhunderts verdrängte die Biberjagd – auch mithilfe europäischer Jagdwerkzeuge – die Grosstierjagd, was erhebliche Folgen für die Selbstversorgungsökonomie der nativen Einwohner*innen hatte.⁴⁷ Diese Umstellung auf den Biberfellhandel lässt sich auch an Statussymbolen nachvollziehen, die in die indigene Mode integriert wurden. Sewantketten wurden mit Biberamuletten aus Metall und Kupfer geschmückt und dienten indigenen Händler*innen als Statussymbol. Die Amulette erhielten die Händler*innen von ihren europäischen Handelspartner*innen



Abb. 6: Biberamulett, Metall, nach 1670. (Museum of Anthropology, Vancouver, British Columbia)

(Abb. 6). Ab der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts enthielten die Amulette genaue Angaben darüber, an welchen Orten und mit welchen Handelskompanien der Träger*innen der Kette handelte.

Geschmückt und dekoriert mit Amuletten, verfeinert mit schweren Wollstoffen, die in Europa für den indigenen Markt produziert und durch Lederapplikationen verstärkt wurden, verwies die Kleidung der nativen Einwohner*innen Nordamerikas im 17. und 18. Jahrhundert auf einen weitaus höheren Lebensstandard als beispielsweise der Kleidungsstandard von Textilarbeiter*innen, die auf der anderen Seite des Atlantiks im Verlagswesen oder in Fabriken für den globalen Konsummarkt arbeiteten.⁴⁸

Gebrauchsgeschichte von Geld und Mode als Gegenentwurf zur Fortschrittserzählung europäischer Kolonialisierungsprojekte – ein Fazit

Die Gebrauchspraktiken von Sewant und Biber in Nieuw Nederland zeigen, dass sich klassische Fortschrittserzählungen, die die globale Verbreitung des Geldes aus einer eurozentrischen Perspektive beschreiben und – in Anlehnung an Georg Simmels Studie *Philosophie des Geldes* von 1900 – mit der Geburt der Moderne gleichsetzen, nur bedingt eignen, um den kolonialen Handel in Nordamerika zu beschreiben.⁴⁹ Sie entlarven die Verwendung von Währungen als ein zutiefst europäisches Wirtschaftssystem, dem die nativen Einwohner*innen in Nordamerika im 17. Jahrhundert zunächst keinen Wert beimessen.⁵⁰

Mit Blick auf den Gebrauch von Biber und Sewant in der Kolonie Nieuw Nederland entstehen neue Perspektiven – abseits zivilisatorischer Beschleunigungsinterpretamente. Die niederländischen Siedler*innen revolutionierten (und modernisierten) die Praktiken des Warentauschs in Nordamerika nicht, sie waren vielmehr abhängig von indigenen Währungen und Wertvorstellungen. Der Ethnologe Mario Schmidt sieht in der Durchsetzung von Sewant in den Jahrzehnten um 1650 eine Widerlegung klassischer Fortschrittsnarrative. Gerade die Muschelkalkperlen stellten ein «Negativ der Fälle dar, die im Allgemeinen das Objekt der Monetarisierungstheorie» ausmachten.⁵¹

Durch die Verengung auf den Gebrauch von Währungen in Nordamerika nach europäischem Vorbild kam es in der Wirtschafts- wie der Kulturgeschichte zu einer Trennung von Wertgenerierungspraktiken einerseits in diejenigen, die sich ökonomisch gesprochen im Medium Geld ausdrücken lassen, andererseits in diejenigen, die anderen Lebensbereichen zugeordnet wurden und Wert in Schmuck, Kunst und Mode repräsentierten.⁵² Die praxeologische Perspektive auf Sewant und Biber löst diese (disziplinäre wie anachronistische) Trennung auf, indem sie den Gebrauch von Perlen, Fellen, Hüten und Schmuck als Ware, Währung wie Statussymbol verschränkt und gleichermaßen untersucht. Die nativen Einwohner*innen Nordamerikas werden auf diese Weise nicht als Ressourcenlieferant*innen für europäische Luxusprodukte degradiert, sondern als Akteur*innen ernst genommen, deren soziales, ökonomisches und kulturelles Leben sich um 1650 massiv verändert hatte. Mit der Konzentration auf die Sewantproduktion oder die Biberjagd partizipierten die Mohawk, Munsee, Mahican und Five-Nations-Irokesen auf unterschiedliche Weise am globalen Konsummarkt und leisteten ihren Beitrag für eine Entwicklung, die Beverly Lemire vor kurzem als *cosmopolitan consumerism* beschrieb.⁵³ Die Modevorstellungen von Konsument*innen und ihr Bedürfnis, sich mit Statussymbolen zu schmücken und damit soziale Kontakte und Reichtum zur Schau zu stellen, waren interkulturell vermittelbar und liessen die Grenze zwischen unterschiedlichen Wertvorstellungen, Geld- und Tauschökonomien, Währung und Ware in den Hintergrund treten.

Anmerkungen

- 1 Charles T. Gehring, *Fort Orange Court Minutes, 1652–1660*, Syracuse NY 1988, 201 f.
- 2 Der Frühneuzeithistoriker Tim Neu forderte jüngst eine «Geldgebrauchsgeschichte [die] Geld nicht primär im Hinblick auf etwas ihm Äußerliches, also etwa als Ressource für soziale Vergesellschaftung [beobachtet], sondern seinen Gebrauch selbst in den Mittelpunkt des Interesses [stellt] und *Geld als soziale Praxis* [konzipiert]». Tim Neu, «Geld gebrauchen. Frühneuzeitliche Finanz-, Kredit- und Geldgeschichte in praxeologischer Perspektive», *Historische Anthropologie* 27/1 (2019), 75–103, hier 83.

- 3 Vor allem initiiert durch Rebecca L. Spang, *Stuff and Money in the Time of the French Revolution*, Cambridge 2015.
- 4 Für den nordamerikanischen Biberfellhandel wurden in den letzten Jahrzehnten immer wieder praxeologische Perspektiven erprobt. In der Anthropologie sind Handels- und Wertgenerierungspraktiken seit den 1970er- und 1980er-Jahren auf der Forschungsagenda. In klassischen Studien wie *Middle Ground* von Richard White, *Europe and the People Without History* von Eric Wolf oder *Give us Good Measure* von Arthur J. Ray und David Henry Freeman wird betont, wie voraussetzungsreich das Aushandeln von Wert im 17. und 18. Jahrhundert in Nordamerika über kulturelle Grenzen hinweg war. Die aus den umfangreich überlieferten Handelsbüchern der im heutigen Kanada liegenden Hudson's Bay Company gewonnenen quantitativen Daten dienen der wirtschaftshistorischen Forschung bis heute als Grundlage, um das Konsumverhalten der nordamerikanischen Ureinwohner*innen im Zeitalter des Biberfellhandels zu untersuchen. Arthur J. Ray, Donald Freeman, *Give Us Good Measure. An Economic Analysis of Relations Between the Indians and the Hudson Bay's Company before 1763*, Toronto 1978; Richard White, *The Middle Ground. Indians, Empires, and Republics in the Great Lakes Regions, 1650–1815*, Cambridge 1991; Eric Wolf, *Europe and the People without History*, Berkeley 1982; Ann A. Carlos, Frank D. Lewis, *Commerce by a Frozen Sea. Native Americans and the European Fur Trade*, Philadelphia 2010. Carlos und Lewis beziehen sich stark auf Arthur J. Ray, «Indians as Consumers», in Carol M. Judd, Arthur J. Ray (Hg.), *Old Trails and New Directions. Papers of the Third North American Fur Trade Conference*, Toronto 1980, 255–271.
- 5 Jan-Otmar Hesse, «Was ist Geld? Eine Skizze zur monetären Geschichte des Kapitalismus», *NZZ Geschichte* 16 (2018), 30–49, hier 34.
- 6 Ebd., 34.
- 7 Zu An- beziehungsweise Bereicherungspraktiken siehe Luc Boltanski, Arnaud Esquerre, *Enrichissement. Une Critique de la Merchandise*, Paris 2017.
- 8 Mit seinem praxeologischen Vorgehen zielt mein Beitrag darauf ab, der aktuell im Feld der Native American and Indigenous Studies vorgebrachten Forderung nach neuen methodischen Grundsätzen nachzukommen. Alyssa Mt. Pleasant, Caroline Wigginton, Kelly Wisecup, «Materials and Methods in Native American and Indigenous Studies. Completing the Turn», *The William and Mary Quarterly* 75/2 (2018), 207–236, hier 210.
- 9 Johannes Megapolensis, *Een kort Ontwerp, van de Mahakvase Indianen, haer landt, tale, statuere, dracht, godes-dienst ende magistrature. Aldus beschreven ende nu kortelijck den 26. Augusti 1644. opgesonden uyt Nieuwe Neder-lant. Door Johannem Megapolensem juniorem, perdicant aldaar. Mitgaders een kort verhael van het leven ... der Staponjers, in Brasiel*, Amsterdam 1645, ohne Seitenzahlen.
- 10 Edmund B. O'Callaghan, Berthold Fernow (Hg.), *Documents Relative to the Colonial History of the State of New York*, vol. 1, New York 1856, 108.
- 11 A. J. F. Van Laer (Hg.), *Van Rensselaer Bowier Manuscripts. Being the Letters of Kilian van Rensselaer, 1630–1643, and other Documents Relating to the Colony of Rensselaerswyck*, Albany 1908, 441.
- 12 Mary W. Herman, «Wampum as a Money in Northeastern North America», *Ethnohistory* 3/1 (1956), 21–33, hier 22f.
- 13 Ann M. Carlos, Frank D. Lewis, «Native Americans and Exchange. Strategies and Interactions before 1800», in Larry Neal (Hg.), *The Cambridge History of Capitalism, vol. 1: The Rise of Capitalism from Ancient Origins to 1848*, Cambridge 2014, 455–490, hier 485. Carlos und Lewis verweisen aber auch auf interkontinentalen Handel vor der Besetzung der nordamerikanischen Gebiete durch die Europäer, ebd., 463.
- 14 Ebd., 458.
- 15 Charles Gehring, William A. Starna (Hg.), *A Journey into Mohawk and Oneida Country, 1634–1635. The Journal of Harmen Meynderts van den Bogaert*, Syracuse 2013, 15–17.
- 16 Paul Otto, ««This is that which ... they call Wampum». Europeans Coming to Terms with Native Shell Beads», *Early American Studies* 15/1 (2017), 1–36, 28.

- 17 Ebd., 15 f.
- 18 Ebd., 18.
- 19 Ebd., 19.
- 20 Ebd., 23.
- 21 Herman (wie Anm. 12), 21.
- 22 William Brasford, *History of «Plimoth Plantation»*, 1646.
- 23 Edmund Bailey O'Callaghan, *Laws and Ordinances of New Netherland 1638–1674*, Albany 1868, Brief vom 30. Mai 1650, 115 f. Da es schwierig war, den Warentausch zu regulieren, verordnete Stuyvesant, dass zumindest die Löhne in Sewant zu entrichten seien.
- 24 Edmund B. O'Callaghan, Berthold Fernow (Hg.), *Documents Relative to the Colonial History of the State of New York*, vol. 1, New York 1856, 365.
- 25 Susannah Shaw Romney, *New Netherland Connections. Intimate Networks and Atlantic Ties in Seventeenth-Century America*, Williamsburg 2014, 132.
- 26 Adriaen van der Donck, *Beschryvinge van Nieuw-Nederland*, Amsterdam 1655, 67.
- 27 Diese Hochrechnungen basieren auf den Schilderungen im Reisebericht von Harmen Meyndertsz van den Bogaert (wie Anm. 15). Siehe auch Dennis J. Maika, *Commerce and Community. Manhattan Merchants in the Seventeenth Century*, New York 1995, 31.
- 28 Paul Otto, «Henry Hudson, the Munsees, and the Wampum Revolution», in Jaap Jacobs, Lou Roper (Hg.), *The World of Seventeenth-Century Hudson Valley*, Albany 2014, 85–102, hier 91.
- 29 Herman (wie Anm. 12), 21.
- 30 Ebd., 22.
- 31 Otto (wie Anm. 28), 91.
- 32 John Franklin Jameson, *Narratives of New Netherland, 1609–1664*, New York 1909, 176.
- 33 Megapolensis (wie Anm. 9), 23.
- 34 Mario Schmidt, *Wampum und Biber. Fetischgeld im kolonialen Nordamerika. Eine maussche Kritik des Gabenparadigmas*, Bielefeld 2014, 202.
- 35 Vgl. hierzu ausführlich Eva Brugger, «Gefragte Felle. Biber als Transaktionswährung in der Kolonie New Netherland (1609–1664)», *Historische Anthropologie* 25/3 (2017), 308–326.
- 36 J. F. Crean, «Hats and the Fur Trade», *The Canadian Journal of Economics and Political Science* 28/3 (1962), 373–386.
- 37 Timothy Brook, *Vermeer's Hat. The Seventeenth Century and the Dawn of the Global World*, New York 2008, 26.
- 38 Van der Donck (wie Anm. 26), 115.
- 39 Veronika Hyden-Hanscho betont, dass es sich bei den Biberfilzhüten – im Gegensatz zu Baumwolle, Tabak oder Zucker – zwar um modische, aber nicht um exotische Objekte im 17. Jahrhundert handelte. Veronika Hyden-Hanscho, «Invisible Globalization. French Hats in Habsburg Vienna, 1650–1750», *Journal of European Economic History* 3 (2016), 11–54, hier 13, 47. Dreispitzhüte aus England und Frankreich kamen erst gegen Ende des 17. Jahrhunderts und dann vermehrt im 18. Jahrhundert in Mode. John Styles, *The Dress of People. Everyday Fashion in Eighteenth-Century England*, Yale 2007 sowie Ann A. Carlos, Frank D. Lewis, *Commerce by a Frozen Sea. Native Americans and the European Fur Trade*, Philadelphia 2010, 37.
- 40 Hyden-Hanscho (wie Anm. 39), 47.
- 41 Harold A. Innis, *The Fur Trade in Canada. An Introduction to Canadian Economic History*, Toronto 1930, 5.
- 42 Otto (wie Anm. 28), 93.
- 43 Hyden-Hanscho (wie Anm. 39), 17.
- 44 Emil Brass, *Aus dem Reiche der Pelze, Bd. 2: Naturgeschichte der Pelztiere*, Berlin 1911, 597 f.
- 45 Crean (wie Anm. 36), 376.
- 46 P. Nick Kardulias, «Fur Production as a Specialized Activity in a World System. Indians in the North American Fur Trade», *American Indian Culture and Research Journal* 14/1 (1990), 25–60.
- 47 Carlos, Lewis (wie Anm. 13), 472.

- 48 Ebd., 485.
49 Georg Simmel, *Die Philosophie des Geldes*, Leipzig 1900, 521 f.
50 Marc Shell, *Wampum and the Origins of American Money*, Champaign 2013, 3.
51 Schmidt (wie Anm. 34), 12.
52 Shell (wie Anm. 50), 3.
53 Beverly Lemire, *Global Trade and the Transformation of Consumer Cultures. The Material World Remade, c. 1500–1820*, Cambridge 2017.

Résumé

Colliers de wampum et chapeaux en castor. Usages de l'argent et de la mode dans les colonies de la Nouvelle-Néerlande

Au XVII^e siècle, sur les marchés de la colonie de Nouvelle-Néerlande, dans les commerces des grandes colonies à Nieuw Amsterdam et de l'actuelle Albany, on employait soit des perles wampums (*Sewant/Sewan* en néerlandais) soit des peaux de castors pour payer, faire les comptes ou s'endetter. Avec ces deux ressources locales, on pouvait également exprimer au XVII^e siècle sa conscience de la mode ou son statut. Par le port de colliers et de ceintures en wampum, de chapeaux ou d'amulettes en castor, les indigènes comme les commerçants et les commerçantes européen·ne·s exprimaient leurs liens globaux, leur richesse monétaire et leur statut social. Cependant, la production et la transformation des ressources pour la mode, et comme ressource monétaire, demeura toujours entre les mains des communautés autochtones. Elles disposaient de l'expertise concernant la chasse au castor et l'obtention de wampums. L'analyse des pratiques d'utilisation de wampums et de castors dans la Nouvelle-Néerlande montre que les narrations classiques du progrès, qui décrivent la diffusion de l'argent selon une perspective eurocentrée et qui l'assimilent à la modernité, ne sont que partiellement adaptées pour décrire le commerce colonial en Amérique du Nord. L'argent, comme la mode, et cela constitue la thèse de cette contribution, obtenaient leur statut et leur valeur au sein d'un processus d'échanges interculturel et transculturel. Les autochtones peuvent être pris au sérieux comme de véritables acteurs et actrices qui commerçaient, cohabitaient et s'arrangeaient avec les colons européens selon leurs propres logiques et leurs propres pratiques.

(Traduction: K. Crousaz)

Reichtum als Gefahr für die Handelsrepublik

Ökonomischer Patriotismus in der niederländischen Aufklärung

Lina Weber

Im Jahre 1780 erschien in der niederländischen Republik das Flugblatt *Der ehrwürdige Niederländer verteilt seine Schätze*, das der Bewegung der ökonomischen Patrioten gewidmet war (Abb. 1). Das darauf wiedergegebene Bild versammelt mehrere Szenen, deren Bedeutung ein Begleittext erläutert. Im Vordergrund, in der rechten unteren Ecke, vertreibt der magere niederländische Löwe den britischen Hund und den französischen Hahn. Am unteren Bildrand links befindet sich eine Truhe mit «einheimischen» und «ökonomischen» Brillen, die ein wohlgekleideter Mann an einige Niederländer verteilt, damit diese die Wahrheit klar und deutlich erkennen können. Im Zentrum des Bildes steht ein «wahrhaft Vaterländischer», der Geld aus einer Schatztruhe an niederländische Handwerker und Bauern, auf dem Bild rechts von ihm zu sehen, aushändigt. Gleichzeitig wehrt er ausländische Edelleute ab, die ihn mit profitablen Staatsanleihen umwerben und Enttäuschung über seine Ablehnung ausdrücken. Rechts hinter der zentralen Szene führt die Vernunft, dargestellt als bewaffnete Jungfrau, eine Schar «verwirrter» Holländer zum Tempel der Freiheit, um diesen vor dem Einsturz zu bewahren. Im Hintergrund fliegt Merkur aus, um Schiffe ans Ufer zurückzuführen, und weibliche Tugendpersonifikationen, unter anderen die Standhaftigkeit, weisen aus Wolken heraus den Weg.

Das Flugblatt zeigt, dass die ökonomischen Patrioten von einem bedrohlichen Niedergang der niederländischen Republik ausgingen und wie sie versuchten, diesen aufzuhalten. Sie nahmen dabei an, dass ausreichend Geld vorhanden sei, um den allgemeinen Wohlstand wiederherstellen und die niederländische Freiheit retten zu können, dieses aber ins Land zurückgeholt werden müsse. Um dieses Ziel zu erreichen, konstruierten sie ein Spannungsverhältnis zwischen dem Reichtum individueller Bürger und dem Allgemeinwohl. An sich ist diese Gegenüberstellung wenig bemerkenswert. Sie hat eine lange Tradition und wurde im 18. Jahrhundert regelmässig verwendet. Die Problemlage, die von den ökonomischen Patrioten in der niederländischen Aufklärung kreiert wurde, unterschied sich jedoch grundlegend von der Sichtweise europäischer und nordamerikanischer Zeitgenossen: Es war nicht der Kommerz oder die Staatsverschuldung an sich, die sie kritisierten, sondern die Investition in ausländische Schuldpapiere.

meinwohl wurde mit der Rezeption der Antike in der Renaissance von italienischen Humanisten übernommen. Im 17. und 18. Jahrhundert benutzten Autoren in Grossbritannien, Frankreich, der Eidgenossenschaft und Nordamerika diese republikanische Sprache, um die ökonomische Expansion und die Einführung der langfristigen Staatsverschuldung zu kritisieren.² Gleichzeitig wurde das Streben nach Reichtum aber auch umgewertet. In der Auseinandersetzung mit dem Kommerz, die verstärkt während der Aufklärung stattfand, begannen die Autoren allmählich, die Ausgaben des Individuums und die Teilnahme am Handel als nutzbringend für die Allgemeinheit zu betrachten, da sie die Produktion stärkten und die Sitten verfeinerten.

In den Vereinigten Provinzen der Niederlande fand die Diskussion von Reichtum und Handel unter anderen Vorzeichen statt. Die historische Forschung hat gezeigt, dass Kommerz nicht als Bedrohung für das republikanische Gemeinwohl angesehen wurde. Bereits im 17. Jahrhundert verherrlichten Gedichte die Schifffahrt und den Fernhandel und diskutierten politische Schriften wie die der Brüder de la Court die Frage, wie Eigeninteresse und politische Stabilität in einer Republik miteinander zu vereinen seien.³ Händler nahmen wichtige politische und gesellschaftliche Funktionen ein. Der Handel war als Basis für den allgemeinen Wohlstand anerkannt.⁴

Selbst als die Niederlande im 18. Jahrhundert in der internationalen Politik und im Welthandel an Bedeutung einbüssten, verteidigten republikanische Autoren den kommerziellen Charakter der Vereinigten Provinzen, wie Ernst Kossmann, Wyger Velema und Ida Nijenhuis gezeigt haben.⁵ Dieser Bedeutungsverlust war von grosser Wirkungsmacht für die Zeitgenossen. Ihn zu verstehen und aufzuhalten, war ein zentrales Anliegen der niederländischen Aufklärung.⁶ Eine wichtige Rolle nahm dabei der ökonomische Patriotismus ein, der sich Ende der 1770er-Jahre um die erste nationale Reformgesellschaft der Niederlande, den Ökonomischen Zweig (Oeconomische Tak), bildete. Von der Forschung wurden die ökonomischen Patrioten lange als naiv und dilettantisch dargestellt. Anstatt die wahren Gründe für den wirtschaftlichen Niedergang der Republik zu begreifen, hätten sie die Rezession mit moralischem Verfall erklärt und eine nostalgische Sehnsucht nach dem vergangenen Goldenen Zeitalter entwickelt.⁷ Ida Nijenhuis und Koen Stapelbroek haben hingegen gezeigt, dass der ökonomische Patriotismus auf eine Krisenwahrnehmung reagierte, ein radikales Reformprogramm entwickelte und internationale Debatten dem niederländischen Publikum zugänglich machte.⁸ Dieser Artikel zeigt auf, dass Reichtum eine bisher vernachlässigte Schlüsselrolle im Reformdiskurs der ökonomischen Patrioten einnahm.

Ökonomischer Patriotismus

Als Reaktion auf die wirtschaftliche Stagnation veröffentlichte die Holländische Gesellschaft der Wissenschaften zu Haarlem (Hollandse Maatschappij der Wetenschappen ter Haarlem) 1771 eine einflussreiche Preisfrage über die Grundlagen des holländischen Handels, die Faktoren für dessen Aufschwung und Niedergang und mögliche Massnahmen, um ihn vor dem Untergang zu retten. Die Gewinnerantwort kam von Hendrik Herman van den Heuvel (1732–1785), einem Gerichtsschreiber aus Utrecht. Er forderte unter anderem, eine Gesellschaft nach englischem Vorbild zu errichten, um bestehende wirtschaftliche Reformbemühungen zu vereinen und Armut zu bekämpfen.⁹ 1778 eröffnete die Gesellschaft der Wissenschaften eine entsprechende Untergesellschaft, den Ökonomischen Zweig, mit einer Hauptstelle in Haarlem und Untergruppen in allen Provinzen. Der Statthalter Willem V. sass als Patron vor. Bereits nach einem Jahr hatten sich knapp 3000 Mitglieder, die vorrangig aus der Regentenklasse und der Mittelschicht kamen, in über 55 lokalen Abteilungen eingeschrieben. Diese Stadtabgeordneten, Händler, Handwerker, Kleriker und Ladenbesitzer waren die Träger des ökonomischen Patriotismus in den Niederlanden.

Der ökonomische Patriotismus war eine breite, internationale Bewegung der Aufklärung. Im 18. Jahrhundert entstanden zahlreiche Gesellschaften selbsterklärter Patrioten, die bestrebt waren, die jeweilige nationale Wirtschaft zu verbessern. Während konkrete Zielsetzungen und die Organisation von nationalen und lokalen Gegebenheiten abhingen, teilten diese Vereinigungen das Ziel, nützliche Reformen durchzusetzen und Fortschritt zu erzielen. Die ersten ökonomischen Gesellschaften entstanden in den 1720er-Jahren in Irland und Schottland. Mit einem zunehmenden Krisenbewusstsein während des Siebenjährigen Kriegs (1756–1763) stieg die Anzahl ökonomischer Gesellschaften in Europa rapide an. Durch Preisfragen und Experimente erzeugten sie nützliches Wissen für Landwirtschaft und Manufakturwesen, das durch Periodika, Übersetzungen und internationale Netzwerke verbreitet wurde. Da für die Mitgliedschaft meistens ein finanzieller Beitrag geleistet werden musste, waren es vorrangig Vertreter der wachsenden Mittelschichten, die den wirtschaftlichen Reformgesellschaften beitraten. Landwirte und Frauen nahmen nur selten teil. Die Entstehung des ökonomischen Patriotismus war in erster Linie eine Reaktion auf ein akutes wirtschaftliches Krisenbewusstsein und die Bewegung verfolgte nur sehr selten direkte politisch-revolutionäre Bestrebungen.¹⁰

In den Niederlanden entwickelten die Mitglieder des Ökonomischen Zweigs ein weitreichendes Reformprogramm zur Abwendung des wahrgenommenen Niedergangs. Sie setzten dabei auf eine Verbesserung der Sitten und eine Diversifizierung der Wirtschaft. Wettbewerbe sollten technisches Wissen vermehren,

Übersetzungen von ausländischen Abhandlungen zur Nachahmung des wirtschaftlichen Erfolgs der Nachbarstaaten anregen und besser zugängliche Publikationen die Bevölkerung aufklären. Auch arbeiteten Mitglieder des Ökonomischen Zweigs mit lokalen Autoritäten zusammen. Sie errichteten Manufakturen und Institutionen, die Kinder aus armen Familien fachspezifisch ausbildeten, um die Industrie zu verbessern. Oder sie kauften Merinoschafe aus Spanien an, um die Dünen bei Haarlem zu bewirtschaften.¹¹ Die vorgeschlagene Diversifizierung der Wirtschaft durch die Stärkung der Manufakturen und der Landwirtschaft war neuartig, da das Primat des Fernhandels als Grundlage des niederländischen Wohlstands bis dahin unumstritten gewesen war. Dennoch beschrieben die ökonomischen Patrioten die vorgeschlagene radikale Neuordnung der Wirtschaft als Wiederherstellung einer ursprünglichen, früher existierenden Ordnung. Die Sprache der «Wiederherstellung» und «Rückkehr» war eine Reaktion auf ein konzeptionelles Problem: Im zeitgenössisch vorherrschenden Diskurs wurden «Innovation» und «Neuheit» strikt abgelehnt.¹²

Die wichtigsten Publikationsorgane des Ökonomischen Zweigs waren die moralischen Wochenschriften *De Vaderlander* (1775–1778) und *De Borger* (1778–1780), die von den Aktivitäten der Institution berichteten und das ökonomisch-patriotische Reformprogramm verbreiteten. Obwohl sie sich an ein breites Publikum richteten und auch Frauen anonyme Beiträge für Periodika verfassten, sprachen die ökonomischen Patrioten, wie das eingangs besprochene Flugblatt bereits zeigt, vorrangig Männer an.¹³ Die meisten Abhandlungen in *De Vaderlander* wurden von drei Theologen geschrieben: Engelbertus Engelberts aus Hoorn, Johannes Martinet aus Barneveld und Ahasverus van den Berg aus Zutphen.¹⁴ Der Autor, die Autorin oder das Autor/-innenkollektiv von *De Borger* ist bisher nicht identifiziert worden.¹⁵

Als Ausgangspunkt diente beiden Periodika der wahrgenommene Niedergang der niederländischen Republik. 1775 schrieb *De Vaderlander*: «Niemand, ausser er sei blind, traue sich zu behaupten, dass unser Vaterland sich in dem blühenden Zustand befindet, in dem es in den Tagen unserer Vorväter war.»¹⁶ Ähnliche Aussagen über den Verfall, die keiner weiteren Begründung bedurften, finden sich wiederholt. Diesen Niedergang der Republik erklärten die ökonomischen Patrioten mit einer Abkehr von den guten Sitten der Vorväter. *De Borger* konstatierte beispielsweise: «Dass eine grosse Veränderung in dem Charakter unserer Nation stattgefunden hat, ja, ich will fast sagen, eine vollkommene Umkehr, ist sicher und wird bereitwillig erkannt.»¹⁷ Dabei sei Kontinuität von fundamentaler Bedeutung. «Genauso wenig, wie ein Volk von seinem ursprünglichen Charakter abweichen darf, darf ein Staat selbst abweichen von seiner ursprünglichen Einrichtung.»¹⁸

Moralische Reform war also nötig. Der idealtypische Vorvater wurde von den ökonomischen Patrioten ins späte 16. Jahrhundert, in die Zeit Willems I. und der

Revolte, datiert. Da das Land klein und unfruchtbar war, so ihre Argumentation, hätten die Niederländer notgedrungen hart arbeiten müssen. Sie hätten ehrlichen Handel betrieben, sich mit dem Nötigsten zufriedengegeben und sehr einfach gelebt. Durch Fleiss und günstige Umstände seien sie zu Wachstum und Wohlstand gekommen, die der niederländischen Republik politische Macht gebracht hätten. Die ökonomischen Patrioten erklärten, dass die Nachbarstaaten mittlerweile dem Vorbild der ursprünglichen Niederlande gefolgt seien und ihren Rückstand aufgeholt hätten, während die Niederländer selbst müssig und faul von dem Reichtum ihrer Vorväter lebten.¹⁹ Anstatt aktiv Handel zu treiben, fleissig Geschäften nachzugehen und das Gemeinwohl zu fördern, würden die Bürger übermässig trinken und essen, so der Vorwurf. *De Borger* fasste die Entwicklung prägnant zusammen: «Mit einem Wort, wir wurden Rentiers.»²⁰ Rentiers bildeten nach zeitgenössischer Ansicht einen Gegensatz zu Bauern, Händlern, Handwerkern, Geschäftsleuten, Bediensteten und Grundbesitzern. Sie waren diejenigen, die nicht zum Allgemeinwohl beitragen und allein «von den Zinsen ihrer verliehenen Groschen leben» würden.²¹ Der anonyme Autor erklärte weiter, dass alle Bereiche der niederländischen Wirtschaft stagnierten, mit Ausnahme des Geldverkehrs ins Ausland und des Aktienhandels. Dieses verderbliche «Glücksspiel» der Rentiers importiere Verhaltensweisen, die nicht dem ursprünglichen niederländischen Charakter entsprächen, und untergrabe den wichtigen Unternehmer- und Händlergeist.

Niederländische Investitionen im Ausland

Die Kritik, die die ökonomischen Patrioten an Rentiers und dem Handel mit ausländischen Staatspapieren übten, war keinesfalls neu. Sie entstand während der Spekulationsblase von 1720 und wurde in Kriegszeiten von Pamphletschreibern für politische Zwecke eingesetzt. Die niederländischen moralischen Wochenschriften, die in den 1730er-Jahren aufkamen und in den 1760er- und 1770er-Jahren wichtige Träger der Aufklärung wurden, stellten einen kausalen Zusammenhang zwischen dem Rückgang des niederländischen Handels und der Investition in fremde Staatsanleihen her. Justus van Effen beispielsweise erklärte in seinem *Hollandsche Spectator* von 1734: «Durch den unvermeidlichen Rückgang unseres Handels wird der Windhandel verursacht und der Windhandel wiederum bringt den wesentlichen Handel zum Erlahmen und bedroht ihn mit dem sicheren Untergang.»²² Der Begriff «Windhandel» unterstreicht die Unbeständigkeit und Nichtfassbarkeit des Handels mit Aktien. Van Effen erläuterte, dass dieses «betrügerische Glücksspiel» in den Niederlanden vorrangig mit britischen Staatsschuldpapieren veranstaltet werde.²³ Zusätzlich zur Verursachung des wirt-

schaftlichen Niedergangs wurde Rentiers vorgeworfen, dass sie die Vereinigten Provinzen in ein politisches Abhängigkeitsverhältnis zu den Schuldnerstaaten gebracht hätten. Wenn eines der Länder, denen Niederländer viel Geld geliehen hatten, die Bereitschaft oder die Fähigkeit zum Schulddienst verlöre, was im Fall Grossbritanniens nach dem Siebenjährigen Krieg sehr wahrscheinlich schien, hätte das fatale Auswirkungen auf die gesamten Vereinigten Provinzen.²⁴

Um diese Kritik einordnen zu können, soll die Entwicklung der Niederlande vom Handels- zum Finanzstaat, die im 18. Jahrhundert stattfand, kurz skizziert werden.²⁵ Bereits im 17. Jahrhundert übernahmen sehr wohlhabende Händler Bankfunktionen und investierten in ausländische Unternehmungen oder borgten fremden Herrschern Geld. Solche Geldgeberaktivitäten fanden jedoch nur vereinzelt statt und waren durch Handelskonzessionen, wertvolle Pfänder oder Garantien der niederländischen Generalstaaten abgesichert. Mit der internationalen Verbreitung von langfristigen, fundierten Staatsschulden und der Neutralitätspolitik der Vereinigten Provinzen veränderte sich im 18. Jahrhundert der Charakter niederländischer Investitionen grundlegend. An die Stelle eines spezifischen Herrschers trat die abstrakte Institution des Staates oder der Nation als Schuldner; anstatt Sicherheiten bekamen Geldgebende ein Kreditpapier, das sie auf einem Sekundärmarkt handeln konnten.

Der wichtigste Schuldnerstaat der Niederländer/-innen war Grossbritannien, das unter dem Statthalterkönig Willem III. die langfristige Staatsverschuldung einführte und sich dafür der Bank of England, der East India Company und der South Sea Company bediente. Zu Beginn kauften vorrangig einzelne sehr wohlhabende Händler aus Amsterdam diese Schuldpapiere. Sowohl die niederländischen Investitionen in die entstehende britische Staatsschuld als auch die Gruppe der Beteiligten wuchsen kontinuierlich. Neben den wichtigen Amsterdamer Händlern gehörten um die Mitte des Jahrhunderts auch Wohltätigkeitsinstitutionen, Händlerinnen, alleinstehende Frauen und Witwen, Regenten, Advokaten und Geschäftsleute aus anderen Provinzen dazu. Die Spitze niederländischer Investitionen in Grossbritannien war Ende der 1760er-Jahre erreicht (etwa 200 Millionen Gulden). In den letzten Jahrzehnten des 18. Jahrhunderts fand eine Internationalisierung des Kapitalmarktes statt und Niederländer/-innen beteiligten sich vermehrt an Geldanleihen der Kolonien, sowie an Staatsanleihen von Schweden, Dänemark-Norwegen, Frankreich und Nordamerika.²⁶

Individueller Reichtum und allgemeines Wohl bei den ökonomischen Patrioten

Die Entwicklung der Niederlande von einem Handels- zu einem Finanzstaat galt als Gefahr für die politische Unabhängigkeit und den wirtschaftlichen Wohlstand. Um dem entgegenzuwirken, verdichteten und intensivierten die ökonomischen Patrioten die zeitgenössische Kritik an Rentiers. Sie machten ihre im Ausland investierenden Mitbürger für tiefgreifende politische und wirtschaftlich-strukturelle Veränderungen verantwortlich und kreierten einen Widerspruch zwischen individuellem Reichtum und dem Allgemeinwohl. Gleichzeitig boten sie einheimische Investitionsalternativen an. Die Veränderungen der Zeit und des Bewusstseins, da waren die Anhänger des ökonomischen Patriotismus zuversichtlich, würden ihnen Erfolg bescheren.²⁷

Die oben beschriebene Korruption der Moral, die mit dem Rentierdasein und dem Handel mit ausländischen Staatspapieren verbunden wurde, habe weitreichende wirtschaftlich-strukturelle Veränderungen zur Folge, erklärten die ökonomischen Patrioten. Während die wenigen bereits wohlhabenden Kreditgeber durch Investitionen im Ausland noch reicher würden, verarme die Bevölkerung als Ganzes. Händler, die sich zu Rentiers entwickelten, schlossen ihre Geschäfte und entliessen ihre Mitarbeiter. *De Vaderlander* fügte hinzu, dass die allgemeine Nachahmung der Vorlieben der Rentiers die Arbeitslosigkeit zusätzlich erhöhe. Ein unnatürliches Verlangen nach allem Englischen habe um sich gegriffen. Von der Perücke zum Schuhfett, vom Stuhl zur Kleidung, alle Produkte müssten englisch oder zumindest französisch sein, so der Vorwurf. Ein fiktiver Korrespondent der Zeitschrift klagte: «Und wo sollte ich aufhören, wenn ich alle englischen Erzeugnisse aufzählen wollte, die man um des lieben Namens Englisch willen den holländischen vorzieht!»²⁸ Er erklärte, dass diese Vorliebe die niederländischen Manufakturen ruiniere und den eifersüchtigen Konkurrenten Grossbritannien gefördert habe.

Zusätzlich zu den wirtschaftlichen Nachteilen bereiteten die politischen Konsequenzen niederländischer Auslandsinvestitionen Sorge. Anhänger des ökonomischen Patriotismus konstruierten eine Abhängigkeit vom guten Willen und der Zahlungsfähigkeit der Schuldner, um die Investoren zu überreden, ihr Verhalten zu ändern. *De Borger* erklärte: «Die hohe Beteiligung an fremden Fonds muss unweigerlich die Eigentümer und, in notwendiger Konsequenz, die Republik zu stark abhängig machen von der Nation, die all ihren Reichtum und ihr Wohlergehen in der Hand hält.»²⁹ Die Angst vor einem Bankrott Grossbritanniens, der nach den teuren Kriegen und dem Verlust der profitträchtigen amerikanischen Kolonien in den späten 1770er-Jahren sehr wahrscheinlich schien, war in der niederländischen Republik weit verbreitet.³⁰ Die Patrioten warnten, dass bereits

eine Drohung Londons, die Zinszahlungen an die Niederländer einzustellen, ausreiche, den politischen Handlungsspielraum der Republik einzuschränken. Ein fiktiver Dialog in *De Borger* veranschaulicht die Argumentation: Der profranzösische Gallo Batavus warnt, dass sich die Vereinigten Provinzen politisch nicht mehr behaupten könnten, da Grossbritannien ein Schwert gegen die Republik in der Hand halte. Darauf fragt Scepticus, welches Schwert das sei, und erhält vom probritischen Anglo Batavus folgende Antwort: «Na, die Fonds. Falls sie diese, ich will nicht sagen, mit einem Pinsel durchstreichen, sondern allein die Zinszahlungen stoppten, was sollten wir dann tun? Ich zittere, allein wenn ich daran denke.»³¹

Zusätzlich zu dieser indirekten Schwächung durch die Abhängigkeit von den Schuldnerstaaten, befürchteten die Patrioten eine direkte Gefährdung des zukünftigen Fortbestehens der Republik. Der Reichtum der Rentiers mache das Land zu einem leichten und attraktiven Angriffsziel für machthungrige Nachbarstaaten. Der anonyme Autor von *De Borger* mahnte: «Je reicher ich bin, desto stärkere Waffen habe ich nötig, um meinen Reichtum zu verteidigen.»³² Zudem würden Investoren, die ausländische Staatsschuldspapiere hielten, im Falle eines Angriffs die Niederlande verlassen, da ihr mobiler Besitz sie zu Weltbürgern mache, und die Republik der schwachen Verteidigung durch gemietete Söldner überlassen.³³

Die ökonomischen Patrioten beklagten nicht nur das Dilemma zwischen dem persönlichen Reichtum der Rentiers und dem Allgemeinwohl, sondern machten auch Vorschläge, wie es gelöst werden könnte. Sie waren sich bewusst, dass die alten Lösungen nicht mehr ausreichen würden. *De Vaderlander* konstatierte, dass die Niederländer früher zwar von ihren Dienstleistungen vom Welthandel hätten leben können; die Tage seien allerdings vorbei. «Jeder holt nun selbst aus erster Hand, was er nötig hat, und genießt dasjenige, was er früher uns dafür bezahlte.»³⁴ Daher warben die Mitglieder des Ökonomischen Zweigs für eine Diversifizierung der niederländischen Wirtschaft. Neben dem Handel sollten auch die Landwirtschaft, die Fischerei, das Manufakturwesen und die Fabriken gefördert werden, um so das allgemeine Wohlergehen der Niederlande auf eine gemischte und ausgewogene Grundlage zu stellen.³⁵ Das Ziel der Patrioten war dabei mehr wirtschaftliche Eigenständigkeit und politische Unabhängigkeit von Grossbritannien und Frankreich. Völlige Autarkie, dessen waren sie sich bewusst, war für ein kleines und unfruchtbares Land wie die Vereinigten Provinzen nicht zu realisieren.³⁶

Um dieses Ziel zu erreichen, schlugen die ökonomischen Patrioten ein weitreichendes Reformprogramm vor. Das eingangs besprochene Flugblatt *Der ehrwürdige Niederländer verteilt seine Schätze* (Abb. 1) zeigt, dass das angedachte Mittel, die gewünschte Veränderung herbeizuführen, eine Rückführung des Kapitals

war. Mit dem Geld, das niederländische Rentiers im Ausland investiert hatten, könnten einheimische Manufakturen und die Landwirtschaft gestärkt werden. Um die Nachfrage zu steigern, führten die Patrioten beispielsweise besondere Auszeichnungen ein. Das Utrechter Departement des Ökonomischen Zweigs vergab ökonomische Briefchen (*oeconomische briefjes*), um Erzeugnisse als einheimisch zu kennzeichnen, und prämierte Geschäfte, die ausschliesslich in den Niederlanden hergestellte Produkte verkauften, als ökonomische Läden (*oeconomische winkels*).³⁷ Dass die Umkehrung des Verfalls Zeit brauchen werde, erklärte *De Vaderlander* mit der republikanischen Verfasstheit: «Denn dies ist ein allgemein bekannter Mangel republikanischer Regierungen, dass viel Zeit benötigt wird, bevor alle Räder in Gang gesetzt sind.»³⁸ *De Borger* fügte hinzu, dass die Manufakturen durch jahrelange Vernachlässigung in einem derart desolaten Zustand seien, dass viel Geduld und Zeit nötig seien, um sie konkurrenzfähig zu machen.³⁹ Mit Spott wurde ein Bankrott Grossbritanniens als Mittel dargestellt, das die Rettung des niederländischen Wohlstands beschleunigen könne. In einem solchen Fall, gab *De Borger* zu, würden die Niederlande zwar viel Geld verlieren. «Aber sollte nicht der anhaltende Abstieg der untätigen Rentiers viele [von ihnen] dazu nötigen, wieder etwas anzupacken und einen Handel anzufangen?»⁴⁰

Ausblick

Der Artikel zeigt, dass individueller Reichtum und allgemeines Wohl in der niederländischen Republik in ein Spannungsverhältnis gesetzt wurden, das sich von der in Europa vorherrschenden Sichtweise unterschied. Es waren nicht der Kommerz und der Händler per se, sondern vorrangig der Handel mit ausländischen Staatsanleihen und der wohlhabende Rentier, die als korrupt und als Gefahr für die Freiheit und Tugend angesehen wurden. Um diesen Gegensatz aufzulösen, entwickelte die niederländische Ausprägung des ökonomischen Patriotismus ein weitreichendes Reformprogramm. Ziel war es, das im Ausland angelegte Kapital zurückzuführen und dem Gemeinwohl zufließen zu lassen.

Institutionell war der Ökonomische Zweig mässig erfolgreich. Die Prämierung von einheimischen Produkten erzielte nicht den gewünschten Effekt und wurde schnell eingestellt.⁴¹ 1795, zur Zeit der batavischen Revolution, hatte die Gesellschaft weniger als 300 Mitglieder. Die Intensivierung und Verdichtung der Kritik am Gebrauch, den niederländische Rentiers von ihrem Reichtum machten, hatte jedoch weitreichende Folgen. Selbst Stimmen, die an der Vorrangstellung des Fernhandels als Grundlage für den niederländischen Wohlstand festhielten, beispielsweise der Leidener Verleger Elie Luzac, bedienten sich der Kritik an den Rentiers. Auch die Bewegung der politischen Patrioten griff diese Sorge auf

und bezichtigte niederländische Bürger, die in ausländische Staatspapiere investierten, des Hochverrats. Die «Befreiung» der niederländischen Republik durch französische Revolutionäre 1795 schien die Angst der ökonomischen Patrioten wahr werden zu lassen: Geldgierige ausländische Aggressoren plünderten ein wehrloses Volk von reichen Financiers.⁴²

Anmerkungen

- 1 Christopher Berry, *The Idea of Luxury. A Conceptual and Historical Investigation* (Ideas in Context 30), Cambridge 1994.
- 2 Siehe hierzu grundlegend John Pocock, *The Machiavellian Moment. Florentine Political Thought and the Atlantic Republican Tradition*, Princeton 1975; Istvan Hont, Michael Ignatieff (Hg.), *Wealth and Virtue. The Shaping of Political Economy in the Scottish Enlightenment*, Cambridge 1983. Ferner Daniel Tröhler, «Die Vereinigten Niederlande und die Alte Eidgenossenschaft im 18. Jahrhundert. Der republikanische Tugenddiskurs der Schweiz vor dem Hintergrund einer *commercial republic*», in Max Mangold, Jürgen Oelkers (Hg.), *Demokratie, Bildung und Markt*, Bern 2003, 175–205.
- 3 Arthur Weststeijn, *Commercial Republicanism in the Dutch Golden Age* (Studies in the History of Political Thought), Leiden 2012; Gert-Jan Johannes, Inger Leemans, ««O Thou Great God of Trade, O Subject of My Song!». Dutch Poems on Trade, 1770–1830», *Eighteenth-Century Studies* 51/3 (2018), 337–356.
- 4 Clé Lesger, «Merchants in Charge. The Self-Perception of Amsterdam Merchants, ca. 1550–1700» in Margaret Jacob, Catherine Secretan (Hg.), *The Self-Perception of Early Modern Capitalists*, Basingstoke 2008, 75–97. Sowohl Bürger als auch Händler wurden im politischen Diskurs männlich konzipiert, obwohl Frauen in den Niederlanden als Händlerinnen und Gewerbetreibende agierten. Wyger Velema, *Republicans. Essays on Eighteenth-Century Dutch Political Thought* (Brill's Studies in Intellectual History), Boston 2007, 86 f.; Wijnand Mijnhardt, Joost Kloek, *1800. Blauwdrukken voor een Samenleving*, Den Haag 2001, 244–249.
- 5 Ida Nijenhuis, *Een Joodse Filosoof. Isaac De Pinto (1717–1787)* (NEHA-Series III), Amsterdam 1992; Ernst Kossmann, *Political Thought in the Dutch Republic. Three Studies* (Verhandelingen der Koninklijke Nederlandse Akademie van Wetenschappen, Afd. Letterkunde, Nieuwe Reeks), Amsterdam 2000; Velema (wie Anm. 5). Siehe auch Dorothee Sturkenboom, «Merchants on the Defensive. National Self-Images in the Dutch Republic of the Late Eighteenth Century», in Margaret Jacob, Catherine Secretan (Hg.), *The Self-Perception of Early Modern Capitalists*, Basingstoke 2008, 99–122; Mary Lindemann, *The Merchant Republics. Amsterdam, Antwerp, and Hamburg, 1648–1790*, Cambridge 2014.
- 6 Wijnand Mijnhardt, «The Dutch Enlightenment. Humanism, Nationalism, and Decline», in Margaret Jacob, Wijnand Mijnhardt (Hg.), *The Dutch Republic in the Eighteenth Century*, Ithaca 1992, 197–223. Für die Bedeutung des Niedergangs im 18. Jahrhundert siehe Johan de Vries, *De Economische Achteruitgang der Republiek in de Achttiende Eeuw*, Leiden 1968; Nijenhuis (wie Anm. 6), 98–122; Koen Stapelbroek, «Dutch Decline as a European Phenomenon», *History of European Ideas* 36/2 (2010), 139–152.
- 7 Johan de Vries, «De Oeconomisch-Patriottische Beweging», *De Nieuwe Stem* 7 (1952), 729–730; De Vries (wie Anm. 7), 182 f.; Leonard Leeb, *The Ideological Origins of the Batavian Revolution. History and Politics in the Dutch Republic 1747–1800*, Den Haag 1973, 109.
- 8 Ida Nijenhuis, «For the Sake of the Republic. The Dutch Translation of Forbonnais's *Elémens Du Commerce*», *History of European Ideas* 40/8 (2014), 1202–1216; Koen Stapelbroek, «The Haarlem 1771 Prize Essay on the Restoration of Dutch Trade and the Economic Branch of the Holland Society of Sciences», in Koen Stapelbroek, Jani Marjanen (Hg.), *The Rise of Eco-*

- nomie Societies in the Eighteenth Century. Patriotic Reform in Europe and North America*, Basingstoke 2012, 257–284.
- 9 Die Geschichte der Institution ist beschrieben in J. Bierens de Haan, *Van Oeconomische Tak tot Nederlandsche Maatschappij voor Nijverheid en Handel, 1777–1952*, Haarlem 1952, 1–76.
 - 10 Koen Stapelbroek, Jani Marjanen (Hg.), *The Rise of Economic Societies in the Eighteenth Century. Patriotic Reform in Europe and North America*, Basingstoke 2012.
 - 11 Bierens de Haan (wie Anm. 10), 63 f.
 - 12 Lina Weber, «From Economic Reform to Political Revolution. The Language of Dutch Patriotism», in Susan Richter, Thomas Maissen, Manuela Albertone (Hg.), *Languages of Reform in the Eighteenth Century. When Europe Lost Its Fear of Change* (Routledge Research in Early Modern History), New York 2020, 238 f. Vergleiche auch die Begriffe der Reform, Reformation und Renovation, zum Beispiel bei Eike Wolgast, «Reform, Reformation», in Otto Brunner, Werner Conze, Reinhart Koselleck (Hg.), *Geschichtliche Grundbegriffe. Historisches Lexikon zur politisch-sozialen Sprache in Deutschland*, Bd. V, Stuttgart 1984, 313–360.
 - 13 Für die Rolle von Frauen bei den moralischen Wochenschriften, siehe Mijnhard, Kloek (wie Anm. 5).
 - 14 Eveline Koolhaas-Grosfeld, *De Ontdekking van de Nederlander in Boeken en Prenten Rond 1800* (Bijdragen tot de Geschiedenis van de Nederlandse Boekhandel. Nieuwe Reeks 10), Zutphen 2010, 29.
 - 15 Lange wurde die Dichterin Beetje Wolff als Autorin angegeben, zum Beispiel von Vries (wie Anm. 7), 728, allerdings ohne überzeugende Argumente, siehe Stephan Klein, *Patriots Republikanisme. Politieke Cultuur in Nederland (1766–1787)*, Amsterdam 1995, 65.
 - 16 «Over de ernstige vertogen», *De Vaderlander* 63 (1776), 84. Übersetzung der Autorin.
 - 17 *De Borger* 89 (1780), 305. Übersetzung der Autorin.
 - 18 *De Borger* 17 (1779), 146. Übersetzung der Autorin.
 - 19 *De Borger* 89 (1780), 305–311.
 - 20 *De Borger* 4 (1778), 29. Übersetzung der Autorin.
 - 21 *De Borger* 18 (1778), 138. Übersetzung der Autorin.
 - 22 Justus van Effen, *De Hollandsche Spectator* 233 (1756), 687 f. Übersetzung der Autorin.
 - 23 Ebd., 691.
 - 24 Die Debatte, die in den Niederlanden im 18. Jahrhundert über Investitionen in ausländische Staatsschulden geführt wurde, ist Untersuchungsgegenstand meiner in Kürze erscheinenden Monografie.
 - 25 Die bedeutendsten Studien von niederländischen Investitionen in die britische Staatsschuld sind Charles Wilson, *Anglo-Dutch Commerce & Finance in the Eighteenth Century*, Cambridge 1941; Peter Dickson, *The Financial Revolution in England. A Study in the Development of Public Credit, 1688–1756*, London 1967; Alice Carter, *Getting, Spending and Investing in Early Modern Times. Essays on Dutch, English and Huguenot Economic History*, Assen 1975.
 - 26 Für die internationale Finanzfunktion der niederländischen Republik, siehe James Riley, *International Government Finance and the Amsterdam Capital Market, 1740–1815*, Cambridge 1980; Larry Neal, *The Rise of Financial Capitalism. International Capital Markets in the Age of Reason*, Cambridge 1990; Christiaan van Bochove, *The Economic Consequences of the Dutch. Economic Integration around the North Sea, 1500–1800*, Amsterdam 2008.
 - 27 «Over de hedendaagsche engelschgezindheid», *De Vaderlander* 56 (1776), 32.
 - 28 Ebd., 26. Übersetzung der Autorin.
 - 29 *De Borger* 57 (1779), 52. Übersetzung der Autorin.
 - 30 Lina Weber, «Predicting the Bankruptcy of England. David Hume's Political Discourses and the Dutch Debate on National Debt in the Eighteenth Century», *Early Modern Low Countries* 1/1 (2017), 135–155.
 - 31 *De Borger* 16 (1779), 140. Übersetzung der Autorin.
 - 32 *De Borger* 17 (1779), 147. Übersetzung der Autorin.
 - 33 *De Borger* 58 (1779), 62–64.

- 34 «Over de hedendaagsche engelschgezindheid», *De Vaderlander* 56 (1776), 51 f. Übersetzung der Autorin. Ähnlich «Over de aanmoediging van den landbouw, konsten enz», *De Vaderlander* 88 (1776), 283.
- 35 Siehe zum Beispiel «Moet de koophandel uitgebreid worden?», *De Vaderlander* 196 (1778), 309 f.
- 36 «Nader betoog», *De Vaderlander* 189 (1778), 255; *De Borger* 28 (1779), 219.
- 37 Bierens de Haan (wie Anm. 10), 39–42.
- 38 «Over de aanmoediging van den landbouw, konsten enz», *De Vaderlander* 87 (1776), 274. Übersetzung der Autorin.
- 39 *De Borger* 68 (1780), 139 f.
- 40 *De Borger* 18 (1778), 144. Übersetzung der Autorin.
- 41 Bierens de Haan (wie Anm. 10), 72 f.
- 42 Joan Derk van der Capellen, *Aan het Volk van Nederland* [1781], 17; Elie Luzac, *Hollands Rijkdom*, Bd. 4, Leiden 1783, 314; für die Batavische Revolution, siehe Isaac Cruikshanks zwei Karikaturen *The Coalition* und *The First Articles in Requisition* von 1795.

Résumé

La richesse comme danger pour la République marchande. Patriotisme économique à l'époque des Lumières néerlandaises

Cet article enquête sur la manière dont les patriotes économiques néerlandais de la fin du XVIII^e siècle ont perçu la richesse. Alors que le commerce, les dettes de l'État et la richesse étaient considérés d'un œil critique en Grande-Bretagne et en France, ils auraient été largement acceptés dans la République des Pays-Bas, du moins selon des recherches préexistantes. Dans cette contribution, nous verrons toutefois que les Néerlandais ont pris part aux débats internationaux concernant la richesse moderne, mais que cela a eu lieu dans la perspective d'une république marchande sur le déclin. Les patriotes économiques expliquaient cette décadence par la richesse des habitants qui s'étaient retirés des affaires actives pour vivre comme rentiers de leurs placements dans les dettes d'États étrangers. Pour résoudre cette difficulté, les membres de la «branche économique» (en néerlandais: *Oeconomische Tak*), une section de la société hollandaise des sciences, ont développé un large programme de réformes morales et économiques, qui visait à rendre utile pour le bien commun la richesse privée des citoyen-ne-s.

(Traduction: K. Crousaz)

Neoliberale Wohnungspolitik avant la lettre?

Staatliche Regulierung und private Interessen im Wohnungsbau in der Schweiz (1936–1950)

Florian Müller

1950 triumphierte der Zentralverband Schweizerischer Haus- und Grundeigentümer (HEV), der mächtigste Verband der Hauseigentümer/-innen in der Schweiz.¹ «Wenn wir [...] das Jahr 1949 ein Jahr des Kampfes nannten, so dürfen wir das Berichtsjahr 1950 als ein Jahr beträchtlicher Erfolge bezeichnen»,² verkündete die Verbandsleitung den Mitgliedern rückblickend mit sichtlichem Stolz. Kämpferisch fügte sie an: «Unverändert und unabänderlich ist unser Ziel: die Wiederherstellung eines freien, wirtschaftlich gesunden[,] privaten Hauseigentums.»³ Tatsächlich kam der Verband diesem Ziel 1950 ein gutes Stück näher. 1949 hatte er quasi im Alleingang ein Referendum lanciert und am 29. Januar 1950 an der Urne erfolgreich das vorzeitige Ende der bundesstaatlichen Wohnbauförderung erzwungen. Im selben Jahr legte der Bundesrat den Grundstein für eine partielle Deregulierung der Mietpreiskontrolle, die auf den erbitterten Widerstand privater Verbände der Wohn- und Bauwirtschaft gestossen war. Damit erfuhren die starken Eingriffe in den Wohnungsmarkt, die der Bundesrat in der Krise des Zweiten Weltkriegs wie die übrigen europäischen Länder eingeführt hatte, eine entscheidende Lockerung.

Im Rückblick erscheint das Jahr 1950 als Wendepunkt. Die Beschlüsse läuteten die allmähliche Rückkehr zum liberalen Wohnregime ein und drängten den Einfluss des Bundes zurück. Die starke Rolle des Staates, die in der unmittelbaren Nachkriegszeit auf den Widerstand der privaten Wohnwirtschaft gestossen war, hatte der Bundesrat freilich in vielen Bereichen nur widerwillig übernommen. Die Wohnbauförderung hatte er 1942 nur widerstrebend eingeführt und früh betont, es handle sich erstens bei der Wohnungspolitik eigentlich um eine kantonale und kommunale Aufgabe, zweitens werde die Wohnversorgung durch privatwirtschaftliche Akteure am besten garantiert.⁴ Diese beiden wohnungspolitischen Paradigmen prägten das 20. Jahrhundert und bestehen bis in die Gegenwart fort.

Die frühe Wende des Bundes um 1950 ist in internationaler Perspektive bemerkenswert. Während die meisten westlichen Länder in der Nachkriegszeit staatliche Interventionen verstärkten und den sozialen Wohnungsbau oder das Wohneigentum förderten, blieben beide Instrumente in der Schweiz schwach.

Ohne bundesstaatliche Subventionen waren viele Kantone und Gemeinden finanziell überfordert und vielfach fehlte es an adäquaten raumplanerischen Instrumenten, um den Wohnungsbau effektiv steuern zu können. Entsprechend übersetzte sich der schwache Zentralstaat in der (fiskal)föderalistischen Staatsordnung in schwache lokale Politiken, die privaten Unternehmen viel Handlungsspielraum liessen. Letztere waren stark auf den privaten Mietmarkt ausgerichtet, der Bau von Renditeobjekten dominierte. Der soziale Wohnungsbau nahm eine subsidiäre Rolle ein. Die Wohneigentumsquote der Schweiz entwickelte sich in der Nachkriegszeit zur tiefsten in Europa.

Diese politischen Weichenstellungen hatten weitreichende Folgen, die über die Perspektivierung der Versorgung mit angemessenem Wohnraum hinausgingen. Wohnimmobilien gehören zu den wichtigsten Vermögenswerten. Zeitgenössische Beobachter/-innen schätzten den Wert aller Wohnbauten in der Schweiz um 1950 auf 20–25 Prozent des gesamten Volksvermögens.⁵ Die Wohnungspreise zeigten in den folgenden Jahrzehnten wie in anderen Ländern eine steigende Tendenz.⁶ Folgt man den länderübergreifenden Untersuchungen des Ökonomen Thomas Piketty, geht ein grosser Teil des Vermögenszuwachses seit Mitte des 20. Jahrhunderts auf Wertsteigerungen des Wohnungsbestandes zurück. Insbesondere ab Ende der 1970er-Jahre, als die Vermögensungleichheit nach einer Phase aussergewöhnlicher Egalität wieder zunahm, beruhte die Kapitalakkumulation hauptsächlich auf Immobilienpreisteigerungen. Pikettys Analyse gibt etwa den Theorien des einflussreichen Humangeografen David Harvey Auftrieb, der postuliert, dass Immobilien im kapitalistischen System eine zentrale Rolle zukommt, um die zyklischen Überschüsse im Zuge der Überakkumulation aufzunehmen. Nicht minder brisant haben die Ökonomen Òscar Jordà, Moritz Schularick und Alan Taylor argumentiert, dass die Finanzialisierung des Wirtschaftssystems der letzten Jahrzehnte eng an das Wachstum immobiliengebundener Kredite gekoppelt war.⁷ Die Bedeutung von Wohnungen zeigt sich heute in der Schweiz eindrücklich: Im Jahr 2019 entsprach der Marktwert aller schweizerischen Wohnimmobilien schätzungsweise rund 3277 Milliarden Franken oder einem in historischer wie internationaler Perspektive hohen Wert von mehr als 450 Prozent der jährlichen nationalen Wirtschaftsleistung. Gleichzeitig weist die Schweiz eine im weltweiten Vergleich hohe Hypothekarverschuldung auf.⁸

Ob der Staat die Wohnversorgung reguliert, Profite auf Mietwohnungen einschränkt oder den Zugang zu Wohneigentum fördert, beeinflusst folglich über die Besitzstruktur des Wohnungsbestands massgeblich die Vermögensverteilung. Die schweizerischen Städte waren während der Urbanisierung seit dem 19. Jahrhundert als ausgesprochene Mieter/-innenstädte gewachsen. Die oben skizzierte Nachkriegspolitik einer weitgehenden «Nichtintervention» des Bundes in den Wohnungsbau beförderte die Konsolidierung des privatwirtschaftlichen Miet-

marktes. Der frühe Rückzug des Staates um 1950 ermöglichte der privaten Bau- und Wohnwirtschaft, die Orientierung auf den Renditemarkt beizubehalten. Weder fand durch die Förderung gemeinnütziger Träger eine Dekommodifizierung des Wohnungsbestands statt, noch förderte der Bund aktiv den breiten Zugang zu selbstbewohntem Wohneigentum. Vielmehr festigte sich die Rolle von Wohnungen als Anlageobjekte.

Mit der Schwächung des Staates und dem Primat privatwirtschaftlicher Lösungen in der Wohnversorgung sind in der Schweiz um 1950 Entwicklungen zu beobachten, die in der internationalen Forschung gemeinhin erst mit der neoliberalen Wende in den 1970er- und 1980er-Jahren in Verbindung gebracht werden. Innerhalb der Urbanisierungsforschung werden sie unter dem Konzept der neoliberalen Stadt besprochen: Abbau der Wohnbausubventionen, eine (partielle) Deregulierung des Wohnungsmarktes und eine weitgehende Markorientierung.⁹

Lange vor allem ein politischer Kampfbegriff, hat sich «Neoliberalismus» seit der Jahrhundertwende zu einem Schlüsselkonzept in den Gesellschaftswissenschaften entwickelt, blieb dabei allerdings fluide und ambig. Einerseits bezieht sich der Begriff auf die ideengeschichtliche Bewegung zur Erneuerung des Liberalismus um Vordenker wie Friedrich von Hayek und Wilhelm Röpke, die in den 1930-Jahren ihren Ursprung hatte. Andererseits meint Neoliberalismus die Abkehr von keynesianischer Wirtschaftspolitik und die Implementierung neuer, marktkonformerer Institutionen ab den 1970er-Jahren. Konzeptuell bezieht sich Neoliberalismus dabei je nach Ansatz auf die politischen Reformen, neue Formen der Gouvernamentalität oder auch den Vormarsch des globalen kapitalistischen Systems.¹⁰

Durch den frühen Rückzug des Bundes entzieht sich die Schweiz ein Stück weit der Periodisierung, die von einem Aufstieg des keynesianischen Wohlfahrtsstaates und einer anschliessenden Abkehr im Zuge der neoliberalen Wende ausgeht. Wie ist diese Entwicklung zu erklären? Mit Blick auf die unmittelbare Nachkriegszeit drängt sich die Frage auf, ob der Schweiz, ein Land, in welchem Vordenkern und Institutionen «neoliberalen Theorien» bereits ab den 1940er-Jahren eine starke Förderung und Unterstützung zuteilwurde, nicht eine neoliberale Wohnungspolitik *avant la lettre* attestiert werden muss. Zentrale Aspekte wie der Rückzug des Staates und der Primat marktwirtschaftlicher Lösungen, die gemeinhin neoliberalen Politiken zugeschrieben werden, sind in der Schweiz bereits nach 1950 zu beobachten. Der Ruf nach dem freien Wohnungsmarkt ging allerdings auch einher mit einer starken Verbandsorganisation und dem hohen Grad der Kartellierung der Bauwirtschaft. In diesem Artikel argumentiere ich, dass es sich weniger um ein frühes Experimentierfeld neoliberaler Vordenker handelte als um die partielle Rückkehr zum liberalen Wohnungsmarkt der Vorkriegszeit, die sich in die bereitere schweizerische Sozial- und Wirtschaftspolitik einfügt.

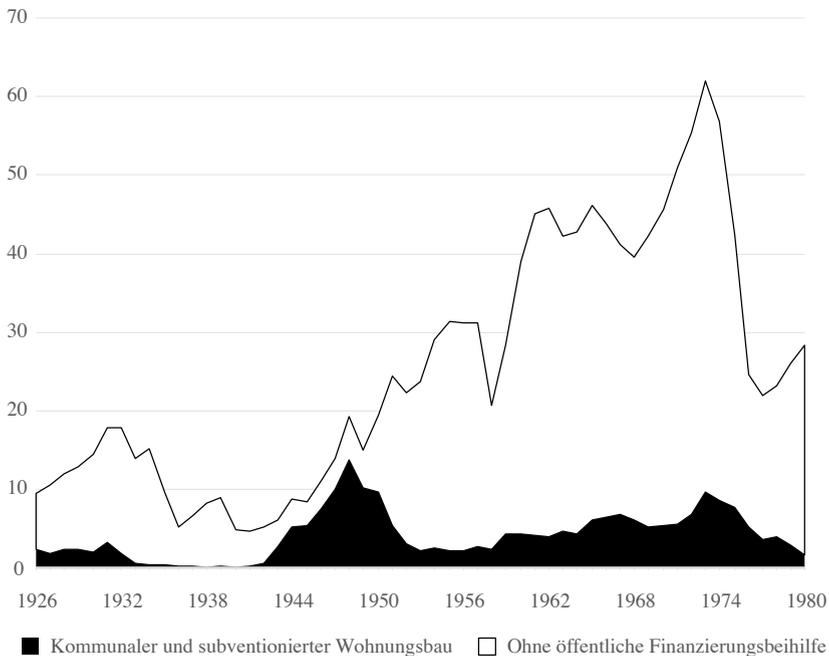
Ich werde im Folgenden erst einführend knapp die Wohnungspolitik in der Schweiz bis in die Nachkriegszeit umreissen, um dann die Entwicklung der Wohnungsmärkte zwischen 1950 und 1970 anhand der Wohnungsstruktur in komparativer Perspektive zu skizzieren. Dies ermöglicht, die Auswirkungen der bundesstaatlichen Politik nach 1950 herauszustreichen. Im zweiten Teil wird auf die Eingriffe des Bundes in den liberalen Wohnungsmarkt eingegangen, die ab 1936 und insbesondere während des Zweiten Weltkrieges einsetzten. Im dritten Teil gehe ich auf die Wohnungspolitik des Bundes in der unmittelbaren Nachkriegszeit ein. Abschliessend erfolgt eine Konzeptualisierung des Wandels im Licht des Neoliberalismus.

Mieter/-innenland Schweiz: komparative Perspektiven

Der Wohnungsbau war in der Schweiz im Zuge der voranschreitenden Urbanisierung seit der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts durch ausgeprägte Zyklen und liberale kommunale Gesetzgebungen gekennzeichnet. Die Städte verzeichneten ein rasantes und ungeordnetes Wachstum, das durch Hochs und Tiefs sowie prekäre Wohnverhältnisse geprägt war. Die Antworten der Städte spielten sich in einem internationalen Resonanzraum ab, beschränkten sich aber vorwiegend auf ordnungspolitische Massnahmen und Infrastrukturprojekte.

Im Zuge der Krisen der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts war in der nordatlantischen Welt eine Abkehr von der liberalen Laissez-faire-Politik hin zu einem stärkeren Interventionsstaat zu beobachten.¹¹ Wie in anderen Ländern bewogen Inflation, soziale Spannungen und Wohnungsnot den Bund während des Ersten Weltkriegs erstmals – zeitlich beschränkt – zentralstaatlich regulierend in den liberalen Wohnungsmarkt einzugreifen und ab 1919 den Wohnungsbau zu fördern.¹² In vielen Regionen der Schweiz kam es in der Folge zu einem ersten lokal geförderten Boom des Genossenschaftsbaus linker Stadtverwaltungen im Zuge des sogenannten Munizipalsozialismus, der auch nach dem Rückzug des Bundes Mitte der 1920er-Jahre anhielt und erst während der grossen Depression endete. Stellte der Wohnungsbau lange eine Stütze des Arbeitsmarktes dar, brach er nach 1934 dramatisch ein. Diesmal blieben Stützungsmaßnahmen des Bundes aus und auch die Gemeinden beendeten ihre Förderprogramme. Im Kanton Basel-Stadt stellte bereits das Jahr 1930 den vorläufigen Abschluss der Genossenschaftsförderung dar und selbst die Stadt Zürich, die in Bezug auf den gemeinnützigen Wohnungsbau eine ausserordentliche Vorreiterrolle eingenommen hatte, stellte die Finanzhilfe nach 1931 ein und beendete eine ausgeprägte Phase des sozialen und gemeinnützigen Wohnungsbaus.¹³ Erst 1936 und dann insbesondere während des Zweiten Weltkriegs griff der Bund, wie noch ausführlicher dargestellt wird,

Grafik 1: *Erstellte Wohnungen in 1000 Einheiten in Gemeinden mit über 2000 Einwohner/-innen, 1926–1980*



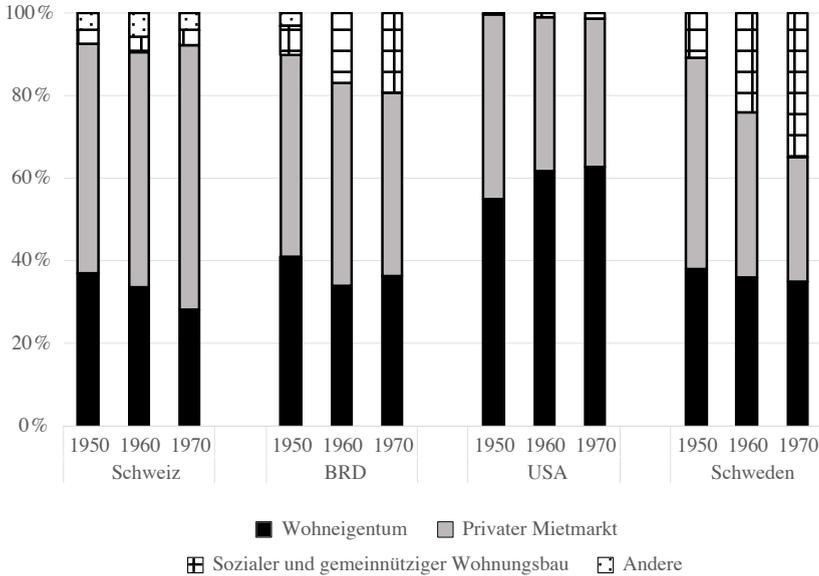
Quelle: Historische Statistik der Schweiz HSSO, 2012. Tab. R.20, hssso.ch/2012/t/20.

wiederum in den Wohnungsmarkt ein; er führte Regulierungen und Förderprogramme ein, die zum zweiten Boom des Genossenschaftsbaus führten.

Gegen den transatlantischen Trend verringerte sich der Einfluss des Staates jedoch bereits um 1950 wieder. Der präzedenzlose und auch später nie mehr erreichte Wohnbauboom, der nach dem Zweiten Weltkrieg einsetzte und bis zur Wirtschaftskrise Mitte der 1970er-Jahre anhielt, wurde durch privatwirtschaftliche Akteure dominiert und war stark auf den privaten Mietmarkt ausgerichtet. Anders noch als in den 1940er-Jahren kam nur ein Bruchteil der Bauprojekte in den Genuss öffentlicher Subventionen (vgl. Grafik 1). Obwohl das Land von Kriegszerstörungen verschont blieb und sich der Wohnungsbestand während des Aufschwungs in etwa verdoppelte, blieb die gesamte Nachkriegszeit über ein Wohnungsmangel bestehen.

«Die Wohnung ist heute eine Marktware geworden», stellte der Grund- und Hauseigentümerverband bereits 1950 fest, um im selben Atemzug auf die Her-

Grafik 2: Wohnungsstruktur in der Schweiz, Deutschland, den USA und Schweden, 1950–1970



Die Definitionen des sozialen und gemeinnützigen Wohnungsbaus sind in den verschiedenen Ländern nicht immer deckungsgleich.

Quellen: Schweizerische Volkszählungen, diverse Jahrgänge; Gebäude- und Wohnungszählung in der Bundesrepublik Deutschland, diverse Jahrgänge; Bureau of the Census (Hg.), *Historical Statistics of the United States. Colonial Times to 1970*, Washington 1975, 642 und 646; Thord Strömberg, «Wohnungsbaupolitik in Schweden 1914–1990», in Günther Schulz (Hg.), *Wohnungspolitik im Sozialstaat. Deutsche und europäische Lösungen 1918–1960*, Düsseldorf 1993, 305–322, hier 319.

kunft der Hauseigentümer aus dem «Mittelstand» und den vorherrschenden «Kleinbesitz» hinzuweisen.¹⁴ Zwar gewannen institutionelle Anleger und Immobiliengesellschaften an Bedeutung. Tatsächlich war aber die überwiegende Mehrheit der Wohnungen nicht im Besitz grosser Gesellschaften, sondern von Privatpersonen. Neben Grossgrundbesitzer/-innen verteilte sich das Eigentum auf eine verhältnismässig breite Schicht von Hausbesitzer/-innen; viele besaßen lediglich ein Eigenheim oder ein einzelnes Mehrfamilienhaus. Haus- oder Wohnungsbesitz hatte jedoch nur eine Minderheit, über 60 Prozent der Bevölkerung lebte zur Miete, meist in privaten Renditeliegenschaften, in Städten wie Zürich, Basel oder Luzern vermehrt auch in Genossenschaftswohnungen.¹⁵

Die Auswirkungen der schweizerischen Wohnungspolitik in der Nachkriegszeit lassen sich anhand eines Vergleichs zwischen den Entwicklungen in der Schweiz, den USA, Schweden und Deutschland verdeutlichen. Wie in Grafik 2 ersichtlich, erhöhte sich in der Schweiz der Prozentsatz der renditeorientierten Mietwohnungen in Privateigentum bis 1970 auf rund zwei Drittel. Der Anteil des nicht profitorientierten Sektors verharrte demgegenüber in Folge schwacher Förderung – auf die später noch im Detail eingegangen wird – bei weit unter einem Zehntel. Gleichzeitig war die Schweiz das einzige westliche Land, in welchem die Wohneigentumsquote in der Nachkriegszeit stark abnahm und bis auf 28,1 Prozent sank. Obwohl zeitgenössische Beobachter bereits in den 1930er- und 1940er-Jahren auf den Vormarsch grosser Bauunternehmer und institutioneller Anleger hinwiesen, waren 1970 noch zwei Drittel aller Wohnungen im Besitz von Privatpersonen. Je nach Ortschaft zeigten sich jedoch grosse Unterschiede. Waren in der französischsprachigen Schweiz Immobiliengesellschaften bereits seit der ersten Hälfte des Jahrhunderts die prägenden Akteure, hatten sie in der Deutschschweiz eine geringere Bedeutung, wobei die Konkurrenz der institutionellen Anleger auch hier in den urbanen Zentren Auswirkungen zeigte.¹⁶

Die Entwicklung in der Schweiz, die durch die Konsolidierung des dominanten Mietmarktes und die Festigung der Bedeutung von Wohnungen als Anlageobjekten gekennzeichnet war, kontrastiert mit derjenigen in anderen westlichen Ländern mit einem stärkeren Zentralstaat. Die zum Vergleich herangezogenen Länder bilden idealtypisch die charakteristischen Trends der nordatlantischen Welt ab: Staatsinterventionismus, Wohneigentumsförderung oder sozialer Wohnungsbau.

Die USA als wichtiges Beispiel des Ideals des Wohneigentums war wie die Schweiz durch einen liberalen und privatwirtschaftlich dominierten Wohnungsmarkt geprägt, begann aber im Zuge des New Deal mit einer starken Eigentumsförderung. Diese Unterstützung fand ihren Widerhall in der Wohneigentumsquote, die zwischen 1940 und 1970 von 43,6 Prozent auf über 60 Prozent anstieg.¹⁷ Anders als in der Schweiz bildeten für die privaten Akteure und die institutionellen Fördergefässe nicht Mietobjekte, sondern Eigenheimbesitz den Referenzpunkt.

Zweitens kontrastiert die Entwicklung mit Schweden, das wie die Schweiz zu den kleinen, neutralen Ländern gehörte und in der ersten Hälfte des Jahrhunderts ebenfalls einen liberalen Wohnungsmarkt mit einem prägenden Mietsegment aufwies. Beginnend mit dem Zweiten Weltkrieg begann die schwedische Regierung unter sozialdemokratischer Führung den gemeinnützigen Wohnungsbau stark zu fördern. Bis 1970 erreichte dessen Anteil über einen Drittel des gesamten Bestandes. Vier von fünf Neuwohnungen wurden in der Nachkriegszeit staatlich unterstützt – in der Schweiz waren die Verhältnisse gerade umgekehrt.¹⁸

War 1945 sowohl in der Schweiz als auch in Schweden der gemeinnützige Wohnungsbau schwach vertreten, entwickelten sich die beiden Wohnregimes in der Nachkriegszeit weit auseinander.

Schliesslich sind die Veränderungen in der Bundesrepublik Deutschland abgebildet, das traditionell eng im Austausch wohnungspolitischer Ideen mit der Schweiz stand. Westdeutschland bildete den Mittelpunkt des Typus von Wohnungsmärkten deutschsprachiger Länder. Diese waren gemäss Jim Kemeny durch tiefe Eigentumsquoten und integrierte Mietmärkte geprägt, auf denen gemeinnützige Träger in direkter Konkurrenz mit privaten Anbieter/-innen standen.¹⁹ Die Bundesrepublik setzte auf ähnliche wohnungspolitische Instrumente wie die Schweiz und die Entwicklung zeigte entsprechend Parallelen auf. Allerdings waren die nationalstaatlichen Interventionen im kriegsverwüsteten Deutschland ausgeprägter, was in einem höheren Anteil des sozialen Wohnungsbaus und einem schwächeren Rückgang der Eigentumsquote resultierte.

Wie Sebastian Kohl aufgezeigt hat, wurden die Weichen für die Ausgestaltung der Wohnungsregimes bereits im Zuge der Urbanisierung Ende des 19. Jahrhunderts gestellt.²⁰ Die schematischen Gegenüberstellungen illustrieren jedoch, dass die Wohnungspolitiken, welche die Nationalstaaten verfolgten, von immanenter Bedeutung für die Entwicklungspfade der jeweiligen Wohnregimes waren und auch eigentliche Zäsuren herbeiführen konnten. Die Auswirkungen des frühen wohnungspolitischen Rückzugs des Bundes sind folglich nicht zu unterschätzen.

Eingriffe in den liberalen Wohnungsmarkt

Das Jahr 1936 bildete den Beginn einer Phase aussergewöhnlicher staatlicher Intervention in den liberalen Wohnungsmarkt der Schweiz. Hatte sich der Bundesrat im Rahmen der Krisenpolitik, die durch einen «selektiven Interventionismus»²¹ geprägt war, lange geweigert, den arbeitsintensiven Wohnungsbau zu unterstützen, der sich während der grossen Depression erst spekulativ überhitzte und dann einbrach, beschloss er 1936 erste Interventionen in diesem Bereich. Im Zuge der Abwertung des Schweizer Frankens am 26. September 1936, welche die langsame Erholung der Wirtschaft einläutete, unterstellte der Bund zum Schutz der Währung Mietpreiserhöhungen der Bewilligungspflicht. Zudem gewährte er im Rahmen von Arbeitsbeschaffungsmassnahmen ab 1936 Subventionen an Reparaturarbeiten, um die Bauwirtschaft zu stützen.²²

Eine umfassende Regulierung setzte jedoch erst nach dem Ausbruch des Zweiten Weltkriegs unter dem Vollmachtenregime ein. Der Bund griff auf Instrumente zurück, die er bereits im Zuge der Verwerfungen des Ersten Weltkriegs eingeführt hatte. Wie die umliegenden Länder verschärfte er als eine der ersten Kriegs-

massnahmen die Preiskontrolle. Neben die Mietpreiskontrolle trat im Rahmen der Kriegswirtschaft unter anderem die Rationierung von Baumaterialien, deren Import zunehmend schwieriger wurde. Ab 1940 unterstand die Verwendung von Baustahl und ab Ende 1942 diejenige von Zement der Bewilligungspflicht durch das Eidgenössische Kriegsindustrie- und Arbeitsamt.²³

Unter dem Druck steigender Baukosten, sinkender Renditen, Arbeitskräftemangel und der Baurationierung brach der Wohnungsbau ein. Es bildete sich ein Mangel an Wohnungen aus, der sich in eine prekäre Wohnungsnot zu verwandeln drohte. Betroffen waren besonders die Städte. In den Grossstädten der Deutschschweiz sank der Leerwohnungsbestand in den ersten Kriegsjahren auf unter ein Prozent. In der Stadt Bern waren bereits Ende 1942 nur noch 49 Wohnungen zur Vermietung ausgeschrieben.²⁴ Alarmiert vom Wohnungsmangel, der sich abzuzeichnen begann, wandten sich bereits im September 1941 dreizehn grosse und mittlere Städte der Deutschschweiz unter der Führung des sozialdemokratischen Nationalrates und Baudirektors der Stadt Bern, Ernst Reinhard, mit einer Eingabe an den Bundesrat und forderten Einschränkungen des Wohnungsmarktes sowie die Förderung des Wohnungsbaus.²⁵ Der Bundesrat kam diesen Forderungen teilweise nach. Im Oktober 1941 ermächtigte er die Kantone beziehungsweise Gemeinden, das Kündigungsrecht und die Niederlassungsfreiheit zu beschränken und über unbenützte Wohnungen zu verfügen. Die Wohnbauförderung, welche die Sozialdemokratische Partei in der Dezberrsession im Bundesparlament zum wiederholten Male zum politischen Traktandum machte,²⁶ stiess in der Bundesverwaltung aufgrund des Credo einer restriktiven Budgetpolitik auf grosse Skepsis. Noch im Frühjahr 1942 kam ein interner Bericht des Volkswirtschaftsdepartements zum Schluss, «[d]em Gesuch der 13 Städte auf Förderung des Wohnungsbaus durch Beiträge des Bundes sei zurzeit nicht zu entsprechen».²⁷ Obwohl Karl Kobelt, freisinniger Bundesrat und Chef des Militärdepartements, dem Vorsteher des federführenden Volkswirtschaftsdepartements, seinem Partei- und Bundesratskollegen Walther Stampfli, noch Ende Februar schriftlich seine Bedenken mitteilte und der Direktor der Finanzverwaltung Julius Oetiker zwei Tage vor der Bundesratssitzung eindringlich warnte, mit Blick auf die Bundesfinanzen sei «auf die Begehren um Bundesbeiträge zur Förderung des Wohnungsbaues nicht einzutreten», läutete der Bundesrat am 16. März 1942 ein Förderprogramm ein.²⁸ Dieses wurde in drei Aktionen und mit unterschiedlichen Bedingungen bis 1950 fortgeführt. Die A-fonds-perdu-Subventionen setzten die Beteiligung der Kantone voraus und konnten nicht nur von gemeinnützigen, sondern auch profitorientierten privaten Trägern beantragt werden, wobei für den gemeinnützigen Wohnungsbau höhere Ansätze von zeitweise bis zu 45 Prozent der rechnerischen Kosten gewährt wurden.²⁹

Damit war der Wohnungsmarkt bis 1942 innerhalb weniger Jahre einer umfassenden Regulierung unterworfen worden. Diese stiess während des Krieges auf keinen breiten politischen Widerstand, löste jedoch geteilte Reaktionen aus. Die Eingriffe, die gemäss dem Bundesrat lediglich Notmassnahmen darstellten und wie bereits nach dem Ersten Weltkrieg zeitlich beschränkt sein sollten, wurden auch von den öffentlichen Verwaltungen auf regionaler Ebene je nach Betroffenheit verschieden eingeschätzt: Noch an einer Vorstandssitzung des Schweizerischen Städteverbands vom 19. März 1942, drei Tage nachdem der Bundesrat ein Wohnbauförderungsprogramm beschlossen hatte, befand es der FDP-Nationalrat und Berner Stadtpräsident Ernst Bärtschi als «heikel», die Wohnbauförderung «im Städteverband zu diskutieren, indem tatsächlich nur ein Teil der Städte [...] [an den Forderungen nach Subventionen] beteiligt [gewesen seien], während andere ihr vollkommenes Désinteressement [erklärt hätten]». ³⁰ Erst in der nächsten Sitzung im April sollte der Städteverband ein positives Votum beschliessen und in der Folge zu einem vehementen Befürworter der Subventionierung avancieren. ³¹

Insgesamt verliefen die Bewertungen entlang von spezifischen Interessen. Während Politiker des linken Spektrums und Stimmen aus dem Umfeld der Mieterschaft und der Wohnbaugenossenschaften die Eingriffe begrüsst und eine aktivere Wohnungspolitik forderten, nahmen die Verbände der Wohn- und Bauwirtschaft eine zurückhaltend kritische Stellung ein. Eingriffe wurden von den Verbänden im Kontext der Kriegswirtschaft nicht per se abgelehnt und teilweise auch gefordert. Auf Widerstand stiessen die staatlichen Massnahmen, wenn sie die private Wirtschaft einschränkten. So insbesondere die Mietpreisregulierungen, die vom Hauseigentümerverband scharf kritisiert wurden. ³² Das Dilemma zwischen Unterstützungen und Beschränkungen des privaten Marktes zeigen sich exemplarisch anhand des Baumeisterverbands, dem wichtigsten Verband des Baugewerbes. Noch in der Sitzung vom 12. Juli 1945 kam der Vorstand zum Entschluss, dass auf «Subventionen [...] vorläufig nicht verzichtet werden könne [...] [, aber] bei Ausrichtung von Subventionen der private Wohnungsbau gegenüber dem Genossenschaftsbau nicht benachteiligt werden dürfe». ³³

Der Verweis auf die Genossenschaften, deren Konkurrenz die private Wohnwirtschaft jeweils zurückzudrängen versuchte, ist Ausdruck der Furcht vor einer Einengung der privatwirtschaftlichen Handlungsspielräume und dauerhaften Verschiebungen. Denn die Massnahmen des Bundes hatten durchaus einschneidende Effekte auf den Markt: Erstens schränkte die Mietkontrolle die Profite ein und übte einen dämpfenden Einfluss auf die Inflation aus. Der Mietpreisindex stieg trotz Kriegsinflation zwischen 1939 und 1945 lediglich um einige Prozentpunkte. Gemäss Erhebungen zu den Haushaltsausgaben sank der Anteil der Mietkosten im Gesamtbudget von Familien von durchschnittlich 17,8 Prozent in

den Jahren 1937/38 auf 12,1 Prozent im Jahr 1950. Allerdings verschleierte der im Mittel moderate Anstieg des Mietindex das Auseinanderdriften der Mieten von Alt- und Neubauwohnungen, das zu Verzerrungen des Marktes führte. Während die Mietpreise von Altbauwohnungen eingefroren wurden, waren die maximal zulässigen Mietpreise für Neuwohnungen an die Baukosten gebunden – die kriegsbedingt hohen Baukosten führten entsprechend zu Verteuerungen der Neumieten.³⁴

Zweitens stimulierten die Bundessubventionen den Wohnungsbau. Neben der Verbilligung der Neubauten, der Jakob Tanner eine wichtige preispolitische Rolle zuschreibt, steigerten die finanziellen Zuschüsse die Produktion stark. Bis 1944 wurde über die Hälfte aller Neubauten subventioniert, 1947 waren es über 70 Prozent. Die Unterstützungen kamen etwa zu gleichen Teilen privaten und gemeinnützigen Unternehmen zugute und betragen je nach Förderaktion für erstere zwischen 15 bis 30 Prozent und für letztere 20 bis 45 Prozent der Erstellungskosten.³⁵ Für den nicht profitorientierten Wohnungsbau bedeuteten die Subventionen eine in diesem Umfang ungekannte Unterstützung und führten zu einer Hochphase des Genossenschaftswesens.³⁶ Bereits in der Zwischenkriegszeit hatten sich die Genossenschaften im nicht profitorientierten Wohnungsbau zu den wichtigsten Akteuren entwickelt. Die öffentliche Unterstützung des gemeinnützigen beziehungsweise sozialen Wohnungsbaus nahm damit, für die schweizerische Sozialpolitik typisch, vorwiegend die Form eines *public-private mix* an.³⁷ Die Städte unterstützten private Organisationen, die anstelle der Verwaltungen selbst ein preiswertes Segment bedienen sollten. Sie hatten sozialpolitische Ziele zu erfüllen, mussten sich aber gleichzeitig auf dem freien Markt behaupten. Genossenschaftswohnungen kamen in erster Linie einem breiteren Mittelstand und weniger den bedürftigsten Schichten zugute, für welche Bedingungen wie der Erwerb von Anteilscheinen eine hohe Hürde darstellten. Der kommunale Eigenbau blieb in der Schweiz marginal und umfasste selbst in Städten wie Zürich nur wenige Prozent des Gesamtbestandes.³⁸

Die Mietpreiskontrolle, die Rationierung der Baustoffe und die Subventionen erhöhten den Einfluss der Bundesbehörden, aber auch der Kantone und Gemeinden. Die Kriseninstrumente erweiterten den Gestaltungs- und Planungsspielraum der lokalen Verwaltungen erheblich, indem sie Steuerungs- und Anreizinstrumente an die Hand bekamen, über die sie ihre Einflussnahme auf die Bautätigkeit ausweiten konnten. Wie die Sozialdemokratische Partei der Schweiz (SPS) bereits in ihren Forderungen anlässlich des Kommunaltages am 14. September 1941 in Luzern formulierte, bot die Förderung der Genossenschaften den Gemeinden die Aussicht, die Wohnungsproduktion «rein finanzkapitalistischen Erwägungen» zu entziehen und «planmässig zu leiten».³⁹ Neu erstellte Genossenschaftsbauten, postulierte die SPS weiter, gewährleisteten «nicht nur eine

volksgesundheitliche klare Lösung des Wohnungsproblems, sondern auch die organische Eingliederung der Siedlung in das Stadtbild; sie dienen der Stadt und der Regionalplanung». Tatsächlich nahm die Zahl gebauter Genossenschaftswohnungen während der Dauer der Bundessubventionen auch ausserhalb der Zentren stark zu und konnte in Städten wie Zürich städtebaulich prägende Dimensionen annehmen.⁴⁰ Der einflussreiche Basler Kantonsbaumeister Julius Maurizio resümierte 1952 rückblickend: «Die Förderung des Siedlungsbaues durch die öffentliche Hand war nicht nur zahlenmässig und in sozialer Hinsicht von Erfolg begleitet, sondern auch städtebaulich. Es gelang in wenigen Jahren, die Wohnungsnot zu beheben und durch den Bau vorbildlicher Siedlungen das Gesicht der Städte zu wandeln.»⁴¹

Die private Wohnwirtschaft bewertete die Eingriffe freilich kritischer. Sie bezeichnete diese als ungerecht und warnte vor einer schädlichen Verstaatlichung und Planwirtschaft. Die Massnahmen wurden als überbordende regulatorische Einschränkungen wahrgenommen: «Wer redet bei uns bei einem Baugesuch mit?», fragte etwa Fritz Berger, der Präsident des Basler Regionalverbands des HEV, an der Mitgliederversammlung 1947 rhetorisch, um anzufügen: «Die Baupolizei, die Subventionsbehörde, das eidg. Amt für Wohnungsbau, der Heimatschutz, auch die Preiskontrolle.»⁴² Die Hauseigentümerkreise wehrten sich dabei gegen die Behauptung, sie seien ausbeuterische «Kapitalisten», und hielten dieser mit Verweis auf die Eigentumsverhältnisse die Figur des bescheidenen mittelständischen Hauseigentümers entgegen. An Hinweisen auf bemitleidenswerte Schicksale wurde auf beiden Seiten nicht gespart. Das vom Mieterverband gerne herangezogene Bild des «kinderhassenden Vermieters» kontrastierte etwa mit der 1944 in verschiedenen Zeitschriften abgedruckten Meldung, dass ein «gutmütig veranlagter, bereits in den 70er Jahren stehender Hausbesitzer» durch den rigorosen Mieterschutz in den Selbstmord getrieben worden sei.⁴³

Die «Wiederherstellung des freien Wohnungsmarktes»

Aufgrund der Erfahrungen während des Krieges schien um 1945 eine dauerhafte bundesstaatliche Wohnungspolitik nicht ausgeschlossen. Unüberhörbar waren die Rufe nach Regulierung, damit «nicht die Spekulation immer dann, wenn es ihr passt, den Rahm abschöpfen kann, um nachher das Trümmerfeld wieder anderen zu überlassen».⁴⁴ Der sozialdemokratische Ständerat Ernst Reinhard und die übrigen Befürworter/-innen einer aktiven Wohnungspolitik forderten ein eidgenössisches Wohnbaugesetz, mit welchem die bundestaatliche Wohnungspolitik zur Daueraufgabe erhoben werden sollte, um «den Wohnungsbau für Familien mit Kindern und bescheidenem Einkommen zu fördern und die ungesunden

Wohnungen in den Städten und auf dem Land zu beseitigen».⁴⁵ Selbst radikale Thesen wie die des einflussreichen Architekten Hans Bernoulli, der eine Kommunalisierung des Bodens forderte und 1938 aufgrund seiner strittigen Positionen seine Professur an der ETH verlor, erhielten in den zeitgenössischen Architekturdebatten grosse Aufmerksamkeit.⁴⁶

Die Forderungen sind im Kontext einer architektonischen Umbruchphase zu sehen, die in der Schweiz geprägt war durch die Abkehr von der Moderne und die Rückbesinnung auf eine regionalistische Architektur mit traditionellen Bautypen.⁴⁷ Die Forderungen fügten sich aber ebenso in eine Reihe von sozialpolitischen Vorstössen ein. Wie Matthieu Leimgruber und Martin Lengwiler überzeugend herausgearbeitet haben, setzte die Kriegszeit auch in der Schweiz einen «fundamentalen gesellschaftlichen und sozialstaatlichen Wandel in Gang», der jedoch «auf halbem Weg stecken» blieb.⁴⁸ Im kollektiven Gedächtnis blieb insbesondere der Durchbruch der Altersvorsorge mit der Einführung der Alters- und Hinterlassenenversicherung (AHV) im Jahr 1948 tief verankert. Im Gegensatz zur AHV bildet die Wohnungspolitik neben der Krankenversicherung ein zentrales Beispiel für einen Bereich, in dem die nationalstaatliche Institutionalisierung scheiterte. Gewann die Förderung der Wohnbautätigkeit in den meisten europäischen Ländern und in den USA an Fahrt, so stellte der Bund sein Förderprogramm bereits 1950 ein und initiierte eine partielle Deregulierung.

Unmittelbar nach Kriegsende war diese Abkehr noch nicht vorgezeichnet. Zahlreiche Massnahmen blieben vorerst in Kraft, die Wohnbauförderung erfuhr gar eine Ausweitung. Die Förderung wurde ab November 1945 neu unter dem Titel Arbeitsbeschaffung weitergeführt und sollte neben der Wohnungsnot der Nachkriegsarbeitslosigkeit entgegenwirken. Diese Regelung war mit Blick auf die ordentlichen Finanzbudgets vorteilhaft, da sie dem Bund und den Kantonen die Rückerstattung der Hälfte der gesprochenen Subventionen aus dem Ausgleichsfonds der Lohnersatzordnung ermöglichte – dem Fonds, aus welchem ab 1948 Finanzmittel an die AHV fliessen sollten.⁴⁹

Die dauerhafte bundestaatliche Wohnungspolitik stand indes unter einem ungünstigen Stern. Der Wille, die Bundessubventionen mittelfristig zurückzunehmen, war unverkennbar. Im August 1946 kritisierte der sozialdemokratische Zürcher Stadtrat Jakob Peter öffentlich harsch, es sei in der bisherigen Praxis «unverkennbar, dass der Bund eine gewollte Zurückhaltung im Wohnungsbau übe», und es bestehe «weitherum der Eindruck, der Bund wirke mehr im Sinne der Verhinderung des Wohnungsbaues, als zu dessen Förderung».⁵⁰ Die Massnahmen waren explizit zur temporären Krisenbewältigung eingeführt worden und zielten somit nie auf eine qualitativ und quantitativ angemessene Wohnversorgung, sondern waren von Beginn an mit sozial-, konjunktur- und währungspolitischen Zielen verbunden.

Nach dem Ende des Krieges waren bundestaatliche Interventionen zunehmend einer doppelten Opposition ausgesetzt: aus der Bundesverwaltung selbst und aus Kreisen der privaten Wohnwirtschaft. Im Wohnungswesen setzte damit eine Entwicklung ein, die auch in anderen Bereichen der Sozial- und Wirtschaftspolitik zu beobachten war. Wie Olivier Longchamp aufzeigt, stellte die unmittelbare Nachkriegszeit ein wichtiges Momentum für die Rückkehr zur Finanz- und Wirtschaftspolitik der Vorkriegszeit dar, zu deren zentralen Charakteristika er den schwachen, selektiven Staatsinterventionismus, die restriktive Fiskalpolitik und eine stabile Währung zählt.⁵¹

Bereits 1946 stellte der Bund die Neuordnung der Wohnbausubventionen in Aussicht. Die befürchtete Arbeitslosigkeit trat nicht ein und die Subventionen sollten auf eine neue, von der Arbeitsbeschaffung losgelöste gesetzliche Grundlage gestellt werden. Damit wollte man die finanziellen Verpflichtungen des Bundes reduzieren. Die Aussicht auf mögliche Kürzungen stiess auf den Widerstand der Kantone, die im September 1946 in einem Brief an Bundesrat Kobelt ihre Bedenken mitteilten: «Ein Wegfallen oder eine Minderung der entsprechenden Bundesbeiträge würde [...] die Kantone und besonders die Gemeinden in eine ausserordentlich schwierige und unangenehme Situation bringen und sie unter Umständen in die Notwendigkeit versetzen – trotz andauernder grosser Wohnungsnot – den Bau neuer Wohnungen erheblich einzuschränken oder sogar einzustellen.»⁵²

Es folgte eine intensive Phase der Aushandlung, während der in der Bundesverwaltung neue Fördergefässe eruiert und Verhandlungen mit den betroffenen privaten und öffentlichen Akteuren geführt wurden. Dabei verkündete der Direktor der Finanzverwaltung, Eberhard Reinhardt, unmissverständlich die Absicht, «den Bund nach 1949 definitiv von den Ausgaben für die Förderung des Wohnungsbaues zu entlasten».⁵³ Trotz der Widerstände legte der Bundesrat einen neuen Bundesbeschluss vor, der den National- und den Ständerat passierte. Die Wohnbauförderung wurde auf den 1. Januar 1948 von der Arbeitsbeschaffung gelöst. Der Bundesbeschluss sah tiefere Subventionsansätze von maximal 30 statt 45 Prozent vor und verlangte eine höhere Beteiligung der Kantone und Gemeinden. Wie die Kantone befürchtet hatten, war in der Folge eine Einschränkung regionaler Wohnbauaktionen zu beobachten.⁵⁴

Die Debatten um die Neuausrichtung der Wohnbauförderung und die ersten Schritte hin zu einer Reduktion des Engagements des Bundes gingen einher mit einem zunehmend aggressiveren Vorgehen der Verbände der Wohn- und Bauwirtschaft gegen die Regulierungen. Zum offenen Widerstand kam es 1946, als die Zementrationierung aufgehoben wurde. Der Bund verlor damit ein zentrales Instrument der Regulierung. Dies lief den Bestrebungen für eine, wenn auch moderate, antizyklische Konjunkturpolitik entgegen, die in der Person des eid-

genössischen Delegierten für Arbeitsbeschaffung, dem Direktor der Saurer AG Otto Zipfel, koordiniert wurde. Um einer Überhitzung der Baukonjunktur entgegenzuwirken und die Kapazitäten verstärkt dem nach wie vor ungenügenden Wohnungsbau zuzuführen, schlug Zipfel eine Bewilligungspflicht für Bauten vor. Der Vorschlag führte zum öffentlichen Eklat, wurde aber durch zeitgleiche Verhandlungen mit den Wirtschaftsverbänden begleitet. Um Staatseingriffen zuvorzukommen, boten die Verbände der Bauwirtschaft Hand zu einer freiwilligen Selbstregulierung. Sie sicherten dem Delegierten für Arbeitsbeschaffung zu, innerhalb der Verbandsstrukturen die Fertigstellung einer vereinbarten Mindestmenge von Wohnungen sicherzustellen, wehrten aber die direkte Einflussnahme des Bundes erfolgreich ab.⁵⁵ Wie dieses Beispiel vor Augen führt, fügte sich die Bauwirtschaft ein in die breitere schweizerische Organisation wirtschaftlicher Beziehungen, die durch moderate Staatseingriffe, eine hohe Bedeutung privatwirtschaftlicher Akteure und privater Selbstregulierung sowie eine öffentlich-private Zusammenarbeit gekennzeichnet war.⁵⁶

Ende 1947 gingen die wichtigsten Vertreter der Wohnwirtschaft, der Schweizerische Gewerbeverband, der Schweizerische Baumeisterverband und die Hauseigentümerverbände der Deutsch- und der Westschweiz, der bereits erwähnte HEV und die *Fédération romande des intérêts immobiliers*, in die Offensive. Mit einem am 1. Dezember 1947 datierten, knapp 40 Seiten umfassenden «Memorial» richteten sie sich in einem offenen Brief an den Bundesrat und forderten die Abkehr von der bisherigen Wohnungspolitik und die Rückkehr zum liberalen Wohnregime.⁵⁷ Im Zentrum der Kritik stand die Mietpreiskontrolle, welche die Erträge der Vermieter/-innen schmerzlich beschränke und dadurch den privaten Wohnungsmarkt in die Krise gestürzt habe.

Das Memorial provozierte eine scharfe Replik der wichtigsten Verteidiger einer aktiven Wohnungspolitik, der Sozialdemokratischen Partei, des Gewerkschaftsbunds sowie des Mieterverbands und des Schweizerischen Dachverbands der Wohnbaugenossenschaften. Es bildete den Kumulationspunkt für eine hitzige Debatte. Die politischen Kontroversen führten am 16. Juli 1948 zur Einsetzung einer paritätischen Subkommission der Eidgenössischen Preiskontrollstelle, welche unter dem Vorsitz des einflussreichen Ökonomieprofessors Eugen Böhler mit der Ausarbeitung eines Berichts zur zukünftigen Mietpreispolitik betraut wurde.⁵⁸

1949, noch während die Kommission tagte, trat neben der Debatte um die Mietpreisregulierung auch diejenige um das Wohnbauförderungsprogramm in die kritische Phase. Der Bundesrat unterbreitete dem Parlament im Frühjahr 1949 den Vorschlag, die Subventionen ein letztes Mal befristet für ein Jahr und mit tiefen Unterstützungsansätzen weiterzuführen und dann auslaufen zu lassen. Die Mehrheit der konsultierten Verbände und Kantone befürwortete die Weiterfüh-

rung und die Vorlage passierte die grosse und die kleine Kammer mit deutlicher Zustimmung.⁵⁹

Nachdem seit 1948 in verschiedenen Kantonen und Gemeinden die Weiterführung regionaler Förderprogramme an der Urne bekämpft worden war, witterte der Hauseigentümergebund seine Chance und ergriff quasi im Alleingang das Referendum gegen die Weiterführung der Wohnbauförderung des Bundes. Im hitzigen Abstimmungskampf gegen die linken Parteien, die Mieter/-innenorganisationen und Genossenschaften, aber auch gegen den Schweizerischen Städteverband, der die Wohnbaufrage in der Vorstandssitzung vom 23. Februar 1949 zum «dringlichste[n] der den Städteverband berührenden aktuellen Probleme»⁶⁰ erhob, zeigte sich, wie eng die zeitgenössischen Beobachter/-innen die beiden wichtigsten Instrumente der Wohnungspolitik des Bundes – Mietpreispolitik und Wohnbauförderung – miteinander verzahnt sahen. Zentraler Vorwurf am Anliegen des Hauseigentümergebunds zur Rückkehr «zum freien Wohnungsbau»⁶¹ bestand in der Kritik, der Verband wolle im Grunde genommen lediglich den Stein für eine Abschaffung der Mietpreiskontrolle ins Rollen bringen. Tatsächlich hatte sich für Exponenten des Hauseigentums abgezeichnet, dass eine rasche Abschaffung der Mietpreisregulierungen auf grosse Hindernisse stossen würde. Wie der freisinnige Bundesrat Rodolphe Rubattel dem Präsidenten der Mietpreiskommission gegenüber unmissverständlich zum Ausdruck brachte, liefen die Interessen der Immobilienbesitzer/-innen der Politik des Bundesrats entgegen: «[...] les intérêts généraux du pays sont malheureusement en contradiction avec ceux des propriétaires et ce sont les premiers qui doivent avoir le pas sur les seconds.»⁶²

Abgesehen von der Freisinnig-Demokratischen Partei (FDP) und regionalen und personellen Ausreisern befürworteten alle Bundesratsparteien die einjährige Verlängerung der Wohnbausubventionen und selbst die engen politischen Verbündeten des Hauseigentümergebunds, die Verbände der Bauwirtschaft, hatten sich, von dessen Vorpreschen überrumpelt, aus strategischen Gründen verhalten zur Unterstützung der befristeten Weiterführung durchgerungen.⁶³

Trotz der breiten politischen Unterstützung der Vorlage errangen die Hauseigentümer/-innen an der Urne einen Erfolg: Die Stimmbürger lehnten sie in der Volksabstimmung von 29. Januar 1950 mit einem Neinanteil von 53,7 Prozent ab. Nur etwas mehr als ein halbes Jahr nach der Ablehnung eines Ausbaus der Krankenversicherung votierten die Stimmbürger damit in einem weiteren Bereich der sozialen Sicherheit gegen Bundesinterventionen. Das Votum war von einem deutlichen Stadt-Land-Graben geprägt. Die *Neue Zürcher Zeitung* stellte fest, dass «die ländlichen Gebiete den Sieg davongetragen haben über die Grossstädte und anderen industriellen Agglomerationen».⁶⁴ In ländlichen Regionen, die in weit geringerem Masse von den Subventionen profitiert hatten als die ur-

banen Räume, war die Ablehnung hoch. In den grossen Städten stimmte dagegen eine grosse Mehrheit für die Vorlage.⁶⁵

Die Abstimmung bedeutete ein weitreichendes Verdikt gegen die öffentliche Subventionspolitik. Zwar wiesen, wie der Mieterverband monierte, «entgegen den Behauptungen des Hausbesitzes [...] die weitaus meisten städtischen und eine grosse Anzahl ländlicher Gemeinden nach wie vor einen vollständig ungenügenden Leerwohnungsbestand»⁶⁶ auf. Dennoch stellte nach dem Wegfall der Unterstützung des Bundes auch die Mehrheit der Kantone und Gemeinden ihre Förderungsprogramme ein. Selbst in Städten wie Zürich oder Basel, die seit 1942 einen markanten Aufschwung des öffentlich geförderten Genossenschaftsbaus erlebten, nahm die Unterstützung stark ab. Der Bund unterstützte den Wohnungsbau zwar ab 1958 wieder mit moderaten Beiträgen, sein Einfluss nahm aber ab. Wie der Architekt Hermann Baur bereits Ende 1949 resümierte, war man «am Ende der Periode des staatlich gelenkten und weitgehend durch Subventionen geförderten Wohnungsbaues angelangt».⁶⁷

Das Jahr 1950 stellte aber auch in Bezug auf die Mietpreiskontrolle einen Wendepunkt dar. Nach der Abstimmung veröffentlichte die Subkommission der Preiskontrollstelle am 1. Mai 1950 ihren Schlussbericht, der die weitere Mietpreispolitik des Bundes bereits vorwegnahm. Der Bericht definierte als «Endziel der künftigen Mietpreispolitik [...] die Erreichung eines selbsttragenden Wohnungsmarktes». In Anbetracht der weiterhin angespannten Lage sah die Kommission die Bedingungen für eine «Wiederherstellung des freien Wohnungsmarktes» aber noch nicht als gegeben und empfahl einen schrittweisen Abbau der Mietpreiskontrolle.⁶⁸

Der Bundesrat läutete noch im selben Jahr mit einer generellen Bewilligung für eine zehnprozentige Mietpreiserhöhung die Lockerung der Mietpreisregulierung ein.⁶⁹ Die vollständige Deregulierung sollte sich aber länger hinauszögern, als von den Verbänden der Wohn- und Bauwirtschaft gefordert. Das Abstimmungsverdikt an der Urne hatte nicht den vom Hauseigentümerverband erhofften Effekt auf die mietrechtlichen Regulierungen: Wie Ernst Fischer, der Sekretär des Baumeisterverbands, im März 1950 im Kreis der Verbände der Bauwirtschaft feststellte, war «durch die Ablehnung der Subventionierung [...] eine Versteifung in der Mietzinsfrage eingetreten»,⁷⁰ eine vollständige Lockerung schien in weite Ferne zu rücken. Ab 1952 wurden die Mietpreisbeschränkungen in zeitlich beschränkten Verfassungszusätzen mit hoher Zustimmung durch das Volk verlängert. Die Regulierungen wurden in der Folge zwar laufend gelockert. Unter dem Druck des trotz des stark anziehenden Wohnungsbaus persistenten, extremen Wohnungsmangels sollte es aber bis Ende der 1960er-Jahre dauern, bis die Mietpreisbeschränkungen für Altbauwohnungen vollständig aufgehoben wurden. Die Mietpreiskontrolle und die Mieterschutzbestimmungen, die wie in Deutschland

in Kraft blieben, bewirkten einen Ausgleich zur schwachen Wohnbauförderung und diente dem doppelten politischen Ziel, die soziale Last der Mieten und die Inflation zu dämpfen. In Bezug auf neu gebaute Wohnungen stellte sich die Situation aber anders dar: Neubauten wurden bereits 1953 von der Mietpreiskontrolle ausgenommen, sodass der Bau und die Vermietung von neu erstellten Wohnungen ab diesem Zeitpunkt wieder privatwirtschaftlichen Gesetzen folgten und je länger je mehr die Entwicklung der Struktur des Wohnungsmarktes prägten, indem auf dem zweigeteilten Markt von Alt- und Neubauwohnungen ein immer grösserer Bestand von den Regulierungen ausgenommen war.⁷¹

Um 1950 hatten sich damit die Leitlinien der zentralstaatlichen Wohnungspolitik der Nachkriegszeit bereits weitgehend herausgebildet. Durch den wohnungspolitischen Rückzug waren die Handlungsspielräume des Bundes, der Kantone und Gemeinden, den Wohnungsbau aktiv zu steuern, wiederum stark eingeschränkt. Die Einführung von raumplanerischen Instrumenten, welche einen direkten Einfluss auf die Siedlungsentwicklung ermöglicht hätten, stiessen in der Nachkriegszeit auf grossen Widerstand und setzten sich, mit regionalen Unterschieden, nur langsam durch. Einschnitte in die Eigentumsrechte riefen Opposition hervor. So lehnte das Volk im Oktober 1950 eine Einschränkung des Handels mit landwirtschaftlichem Boden ab. Das erste nationale Raumplanungsgesetz trat erst 1980 in Kraft.⁷² Anfang der 1950er-Jahre fiel der Wohnungsbau damit wieder in die Hände privatwirtschaftlicher Akteure und funktionierte nach marktwirtschaftlichen Prinzipien.

Neoliberale Wohnungspolitik avant la lettre?

Im Folgenden möchte ich nochmals die eingangs gestellte Frage nach der Einbettung des Fallbeispiels Schweiz in die Periodisierung des Neoliberalismus aufwerfen. In den vorangehenden Abschnitten habe ich den Widerstand aus der Wohn- und Bauwirtschaft sowie Teilen der Bundesverwaltung als eingebettet in die korporative Ordnung dargestellt. Die diskursive Nähe zur neoliberalen Bewegung steht dazu jedoch keineswegs im Widerspruch. Im Gegenteil kommt für den Soziologen Jim Kemeny beiden Aspekten eine zentrale Rolle zu, um die Ausgestaltung der Wohnungsmärkte in der Schweiz und den übrigen deutschsprachigen Ländern zu erklären, die tendenziell tiefe Eigentumsquoten und integrierte Mietmärkte aufwiesen. Einerseits sei, so Kemeny, die Wohnungspolitik dieser Länder stark durch die «deutsche Variante» des Neoliberalismus, den «dritten Weg» der sozialen Marktwirtschaft des Ordoliberalismus, geprägt. Andererseits sieht er in Anlehnung an Esping-Andersens Typologie der Sozialstaatsregimes einen engen Zusammenhang zwischen der Struktur der Woh-

nungsmärkte und den korporatistischen Ordnungen dieser Länder, die einen Ausgleich zwischen den Interessen erzwungen hätten.⁷³

Tatsächlich erweist sich der scheinbare Widerspruch in der Schweiz als trügerisch. Die bundesstaatliche Sozial- und Wirtschaftspolitik wurde in der unmittelbaren Nachkriegszeit von Kreisen getragen, die der neoliberalen Bewegung wohlgesinnt und mit dieser vertraut waren. Hans Sulzer, Grossindustrieller und Doyen der schweizerischen Wirtschaftspolitik, gehörte zu den wichtigsten finanziellen Förderern der Mont Pèlerin Society, einem internationalen Netzwerk führender neoliberaler Intellektueller, die im Jahr 1947 in der Nähe von Vevey gegründet wurde. An Universitäten wie Genf und Zürich fanden Ökonomen, die der Bewegung nahestanden, eine institutionelle Verankerung.⁷⁴

Anhand des Beispiels von Wilhelm Röpke, der seit 1937 an der Universität Genf wirkte und zu den prägenden neoliberalen Vordenkern gehörte, lassen sich die zahlreichen Bezüge exemplarisch aufzeigen. Wie Jean Solchany gezeigt hat, stiessen Röpkes Beiträge in Arbeitgeberkreisen und Teilen der Bundesverwaltung in den 1940er-Jahren auf grosses Interesse. Liberal-konservative Kreise rezipierten Röpke und wussten dessen Beiträge für ihr liberal-korporatistisches Projekt zu adaptieren. Auch in Kreisen der Bau- und Wohnwirtschaft war der Ökonom kein Unbekannter. Branchenzeitschriften wie die *Schweizerische Bauzeitung*, die *Schweizerische Schreinerzeitung* oder der *Schweizer Hauseigentümer* besprachen seine Schriften prominent oder liessen ihn selbst zu Wort kommen. Persönlichkeiten wie der freisinnige Politiker und Architekt Armin Meili, Direktor der Landi 1939 und einflussreicher Raumplaner, bezogen sich explizit auf seine Arbeiten.⁷⁵

Als Röpke Anfang der 1950er-Jahre die «Wohnungszwangswirtschaft» – das Fortbestehen der mietrechtlichen Einschränkungen in zahlreichen europäischen Ländern – kritisierte, stiess er bei den Hauseigentümer/-innen auf offene Ohren. Röpke vertrete, so resümierte Heinrich Gerteis, der Sekretär des Verbands der Wohnbaugenossenschaften im Jahr 1951, «in seiner bekannten Beredsamkeit jenen Standpunkt, von dem aus auch der Zentralverband Schweizer Haus- und Grundeigentümergevereine seit langem seine Forderungen auf Anpassung der Mietzinse für Altwohnungen [...] geltend» mache. Dieser griff Röpkes Streit-schriften dankbar auf und verbreitete sie über seine Verbandsmedien.⁷⁶

Diese Beispiele illustrieren, wie verbreitet und anschlussfähig «neoliberale» Theorien auch in der Schweiz in Bezug auf die Wohnversorgung waren. In Anlehnung an Pierre Eichenberger kann allerdings gefragt werden, inwiefern sich der (neo)liberale Diskurs tatsächlich mit der Praktik der wirtschaftlichen Akteure und der tatsächlichen Sozial- und Wirtschaftspolitik deckte.⁷⁷ Der schwache Staatsinterventionismus ging einher mit einem hohen Grad an Selbstregulierung durch die Wirtschaftsverbände und war geprägt durch Kartelle und enge Netz-

werke. Anders als in zahlreichen europäischen Ländern konnte sich der keynesianische Wohlfahrtsstaat in der Schweiz, nach Sébastien Guex eine «bastion antikeynésien»,⁷⁸ nie recht durchsetzen. Es stellt sich die folglich die Frage, ob die Umbrüche nach dem Zweiten Weltkrieg wie auch in den 1970er-Jahren die Rede von einer Zäsur rechtfertigen. In Bezug auf die Wohnungspolitik handelte es sich mit Blick auf die erstaunliche Beständigkeit der korporatistischen Wirtschaftsordnung unter liberal-konservativer Führung bei den wohnungspolitischen Weichenstellungen um 1950 weniger um ein Pionierwerk neoliberaler Vordenker als eine partielle Rückkehr zur Vorkriegsordnung. Die Rede von einer rückwärtsgewandten, teilweisen «Renovation» scheint mir die Entwicklungen begrifflich passender zu beschreiben als eine frühe Vorwegnahme des Marktfundamentalismus der «neoliberalen Wende».

Die liberal-konservativen Eliten teilten zwar mit der neoliberalen Bewegung das diskursive Projekt einer liberalen Erneuerung. Der Widerstand gegen die krisen- und kriegsbedingten «ausserordentlichen» Staatsinterventionen in den Wohnungsmarkt vollzog sich aber weitgehend in den bestehenden Strukturen. Der doppelte Widerstand aus der privaten Wohnwirtschaft und Teilen der Bundesverwaltung fügte sich ein in eine breitere Sozial- und Wirtschaftspolitik, die geprägt war durch die hohe Bedeutung privatwirtschaftlicher Akteure, eine restriktive Finanz- und Währungspolitik und die Opposition gegen die Implementierung eines keynesianischen Wohlfahrtsstaates.

Fazit

Der Periode zwischen 1936 und 1950 kommt eine Schlüsselrolle zu, ohne die die spätere Entwicklung der schweizerischen Wohnungspolitik nicht zu verstehen ist. Die Schweiz verfolgte in Bezug auf die wohnungspolitischen Instrumente, welche im internationalen Vergleich durchaus denjenigen anderer Länder ähnelten, keineswegs einen Sonderweg. Was den schweizerischen Entwicklungspfad in der Nachkriegszeit charakterisierte, war vielmehr die in internationaler Perspektive schwache Rolle des Zentralstaates, welche im (Fiskal-)Föderalismus eine Schwächung der lokalen Verwaltungen zur Folge hatte und privatwirtschaftlichen Initiativen viel Handlungsspielraum liess. Es war diese Konstellation der Nichtintervention in den Wohnungsbau, die es den privaten Akteuren ermöglichte, den Bauboom als renditeorientierten Mietwohnungsbau massgeblich zu gestalten. Die Situation war dabei geprägt durch die Gleichzeitigkeit der raschen Liberalisierung des Neuwohnungsbaus und der nur partiellen Deregulierung der Mietpreise des Altbestandes und des Mieterschutzes auf der einen Seite sowie dem Primat der privaten «freien» Wohnwirtschaft und dem Fortbestehen

der Strukturen des Korporatismus und der Kartelle der Bauwirtschaft auf der anderen Seite.

Diese frühe partielle Rückkehr zum liberalen Wohnungsbau umfasste bereits viele Charakteristika, die später unter Bezugnahme des Konzepts des Neoliberalismus für die Entwicklungen ab den 1970er-Jahren analysiert und diskutiert werden sollten und Züge einer neoliberalen Wohnungspolitik *avant la lettre* trugen. Wie ich im Rahmen dieses Artikels argumentierte, fügt sich diese Politik aber ein in die Kontinuität der liberal-konservativen korporatistischen Ordnung, die den geeigneteren Rahmen darstellt, um den Entwicklungspfad zu erfassen.

Anmerkungen

- 1 Im folgenden Artikel werden Ergebnisse aus einem laufenden Dissertationsprojekt an der Universität Zürich präsentiert. Ich danke den Teilnehmer/-innen der Panels an den Schweizerischen Geschichtstagen in Zürich (7. 6. 2019) und der Konferenz der Social Science History Association in Chicago (22. 11. 2019) sowie den Studierenden meiner Lehrveranstaltung im Frühjahrssemester 2020 für die Diskussionen. Matthieu Leimgruber, Sebastian Kohl, Chantal Camenisch sowie den Begutachter/-innen und Editor/-innen danke ich für ihre wertvollen Kommentare.
- 2 Schweizerischer Hauseigentümergebund, Jahresbericht 1950, 1.
- 3 Ebd., 2.
- 4 Vgl. zum Beispiel Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung betreffend Massnahmen zur Förderung der Wohnbautätigkeit (Übergangsordnung) vom 29. April 1947, 14, *Bundesblatt* 1947 II, 1–22.
- 5 Vgl. Walter Raissig, «Hauseigentum», 625, in Schweizerische Gesellschaft für Statistik und Volkswirtschaft (Hg.), *Handbuch der schweizerischen Volkswirtschaft*, Bern 1955, 624–627.
- 6 Vgl. Katharina Knoll, Moritz Schularick, Thomas Steger, «No Price Like Home: Global House Prices, 1870–2012», *American Economic Review* 107/2 (2017), 331–353.
- 7 Vgl. Thomas Piketty, *Le capital au XXI^e siècle*, Paris 2013; David Harvey, *The Limits to Capital*, London 2006; Óscar Jordà, Moritz Schularick, Alan M. Taylor, «The Great Mortgaging. Housing Finance, Crises and Business Cycles», *Economic Policy* 31/85 (2016), 107–152.
- 8 Eigene Berechnungen nach Wüest Partner (Hg.), *Immobilienmarkt Schweiz* 2020/1 (2020), 2f.; SECO, www.seco.admin.ch/seco/de/home/wirtschaftslage---wirtschaftspolitik/Wirtschaftslage/bip-quartalsschaetzungen-.html (3. 4. 2020); vgl. auch Credit Suisse (Hg.), *Immobilienmonitor Schweiz* 2018/2 (2018), 5.
- 9 Zur neueren Forschung zum Neoliberalismus in der Schweiz vgl. Regula Ludi, Matthias Ruoss, Leena Schmitter (Hg.), *Zwang zur Freiheit. Krisen und Neoliberalismus in der Schweiz*, Zürich 2018. Für einen neueren Überblick zur Debatte um die neoliberale Stadt vgl. zum Beispiel Gilles Pinson, Christelle Morel Journel (Hg.), *Debating the Neoliberal City*, New York 2017.
- 10 Daniel Rodgers, «The Uses and Abuses of Neoliberalism»: *Dissent*, Spring (2018).
- 11 Vgl. Michael Harloe, *The People's Home? Social Rented Housing in Europe & America*, Oxford 1995.
- 12 Vgl. Reto Zitelmann, ««Nackte, feuchte Mauerwände» und das Dach «stellenweise undicht». Wohnverhältnisse der Arbeiterschaft, Wohnungsnot und Wohnpolitik», in Roman Rossfeld, Christian Koller, Brigitte Studer (Hg.), *Der Landesstreik. Die Schweiz im November 1918*, Baden 2018; Daniel Kurz, ««Den Arbeiter zum Bürger machen». Gemeinnütziger Wohnungsbau in der Schweiz 1918–1946», in Günther Schulz (Hg.), *Wohnungspolitik im Sozialstaat. Deutsche und europäische Lösungen, 1918–1960*, Düsseldorf 1993, 285–304, hier 287 f.

- 13 Vgl. Jakob Tanner, *Geschichte der Schweiz im 20. Jahrhundert*, München 2015, 224; Reto Zitelmann, *Die Basler Wohnungspolitik in den Jahren 1889 bis 1930*, unveröffentlichte Masterarbeit Universität Basel, 2013, 84 f.; W[ilhelm] Bickel, *Wohnungsbaupolitik der Stadt Zürich 1907–1937*, Zürich 1938, 104.
- 14 *Der Schweizerische Hauseigentümer*, Januar 1950, 4 f.
- 15 Vgl. Raissig (wie Anm. 5).
- 16 Vgl. Eidgenössisches Statistisches Amt (Hg.), *Eidgenössische Wohnungszählung 1. Dezember 1950*, Bern 1955, 14* und 21*; Eidgenössisches Statistisches Amt (Hg.), *Eidgenössische Volkszählung 1970*, Band II: *Schweiz 6. Gebäude und Wohnungen*, Bern 1974, 213.
- 17 Szylvian, Kristin M., «Housing Policy Across the United States», *Oxford Research Encyclopedias: American History* (Online-Publikationsdatum: November 2018), <https://oxfordre.com/americanhistory/view/10.1093/acrefore/9780199329175.001.0001/acrefore-9780199329175-e-596>.
- 18 Thord Strömberg, «Wohnungsbaupolitik in Schweden 1914–1990», in Günther Schulz (Hg.), *Wohnungspolitik im Sozialstaat. Deutsche und europäische Lösungen. 1918–1960*, Düsseldorf 1993, 305–322.
- 19 Vgl. Jim Kemeny, Jan Kersloot, Philippe Thalmann, «Non-profit Housing Influencing, Leading and Dominating the Unitary Rental Market. Three Case Studies», *Housing Studies* 20/6 (2005), 855–872.
- 20 Vgl. Sebastian Kohl, *Homeownership, Renting and Society. Historical and Comparative Perspectives*, London 2017.
- 21 Vgl. Philipp Müller, *La Suisse en crise (1929–1936). Les politiques monétaire, financière, économique et sociale de la Confédération helvétique*, Lausanne 2010.
- 22 Vgl. Bericht des Bundesrates an die Bundesversammlung über seine Beschlüsse vom 26. und 27. September 1936 über die Abwertung des Schweizerfranks vom 28. September 1936, *Bundesblatt* 1936 II, 693–700, hier 697; Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung betreffend Erlass eines neuen Bundesbeschlusses über Krisenbekämpfung und Arbeitsbeschaffung vom 10. November 1936, *Bundesblatt* 1936 III, 117–131, hier 125 f.
- 23 Vgl. Urs Hausmann, *Vertragsfreiheit im Schweizer Mietrecht von 1804 bis 2014 unter besonderer Berücksichtigung des Mietzinses. Rechtshistorischer und rechtspolitischer Hintergrund der heutigen Vertragschranken im Mietrecht*, Zürich 2016, 181–186; E. Martz, Sektion für Baustoffe, in Eidgenössische Zentralstelle für Kriegswirtschaft (Hg.), *Die Schweizerische Kriegswirtschaft 1939/1948. Bericht des Eidg. Volkswirtschaftsdepartements*, Bern 1950, 689–706, hier 690–693.
- 24 Vgl. *Historische Statistik der Schweiz* (HSSO), 2012, Tab. R.5, hssso.ch/2012/r/5.
- 25 Vgl. Schweizerisches Bundesarchiv (BAR), E6100A-21#1000/1921#107*, Massnahmen zur Milderung der Wohnungsnot durch die Förderung der Wohnbautätigkeit (1941–1947). Bericht zur Eingabe einiger Städte betr. die Bekämpfung der Wohnungsnot durch Förderung des Wohnungsbaus.
- 26 *Wohnen* 17/1 (1942), 5.
- 27 Vgl. BAR, E6100A-21#1000/1921#107*, Massnahmen zur Milderung der Wohnungsnot durch die Förderung der Wohnbautätigkeit (1941–1947). Bericht zur Eingabe einiger Städte betr. Bekämpfung der Wohnungsnot durch Förderung des Wohnungsbaus, 24.
- 28 Vgl. BAR, E6100A-21#1000/1921#107*, Massnahmen zur Milderung der Wohnungsnot durch die Förderung der Wohnbautätigkeit (1941–1947). Brief von Bundesrat Karl Kobelt an Bundesrat Walther Stampfli, 26. Februar 1942; Brief von Direktor Julius Oetiker an den Vorsteher des eidgenössischen Finanz- und Zolldepartements, 14. März 1942, 1. Für eine Überblicksdarstellung der restriktiven Budgetpolitik des Bundes in einem breiteren Kontext vgl. Sébastien Guex, «Öffentliche Finanzen und Finanzpolitik», in Patrick Halbeisen, Margrit Müller, Béatrice Veyrassat (Hg.), *Wirtschaftsgeschichte der Schweiz im 20. Jahrhundert*, Basel 2012, 1077–1130.
- 29 Vgl. Eidgenössische Zentralstelle für Arbeitsbeschaffung, Eidgenössisches Bureau für Wohnungsbau, *Die Förderung der Wohnbautätigkeit durch den Bund von 1942–1949*, Bern 1950.

- 30 Verbandsarchiv Schweizerischer Städteverband (SSV), Vorstandssitzung, Protokoll vom 19. März 1942, 4.
- 31 Vgl. ebd., Protokoll vom 25. April 1942, 11–14.
- 32 Vgl. Hans Ringger, «50 Jahre Schweizerischer Hauseigentümergeverband», in Schweizerischer Hauseigentümergeverband (Hg.), *50 Jahre schweizerische Wohnwirtschaft. Jubiläumsschrift zum 50jährigen Bestehen des Schweizerischen Hauseigentümergeverbandes*, Zürich 1965, 7–30, hier 17 f.
- 33 Verbandsarchiv Schweizerischer Baumeisterverband, Zentraleitung, Protokoll vom 12. Juli 1945, 9.
- 34 HSSO, 2012, Tab. T.5, hssso.ch/2012/t/5.
- 35 Vgl. Jakob Tanner, *Bundeshaushalt, Währung und Kriegswirtschaft. Eine finanzsoziologische Analyse der Schweiz zwischen 1938 und 1953*, Zürich 1986, 150–153; Eidgenössisches Bureau für Wohnungsbau (wie Anm. 30), 9.
- 36 Vgl. Julius Maurizio, *Der Siedlungsbau in der Schweiz*, Zürich 1952, 9.
- 37 Vgl. Brigitte Studer, «Ökonomien der sozialen Sicherheit», in Patrick Halbeisen, Margrit Müller, Béatrice Veyrassat (Hg.), *Wirtschaftsgeschichte der Schweiz im 20. Jahrhundert*, Basel 2012, 923–974, hier 944–946.
- 38 Alfred Gerster, *Zürich fördert den Wohnungsbau. 60 Jahre Wohnbauförderung durch die Stadt Zürich*, Zürich 1968, 8.
- 39 *Wohnen* 16/10 (1941), 139.
- 40 Vgl. Angelus Eisinger, *Städte bauen. Städtebau und Stadtentwicklung in der Schweiz 1940–1970*, Zürich 2004, 123 f.
- 41 Maurizio (wie Anm. 37), 31.
- 42 Verbandsarchiv HEV Regionalverband Basel, Mitgliederversammlung vom 20. Oktober 1947, 1.
- 43 Die Meldung stellte sich als falsch heraus. Siehe zu den Zitaten *Der Schweizerische Haus- und Grundeigentümer*, 15. 7. 1944, 112 und 121, und ebd., 1946, 203.
- 44 *Schweizerische Mieter-Zeitung*, Januar 1945.
- 45 Ebd., September 1945.
- 46 Zu Hans Bernoulli vgl. unter anderem Sylvia Claus, Lukas Zurfluh (Hg.), *Städtebau als politische Kultur. Der Architekt und Theoretiker Hans Bernoulli (1876–1959)*, Zürich 2018.
- 47 Christoph Allenspach, *Architektur in der Schweiz. Bauen im 19. und 20. Jahrhundert*, Zürich 1998, 79 f.
- 48 Vgl. Matthieu Leimgruber, Martin Lengwiler, «Transformationen des Sozialstaates im Zweiten Weltkrieg. Die Schweiz im europäischen Vergleich», 18, in dies. (Hg.), *Umbruch an der «inneren Front». Krieg und Sozialpolitik in der Schweiz, 1938–1948*, Zürich 2009, 9–45. Vgl. auch Studer (wie Anm. 38), 944–946; Pierre Eichenberger, Matthieu Leimgruber, «Business Interests and the Development of the Public-private Welfare Mix in Switzerland, 1880–1990», in Dennie Oude Nijhuis, *Business Interests and the Development of the Modern Welfare State*, London 2019, 84–109, hier 90–97.
- 49 Vgl. BAR, E7290A#1000/1103#432*, Kreisschreiben des Delegierten für Arbeitsbeschaffung (1941–1950). Verfügung Nr. 3 des Eidgenössischen Militärdepartements zur Regelung der Arbeitsbeschaffung in der Kriegskrisenzeit (Förderung der Wohnbautätigkeit) vom 5. Oktober 1945.
- 50 *Wohnen* 21/8 (1946), 153 und 154.
- 51 Vgl. Olivier Longchamp, *La politique financière fédérale (1945–1958)*, Lausanne 2014, 15.
- 52 BAR, E7290A#1000/1103#215*, Schweiz. Baudirektoren-Konferenz, Zürich, Ordentliche Hauptversammlung am 4./5. Oktober 1946 in Altdorf/Flüelen. Brief der Schweizerischen Baudirektorenkonferenz an Bundesrat Kobelt betr. Förderung der Wohnbautätigkeit vom 24. 9. 1946, 2.
- 53 BAR, E7291A#1973/86#280*, Neuregelung der Wohnbauförderung (1946–1966), Expertenkommission des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements für die Neuordnung der Förderung der Wohnbautätigkeit, Protokoll der Sitzung von 28. März 1947, 14.

- 54 Vgl. Bundesbeschluss über Massnahmen zur Förderung der Wohnbautätigkeit vom 8. Oktober 1947; *Wohnen* 24/8 (1949), 230.
- 55 Vgl. BAR, E7290A#1000/1103#432*, Kreisschreiben des Delegierten für Arbeitsbeschaffung (1941–1950), Eidgenössisches Militärdepartement, Kreisschreiben an die Kantonsregierungen, 11. Juni 1946.
- 56 Vgl. Thomas David et al., «Die Schweizerische Variante des Kapitalismus. Einleitung», in Patrick Halbeisen, Margrit Müller, Béatrice Veyrassat (Hg.), *Wirtschaftsgeschichte der Schweiz im 20. Jahrhundert*, Basel 2012, 823–829, hier 824.
- 57 Schweizerischer Gewerbeverband et al. (Hg.), *Memorial zu Handen des Bundesrates über Massnahmen zur Förderung des Wohnungsbaues und zur schrittweisen Wiederherstellung des Gleichgewichtes auf dem Wohnungsmarkt*, Zürich 1947.
- 58 Zur Tätigkeit der Subkommission der eidg. Preiskontrollkommission zur Prüfung der langfristigen Neuordnung der Mietpreispolitik vgl. BAR, E7181A#1978/72#1108*, Subkommission zur Prüfung des Mietzinsproblems: Protokolle der Subkommissionssitzungen.
- 59 Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung betreffend die Verlängerung der Geltungsdauer und die Abänderung des Bundesbeschlusses über Massnahmen zur Förderung der Wohnbautätigkeit vom 9. Mai 1949, *Bundesblatt* 1949 I, 901–917.
- 60 Verbandsarchiv SSV, Vorstandssitzung, Protokoll vom 23. Februar 1949, 5.
- 61 Vgl. Komitee gegen weitere Wohnbausubventionen des Bundes (Hg.), *Zurück zum freien Wohnungsbau! Gegen die Verlängerung des Bundesbeschlusses über die Förderung des Wohnungsbaues. Zur Volksabstimmung vom 29. Jan. 1950*, Zürich [1949].
- 62 Archiv des Bundesamtes für Wohnungswesen, Brief von Bundesrat Rodolphe Rubattel an Prof. Eduard Böhler, 27. April 1949.
- 63 Vgl. Verbandsarchiv Schweizerischer Gewerbeverband (SGV), Baugewerbegruppe, Protokoll vom 9. April 1949, 20 f., sowie Protokoll vom 25. Mai 1949, 33–37. Zum Abstimmungskampf vgl. die Dokumentation der Presseauschnitte des Vororts im Archiv für Zeitgeschichte. Vgl. Archiv für Zeitgeschichte, wf-Archiv I, 6.6.2.4.1.1.
- 64 *Neue Zürcher Zeitung*, 30. Januar 1950, 1.
- 65 Vgl. Bundeskanzlei, www.bk.admin.ch/ch/d/pore/va/19500129/index.html (10. 11. 2019).
- 66 Zitat in *Schweizerische Mieter-Zeitung*, Mai 1950. Vgl. auch Eidgenössische Preiskontrollkommission (Hg.), *Die Förderung des sozialen Wohnungsbaues. Bericht der Eidgenössischen Preiskontrollkommission. Sonderheft 63 der «Volkswirtschaft»*, Bern 1956, 68.
- 67 Zitiert nach Eisinger (wie Anm. 41), 151.
- 68 Vgl. Eidgenössische Preiskontrollkommission (Hg.), *Die langfristige Neuordnung der Mietpreispolitik. Bericht der Eidg. Preiskontrollkommission (Sub- und Plenarkommission) zuhanden des Vorstehers des Eidg. Volkswirtschaftsdepartements*, Bern 1950, 93.
- 69 Vgl. Eidgenössisches Volkswirtschaftsdepartement (Hg.), *Wohnungsmarkt und Wohnungsmarktpolitik. Bericht der Eidgenössischen Wohnbaukommission. Sonderheft 72 der «Volkswirtschaft»*, Bern 1963, 15.
- 70 Verbandsarchiv SGV, Baugewerbegruppe, Protokoll vom 14. März 1950, 8.
- 71 Hausmann (wie Anm. 24), 230–277.
- 72 Vgl. Martina Koll-Schretzenmayr, *Gelungen? Misslungen? Die Geschichte der Raumplanung Schweiz*, Zürich 2008.
- 73 Vgl. Jim Kemeny, «Corporatism and Housing Regimes», *Housing, Theory and Society* 23/1 (2006), 1–18.
- 74 Vgl. Quinn Slobodian, *Globalists. The End of Empire and the Birth of Neoliberalism*, Cambridge, MA 2018.
- 75 Vgl. Jean Solchany, «Wilhelm Röpke et la Suisse. La dimension helvétique d'un parcours transnational», *Traverse* 17/2 (2010), 23–37.
- 76 Zitat aus *Wohnen* 26/11 (1951), 332. Vgl. auch Wilhelm Röpke, *Wohnungszwangswirtschaft, ein europäisches Problem. Separatdruck aus dem «Schweizerischen Hauseigentümer»*, [Zürich 1951].

- 77 Vgl. Pierre Eichenberger, «The Eternal Rebirth of the Liberal Creed: Alternative Temporalities of Swiss Neoliberalism», *Journal of Modern European History* 17/4 (2019), 1–6.
- 78 Vgl. Sébastien Guex, «L'Etat fédéral et les crises économiques du début du XX^e siècle à nos jours: la Suisse, un bastion antikeynésien», in David Thomas et al., *Krisen: Ursachen, Deutungen und Folgen/Crises. Causes, interprétations et conséquences*, Zürich 2012, 151–169.

Résumé

Une politique néolibérale du logement avant la lettre? Régulations étatiques et intérêts privés dans la construction de logements en Suisse (1936–1950)

La période entre 1936 et 1950 représente une phase clé de la politique du logement en Suisse. Comme dans les autres pays européens, les crises des années 1930 et en particulier la Seconde Guerre mondiale ont provoqué des interventions étatiques importantes sur le marché du logement. La plupart des États occidentaux ont poursuivi leur politique interventionniste dans l'après-guerre et ont encouragé la construction de logements sociaux et/ou l'accèsion à la propriété. En Suisse, en revanche, la Confédération se désengage déjà vers 1950. Avec la réduction des subventions au logement, on peut observer en Suisse après 1950 une déréglementation partielle du marché du logement de plus en plus privatisé, développements qui ne sont généralement associés dans la recherche internationale qu'aux années 1970 et 1980 et qui montrent les signes d'une politique néolibérale du logement avant la lettre.

Dans cet article, je démontre que la double résistance du secteur privé du logement et de l'administration fédérale a réduit l'influence du gouvernement fédéral dans l'immédiat après-guerre et a ouvert la voie à une rénovation partielle de la politique libérale du logement de l'avant-guerre et à la construction de logements locatifs dominés par le secteur privé.

(Traduction: F. Müller)

Sécurité sociale et normes d'égalité

Les débats au sein de l'Organisation internationale du travail,
1970–2000

Sandra V. Constantin, Carola Togni

En 1952, l'Organisation internationale du travail (OIT) adopte la Convention 102, qui devient une référence en matière de normes internationales minimales de sécurité sociale. Selon cet instrument, la sécurité sociale recouvre l'idée d'une protection de la population en matière de soins médicaux, d'indemnités en cas de charges familiales, de maternité, de maladie, d'accident du travail, de maladies professionnelles, ou encore de chômage, d'invalidité et de vieillesse. Cette convention, qui définit des standards minimaux de sécurité sociale (notamment des seuils relatifs au montant des prestations et à l'étendue du cercle des bénéficiaires), est encore aujourd'hui le seul texte contraignant adopté par l'OIT en matière de sécurité sociale. Elle repose sur un modèle familialiste qui s'appuie sur une division sexuée du travail. Les hommes sont pensés comme «chefs de famille» principaux pourvoyeurs de revenus, tandis que les femmes sont envisagées dans leurs rôles d'épouses et de mères.¹ La Convention 102 continue ainsi à promouvoir le modèle sur lequel ont été construits les dispositifs de la sécurité sociale des pays occidentaux, qui, depuis leur mise en œuvre à la fin du XIX^e siècle, visent avant tout à protéger le salaire de l'«homme gagne-pain»² Dans plusieurs pays, les femmes bénéficient souvent d'un plus faible niveau de couverture sociale que les hommes, lorsqu'elles n'en sont pas complètement exclues. Les épouses ont longtemps dû se contenter de droits dérivés des assurances sociales de leurs maris. En les protégeant essentiellement en tant qu'épouses (veuvage) et mères (assurance maternité, allocations familiales...), les systèmes de protection sociale ont participé à renforcer un modèle familial qui assigne avant tout les femmes au travail familial, c'est-à-dire à l'ensemble du travail non rémunéré – domestique, d'éducation et de soins – réalisé dans le cadre de la sphère familiale.

À partir des années 1970, les inégalités entre les sexes dans la sécurité sociale commencent à être discutées et critiquées au niveau des États et des organisations internationales. Dans cet article, nous nous intéresserons à l'émergence de ce débat, tout particulièrement au sein de l'OIT et de l'Association internationale de sécurité sociale (AISS). Cette dernière, qui entretient des liens très étroits avec l'OIT, regroupe depuis 1927 des représentant·e·s des institutions de sécurité sociale de nombreux pays.

Nos analyses se fondent sur l'examen de sources publiées par l'OIT et l'AISS, ainsi que sur les archives du Bureau international du travail (BIT, le secrétariat permanent de l'OIT).³ L'OIT étant une organisation tripartite, les documents produits par l'institution ont l'intérêt de rendre compte des positions des partenaires sociaux: les syndicats, les organisations patronales et les États. Nous mobilisons également des entretiens réalisés avec quatre hauts fonctionnaires, dont l'autrice d'une des principales études sur les femmes et la sécurité sociale publiée dans les années 1980.⁴ Les archives de l'AISS ayant été détruites, ces entretiens nous ont également permis d'accéder à des sources écrites de l'AISS conservées par ces interlocutrices et ces interlocuteurs privilégié·e·s.

Dans une première partie, nous allons nous intéresser au contexte dans lequel ont émergé les réflexions autour de la mise en œuvre du principe d'égalité en matière de sécurité sociale. En portant le regard sur les acteurs et les actrices qui y prennent part, elle donnera à voir les raisons de la mise à l'agenda international de cette question depuis les années 1970. Une deuxième partie interrogera les raisons pour lesquelles le débat s'achève à la fin des années 1980 sans qu'aucune norme contraignante soit adoptée au niveau du BIT. Enfin, une troisième partie révélera les enjeux autour de la définition de l'égalité et du rôle que pourrait jouer la sécurité sociale pour répondre aux discriminations subies par les femmes. Nous examinerons dans quelle mesure les discussions font référence aux critiques portées par les luttes féministes et comment la norme d'égalité, qui s'impose dans les discussions internationales, répond aux logiques et aux besoins du système capitaliste.

L'émergence du débat sur l'égalité dans la sécurité sociale

Au début des années 1970, des représentant·e·s d'institutions de sécurité sociale proposent qu'un des axes du programme de recherche de l'AISS pour la période 1971–1973 s'articule autour de «l'étude de la protection sociale des femmes dans la sécurité sociale».⁵ C'est ainsi que la question de l'inégalité entre femmes et hommes en matière de sécurité sociale devient en 1972 le thème de la conférence de recherche de l'AISS, à laquelle participe le responsable du Département de la sécurité sociale du BIT, Giovanni Tamburi. À la même période, la question commence également à être discutée au sein de l'OIT sous l'impulsion des Nations Unies et des représentant·e·s syndicaux.⁶ Conjointement à une résolution de 1972 qui annonce l'organisation de l'«Année internationale de la femme» en 1975, le Conseil économique et social des Nations Unies enjoint l'ensemble des agences onusiennes à agir en faveur de la mise en œuvre de l'égalité entre les femmes et les hommes jusqu'à l'horizon de l'an 2000.⁷ En parallèle, le Comité de la Confé-

dération internationale des syndicats libres (CISL) en charge des questions relatives aux travailleuses s'empare de la question des discriminations subies par les femmes en matière de sécurité sociale. Ses membres rédigent une déclaration commune en 1972 stipulant que l'un des objectifs de la CISL est de mettre fin à «toute discrimination en matière de sécurité sociale».⁸ À la suite de l'annonce des Nations Unies de proclamer l'année 1975 «Année internationale de la femme», la CISL propose au directeur général de l'OIT, lors de la Conférence internationale du travail de 1972, d'inscrire «la question de l'égalité de traitement entre les travailleurs et les travailleuses à l'ordre du jour de la session de la Conférence internationale du travail qui se tiendra en 1975».⁹ Lors de cette dernière sera adoptée la «Déclaration sur l'égalité de chances et de traitement pour les travailleuses», dont l'article 11 interdit toute forme de discrimination à l'encontre des femmes en matière de sécurité sociale. La Conférence internationale du travail adopte également à cette occasion une résolution qui prévoit l'élaboration d'un plan d'actions afin de prendre des mesures pour «éliminer tout traitement discriminatoire à l'égard des femmes dans les régimes de sécurité sociale», «notamment en ce qui concerne le versement des prestations, et pour revoir la notion de chef de famille et d'isolé pour l'obtention des droits à la sécurité sociale».¹⁰

Trois éléments de contexte nous paraissent décisifs pour comprendre l'émergence de ce débat: 1) la conjoncture économique et le besoin grandissant en main-d'œuvre; 2) la résurgence des mobilisations féministes; 3) la concurrence entre les organisations internationales.

En premier lieu, la période de croissance économique consécutive à la Seconde Guerre mondiale et le besoin de main-d'œuvre se traduisent par une volonté, largement partagée par les milieux économiques et dirigeants, d'encourager l'emploi féminin. Déjà au début des années 1960, il est fait référence au rôle que peut jouer la sécurité sociale pour accompagner les transformations de l'emploi féminin et du modèle familial de «l'homme gagne-pain». Un rapport du BIT daté de 1962, intitulé *Women Workers in a Changing World*,¹¹ donne à voir l'émergence de la rhétorique de la «conciliation» entre «responsabilités familiales et professionnelles».¹² Les femmes mariées, mères de famille, sont les catégories cibles de ce rapport, selon lequel la protection sociale doit permettre à ces femmes «to fulfil their maternity and motherhood functions successfully and to combine home and work responsibilities harmoniously».¹³ La rhétorique de la conciliation continue d'assigner le travail familial aux femmes tout en encourageant le travail féminin au moyen de la promotion d'une nouvelle norme d'emploi: l'emploi à temps partiel. Jane Lewis, spécialiste britannique de l'analyse des politiques sociales dans une perspective de genre, désigne ce nouveau modèle familial par «one-and-a-half-earner model» ou «le modèle d'un revenu et demi». Les inquiétudes, quant aux conséquences de l'emploi des mères sur la prise en charge du

travail familial encore présentes dans les discussions en 1962, sont dissipées au début des années 1970. Le modèle promu par les acteurs et les actrices tripartites au sein de l'OIT est celui des femmes, y compris des mères, actives sur le marché de l'emploi. Les systèmes de sécurité sociale sont perçus comme des instruments pouvant faire l'objet d'adaptations afin de favoriser l'emploi des femmes en général et des mères en particulier.

En deuxième lieu, les mobilisations féministes, ainsi que leur institutionnalisation sur les plans national et international, contribuent certainement à la mise à l'agenda de cette question au sein de l'OIT, tout comme dans l'AISS. En effet, la fin des années 1960 et le début des années 1970 sont marqués par la montée en puissance à travers le monde d'une nouvelle « vague » de mobilisations féministes qui critique fortement le modèle familial de « l'homme gagne-pain », à partir duquel se sont développés les systèmes de sécurité sociale.¹⁴ Si des réflexions et des revendications des organisations féministes ont pu influencer les débats au sein du BIT, c'est toutefois seulement de manière indirecte. En effet, les fonctionnaires de l'organisation ne font pas directement appel aux organisations féminines et féministes, ni en qualité d'expertes, ni en qualité de partenaires sociaux. La Fédération internationale des femmes diplômées des universités (FIFDU), qui suit de près la question de l'égalité entre femmes et hommes en matière de sécurité sociale et adresse plusieurs courriers aux fonctionnaires du BIT, demande et obtient d'assister à certaines séances organisées sur cette thématique, mais sans droit de parole.¹⁵ Le Département de la sécurité sociale du BIT confie la rédaction d'études sur le sujet à des spécialistes des questions de sécurité sociale, qui n'ont aucun lien avec les organisations féministes et aucune expertise sur les questions d'inégalités entre les sexes.¹⁶ En 1974 et en 1984, le BIT mandate respectivement Micheline Grounin et Anne-Marie Brocas. Elles sont toutes deux hautes fonctionnaires françaises, diplômées de l'École nationale d'administration. Micheline Grounin est affectée en 1962 au contrôle de la sécurité sociale. Anne-Marie Brocas entre, en 1982, au Ministère des affaires sociales et de la santé. Elle réalise une carrière consacrée aux politiques sociales qui l'amène à occuper aujourd'hui le poste de présidente du Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie.¹⁷ L'élaboration par Anne-Marie Brocas de l'étude *Les Femmes et la sécurité sociale. Les progrès de l'égalité de traitement*, à laquelle ont également contribué Anne-Marie Caillox et Virginie Oget, est suivie de près par les fonctionnaires du BIT. Publiée en 1988, elle restera pendant plusieurs années une référence souvent citée dans le débat international.¹⁸ Le mandat donné à Anne-Marie Brocas est de dresser un état des lieux des inégalités dans les diverses législations nationales, mais pas d'entretenir des discussions avec des organisations féministes, ni avec les responsables du Service Femmes du BIT. La question de la sécurité sociale est

abordée sous l'angle technique, tandis que sa portée politique est largement occultée des réflexions.

L'intensification de la concurrence entre les organisations internationales peut constituer un troisième élément explicatif de l'intérêt porté à la question de l'égalité entre hommes et femmes en matière de sécurité sociale. En effet, des fonctionnaires du Département de la sécurité sociale voient dans la question de l'égalité des sexes une occasion pour le BIT de développer des initiatives et une expertise afin de garder une place dans le débat international. Le BIT est en effet amené à s'engager pour défendre son *leadership* en matière de politique sociale face à l'intervention croissante d'autres organisations, telles que le Conseil de l'Europe, la Banque mondiale, l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) ou encore la Communauté économique européenne (CEE).¹⁹ En 1976, le BIT propose au Conseil d'administration de l'OIT qu'une priorité soit donnée en interne, pour la période 1978–1983, à l'analyse de mesures à prendre pour éliminer les discriminations à l'égard des femmes en matière de sécurité sociale. Il est par ailleurs envisagé de réfléchir à l'élaboration de nouvelles normes contraignantes qui permettraient de réaliser l'égalité de traitement en matière de sécurité sociale et, lorsque cela est suffisant, de modifier les instruments existants.²⁰ En 1987, Michel Voirin – qui travaille depuis une dizaine d'années au Département de la sécurité sociale – écrit à Giovanni Tamburi, alors Directeur du département: «[...] les questions de sécurité sociale et des femmes [seront] encore abordées prochainement dans d'autres forums internationaux, notamment à l'OCDE» [...] «il paraît en effet important pour le Bureau de se placer à temps dans l'échange international d'idées qui se poursuit sur ce sujet»²¹

Un débat qui s'achève sur une déclaration d'intention

En 1985, à la suite de la proposition de la Ministre suédoise du Travail, Anna-Greta Leijon, d'adopter une norme internationale sur l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes en matière de sécurité sociale²² le Conseil d'administration du BIT charge les fonctionnaires de préparer une étude sur «un nouvel instrument concernant l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes en matière de sécurité sociale», ainsi que sur un protocole pour réviser les conventions existantes afin d'éliminer toutes les différences de traitement entre les hommes et les femmes.²³ Le Conseil d'administration précise que «la nécessité de garantir l'égalité de chances et de traitement entre hommes et femmes sera une question extrêmement importante au cours des prochaines années». Pour atteindre cet objectif, il n'est pas opposé à l'élaboration de nouvelles normes,

puisqu'elles ne couvrent pas «directement» et «adéquatement» le domaine de la sécurité sociale.²⁴

Toutefois, au début des années 1990, l'intérêt de l'OIT pour l'élaboration de normes relatives à l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes en matière de sécurité sociale est en perte de vitesse. Cette question fait l'objet de rapports et elle est discutée à plusieurs reprises au sein du Département de la sécurité sociale et du Conseil d'administration du BIT, ainsi que dans des groupes d'experts tripartites. Toutefois, jusqu'à la fin des années 1990, elle n'arrive pas à s'imposer à l'ordre du jour d'une Conférence internationale du travail, instance compétente pour adopter des conventions, des recommandations, des déclarations et des résolutions. Contrairement à la CEE, qui adopte des directives relatives à la mise en œuvre progressive de l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes en matière de sécurité sociale en 1978 et 1985²⁵ l'OIT n'adopte aucun texte contraignant. Le directeur du Département de la sécurité sociale, Giovanni Tamburi, justifie en 1989 la décision de renoncer à l'adoption d'une convention par la difficulté de rallier à cette idée les gouvernements des pays en développement. Dans un contexte postcolonial d'intégration de pays moins industrialisés aux discussions qui ont lieu au sein des organisations internationales, l'OIT doit composer avec des réalités et des forces régionales plus hétérogènes que par le passé. Certains de ces pays, qui se caractérisent par un nombre important de personnes qui travaillent dans le secteur de l'économie informelle, dénoncent l'imposition d'un modèle de sécurité sociale axé sur la norme de l'emploi salarié.²⁶ Giovanni Tamburi note également les fortes oppositions des représentant·e·s des employeurs à toute intervention qui puisse mettre en péril les intérêts des assureurs privés, notamment dans les fonds de pension.²⁷

La décision de renoncer à l'adoption d'instruments permettant la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes en matière de sécurité sociale doit également être comprise à la lumière des difficultés rencontrées par l'OIT pour défendre sa conception de la sécurité sociale. Face à la montée en puissance de l'OCDE, de la Banque mondiale et d'autres organisations qui critiquent les dépenses de la sécurité sociale et soutiennent des alternatives privées, l'OIT se réoriente vers la défense des normes existantes (notamment la Convention 102).²⁸ À la fin des années 1980, lors d'une consultation en vue d'élaborer l'ordre du jour de la Conférence internationale du travail de 1991, les représentant·e·s des salarié·e·s et une très large majorité des États décident en effet de ne pas soutenir la mise à l'agenda de la question de l'égalité dans la sécurité sociale. Or, à ce même moment, les représentant·e·s des employeurs semblent s'intéresser à ce sujet, puisque ces derniers accordent une «priorité relativement élevée» à la mise à l'agenda de cette question (derrière la question des technologies agricoles modernes).²⁹ Cela laisse préfigurer le renforcement

d'une conception néolibérale de l'égalité, dans le sens où celle-ci tend davantage à servir les intérêts de l'économie de marché qu'à produire des rapports sociaux de sexe égalitaires. La conception de l'égalité en matière de sécurité sociale, qui s'est imposée dans les discussions et dans les documents produits par l'Organisation, a probablement été affectée par la mise à distance des organisations féministes par l'OIT. En effet, comme en rend compte la dernière partie de l'article, le sens donné à l'égalité dans la sécurité sociale par les parties prenantes aux discussions internationales est un enjeu majeur de ce débat.

Les enjeux autour de la définition de l'égalité et du rôle de la sécurité sociale

Certaines critiques formulées par les féministes à l'égard du modèle familial de «l'homme gagne-pain» et de «la femme au foyer», sous-tendu par la Convention 102 de l'OIT relative à la sécurité sociale, apparaissent dans les débats qui ont lieu au sein de l'OIT et de l'AISS. Des personnes désignées comme expertes de la sécurité sociale, des fonctionnaires du BIT ou encore des représentant·e·s des administrations nationales, prônent une politique égalitaire en matière de sécurité sociale reposant sur le nouveau modèle familial à deux revenus. Dans cette perspective, il s'agit, d'une part, d'éliminer les critères d'accès aux prestations sociales qui font des différences explicites entre les sexes, en excluant par exemple l'accès des femmes à certains dispositifs ou en leur imposant des primes plus élevées, ainsi que des prestations inférieures. Le principe de droits dérivés des épouses est, d'autre part, critiqué, en faveur de droits individuels. Plusieurs voix s'élèvent pour remettre en cause les protections spécifiques des femmes (rentes de veuves, âge de la retraite moins élevé, etc.), à l'exception de l'assurance maternité qui est jugée compatible tant qu'elle permet aux femmes de rester sur le marché de l'emploi. Ainsi, lors d'une intervention à l'occasion de la Conférence de l'AISS de 1972, Giovanni Tamburi questionne, au nom de l'égalité entre les sexes et au regard de l'augmentation de l'emploi féminin, la légitimité de maintenir une protection spécifique pour les veuves. Il remarque que le droit à une rente de veuve est de plus en plus conditionné à des critères d'âge, d'enfants à charge et d'aptitude à l'emploi, ce qui permet de réduire les dépenses de la sécurité sociale tout en favorisant l'emploi féminin. Une position qu'on retrouve dans d'autres interventions, notamment aux Conférences de l'AISS de 1972 et de 1988.

L'étude *Les Femmes et la sécurité sociale. Les progrès de l'égalité de traitement*, réalisée par Anne-Marie Brocas et ses coauteurs, exclut, dès la partie introductive du rapport, de prendre en compte la situation des femmes inactives

professionnellement. Le débat autour de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes en matière de sécurité sociale est ainsi restreint aux femmes qui se conforment au modèle de l'emploi salarié ou indépendant. Ce positionnement contribue à renforcer la hiérarchisation des formes de travail, au détriment du travail familial. Nos observations font écho à la thèse, développée par Nancy Fraser, relative à la réappropriation néolibérale de la critique féministe de l'État social pour renforcer la centralité de la norme de l'emploi salarié et, par là même, servir les intérêts de l'accumulation capitaliste.³⁰ Toutefois, il nous semble que ce propos mérite quelques nuances pour la période 1970–1980, puisque ce positionnement ne se fait pas sans hésitations et sans tensions. Ces dernières sont en lien avec deux critiques majeures portées par les féministes des années 1970: les inégalités dans le marché de l'emploi et la non-reconnaissance du travail familial non rémunéré réalisé par les femmes.

Tout d'abord, concernant le marché du travail, la nécessité de prendre en compte les inégalités dans les conditions d'emploi entre les sexes est soulignée à plusieurs reprises. Dans l'étude de 1988, Anne-Marie Brocas et ses coauteurs soulignent que les modalités d'insertion professionnelle des femmes expliquent en grande partie les difficultés de concrétisation du principe de l'égalité de traitement dans la sécurité sociale. Il est en particulier fait référence aux inégalités de salaires, au travail à temps partiel, aux interruptions professionnelles, ainsi qu'au surchômage féminin. Par ailleurs, l'étude donne à voir des revendications portées par le mouvement féministe des années 1970, telles que la réduction du temps de travail et la prise en compte du travail familial. Des revendications qui auraient pu réorienter le débat vers une perspective de répartition du travail et des revenus entre les sexes. De telles revendications transparaissent également dans le document préparé en 1975 par Micheline Grounin sur mandat du BIT et présenté dans le cadre d'une réunion d'expert·e·s de la sécurité sociale.³¹ Parmi les solutions évoquées pour atteindre l'égalité en matière de sécurité sociale figurent la «réduction générale du temps de travail», ainsi qu'une assimilation des périodes consacrées aux «obligations familiales» à des périodes de cotisation ouvrant des droits aux assurances sociales. La question du partage du travail familial entre les pères et les mères (ou entre les hommes et les femmes) n'est pas thématifiée. Ce travail demeure perçu comme une responsabilité qui incombe aux femmes. Il émerge cependant une réflexion sur la prise en compte de ce travail gratuit par les dispositifs de la sécurité sociale, qui fait l'objet d'une discussion lors de la Conférence de l'AISS de 1988: des participant·e·s «se sont interrogé[e]·s sur la possibilité réelle de couvrir les coûts supplémentaires liés à l'éducation des enfants et se sont demandé[e]·s s'il entre bien dans le rôle, soit de l'État, soit de la sécurité sociale de le faire»³² Les réticences portent alors surtout sur le coût que représenterait la prise en compte du travail non rému-

né pour l'ouverture de droits aux prestations sociales. De plus, des inquiétudes s'expriment face à la potentielle remise en question de la centralité de l'emploi salarié dans l'agencement des systèmes de sécurité sociale. La prise en compte du travail familial est ainsi écartée des débats, de même que le rôle correcteur que pourrait jouer la sécurité sociale pour compenser les inégalités entre les sexes produites structurellement.

La conception de l'égalité qui s'impose dans les discussions, au sein de l'OIT et de l'AISS, renvoie à la mise en œuvre de l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes. Elle consiste à appliquer «les mêmes règles aux hommes et aux femmes s'ils se trouvent dans la même situation du point de vue de leur activité professionnelle (et, secondairement, des cotisations versées)»³³ S'il est souvent fait référence à une volonté d'améliorer la protection sociale des emplois à temps partiel et des secteurs d'emplois féminisés, l'option d'un rôle plus actif que pourrait jouer la sécurité sociale pour tendre vers l'égalité réelle entre les sexes est écartée. En 1994, après avoir réaffirmé «le principe d'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière de sécurité sociale», les participant·e·s à une réunion tripartite d'expert·e·s du domaine, organisée par le BIT, s'accordent sur le fait que «la sécurité sociale ne [peut] pas pallier aux inégalités [sic] en matière d'emploi, [...] il [importe cependant] de veiller au moins à ce qu'elle ne les aggrave pas»³⁴ Les remèdes évoqués font référence à l'extension de la couverture sociale aux femmes travaillant à temps partiel et aux secteurs d'emplois féminisés, notamment le secteur rural et celui de l'économie informelle.

Par ailleurs, les discussions qui ont lieu au sein de l'OIT autour de la question de l'égalité entre les femmes et les hommes en matière de sécurité sociale tendent à se confondre de plus en plus avec une politique d'aide au développement. En 2001, la question de la sécurité sociale est portée à l'ordre du jour de la Conférence internationale du travail, et le sujet de l'égalité entre hommes et femmes y est enfin discuté. En revanche, le contenu normatif de la Convention 102, qui date de 1952, n'est pas pour autant remis en question. Si, à l'unanimité, les représentant·e·s tripartites considèrent cette dernière «archaïque et que sa conception de l'homme «macho», seul soutien de famille, est totalement dépassée», aucune décision n'est prise pour la réformer. La priorité est donnée «aux initiatives tendant à étendre la sécurité sociale à ceux qui ne sont pas couverts»; autrement dit, aux populations des pays dits du Sud qui travaillent dans le secteur de l'économie informelle. La réorientation des échanges autour de la question de la protection sociale des populations les moins bien loties permet de relativiser la situation des femmes des pays dits du Nord, et de la présenter comme privilégiée. Ce glissement rhétorique permet de légitimer le fait de ne plus se préoccuper pour le moment de la révision de la Convention 102. Les représentant·e·s tripartites soutiennent d'ailleurs que «les Conventions existantes four-

nissent un cadre adéquat pour définir les principes de base de la sécurité sociale et qu'il faut promouvoir leur ratification» plutôt que de développer de nouveaux instruments.³⁵

Conclusion: l'égalité au service du Capital

L'analyse des discussions qui ont eu lieu au sein de l'OIT et de l'AISS fait émerger des questionnements autour des différentes conceptions de l'égalité que pourrait promouvoir la sécurité sociale. Au cours des années 1970 et 1980, dans un contexte de mobilisations féministes, se dégagent quelques réflexions autour du partage et de la reconnaissance du travail familial, majoritairement réalisé par les femmes. Mais rapidement ces considérations sont éludées.

À partir de la fin des années 1980, dans un contexte de fin de guerre froide dans lequel le néolibéralisme s'est imposé comme idéologie dominante, l'adoption d'une nouvelle convention de l'OIT promouvant la mise en œuvre de l'égalité entre les femmes et les hommes en matière de sécurité sociale n'est plus à l'agenda. Si la question de l'égalité est parfois encore abordée au cours des années 1990³⁶ sa définition et ses objectifs sont plus clairement délimités: la sécurité sociale ne doit pas aggraver les inégalités produites par le marché du travail. Il s'agit de mieux protéger les travailleuses, sans toutefois octroyer un rôle plus actif à la sécurité sociale pour remédier aux discriminations qui résultent de la division sexuée du travail. Dans une telle conception, l'égalité passe par l'accès des femmes à l'emploi, ce qui renforce la centralité du travail rémunéré au détriment de la reconnaissance du travail familial. En omettant la question du partage du travail familial et des inégalités structurelles sur le marché de l'emploi, cette conception de l'égalité est, en définitive, bien plus destinée à servir les intérêts de l'économie de marché qu'à réduire les inégalités dans la répartition du travail et des ressources économiques entre les sexes.

Notes

- 1 Organisation internationale du travail, Convention 102 concernant la sécurité sociale (norme minimale), 1952, art. 1, lettres *c* et *d*.
- 2 Brigitte Studer, «Genre et protection sociale» in Axelle Brodiez-Dolino et al. (éd.), *La protection sociale en Europe au XX^e siècle*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2014, 101–120.
- 3 Cet article se fonde sur une recherche en cours financée par le Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS) intitulée *Principe d'égalité et sécurité sociale: une socio-histoire transnationale (1970–2000)*. Nous tenons à remercier Remo Becci, responsable des archives du Bureau international du travail (BIT), et Jacques Rodriguez, assistant de recherche aux ar-

- chives du BIT, pour nous avoir facilité l'accès aux archives du BIT et de l'Association internationale de sécurité sociale (AISS). Nous remercions également les membres du comité scientifique de la recherche pour leurs commentaires constructifs.
- 4 Anne-Marie Brocas, Anne-Marie Cailloux, Virginie Oget, *Les femmes et la sécurité sociale. Les progrès de l'égalité de traitement*, Genève, OIT, 1988.
 - 5 International Social Security Association (ISSA), «Women and Social Security», *Studies and Research* 5 (1973).
 - 6 *Compte-rendu*, International Labour Conference (ILC) 1972, Archives ILO, 13–14.
 - 7 *Forward-looking strategies*, Archives ILO-BIT GB 231-IO-101-1, 1–2.
 - 8 *Consultative Committee on Women's workers' questions*, 26th meeting, Bruxelles, février 1972, 1–2, Archives IISH-ICFTU/ITS 1552, International Confederation of Free Trade Unions.
 - 9 *Compte-rendu*, ILC 1972, Archives ILO, 13–14.
 - 10 *Compte rendu des travaux de la Conférence internationale du travail (CIT) de 1975*, 833, Archives ILO, ILC-1975.
 - 11 Traduction par les autrices: *Les travailleuses dans un monde changeant*.
 - 12 *Women workers in a changing world*, IV, Archives ILO-BIT WN 2-12, G.B.153/2/1, 12.
 - 13 *Ibid.*, 5. Traduction par les autrices: «pour remplir avec succès leurs rôles liés à la maternité et de mère, tout en combinant harmonieusement leurs responsabilités domestiques et professionnelles».
 - 14 Arlette Gauthier et Jacqueline Heinen, *Le sexe des politiques sociales*, Paris, Côté femmes, 1993.
 - 15 Archives de la Fédération internationale des femmes diplômées des universités (FIFDU), Archives ATRIA-IFUW 1247.
 - 16 ILO-BIT SI/CSSE 1005-501-1; *Minute Sheet* (correspondance entre fonctionnaires de l'OIT) du 5. 5. 1986, de Heise à Tamburi et Karavasil, Archives ILO-BIT PS 630–683.
 - 17 Entretien avec Anne-Marie Brocas du 24 janvier 2019.
 - 18 *Op. cit.*, Brocas, Cailloux, Oget, 1988.
 - 19 Matthieu Leimgruber, «The embattled standard-bearer of social insurance and its challenger: The ILO, the OECD and the «Crisis of The Welfare State» 1975–1985» in Sandrine Kott et al., *Globalizing Social Rights. The International Labour Organization and Beyond*, Londres, Palgrave Macmillan, 2013, 293–309. Précisément pp. 298–304.
 - 20 *Activities concerning women*, p. 1, Archives ILO-BIT SI 65, Jacket 1.
 - 21 *Minute Sheet* du 21. 9. 1987, de Voirin à Tamburin, Kirman et Karavasil, Archives ILO-BIT PS 630–683.
 - 22 *Compte-rendu*, ILC 1985, Archives ILO, 36/10 § 73.
 - 23 Archives ILO-BIT GB 234-CD-101-3/4, 3.
 - 24 «Plan d'action de l'OIT sur l'égalité de chances et de traitement entre les travailleurs et les travailleuses en matière d'emploi», annexé au rapport du Conseil d'administration de février-mars 1987, Archives ILO-BIT GB 235-CD-101-1/2, 16–17; *Égalité de traitement entre les hommes et les femmes en matière de sécurité sociale*, Archives ILO-BIT SI 00-1-1 1, 1.
 - 25 La directive 79/7/CEE du Conseil relative à la mise en œuvre progressive du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière de sécurité sociale (elle se limite aux régimes légaux), ainsi que les directives 86/378/CEE et 86/613/CEE du Conseil, qui visent d'une part l'installation progressive de l'égalité de traitement dans les régimes professionnels de sécurité sociale et, d'autre part, à mettre en œuvre l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes qui exercent une activité indépendante, y compris une activité agricole.
 - 26 Martin Lengwiler, «Cultural Meanings of Social Security in Postwar Europe», *Social Science History* 29 (2015), 85–106.
 - 27 *Minute Sheet* du 27. 1. 1989, *Proposed Instruments*, de Tamburi à Maupain et Kellerson, Archives ILO-BIT SI 00-1-1 1.
 - 28 Leimgruber (voir note 19), 304.
 - 29 *Minute Sheet* du 20. 12. 1989, de Voirin à Mouton et Tamburi, Archives ILO-BIT SI 00-1-1 1.

- 30 Nancy Fraser, *Le féminisme en mouvements. Des années 1960 à l'ère néolibérale*, Paris, La Découverte, 2012, 281–307.
- 31 Michèle Grounin, *Social Security Issues Affecting Women*, document de travail pour le comité d'expert-e-s de la sécurité sociale, 29 novembre au 3 décembre 1975, Genève, Archives ILO-BIT SI/CSSE 1005-501-1.
- 32 AISS, *Égalité de traitement et sécurité sociale* (Études et recherches, 27), Genève, 1988, 9.
- 33 Op. cit., Brocas, Cailloux, Oget, 1988 (voir note 18), 23.
- 34 Session du CA de l'OIT, 262, mars-avril 1995, Archives ILO-BIT GB 262-ESP-101-1/2/3.
- 35 Compte rendu de la CIT de 2001, vol. 1, 16–15 et 20, Archives ILO, ILC-2001.
- 36 Session du CA de l'OIT, 262, mars-avril 1995, Archives ILO-BIT GB 262-ESP-101-1/2/3 et *Compte-rendu*, ILC 2001, vol. 1, Archives, 16/13–16/16.

Zusammenfassung

Soziale Sicherheit und Gleichstellungsnormen. Die Debatte in der Internationalen Arbeitsorganisation, 1970–2000

Seit den 1970er-Jahren wurde auf staatlicher Ebene und in internationalen Organisationen die Frage der Ungleichheit der Geschlechter in Bezug auf die soziale Sicherheit diskutiert. Das «Ernährermodell», auf dem die sozialen Sicherungssysteme der westlichen Länder aufgebaut waren, wurde zunehmend infrage gestellt. Der Artikel befasst sich mit der Entstehung dieser Debatte, insbesondere innerhalb der Internationalen Arbeitsorganisation und der Internationalen Vereinigung für Soziale Sicherheit.

Im ersten Teil wird der Kontext dargelegt, in dem die Überlegungen zur Umsetzung des Gleichheitsprinzips in der sozialen Sicherheit entstanden sind. Mit Blick auf die beteiligten Akteure werden die Gründe dafür aufgezeigt, dass dieses Thema seit den 1970er-Jahren auf der internationalen Agenda steht. Der zweite Teil befasst sich mit der Schlussphase der Debatte Ende der 1980er-Jahre, die ohne die Verabschiedung einer verbindlichen Norm auf IAO-Ebene endete. Schliesslich diskutiert ein dritter Teil die Fragen, die eine Definition der Geschlechtergleichstellung in der sozialen Sicherheit betreffen.

Der Artikel analysiert einerseits die Rolle, die feministische Forderungen bei der Entstehung der Debatte gespielt haben. Andererseits unterstreicht er, wie die aus den internationalen Debatten hervorgehende neue Gleichheitsnorm auf die Logik des kapitalistischen Systems eingeht, indem sie zur Stärkung der zentralen Bedeutung der bezahlten Arbeit beiträgt, ohne die geschlechtsspezifische Arbeitsteilung infrage zu stellen.

(Übersetzung: A. Rathmann-Lutz)

Unsichtbarer Reichtum

Wie Schweizer Künstler der frühen Neuzeit den Handel visuell verpacken

Urte Krass

Joseph Werner zeigt Augsburger Warenwelten

Eine weibliche Personifikation des Handels sitzt in auffälligem rotem Umhang und goldenem Mieder inmitten eines wilden Sammelsuriums von Objekten und Tieren (Abb. 1).¹ Sie trägt den Flügelhelm und den Caduceus Merkurs, des antiken Gottes der Händler und Diebe. Dass sie in diesem Fall nicht die Diebe repräsentiert, verdeutlicht die Aufschrift des schweren Folianten auf ihrem Schoss: Die Worte «SOLUTUS OMNI FOENORE» (frei von jeglichem Wucher) weisen sie als Gewähnsfrau des ehrbaren Handels aus. Diesen Umstand bekräftigt *Mercuratura* noch, indem sie mit ihrem linken Fuss einen raffgierigen, blutäugigen Hund oder Wolf niederdrückt, der sich in einen im Vordergrund liegenden Geldsack verbissen hat.² Neben dieser Bestie liegt eine Theatermaske mit hohlem Auge und rotgeschminkten Lippen am Boden, deren Missachtung durch *Mercuratura* ebenfalls auf das hehre Tun der Figur verweist. Guter Handel, so lässt sich dieses Detail interpretieren, zeigt sein wahres Gesicht. Die Protagonistin empfängt die Betrachtenden denn auch mit offenem, freundlichem Blick. Eine steinerne Büste in der oberen Bildmitte weist janusartig zwei Gesichter auf, ein junges weibliches und ein altes, bärtiges männliches. Hierbei handelt es sich um eine Personifikation der *Prudentia* beziehungsweise *Providentia*, die zugleich Zukunft und Vergangenheit im Blick hat.³ Der rote Ara, der von seiner Stange oben links herabblickt, ist das Begleittier des Merkur und gleichzeitig frühneuzeitliche Handelsware.⁴ Im rechten Hintergrund öffnet sich der Raum auf blauen Himmel und die geblähten Segel eben jener Schiffe, die solche Waren, wie sie im Raum verstreut sind, in alle Welt transportierten. Die Galionsfigur des vordersten Schiffes, ein geflügeltes, fischschwänziges Wesen mit dem nackten Oberkörper einer Frau, drängt fast in den Raum hinein. Zwei weitere Schiffe liegen dahinter mit beeindruckend geschnitzten und phantastisch vultenförmig sich aufbauenden Bugkonstruktionen.

Die verwirrende Fülle an Objekten, die der Raum enthält, fügt sich beim näheren Betrachten einer gewissen Ordnung. So stehen links oben unterhalb des Papageis kostbare Gefässe: Die zwei grossen Silberkannen mit ausgreifenden Henkel- und



Abb. 1: *Joseph Werner der Jüngere, Allegorie auf den Handel, 1668, Kunstmuseum Bern. (Kunstmuseum Bern, Inv.-Nr. A 1983.214)*

Deckelkonstruktionen findet man in ganz ähnlicher Ausführung auch im Augsburg des 17. Jahrhunderts. Davor reihen sich ein kleineres, blaues Gefäß mit Deckel, das vermutlich aus China stammt,⁵ eine Amphore aus einem Material, das wie Achat anmutet, ein Silberteller sowie ein schwarzhölzernes Schmuckkästchen, dessen halb geöffneter Deckel eine Perlenkette und einen Rubinanhänger sichtbar lässt. Den Bereich darunter füllen verschnürte Packen, in denen sich wohl Tuche befinden; ein Messstock und die acht Stoffballen, die sich dazwischen stapeln, legen dies nahe. Vor allem ein weisser Baumwollstoff (oder handelt es sich um einen papiernen Bildträger?) mit schwarzem Druck fällt ins Auge; er ist mehrfach vorhanden und wurde demonstrativ für die Betrachter/-innen der Miniatur ausgebreitet.⁶ Links hinter *Mercatura* fällt der Blick auf eine Wollecke, die zusammen mit einer papiernen Landkarte auf einem Transportfass abgelegt wurde. Rechts hinter der Protagonistin liegt ein kostbarer türkisgold-rot gestreifter Seidenstoff, der wohl aus einem der europäischen Zentren der Tuchherstellung stammt, vielleicht aus Frankreich.

Während die linke Seite des Bildes ganz den Waren vorbehalten ist, steht rechts ein Tisch mit Pultaufsatz, der all jenes Equipment enthält, mit dem sich die Warenströme erfassen und dirigieren lassen: Papiere, Briefe, Bücher, Schreibzeug und Münzen. Eine schwarze, verschlossene Schatulle oben und ein grosser, eiserner Koffer mit Vorhängeschloss unten enthalten vermutlich Dokumente, die nicht für jedermanns Augen bestimmt sind. Unter der Tischplatte liegen mehrere in Leder gebundene Bücher sowie Waagschalen aus Messing und dazugehörige metallene Gewichte. Einige Silbermünzen und ein Zettel sind zu Boden gefallen. Gut verschnürt lehnen beschriftete Stoffsäcke an der verschlossenen Truhe. Erklärungsbedürftig sind noch weitere Details auf dem Fussboden – so der schattenwerfende Rechen, der unter der Maske hervorragt,⁷ und das mit Wurzeln durchzogene Erdreich, das vorne links vom Bildrahmen angeschnitten wird und in bisherigen Beschreibungen des Bildes übersehen wurde. Der graue Sack, auf dem der Saum von *Mercaturas* Mantel aufliegt, enthält möglicherweise nicht Geld, wie bisher vermutet wurde, sondern Agrarerzeugnisse.

Das so prall mit Dingen gefüllte Bild ist erstaunlich klein: Es misst nur 14 mal 10 Zentimeter und stammt vom gebürtigen Berner Maler Joseph Werner, der vor allem für seine Miniaturen bekannt war. Bei unserem Bild hat der Maler dieselbe Technik wie bei den allermeisten seiner Miniaturen angewandt: Er hat mit Gouache auf Pergament gearbeitet, das auf einer Kupferplatte aufgebracht ist.⁸ Das Bild ist nicht datiert. Jürgen Glaesemer vermutet, dass Werner es im Zusammenhang mit seinem Umzug nach Augsburg im Jahr 1667 gemalt hat. Mit diesem Werk habe der Maler «nach seiner Ankunft in der Handelsstadt [...] den Augsburger Mäzenen seine Reverenz erweisen» wollen. Falls der Maler die Miniatur nicht proaktiv als eine Art Visitenkarte verschenkt hat, sondern vielmehr einen Auftrag ausführte, dann könnte dieser dem Künstler durch seinen Schwiegervater vermittelt worden sein, einen angesehenen Augsburger Händler.⁹

Joseph Werner (1637–1710) verbrachte seine Kindheit in Bern, bevor ihn seine künstlerischen Wanderjahre nach Basel, Frankfurt am Main und Rom und von dort aus an den Hof Ludwigs XIV. in Versailles brachten. Aus Frankreich reiste der Maler über Bern nach Augsburg, wo er von 1667 bis 1676 lebte. 1668 heiratete er dort die Kaufmannstochter Susanna Mayr, deren Familie nicht nur Kaufleute, sondern auch Künstlerinnen und Künstler angehörten.¹⁰

Jost Ammans Überblick über den Kaufmannsberuf

Das Bildthema der Handelsallegorie war neu in der Malerei, auch in Augsburg gab es keine ikonografische Tradition, auf die sich Werner hätte stützen können.¹¹ Sucht man nach früheren Beispielen für die künstlerische Auseinander-

setzung mit dem Themenfeld des Handels, dann stösst man auf einen anderen Schweizer Künstler, den in Zürich geborenen Jost Amman, der sehr viel früher eine «véritable typologie des métiers du commerce» anfertigte,¹² deren Bekanntheit und Sichtbarkeit ungleich grösser war als die von Werners Miniatur (Abb. 2). Werners Visualisierung steht in interessantem Kontrast zu Ammans im Jahr 1585 entstandener Darstellung. Jost Amman nutzte den Holzschnitt, eigentlich ein kleinformatiges Medium, setzte aber sechs Teile zu einer grossen Darstellung zusammen, die insgesamt 108,5 mal 73,2 Zentimeter misst und damit unsere Gemäldeminiatur im Format weit übertrifft.¹³ Werners Handelsallegorie wirkt wie eine bewusste Inversion der früheren Darstellung: Die Miniaturmalerei des 17. Jahrhunderts sollte die Betrachter/-innen genau dadurch in Erstaunen versetzen, dass sie ganze Welten, für deren Darstellung normalerweise grossformatige Leinwände benutzt wurden, in gestochener Schärfe auf kleinstem Format abbildete. Während Werner sich durch seine Ankunft in Augsburg zur künstlerischen Auseinandersetzung mit dem Thema des Handels inspirieren liess, stand in Ammans Darstellung die Stadt Antwerpen im Zentrum, Drehscheibe des europäischen Handels seiner Zeit, obwohl der Künstler seit 1561 in Nürnberg sesshaft war. Ammans Holzschnitt hing sicher in vielen «Groß Schreibstuben», gibt er doch in Versform Anweisungen für alle am Warenhandel und Finanzwesen beteiligten Berufsgruppen.¹⁴

Ammans ausführliche Allegorie auf den Handel ermahnt zu redlichem und gottgefälligem Tun. Merkur und Fortuna stehen über allem «Gewerb», und zur Visualisierung der notwendigen Tugenden der Kaufmannschaft erscheinen die Personifikationen von *Obligatio* (Verpflichtung), *Linguarum Peritia* (Sprachenkenntnis), *Integritas* (Redlichkeit), *Taciturnitas* (Verschwiegenheit) und *Liberitas* (Freiheit). Eine Allegorie der Vergänglichkeit mit rauchendem Gefäss in der Hand steht unten mittig auf einem Haufen, der «deß Welt Reichthums falsche Tück» versinnbildlichen soll und aus Musikinstrumenten, einer zerbrochenen Statuette, einem Warensack, Totenschädel und königlichen Insignien besteht.

Vieles wird hier in Bild und Text ausgebreitet, was 80 Jahre später auch in Joseph Werners Miniatur auftaucht: Der Götterbote Merkur schwebt, umringt von Tierkreiszeichen, über der gesamten Darstellung und lässt den Richter (*Iudex*) am Ring der Waage nach unten pendeln. Die Warengruppen, die später Joseph Werner malt, sind bereits im Holzschnitt präsent, in Form von Inschriften auf der Brunnenschale: «Panni et Serica» (Stoffe und Seide), «Argentea Vasa» (silberne Gefässe) und «Res Frumentaria» (Getreide).¹⁵ Links unten im Holzschnitt werden Fässer geöffnet und Stoffbahnen aus ihnen entnommen. Briefe, Gewichte, ein «Secret-Buch», das «Jornal» des Kaufmanns und «des Cassiers Handel-Tisch» finden wir in verwandter Form auch in Werners Miniatur. Einige Stoffballen unten links und – sehr klein – einige «Kleinodien und edle Stein» in

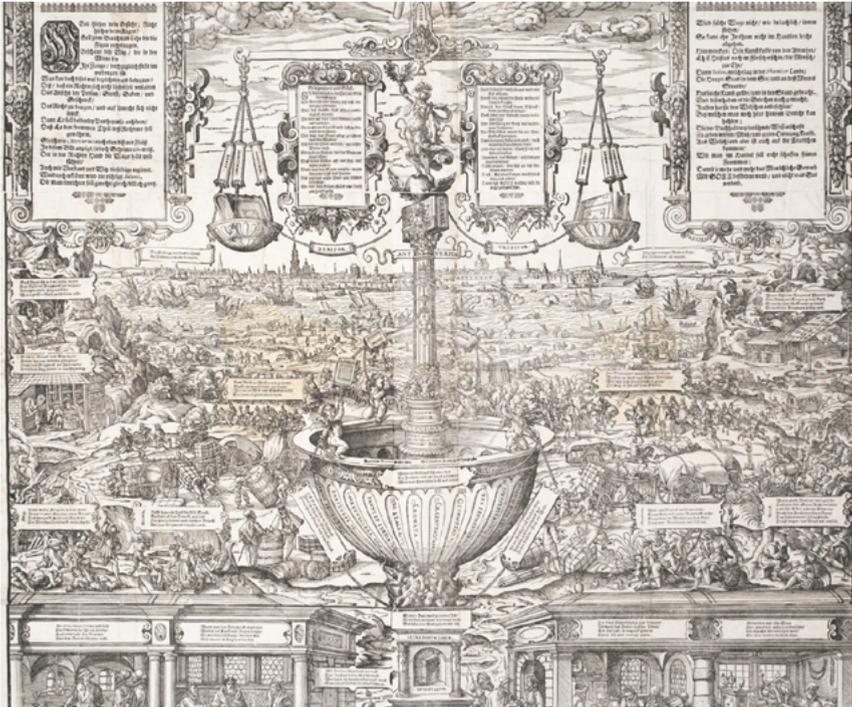


Abb. 2: Jost Amman, *Allegorie des Handels* (Ausschnitt), 1585. (Museum Plantin Moretus, Antwerpen)

der rechten der vier einseharen Stuben sind die einzigen offen sichtbaren Waren in Ammans Holzschritt. Sonst tauchen sie nur in verpackter und verschnürter Form auf. Der Zweck dieses riesigen Holzschritts lag nicht darin, die prächtige Fülle der Antwerpener Warenwelt zu zeigen. Im Gegenteil, es reichte dem Künstler die schriftliche Auflistung der Warengruppen am Brunnenbecken. Ammans Fokus lag auf dem Handeln und den Handelnden – den Kaufleuten und den vielgestaltigen Aufgaben, die zu ihrer Arbeitswelt gehörten.

Von Merkur zu Mercatura

Werner hingegen präsentiert die kostbaren Waren, die er in Augsburger Kontoren zu sehen bekam, in ihren unterschiedlichen Materialien und Farben, breitet Stoffe aus, um sie bestmöglich zu inszenieren, fügt Schiffe und einen Ara ein, um Assoziationen zur weiten Welt und zu «exotischen» merkantilen Mikrokosmen



Abb. 3: Frans van Bleyswyck, *Allegorie des Handels mit Merkur und Händlern*, um 1700. (Rijksmuseum, Amsterdam)

aufzurufen. Werners Zugriff auf die Welt des Handels ist ungleich sinnlicher als derjenige Ammans.¹⁶

Ein weiterer signifikanter Unterschied ist Werners Transformation des männlichen Gottes Merkur zur weiblichen Handelspersonifikation *Mercatura*. Die Einwohner*innen und Besucher*innen Augsburgs hatten seit 1599 die Brunnenfigur des Merkur von Adriaen de Vries als Beschützer des Handels vor Augen.¹⁷ Werner entschied sich jedoch – als einer der ersten Künstler überhaupt – für eine weibliche Personifikation des Handels.¹⁸ Etwas später erst beginnt bei französischen und niederländischen Malern und Stechern eine Experimentierphase, in welcher der Gott Merkur nicht mehr allein erscheint, sondern mit einer weiblichen Personifikation des Handels kombiniert wird, die mal mit und mal ohne Füllhorn, Flügelhaube und Caduceus auftaucht, mal neben dem Gott, mal zu seinen Füßen, mal vor ihm platziert wird.¹⁹ In einem Stich des Leidener Künstlers Frans van Bleyswyck (1671–1746) ist die Überblendung von männlichem Gott und weiblicher Personifikation dann perfekt (Abb. 3): Merkurs Geschlecht ist nicht eindeutig bestimmbar. Kopf und Brust sind männlich – der restliche Körper weiblich. Was Joseph Werner durch die Kombination seiner weiblichen Handelspersonifikation mit der zweigeschlechtlichen Dop-

pelgesichtigkeit der *Providentia*-Büste anklingen lässt, hat van Bleyswyck in der Figur eines zwitterhaften Merkurs mit Caduceus und Kürbisflasche zur Synthese gebracht. Handel wird offenbar gendertranszendierend gedacht. Warum dies so ist, bedarf weiterer Klärung. Geht es um das Geben und Nehmen, um aktive und passive Rollen innerhalb von Handelsbeziehungen, um die Trennung von Aspekten wie (weiblich konnotierter) nährender Versorgung und (männlich apostrophiertem) hartem ökonomischem Wettbewerb? Oder geht es um die Einheit von Kraft und Weisheit, wie sie in Junius' Emblembuch dem Merkur zugeschrieben wird?²⁰

Die Absenz von Prunkstillleben in der Schweiz

Joseph Werner kombiniert ein Stillleben mit einer Allegorie. Dabei weist die Dingwelt, die er darstellt, Verwandtschaft mit niederländischen Prunkstillleben derselben Zeit auf.²¹ Diese kannte der weit gereiste Künstler vermutlich aus eigener Anschauung. In den nördlichen Niederlanden sind im Lauf des 17. Jahrhunderts etwa eine halbe Million Stillleben für den sich etablierenden Kunstmarkt gemalt worden, wobei sich verschiedene Untergattungen für die unterschiedlichen Käuferschaften entwickelten.²² Auch in der Schweiz hielt die Gattung des Stilllebens seit den 1630er-Jahren Einzug.²³ Der Austausch mit den Niederlanden und eine «verwandte Analogie von wissenschaftlicher und optischer Erkundung der Welt» brachte die Aufnahme dieser neuen Bildgattung bei Künstlern und Bürger*innen mit sich.²⁴ Die Sonderform des Prunkstilllebens hatte hier allerdings keinen Erfolg: Die minutiöse Wiedergabe künstlicher und künstlerischer Dinge – kostbarer Gefässe oder haptisch ansprechender Textilien – sucht man vergebens im Œuvre der Schweizer Stilllebenmaler des 17. Jahrhunderts.²⁵ Dabei zirkulierten in Schweizer Städten des fortgeschrittenen 17. Jahrhunderts im Grunde dieselben Waren wie in Augsburg, Amsterdam und Antwerpen, nur in kleineren Mengen. Die kostbare Figur eines Berner Grosskaufmanns, die der Augsburger Goldschmied Tobias Zeilner 1643 im Auftrag der Berner Kaufmannszunft herstellte (Abb. 4), bezeugt die Kontakte, die zwischen Bern und Augsburg existierten.²⁶

Die Spezialität der eidgenössischen Stillleben lag vielmehr in der Darstellung von Lebensmitteln und Jagdbeute, die sie aneinandergereiht den Betrachter*innen als «Segen des Landes» präsentierten.²⁷ Grund dafür war zum einen, dass der Landbau zusammen mit dem Waldbau der ökonomische Leitsektor der frühneuzeitlichen Wirtschaft war.²⁸ Zum anderen schlug sich eine etwaige vergleichbare «protestantische Arbeitsethik» in den Niederlanden und in der Schweiz unterschiedlich in der jeweiligen visuellen Kultur nieder.²⁹ Prunkstillleben fanden im



Abb. 4: Tobias Zeilner, *Figur eines Berner Grosskaufmanns*, 1643, Bernisches Historisches Museum.

17. Jahrhundert in der Schweiz schlicht nicht in die städtisch-bürgerlichen Wohnstuben oder die Esszimmer patrizischer Landgüter. Der «Geschmackstransfer» aus den Niederlanden war in dieser Hinsicht nicht allumfassend.³⁰

Albrecht Kauw und die weiten Wege der Waren

Fast zeitgleich zu Werners Miniatur mit der Allegorie des Handels, nämlich im Jahr 1671, vollendete in Bern Albrecht Kauw seinen fünfteiligen Handelszyklus für das ehemalige obrigkeitliche Kaufhaus.³¹ Die dazugehörigen Gemälde zeigen eine «orientalische Handelsszene», die «Gefahren des Handels zu Wasser: Schiffbruch», eine «Szene in einem befestigten Handelshafen», die «Gefahren des Handels zu Lande: Raubüberfall» sowie die «Abrechnung in der Direktionsstube des Kaufhauses». Die Leinwände vollziehen somit den Weg der Waren nach. In der offenen Säulenhalle eines Hafenkontors – vermutlich «im südlichen oder östlichen Mittelmeerraum» – werden sie von einem Berner Standesläufer bestellt (Abb. 5), dann zunächst per Schiff transportiert, bevor die Handelsroute in einem befestigten Hafen auf den Landweg übergeht, der, wie das nächste



Abb. 5: Albrecht Kauw, *Handelszyklus für das Kaufhaus Bern, Berner Standesläufer bestellt Waren in einem Überseekontor*, 1671, Bernisches Historisches Museum.



Abb. 6: Albrecht Kauw, *Handelszyklus für das Kaufhaus Bern, Geschäftsabschluss in der Direktionsstube*, 1671, Bernisches Historisches Museum.

Gemälde zeigt, die ständige Gefahr von Überfällen birgt. Im letzten Gemälde kommt der gelungene Abschluss des Geschäfts in der Direktionsstube des Berner Kaufhauses zur Darstellung, zur Feier werden Wein und Gläser hereingetragen (Abb. 6). Als Bilder im Bild sehen wir hier drei Leinwände über dem Täfer in der Amtsstube hängen, in zweien erkennen wir das Seestück und das Hafenbild des Handelszyklus. Die übrigen Bilder hingen vermutlich gegenüber, auf der Seite der Betrachter/-innen.³²

Bemerkenswert ist, dass Kauw keinen Hinweis auf die Art und Beschaffenheit der Waren gibt, deren Transport er hier ins Bild setzt. Vor der Hafenfestung im dritten Gemälde liegen zwei unverpackte Kanonenrohre zur Montage auf einem

Schiff bereit, daneben zwei ovale Kisten und im Hintergrund ein verschnürter Warenballen, wie überhaupt in den anderen Bildern dieses Zyklus alle Waren fein säuberlich verpackt sind. Im Seestück liegen die an Land gezogenen Warenballen vorn rechts am Ufer. Im ersten Gemälde werden Holzkästen, Fässer und Warenballen, die mit den beiden Dromedaren oder dem kostbar geschmückten Maultier zum Handelskontor gebracht worden sind, gewogen, verzeichnet und auf einen Wagen verladen, der sie zu den hinten wartenden Schiffen bringen wird. Hier wie in der Miniatur Joseph Werners sind die Behältnisse mit Händlerzeichen versehen. Was hier verladen und gehandelt wird, das bleibt im Ungewissen. Die Dromedare mit ihrem Federschmuck sowie ihr Turban tragender Führer und der in einen braunen knielangen Rock gekleidete einheimische Händler, der zwischen dem Berner Standesläufer und dem in einen Brief vertieften (Berner?) Kaufmann steht, verweisen auf einen mutmasslich «orientalischen» Herkunfts-ort der Fernhandelsgüter.³³

Im staatlichen Kaufhaus an der Kramgasse in Bern, in dessen «Grosser Stube» der Kauw'sche Leinwandzyklus hing, waren diejenigen Institutionen ansässig, welche Handels- und Gewerbeangelegenheiten regelten. Der Weg der Waren aus der «exotischen» Ferne in die Stadt Bern war das Thema, das die Anwesenden in der Direktionsstube stets vor Augen hatten. Zu ihnen gehörten Kaufhausvorsteher wie Kaufhausdiener, Schreiber und sonstige Beamte, auch der Weibel ist im Gemälde anwesend und ein Fuhrmann, der auf die Bezahlung des letzten Transportabschnitts wartet. Jost Amman hatte in seinem grossen Holzschnitt sehr viel detaillierter die am Handel beteiligten Berufsgruppen zusammengestellt. Albrecht Kauws Interesse – beziehungsweise das Interesse seiner Berner Auftraggeber – lag darin, die Überwindung der Distanz im Fernhandel zu visualisieren. Die Bilder sollten vermutlich Staunen auslösen, dass es angesichts der zahlreichen Risikofaktoren auf den gefährvollen und langen Handelsrouten überhaupt zu glücklich abgewickelten Geschäften kommen konnte. Das erfolgreiche Risikomanagement des zeitgenössischen Kaufmanns stand im Fokus des gemalten Handelszyklus – nicht etwa die Waren und somit der Reichtum, der durch den Handel nach Bern gelangte.

Reichtümer als Attribut der «Missethat der Welt»

Jegliche Indizien deuten darauf hin, dass Joseph Werners Allegorie des Handels anders ausgefallen wäre, wenn er sie in seiner Heimatstadt Bern hätte malen sollen. Eine derart indiskrete Ausstellung von Waren war eher im Umfeld der zeitgenössischen Augsburger Kaufmannskultur möglich, in der ein unbefangener öffentlicher Umgang mit den Insignien des Reichtums gepflegt wurde.



Abb. 7: Joseph Werner der Jüngere, *Allegorie der Gerechtigkeit*, 1662, *Allegorie auf die Gerechtigkeit*, 1662, Öl auf Leinwand, 166 × 225 cm, Kunstmuseum Bern, G 0539.

In Werners im Auftrag des Rates der Stadt Bern 1662 gemalter Allegorie der Gerechtigkeit (Abb. 7) liegt die Personifikation der «Missethat der Welt» besiegt und zu Boden gefallen zu Füßen der Justitia: Durch ein Eselsfell als dumm gekennzeichnet, entrollen ihr hier unter anderem Geldstücke, ein kostbarer Silberbecher und ein edelmetallener Spiegel mit Pfauenfederrahmung. Kostbarkeiten, wie sie zu Boden geworfen werden und fast über den Bildrand in den Betrachter/-innenraum rollen, stehen in der nur wenig späteren *Mercatura*-Allegorie desselben Malers stolz aufgereiht im Regal des Augsburger Kontors.³⁴

Vermutlich zeigte man sie einfach nicht, in Bern und um Bern herum: die kostbar-schönen Dinge, die der Fernhandel in die Häuser der reichen Bürger/-innen brachte. Nicht einmal in Vanitasstillleben werden sie inszeniert.³⁵

Ein niederländischer Maler wie Willem Kalf vereinte in seinen Prunkstillleben wie in einem Mikrokosmos «einheimische Produkte mit exotischen Dingen, als wolle er die weltumspannende Reichweite des Amsterdamer Handels in einem Bild verdichten», und inszenierte dabei die ausgewählten Pretiosen nicht unbedingt als Sammelgegenstände, sondern als «Handelsobjekte mit einem handfesten ökonomischen Wert, in die der Besitzer – ähnlich wie in seine Lager-

bestände – Kapital investiert hat».³⁶ Er hält die Dinge «in der Schwebe zwischen der traditionellen Symbolik und der ökonomischen Spekulation, deren Gegenstand sie sind».

Dass Schweizer Maler der frühen Neuzeit in ihren Bildern – seien es Stilleben oder den Handel thematisierende Darstellungen – die Waren, um die es doch immer ging, explizit nicht darstellten beziehungsweise nur diskret verpackt zeigten, deutet auf eine spezifische Haltung zu Materialität und zu Sachbesitz in der sie umgebenden Gesellschaft hin, die noch eingehender zu analysieren und mit anderen Gesellschaften zu vergleichen wäre.³⁷ Im Rahmen dessen wäre auch zu klären, inwieweit hier künstlerisch einer Selbststilisierung im Sinne einer bürgerlichen Kultur des Understatements Vorschub geleistet wurde, wie sie später auch bei Kaufmannseliten im angelsächsischen Raum oder in hamburgischen, sich hanseatisch gebärdenden Kreisen zu beobachten ist.

Anmerkungen

- 1 Das Gemälde wird im Rahmen der Ausstellung «Der Weg zum Glück. Die Berner Kebes-Tafel und die Bilderwelten des Barock» vom 3. 9. bis 28. 11. 2021 im Kunstmuseum Bern zu sehen sein. Für praktische Hilfestellungen, klärende Gespräche und erhellenden Gedankenaustausch während der Arbeit an diesem Text danke ich Birgitt Borkopp-Restle, Christine Göttler, Marc Höchner, André Holenstein, Tino Jacobs, Annette Kranen, Gregor von Kerssenbrock von Krosigk, Annette Kniep, Susan Marti, Anja Rathmann-Lutz, Sasha Rossman und Leonie Singer.
- 2 Die Benennung «Mercatura» in Jürgen Glaesemer, *Joseph Werner (1637–1710)*, Zürich 1974, 164. Zum Wucherzinskonflikt, speziell auch im Augsburger Kontext, siehe Hans-Jürgen Becker, «Das Zinsverbot im lateinischen Mittelalter», in Matthias Caspar, Norbert Oberauer, Fabian Wittreck (Hg.), *Was vom Wucher übrigbleibt. Zinsverbote im historischen und interkulturellen Vergleich*, Tübingen 2014, 15–45, hier 41.
- 3 Auch Merkur selbst wird in der Emblemik als Doppelfigur in junger und alter Gestalt dargestellt. Siehe Arthur Henkel, Albrecht Schöne, *Emblemata. Handbuch zur Sinnbildkunst des XVI. und XVII. Jahrhunderts*, Stuttgart 1967, Sp. 1772 f. Emblem Nr. 13 in Hadrianus Junius, *Emblemata*, Antwerpen 1565, trägt den Titel «Prudentia cum Robore Coniuncta». Hier stehen die zwei Gesichter unterschiedlichen Alters für Klugheit und Stärke.
- 4 So schreibt Glaesemer (wie Anm. 2), 164, der Papagei gehöre als Symbol der *Eloquentia* zu Merkur. Cesare Ripa, *Iconologia ovvero Descrizione di diverse Imagini cavcate dall'antichità, & di propria inventione*, Rom 1603, 127 f.: Die Personifikation der *Eloquentia* ist gemäss Ripa rot gekleidet, hält in der rechten Hand ein Buch und erhebt die linke Hand mit ausgestrecktem Zeigefinger. Neben einer Sanduhr soll sie einen offenen Käfig bei sich haben, auf welchem der Papagei sitzt – oder der Papagei sitzt auf ihrem Kopf. Der Papagei ist «maraviglioso con la lingua, & con le parole, imitando l'huomo, nella cui lingua solamente consiste l'essercitio dell'eloquenza».
- 5 Vgl. die Teekanne aus Jingdezhen in den Staatlichen Kunstsammlungen Dresden, Qing-Zeit (1644–1911), Ära Kangxi (1662–1722), Inventarnummer PO 4238, <https://skd-online-collection.skd.museum/Details/Index/121881> (9. 11. 2020).
- 6 Über die Existenz solcher Stoffe lässt sich allerdings nichts in Erfahrung bringen. Es könnte sich sehr gut auch um auf Papier gedruckte Ornamentstichvorlagen handeln. Dies vermutet Birgitt Borkopp-Restle, der ich herzlich für erhellende Gespräche über Stoffe – oder auch Nicht-textiles – in dieser Miniatur danke. Einige sehr ähnliche Beispiele für solche Vorlagen stellte

- zum Beispiel Daniel Mignot Ende des 16. Jahrhunderts in Augsburg her. Vgl. Günter Irmscher, *Kleine Kunstgeschichte der Ornamentik seit der frühen Neuzeit*, Darmstadt 1984, Taf. 95. Zur Textilproduktion in Augsburg in der betreffenden Zeit siehe Claus-Peter Clasen, «Textilherstellung in Augsburg in der Frühen Neuzeit», in Jochen Brüning, Friedrich Niewöhner (Hg.), *Augsburg in der Frühen Neuzeit. Beiträge zu einem Forschungsprogramm*, Berlin 1995, 373–383.
- 7 Er wird von Glaesemer (wie Anm. 2), 164, in Kombination mit der Maske als Symbol für Raffgier und Betrug benannt, allerdings findet sich der Rechen in dieser Bedeutung nicht in den Emblembüchern der Zeit.
 - 8 Zu den Miniaturen und der Maltechnik siehe Glaesemer (wie Anm. 2), 50–62.
 - 9 Ebd., 61, 164. Wenn es gelänge, das Handelszeichen, das mehrfach im Bild auftaucht (so auf den verschnürten Ballen links), zuzuordnen, könnte man mehr über den möglichen Auftraggeber sagen. Es erinnert an mittelalterliche Hausmarken und Steinmetzzeichen, vgl. die Zusammenstellung von Hermann Nebe, «Über das mittelalterliche Zeichen der 4», *Thüringer Monatsblätter* 12 (1939), 20–22. Noch nicht in Betracht gezogen wurde die Möglichkeit, dass diese Miniatur im Zusammenhang mit der Eheschliessung beziehungsweise der Brautwerbung des Künstlers stand.
 - 10 Glaesemer (wie Anm. 2), 23.
 - 11 Ebd., 61: «Soweit uns bekannt, ist Werner der erste, der das originelle Thema in der deutschen Malerei aufgriff. Selbst Cesare Ripa nennt den Handel nicht unter seinen Allegorien.»
 - 12 Jean-Jacques Heirwegh, Monique Weis, «Commerce et espaces urbains dans la gravure <Authentische Abbildung des ganzen Gewerbs der Kauffmanschaft> de Jost Amman (1585/1622)», in Chloé Deligne, Claire Billen (Hg.), *Voisinages, coexistences, appropriations. Groupes sociaux et territoires urbains (Moyen Âge – 16^e siècle)*, Turnhout 2007, 285–297, hier 296. Für eine hochaufgelöste Version des ganzen Bildes siehe <https://search.museumplantinmoretus.be/details/collect/372960> (16. 12. 2020).
 - 13 Ebd., 286. Gedruckt in Augsburg bei Johann Schultes.
 - 14 Ebd.; Kurt Pilz, «Die Allegorie des Handels aus der Werkstatt des Jost Ammann. Ein Holzschnitt von 1585», *Scripta Mercaturae* 8 (1974), 25–60; Marianne Zehnpfennig, «Allegorie auf den Handel, Jost Amman, 1622», in Cord Meckseper (Hg.), *Stadt im Wandel. Kunst und Kultur des Bürgertums in Norddeutschland 1150–1650*, Ausstellungskatalog der Landesausstellung Niedersachsen, 4 Bände, Stuttgart 1985, Bd. 2, 830–833. Es existieren fünf Druckzustände, der erste von 1585, der letzte von 1622.
 - 15 Vielleicht lässt Werner die neunte Amman'sche Warengruppe (das Getreide) in der wurzeldurchwirkten Erdschüttung am unteren Bildrand anklingen. Nach Heirwegh, Weis (wie Anm. 12), 289, handelt es sich beim Brunnen um «la fontaine d'où sortent et vers laquelle retourment toutes les richesses».
 - 16 Werner war sicher vertraut mit niederländischen Prunkstillleben, die er (spätestens) am französischen Hof zu sehen bekam.
 - 17 Elisabeth Rücker, «Eine Allegorie des Handels. Bemerkungen zu einem Thema der Augsburger Malerei im 18. Jahrhundert und zu einem Bozzetto im Germanischen Nationalmuseum», *Anzeiger des Germanischen Nationalmuseums* (1963), 160–165, hier 161. Gode Krämer, «Zeichnungen von Adriaen de Vries. Ein unbekannter Entwurf für den Augsburger Merkur und <Attila und die Hexe>», in Schaumburger Landschaft (Hg.), *Neue Beiträge zu Adriaen de Vries*, Bielefeld 2008, 169–177.
 - 18 Eine ferne Verwandte der Werner'schen *Mercatura* könnte die den Caduceus haltende Frau in weissem Untergewand und rotem, herabgerutschtem Mantel sein, die Jan Brueghel der Ältere und Hendrick van Balen in der «Weissagung des Propheten Jesaias» von etwa 1609 rechts ins Bild gesetzt haben (München, Alte Pinakothek, Inv.-Nr. 1999). Christine Göttler, «<Indian Daggers with Idols> in the Early Modern Constcamer. Collecting, Picturing and Imagining <Exotic> Weaponry in the Netherlands and Beyond», *Nederlands Kunsthistorisch Jaarboek* 66 (2016), 80–111, hier 96, Abb. 8.

- 19 Rijksmuseum, Amsterdam, RP-P-OB-46.733, 14 × 10,3 cm; RP-P-OB-46.740, 22,3 × 15,7 cm.
- 20 Siehe Anm. 4.
- 21 Als ein Beispiel sei der in Antwerpen tätige Maler Jan Davids de Heem genannt, der 1655 zwei Stillleben malte, die reich mit Nahrung und kostbaren Gold- und Silbergefäßen beladene Tische und mittendrin jeweils einen roten Ara zeigen. Vgl. Alan Chong, Wouter Kloek (Hg.), *Still-Life Paintings from the Netherlands 1550–1720*, Ausstellungskatalog Rijksmuseum, Amsterdam, Zwolle 1999, Kat. 31 und 32, 173–177; Sam Segal, *A Prosperous Past. The Sumptuous Still Life in the Netherlands, 1600–1700*, Ausstellungskatalog Delft, Stedelijk Museum Prinsenhof, Den Hag 1989.
- 22 Hans-Joachim Raupp, *Stilleben und Tierstücke. Niederländische Malerei des 17. Jahrhunderts der SÖR Rusche-Sammlung*, Münster 2004, 5 f.
- 23 Peter Vignau-Wilberg, «Das Schweizer Stilleben im Barock», in: Peter Vignau-Wilberg (Hg.), *Schweizer Stilleben im Barock*, Ausstellungskatalog Schweizerisches Institut für Kunstwissenschaft Zürich, Zürich 1973, 6–11, hier 7.
- 24 Oskar Bätschmann, *Malerei der Neuzeit* (Ars Helvetica. Die visuelle Kultur der Schweiz 6), Disentis 1989, 50.
- 25 Einzig in einem Stilleben mit Kirschen und Himbeeren von Joseph Plepp (Kunstmuseum Bern, Inv.-Nr. G 1766), sieht man eine ordentlich zusammengelegte Damasttischdecke. Siehe Cornelis A. Burgers, *White Linen Damasks I. Heraldic Motifs from the Sixteenth Century to circa 1830* (Die Textilsammlung der Abegg-Stiftung 7), o. O. 2014, 58.
- 26 Bernisches Historisches Museum, Inv.-Nr. 2634. Man kann das Päckchen, das mit einem Haken am Stiefel der Figur befestigt ist, abnehmen, öffnen und als Trinkgefäß benutzen. Ebenso lässt sich der Kopf des Händlers abnehmen. Und im Sockel verbirgt sich ein geheimer Mechanismus, der es Eingeweihten ermöglichte, ahnungslose Betrachter/-innen auf Knopfdruck mit Wasser zu bespritzen. Thomas Richter, *Der Berner Silberschatz. Trinkgeschirre und Ehrengaben aus Renaissance und Barock* (Glanzlichter aus dem Bernischen Historischen Museum 16), Zürich 2006, Kat. 15, 50 f.; Robert L. Wyss, *Handwerkskunst in Gold und Silber. Das Silbergeschirr der bernischen Zünfte, Gesellschaften und burgerlichen Vereinigungen*, Bern 1996, 198 f.
- 27 Max Huggler, «Zur Geschichte der barocken Malerei in Bern», *Zeitschrift für Schweizerische Archäologie und Kunstgeschichte* 22 (1962), 118–125, Zitat 123. Bätschmann (wie Anm. 24), 47, bezeichnet Albrecht Kauws Stilleben als «kunstlose Aufreihung des Inhalts der Vorratskammer».
- 28 Christian Pfister, «Agrarwirtschaft», in André Holenstein (Hg.), *Berns mächtige Zeit. Das 16. und 17. Jahrhundert neu entdeckt*, Bern 2006, 397–403, 397.
- 29 Einen Vergleich beider Länder versuchte zuletzt Michael North, «Republican Art? Dutch and Swiss Art and Art Production Compared», in André Holenstein, Thomas Maissen, Maarten Roy Prak (Hg.), *The Republican Alternative. The Netherlands and Switzerland Compared*, Amsterdam 2008, 193–210. Er stellte fest, dass sich beide Republiken, was die Kunstproduktion anbetrifft, fundamental von den europäischen Monarchien unterschieden, insofern hier die Kunst keinen Herrscher glorifizieren musste. Dennoch unterschieden sich Kunstmarkt, Kunstproduktion und Sammlungspraktiken der Niederlande und der Schweiz in vielfacher Hinsicht.
- 30 Michael North, «Der niederländische Kunstmarkt und seine Ausstrahlung auf Europa», in Franz Wilhelm Kaiser, Michael North (Hg.), *Die Geburt des Kunstmarktes. Rembrandt, Ruisdael, van Goyen und die Künstler des Goldenen Zeitalters*, Ausstellungskatalog Bucerius Kunst Forum Hamburg, München 2017, 10–17, hier 14.
- 31 Georges Herzog, *Albrecht Kauw (1616–1681). Der Berner Maler aus Strassburg* (Schriften der Bürgerbibliothek Bern), Bern 1999, 88–91 und Kat. 163–167. Drei Leinwände befinden sich heute im Bernischen Historischen Museum und zwei im Kunstmuseum Bern (Schiffbruch bei Sturm, Raubüberfall), Pfister (wie Anm. 28), 442.
- 32 Herzog (wie Anm. 31), 90 f.
- 33 Ebd., 290, schreibt, der Maler erzielt hier «jenen orientalisierenden Effekt, der die Fremdartig-

- keit der Welt unterstreichen soll, in der sich die im übrigen von Europäern dominierte Szene abspielt».
- 34 Kunstmuseum Bern, Inv.-Nr. G 0539, 1662, Öl auf Leinwand, 166 × 225 cm. Glaesemer (wie Anm. 2), 181.
 - 35 So zeigt das Vanitasstillleben mit Basler Schreibkalender, das Albrecht Kauw 1649 malte, nur einen einfachen Spiegel, Bücher, Sonnenuhr, Kerzenständer, Totenschädel und – kaum sichtbar – eine Fayencevase. Siehe Herzog (wie Anm. 31), 214f. Die strengsten Sitten- und Luxusmandate besass allerdings nicht Bern, sondern Genf. Siehe Bättschmann (wie Anm. 24), 45.
 - 36 Sybille Ebert-Schifferer, *Die Geschichte des Stillebens*, München 1998, 134.
 - 37 Hans Peter Hahn, «Güterexpansion und Kulturwandel. Anmerkungen zu einer transepochnalen Globalgeschichte des Sachbesitzes», in Annette Caroline Cremer, Martin Mulsow (Hg.), *Objekte als Quellen der historischen Kulturwissenschaften. Stand und Perspektiven der Forschung*, Köln 2017, 47–62, hier 61: «Güterexpansion (= die Annahme neuer Güter) und Konsumwandel (= die Durchsetzung neuer Konsummuster) bedürfen einer Erklärung bezüglich der Bewertung und Einbettung der Dinge.»

Reich, reicher, Grab im Münster

Die Stiftung des Hans Muntprat in der Konstanzer Bischofskirche

Lukas-Daniel Barwitzki

«Der Tod macht alle(s) gleich.»¹ Irdischer Wohlstand hingegen vermag zumindest die Grabstätte eines Toten von denjenigen seiner Mitmenschen abzuheben. Entsprechend war es eine primäre Funktion prachtvoller Grabdenkmäler in der Vormoderne, auch nach dem Tod des Menschen der Nachwelt seinen Reichtum zu kommunizieren. Neben der Ausstattung mittelalterlicher Gräber ist besonders die Lage der Erinnerungsorte des Verstorbenen von Interesse, da deren Verfügbarkeiten sozial, religiös und nicht zuletzt finanziell reglementiert wurden. Die Bestattung des reichsten Süddeutschen seiner Zeit, Hans Muntprat, brach mit der am Ende des 15. Jahrhunderts üblichen Bestattungs- und Memorialpraxis, die Laiengräber im Münster nicht vorsah. Dies war nur durch den Einsatz gewaltiger finanzieller Mittel ermöglicht worden.² Im Zentrum der Ausführungen stehen die beiden Stiftungsurkunden (Abb. 1 und 2), die den Verlauf des Stiftungsaktes, den entstehenden Konflikt und den finalen Kompromiss zwischen dem Stifter Hans Muntprat und dem Domkapitel abbilden. Es handelt sich um die einzige mittelalterliche Grabes- und Memorialstiftung eines Laien für das Konstanzer Münster. Auch sind keine weiteren süddeutschen Fälle bekannt, in denen sowohl die schriftlichen Quellen zum Stiftungsablauf als auch das tatsächliche Grab heute noch vorhanden sind.³

Der 1487 verstorbene Hans Muntprat hatte zu Lebzeiten einen erheblichen Teil seines Besitzes investiert, um am zentralsten und sichtbarsten Ort der Stadt ein Grabmal für sich und seine Frau Osanna von Helmsdorf zu errichten. Mit seiner Lage in der Bischofskirche, so nah wie nur möglich am Hochaltar, nur wenige Schritte von den Gebeinen der Bistumsheiligen entfernt, sucht das Grab seinesgleichen. Es ist in gutem Zustand erhalten und die Bronzegussplatte mit Muntprats Wappen und Namen ist heute für Besucher und Besucherinnen des Münsters in der Christopheruskapelle sichtbar. Umso bemerkenswerter erscheint es, dass die umfangreiche stadtgeschichtliche Forschung zu den spätmittelalterlichen Urkunden im Stadtarchiv Konstanz diese Stiftung nicht erkannt hat, obwohl es sich bei Hans Muntprat um einen der prominentesten Vertreter seiner für die Stadt Konstanz bedeutenden Familie handelt.⁴

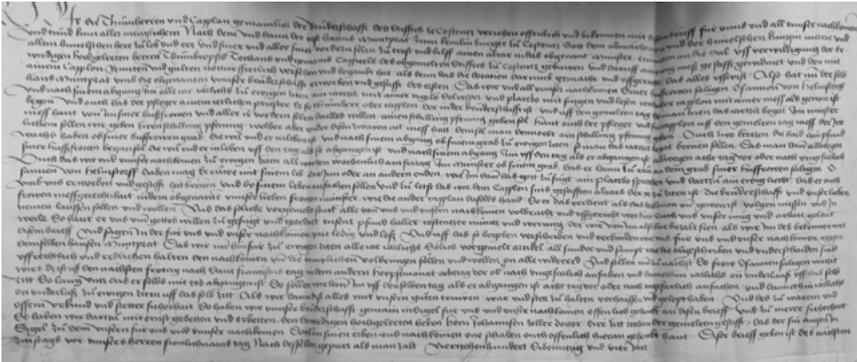


Abb. 1: Urkunde vom 7. 6. 1474, in der die Stiftung des Grabes und der Memoria durch Hans Muntprat erfolgte. (StAKN 10172 vom 7. 6. 1474)

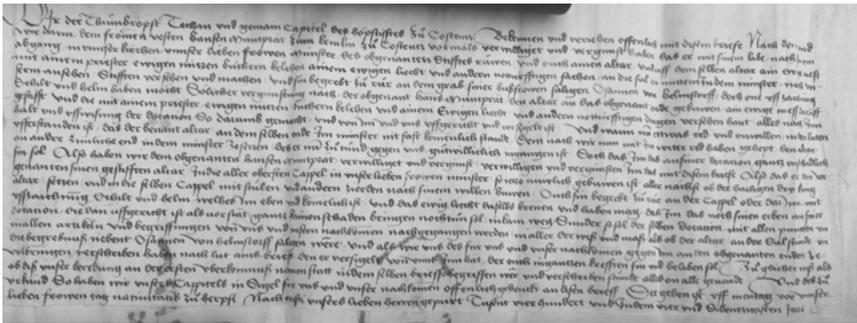


Abb. 2: Urkunde vom 5. 9. 1474, in der Dekan Johannes Zeller und Hans Muntprat Änderungen an der Stiftung vornehmen, nachdem es zu Widerstand kam. (StAKN 6137 vom 5. 9. 1474)

tigt.⁵ Die Liste der mittelalterlichen Gräber im Münster zeigt jedoch, dass es sich bei Hans Muntprat und seiner Frau Osanna von Helmsdorf um die einzigen Laien handelt, die dort eine Grablege haben.⁶ Umso erstaunlicher ist es, dass die Bedeutung dieses einmaligen Befundes bis anhin in der Literatur nicht als Spezialfall herausgehoben, sondern verallgemeinert wird: Die Kapellen «boten der Geistlichkeit und den Patrizierfamilien der Stadt [Konstanz] die Möglichkeit, als Stifter für die Ausstattung und die zugehörige Priesterstelle aufzutreten und für ihr Andenken Sorge zu tragen. Auch Bestattungen waren in den Kapellen möglich».⁷

Bei der Familie Muntprat handelt es sich um eine der einflussreichsten und begütertsten Familien des westlichen Bodensees während des 15. und 16. Jahr-



Abb. 3: Das Grab des Hans Muntprat in seiner heutigen Lage in der Christopheruskapelle. Zu erkennen sind das Wappenschild und die Helmzier. Die Ausstattung der Kapelle ist neuzeitlich und entspricht nicht mehr den Wünschen des Stifters. (Aufnahme Lukas Barwitzki)

hunderts.⁸ Über mehrere Generationen tauchen ihre Angehörigen in führenden Positionen auf den beiden wichtigsten Listen von Konstanz – der Ratsliste und den jährlichen Steuerlisten – auf. Hans Muntprat versteuerte in den 1470er- und 1480er-Jahren mehrfach Summen in der Grössenordnung von über 14000 Pfund und belegte damit mit mehreren Tausend Pfund «Vorsprung» die Position des reichsten Einwohners.⁹ Von 1451 bis zu seinem Tod 1487 gehörte Muntprat dem Konstanzer Grossen Rat an, von 1471 bis 1482 auch dem Kleinen Rat.¹⁰ In den 1460er- und 1470er-Jahren stellte die Familie Muntprat zwei langjährige Bürgermeister und oftmals ein Drittel der stadtadligen Mitglieder des Kleinen wie des Grossen Rates.¹¹ Ältere Stiftungen zeigen, dass die familiäre Memoria Mitte des 15. Jahrhunderts hauptsächlich in der Kirche St. Johann zelebriert wurde.¹² Die Grablege des Hans Muntprat im Münster hebt ihn also nicht nur von den zeitgenössischen Laien ab, sondern auch von anderen Mitgliedern seiner wohlhabenden Familie: Nur ihm gelang es, das Domkapitel durch den Einsatz enormer finanzieller Mittel von einer Ausnahme von der üblichen Bestattungspraxis zu überzeugen.

Hans Muntprat wandte sich erstmals im Juni 1474 an die Chorherren des Münsterstiftes, die für Bauarbeiten, die Instandhaltung und auch die klerikale Ausstattung des Münsters verantwortlich waren. Die Stiftung ist im Vertrag zwischen dem Chorherrenstift, vertreten durch den Dekan Johannes Zeller als Aussteller und Siegler,¹³ und Hans Muntprat dokumentiert. Den nachfolgenden Aushandlungsprozess um die Grablege dokumentiert eine Urkunde derselben Aussteller (Abb. 1 und 2). Da sich die Originale im Stadtarchiv Konstanz befinden und nicht bei den Unterlagen des Domkapitels im Freiburger Diözesanarchiv, ist davon auszugehen, dass es sich um Muntprats Exemplare der Urkunden handelt.¹⁴

Die in der Urkunde vom 7. Juni 1474 formulierte Stiftung bestand im Wesentlichen aus zwei Teilen: aus dem Erwerb einer Grablege für Hans Muntprat und seine Frau Osanna von Helmsdorf, den Details zur Bestattung des Stifterehepaars sowie zu dessen alljährlicher Memoria. Der Ort der Grablege wird klar festgehalten: «ainen alter in das obgenant munster enmitten an die sul uff verwilligung der erwendigen hochgelerten herren thumbropsts techans und gemains cappuels des obgemelten stifttes zû Costentz gebuwen».¹⁵ Mit besonderer Erlaubnis («verwilligung») des Dekans und Kapitels also durfte Hans Muntprat einen neuen Altar an einem der beiden südlichen Vierungspfeiler («sul») des Hochchores errichten; an einem Ort, der sonst nur für die Bestattung der Bischöfe von Konstanz und der höchsten Kleriker des Domkapitels vorgesehen war.¹⁶ Die Leichname der Eheleute sollten ebenfalls an diesem Altar liegen, wie die Stiftung ausdrücklich feststellt: «im munster ob sinem grab das er dann zû rut an dem grab siner husfrowen säligen Osannen von Helmstorf haben mag er rüwe mit sinem lib dar inn».

Nachfolgend werden die Bestattung und die Memoria detailliert festgelegt. Neben der Durchführung eines Gottesdienstes zum Todestag, zusätzlich am achten Tag danach und dem jährlichen Gedenktag («alle jar jürlich zû ewigen ziten ein jarzit») soll zusätzlich jeden Freitag eine Seelenmesse am Altar über seinem Grab gesprochen werden («zû ewigen ziten all wochen wochentlich am fritag im munster ob sinem grab»). Der Altar wird mit einem eigenen Priester und Kaplan, liturgischen Geräten und zwei stattlichen Kerzen ausgestattet. Diesen Priestern und allen anderen an den Gedenkgottesdiensten teilnehmenden Klerikern sollte laut der Stiftung Hans Muntprats für die Verrichtung des Dienstes jeweils ein Schilling als Gegenleistung bezahlt werden. Für die Erlaubnis zur Errichtung des Grabmales – nicht für den eigentlichen Bau! – in der Kirche, direkt vor dem Hochaltar, und die stattliche Memorialstiftung übertrug Hans Muntprat dem Domkapitel «tuset pfund haller Costentzer muntz und werung der von im also bar bezahlt sien als wir im des bekennen mit diesem brieff». Bei der Ausstellung der Stiftungsurkunde war der Betrag von 1000 Pfund also bereits «bar bezalt».

Zur Einordnung dieses Betrages: Hans Muntprat besass in den 1470er-Jahren ein Vermögen von etwa 13 000 bis 14 000 Pfund. Von den rund 1800 eingetragenen Personen in der Steuerliste (bei etwa 6000 EinwohnerInnen der Stadt Konstanz) kamen nur etwa 80 überhaupt auf den Besitz von 1000 Pfund, und nur Hans Muntprat konnte ein Vermögen von mehr als 10 000 Pfund angeben. Die jährlichen Gesamtsteuereinnahmen der Stadt Konstanz betragen 1470 knapp über 1300 Pfund.¹⁷ Die Kosten für die Erlaubnis zum Bau des Grabes und die Einrichtung der Stiftung waren also auf Augenhöhe mit den Einnahmen der gesamten Stadt. Zeitgleich reichte die Summe von 1000 Pfund allein aus, um ins reichste Prozent der Konstanzer Bevölkerung zu gelangen. Aus den erhaltenen Verkaufsurkunden der Stadt Konstanz kann sich ein ungefährer Verkaufswert von 20 bis 30 Pfund für ein Haus in guter Lage in der Innenstadt ableiten lassen.¹⁸ Der Gegenwert zu wenigen Quadratmetern im Konstanzer Münster entspricht dem einer ganzen Strasse in der Konstanzer Altstadt. Nur der mit Abstand reichste Bürger der Stadt konnte sich eine solche Aufwendung aus seinem persönlichen Vermögen leisten. Gleichzeitig ist sehr gut nachvollziehbar, warum das Domkapitel diese Stiftung akzeptierte.

An diesem Punkt könnte die Darstellung des Sachverhaltes enden und der Stiftung als eindrücklichem Zeichen des performativen Einsatzes von Reichtum wäre in diesem Beitrag Genüge getan. Doch die Stiftung, die durch den massiven Einsatz finanzieller Mittel die gängige Praxis der Bestattung im Münster als exklusives Privileg der Kleriker unterwanderte, stiess im Umfeld des Domkapitels auf Widerstand.

Knapp drei Monate nach der ersten Urkunde stellte der Dekan Johannes Zeller im Einvernehmen mit Hans Muntprat erneut eine Urkunde aus. In dieser wird zuerst die Stiftung aus dem Juni bestätigt und man erfährt auch, dass Muntprat sofort danach mit dem Bau von Grab und Altar begann: «sölicher vergunstung nach der obgenant Hans Muntprat den altar an das obgenant ende gebuwen ain ewige mess daruff gestiftt [...] hant alles nach inhalt und usswisung der dotation».¹⁹ Dekan Zeller formulierte im Text der Urkunde zurückhaltend, was wahrscheinlich als innerstädtischer Skandal die Runde machte: «und wann nun ettwas red und unwillen in den luten ufferstanden ist, das der benant altar an dem selben ende im minster nit fast kommenlich stande». Das Hauptanliegen der Beschwerde lautete also: Der Altar eines Laien an der Südseite des Chors («dem selben ende im minster») sei nicht angebracht, ziemlich oder angemessen («kommenlich»).

Wer die Protestierenden («luten») waren, die ihr Missfallen («ettwas red und unwillen») öffentlich machten, lässt sich nicht mehr feststellen, aber der Zeitpunkt des Konflikts im Sommer 1474 lässt einige vorsichtige Vermutungen zu: Auf Wunsch Herzog Sigismunds von Österreich hatte Papst Sixtus IV. einen Koadju-

tor und Nachfolger für den schwer erkrankten Bischof Hermann von Breitenlandenbergr bestellt, der die Stadt aber erst im Herbst erreichte.²⁰ Bischof Hermann verstarb am 18. September 1474 und der Konflikt zwischen dem päpstlichen Kandidaten Ludwig von Freiberg und dem vom Domkapitel unterstützten Otto von Sonnenberg dauerte als «Konstanzer Bistumsstreit» bis 1480.²¹ Im Sommer 1474 herrschte also ein Machtvakuum in der geistlichen Stadt Konstanz. Der alte Bischof lag im Sterben, der vom Papst gewollte Nachfolger war noch nicht in der Stadt und die Mitglieder des Domkapitels waren schon in Wahlabsprachen zu ihrem eigenen Vorteil vertieft. Doch welche Fraktion protestierte nun mit dermaßen viel Einfluss gegen die Stiftung des Hans Muntprat, dass der Dekan sie bezüglich der Grablege neu aushandeln musste?

Es lässt sich aus den bisher bekannten Quellen nicht folgern, dass Hans Muntprat seine Stiftung mit Dekan Zeller gezielt während dieses Machtvakuaums installierte, aber die Vermutung liegt nahe, dass der Protest dagegen aus den Reihen des Domkapitels kam. Die genauen Motive, sei es die Unterstützung eines der Bischofsanwärter, seien es eigene politische Ambitionen oder schlicht das Standesbewusstsein gegenüber der exklusiven Grablege für Kleriker, liegen im Dunklen. Dennoch sind die Domherren die wahrscheinlichste Gruppe, bei welcher der Protest zu verorten ist. Dafür spricht die Formulierung der nicht genannten «luten». Da beide Urkunden durch den Dekan nominell für das Domkapitel ausgestellt wurden, liesse sich die klare Formulierung des internen Widerstandes gegen diesen Vorgang als Angriff auf die Autorität und die Handlungskompetenzen des Dekans interpretieren. Nicht zuletzt wäre es ein mehr als erklärungsbedürftiger Sinneswandel des Domkapitels, der vorherigen Urkunde so offen zu widersprechen. Die Art und Weise des Protestes wird durch das «ettwas» geradezu verharmlost. In der Formulierung deutet sich ein Kompromiss bereits an: Es wird sowohl eine legitime Begründung für die Veränderung eines bestehenden, besiegelten Rechtsaktes gegeben als auch der Umfang des Widerstandes relativiert.

Der Druck auf Johannes Zeller war mit «ettwas red und unwillen» gross genug, damit dieser sich gezwungen sah, sich an Muntprat zu wenden und einen Kompromiss auszuhandeln: «dem nach wir nun mit im witer red haben gehept [...] des er nun zû tünd gegen uns gütwillichich ingangen ist», wie Zeller in der Urkunde schreibt. Die Auflösung der Stiftung und der damit verbundene Verlust der 1000 Pfund waren sicher nicht im Sinn des Dekans oder des Domkapitels, ebenso wenig wollte man die genannten Personen verärgern oder wollte Muntprat auf eine Bestattung im Münster verzichten. Es musste also ein Ausgleich zwischen diesen drei Interessen gefunden werden, dessen Ergebnis in der Urkunde festgehalten wurde.

Die vormalige Stiftung wurde zwar in Hinblick auf die Memorialseelsorge bestätigt, die Lage des Altars und der Grablege wurden jedoch neu bestimmt: «den

altar an andere zimliche end in dem minster zsetzen», in diesem Fall an die Südseite, an die heutige Lage. Im Gegenzug für den Verzicht auf den Altar im Hauptchor erhielt Muntprat jetzt die Erlaubnis, eine ganze Kapelle nach seinen persönlichen Vorlieben – natürlich auf eigene Kosten – zu gestalten: Er durfte «aller oberste cappel in unser lieben frowem minster so jetzo nuwlich gebuwen ist aller nächst ob der hailigen dry küng altar setzen und in die selben cappel mit stülen und andern zierden nach sinem willen buwen».

Die Stiftung der Grablege fällt baugeschichtlich in eine Umbauphase des Münsters. Zwischen etwa 1460 und 1489 wurden grosse Teile des Kirchenschiffes sowie die erst später dem heiligen Christopherus geweihte Kapelle angelegt.²² Der in der Stiftung ausgehandelte Kompromiss, die Kapelle ausgestalten zu dürfen und die Kosten hierfür selbst zu tragen, traf also auf die Möglichkeit, tatsächlich gestalterisch eingreifen zu können. Die Bestattung in der Kapelle wird ebenfalls noch einmal bestätigt und um einen letzten, ebenfalls neuen Punkt ergänzt: Er darf «sin begrebt zû rur an der cappel oder darinn mit uffzeichnung schilt und helm welches im eben und komelich ist», versehen. Für sein in der ersten Urkunde nicht weiter spezifiziertes Grab erhält Muntprat nun die ausdrückliche Erlaubnis, sein eigenes Wappen offen zeigen zu dürfen («mit uffzeichnung schilt und helm»).

Im Tausch gegen wenige Meter Distanz zu den Gräbern der Bischöfe und Bistumsheiligen erhielt Muntprat also als einziger Laie, wahrscheinlich überhaupt als einziger Konstanzer vor der Reformation, eine eigene, dem Hauptchor am nächsten gelegene Grabkapelle, in der zudem als Zeichen seines Einflusses (und nicht zuletzt seines Geldes) die aus Bronze gegossene Grabplatte seinen Namen und sein Wappen zeigt. Der Ausgleich zwischen den Interessen des Domkapitels, des Stifters und der Beschwerdeführer wird hier auch sprachlich durch die erneute Verwendung des «komelich» ausgedrückt. Während ein Grab am Hochaltar als nicht ziemlich erschien, wurde das Präsentieren des Wappens in der Kapelle als angemessen und angebracht («im eben und komelich») angesehen.

Abschliessend lässt sich sagen, dass grosser Reichtum die Praxis der spätmittelalterlichen Bestattungskultur im Konstanzer Münster soweit beeinflussen konnte, dass der Stifter die materiellen wie immateriellen Zeugnisse seines Vermögens offen zur Schau stellen konnte. Doch der Handlungsspielraum des Geldes fand selbst in einem Machtvakuum wie 1474 sein Ende in der Konkurrenz mit ungenannten Personen der Stadt und des Bistums, die ihrerseits Einfluss und Druck auf den Dekan ausübten. Die exorbitante Summe von 1000 Pfund, die Rolle Hans Muntprats als Ratsherr und als Mitglied der bedeutendsten stadtdligen Familie seiner Zeit sowie der mit dem Dekan ausgehandelte Kompromiss zur exakten Lage des Grabes stellen eine einmalige Situation in der Geschichte des Münsters, der Stadtgemeinde und des Bistums Konstanz dar. Weder in den Jahrhunderten

davor noch bis zum Beginn der Reformation konnte ein anderer Konstanzer Laie die finanziellen und politischen Mittel stemmen, um mit seiner Grablege auch nur in die – topografische wie finanzielle – Nähe der Stiftung des Hans Muntprat zu gelangen.

Anmerkungen

- 1 Claudian, *De raptu Proserpinae*, 2,302.
- 2 Zum generellen, nicht immer einfachen Verhältnis zwischen Domkapitel und Bürgern sowie zur Bestattungspraxis vgl. Helmut Maurer, *Konstanz im Mittelalter. Vom Konzil bis zum Beginn des 16. Jahrhunderts* (Geschichte der Stadt Konstanz 2), Konstanz 1996, 90–95.
- 3 Innerhalb der Literatur zum süddeutschen Raum konnten keine weiteren Vergleichsfälle identifiziert werden, in denen ein Laie in der Bischofskirche bestattet wurde und bei dem sowohl die schriftlichen Quellen wie auch das Grabdenkmal als solche erhalten sind.
- 4 Maurer identifiziert ihn ebenfalls als reichsten Bürger und stellt die Familiengeschichte kurz dar, die Stiftung im Münster scheint ihm aber nicht bekannt gewesen zu sein. Vgl. Maurer (wie Anm. 2), 111 f. und 143 f.
- 5 In der sonst detailreichen Beschreibung des Konstanzer Münsters von 2013 wird das Grab nur sehr oberflächlich und in Bezug auf veraltete Literatur beschrieben. Vgl. Stefan King, «Südkapellen und Südportal», in Ulrike Laule (Hg.), *Das Konstanzer Münster Unserer Lieben Frau. 1000 Jahre Kathedrale – 200 Jahre Pfarrkirche*, Regensburg 2013, 200–203, hier 200. Ebenso übernimmt Ines Stadie, «Legende zum Plan der Grabdenkmäler und Epitaphien im Konstanzer Münster», in Ulrike Laule (Hg.), *Das Konstanzer Münster Unserer Lieben Frau. 1000 Jahre Kathedrale – 200 Jahre Pfarrkirche*, Regensburg 2013, 428–434, hier 429, das falsche Datum aus der älteren Forschung.
- 6 Vgl. Stadie (wie Anm. 5), 429.
- 7 King (wie Anm. 5), 200.
- 8 Vgl. Maurer (wie Anm. 2), 143–145.
- 9 Peter Rüster, *Die Steuerbücher der Stadt Konstanz*, Teil II: 1470–1530, Konstanz 1963, 10, Nr. 567: 13415 Pfund fahrend, 14527 Pfund liegendes Gut.
- 10 Konrad Beyerle, *Die Konstanzer Ratslisten des Mittelalters*, Heidelberg 1898, 151–168. Hier enthalten ist auch die Todesnachricht.
- 11 Beyerle (wie Anm. 10), 138 und 250.
- 12 Vgl. Maurer (wie Anm. 2), 143–145. Als weiteres Beispiel vgl. eine Stiftung des Konrad Muntprat von 1470, wie sie in Urkunde StAKN 6174 und StAKN 8828 überliefert ist. Die Summe beträgt hierbei «nur» 320 Pfund.
- 13 Bei Johannes Zeller handelt es sich um einen der frühen Humanisten der Stadt Konstanz. Er starb 1474, nur kurze Zeit nach der Ausstellung dieser Urkunde. Vgl. Maurer (wie Anm. 2), 157.
- 14 Die Transkription der zitierten Ausschnitte erfolgte durch den Autor dieser Arbeit. Einzig Namen und Orte wurden in der Grossschreibung den heutigen Konventionen angepasst, die diakritischen Zeichen wurden aufgelöst, aber keine moderne Interpunktion gesetzt.
- 15 Alle Zitate dieses Abschnittes entstammen der Urkunde StAKN10172 vom 7. 6. 1474. Die genaue Provenienz der Stiftungsurkunde bleibt ungeklärt. Im Stadtarchiv finden sich fast keine weiteren Privaturkunden der Muntprats, weshalb nicht von einer gezielten Übertragung des Familienarchivs ins Stadtarchiv ausgegangen werden kann.
- 16 In der zweiten Urkunde ist die Position des Altars noch einmal deutlich angegeben: «an die sul in mitten in dem munster». Dabei kann es sich nur um eine der Vierungssäulen des Chores handeln. Vgl. hierzu den unteren Abschnitt.

- 17 Rüter (wie Anm. 9), 10, Nr. 567 und 33 für die Gesamtsteuer. Die methodischen Probleme, die nach Haushalt eingesammelte Steuer der Stadt mit einer privaten Stiftung zu vergleichen, sind dem Autor bewusst. Die Nennung der Summe dient lediglich als weiterer Hinweis dafür, dass es sich um eine Menge Geld handelte.
- 18 Beispiele für solche Verkäufe, aufgrund deren dieser grobe Vergleich aufgestellt wurde, finden sich im Konstanzer Stadtarchiv, zum Beispiel in den Urkunden StAKN 6139, 6270, 6283, 8938, 10102 und 10961, alle aus den 1470er-Jahren.
- 19 Alle Zitate dieses Abschnittes entstammen der Urkunde StAKN 6137 vom 5. 9. 1474 aus dem Stadtarchiv Konstanz. Zu den Transkriptionshinweisen vgl. Anm. 14.
- 20 Veronika Feller-Vest, Art. Hermann von Breitenlandenber, <https://hls-dhs-dss.ch/de/articles/012526/2007-11-14> (5. 5. 2020). Und vgl. Maurer (wie Anm. 2), 138 f.
- 21 Veronika Feller-Vest, Art. Ludwig von Freiberg, <https://hls-dhs-dss.ch/de/articles/012617/2014-06-23> (5. 5. 2020). Und vgl. Maurer (wie Anm. 2), 138 f.
- 22 Vgl. King (wie Anm. 5), 202.

Im Namen der «Befreiung»

Von der Rückeroberung des eigenen Körpers zum Recht auf eine selbstbestimmte Existenz in der schweizerischen Frauenbewegung, 1970–1990

Anja Suter

Am Samstag, dem 1. Februar 1969, im ersten Winter nach dem politisch «heissen Sommer» von 1968, trug sich in der Zürcher Innenstadt ein merkwürdiges Schauspiel zu: Frauen und Männer zogen, ausgestattet mit roten Fahnen und Transparenten, vom Limmatquai ans Bellevue, um dort ein Strassentheater aufzuführen. Das Theater, so die AktivistInnen, sei eine Moritat und heisse «Das Leben einer Frau im bürgerlichen Fleischwolf – Ein bürgerliches Erziehungsspiel».¹

Kurz zuvor befanden sich die Frauen und Männer mit ihren Fahnen und Transparenten noch mitten im Zürcher Börsensaal an einer Kundgebung, die der Zürcher Frauenstimmrechtsverein anlässlich des Frauenstimmrechtstages organisiert hatte, um auf die von ihnen seit über 75 Jahren postulierte Forderung nach Einführung des Stimmrechts für Frauen aufmerksam zu machen. Bereits hier hatten sich die AktivistInnen mit flammender Rede *gegen* die – wie die *Neue Zürcher Zeitung* berichtete – «bürgerlich-patriarchalische Diktatur» und *für* die «Befreiung der Frau» bemerkbar gemacht.²

Die Frauen, die hier protestierten, kamen aus diversen Gruppen der neuen Linken, die sich auch in Zürich um das Jahr 1968 formiert hatten.³ Mit ihrer Aktion wollten sie sich demonstrativ von dem als angepasst, bürgerlich und elitär wahrgenommenen Frauenstimmrechtsverein und dem von ihm vertretenen Frauenbild abgrenzen. Das Theater am Bellevue und die Rede im Börsensaal waren nicht die ersten aufsehenerregenden Auftritte der Frauen der neuen Linken und auch nicht deren erste Konfrontation mit dem Zürcher Frauenstimmrechtsverein. Es waren jedoch die ersten Aktionen, an denen die Aktivistinnen unter einem eigenen Namen auftraten; sie nannten sich «Frauenbefreiungsbewegung» oder kurz «FBB».

In diesem Beitrag geht es um Befreiung. Es interessiert, wie der Begriff der Befreiung sowie ihm sinnverwandte Termini wie Dekolonisation oder Rückeroberung von der Frauenbewegung der Schweiz nach 1968 eingesetzt wurden, was für Handlungsmöglichkeiten oder gar -imperative daraus abgeleitet wurden und inwiefern sich Einsatz und Deutung dieser Begriffe in der Auseinandersetzung mit dem weiblichen Körper und weiblicher Sexualitäten innerhalb der hier be-

trachteten zwei Jahrzehnte veränderten. Im Fokus des Beitrags stehen die autonomen Frauenbewegungen in Zürich und Genf.

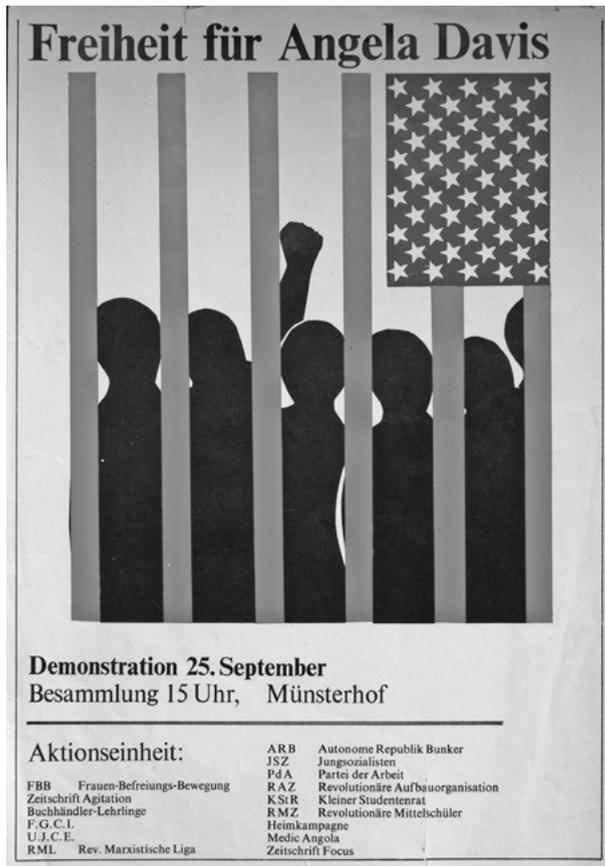
Befreiung als Fantasy: Die Anfänge der Frauenbefreiungsbewegung

Die Selbstbezeichnung Frauenbefreiungsbewegung, so erzählt das FBB-Gründungsmitglied Helen Pinkus-Rymann in einem Jahrzehnte später geführten Interview, sei spontan entstanden: Nach einer ersten Aktion im Schauspielhaus hätten sich die Frauen im Atelier von Gertrud Pinkus an der Zürcher Froschaugasse getroffen. Eine anwesende Journalistin hätte sie gefragt, wie sich die Gruppe nennen würde. Pinkus-Rymann meinte: «Da wir uns bisher als Einzelpersonen verstanden, die gemeinsam eine Sponti-Aktion durchgeführt hatten, waren wir eigentlich gar niemand. Und so antworteten wir aus Jux: <Frauenbefreiungsbewegung>. Das war ironisch gemeint, doch für die Presse war dies natürlich <die Gründung der FBB>.»⁴

Mag sein, dass die Antwort aus einem Impuls heraus entstand – doch der Name war greifbar, er zirkulierte global: Kurz davor hatte sich in den USA das Women's Liberation Movement formiert, in Frankreich wurde um dieselbe Zeit das Mouvement de libération des femmes gegründet. Diesen Frauenbewegungen gemeinsam war, dass sie um das Jahr 1968 aus der ausserparlamentarischen Linken entstanden und eine Politik der radikalen gesellschaftlichen und ökonomischen Veränderung vertraten. Die «Sprache der Befreiung», wie Aline Oloff im gleichnamigen Buch für die Frauenbewegung in Frankreich gezeigt hat, war die Sprache der neuen Linken rund um und nach 1968.⁵ Die Bewegungen der neuen Linken bezogen sich auf antikoloniale Kämpfe im globalen Süden und das Civil Rights respektive Black Power Movement in den USA und entdeckten die AkteurInnen dieser Bewegungen als «revolutionäre Subjekte» in einem – vermeintlich – gemeinsamen Kampf gegen die alte, bürgerliche und kapitalistische Weltordnung. Die «Befreiungsbewegung» war, wie Brigitte Studer schreibt, «der Archetyp des Kollektivsubjekts der Emanzipation».⁶

Die Rede von der Befreiung und der Bezug auf antikoloniale und antirassistische Bewegungen schuf die Möglichkeit, sich im Weltgeschehen einzubetten und so eine Form von Kollektivität zu schaffen, die nicht per se gegeben war. Es war vielmehr eine Form, die die immensen Unterschiede zwischen den antikolonialen Kämpfen in (ehemaligen) Kolonien und den sozialen Bewegungen in Europa und den USA glättete und zugleich bewegungsinterne Rassismen und Ausschlüsse ignorierte.⁷ Joan Scott hat für ein solches Sicheinschreiben in die Geschichte den Begriff Fantasy eingeführt.⁸ Fantasy, so schreibt Scott mit Bezug auf Jacqueline Rose, sei nicht als das Gegenteil der sozialen Realität zu verste-

Abb. 1: Flugblatt der
FBB Zürich, 1971.
(SozArch, Ar 456.11.1,
FBB 064, Teil 1)



hen, sondern als deren Bedingung zu begreifen. Fantasy ist demnach nicht das Objekt des Begehrens, sondern es bildet die Kulisse, das Setting des Begehrens. Dabei formt das Subjekt im Fantasy nicht (oder nicht nur) eine Darstellung des begehrten Objekts, sondern das Subjekt findet sich selbst als RepräsentantIn in diesem Setting wieder.⁹ So schafft Fantasy Kollektivität: Es bringt aus einer wahrgenommenen Konfusion ein kondensiertes Narrativ hervor und ermöglicht es dadurch sowohl Individuen als auch Gruppen, sich einen Platz in der Geschichte, eine Identität, zu geben. Dabei hat Fantasy mindestens eine doppelte Struktur: Es reproduziert Widersprüche und Konflikte, und es maskiert oder glättet solche zugleich.

Fantasy im Scott'schen Sinne bedeutet folglich nicht, dass die Bezüge oder Kontakte zu den jeweiligen Kämpfen in den USA oder Südafrika keine realen waren. Die Solidaritätskampagnen gegen die Verhaftung der Kommunistin und

Black-Panther-Aktivistin Angela Davis waren ebenso real – und für die FBB Anfang der 1970er-Jahre wichtiger Teil ihrer Politik – wie die Einladung der Black-Panther-Aktivistin Kathleen Cleaver zu diversen Veranstaltungen in der Schweiz.¹⁰ Den hier verwendeten Begriff der Befreiung als Fantasy nach Scott zu begreifen, bedeutet vielmehr, dass antikoniale und antirassistische Kämpfe den VertreterInnen der neuen Linken den kollektiven, politischen Bezugsrahmen gaben: Das Fantasy der «Befreiung» war identitätsstiftend und verbindend – und öffnete den Horizont für radikale, politische Utopien *und* für konkrete Handlungsoptionen. Fantasy war somit erstens Garant für eine (vermeintlich) gemeinsame Geschichte und eine gemeinsame Sprache, zweitens ein (noch) nicht eingelöstes Zukunftsversprechen und drittens ein konkretes Geschehen, ein Kampf in der Gegenwart.

Befreiung wurde innerhalb der neuen Linken jedoch nicht nur auf Unabhängigkeits- und Bürgerrechtskämpfe bezogen; Befreiung war stets auch sexuell konnotiert.¹¹ Dies gilt in besonderem Masse für die ausserparlamentarische Frauenbewegung nach 1968. Denn bald war es nicht mehr die marxistische Analyse, die das Hypozentrum der revolutionären Kritik bildete, wie es in den Anfängen der FBB noch eindeutig der Fall war.¹² Ins Zentrum der Aufmerksamkeit rückten vielmehr der Körper und die Sexualität der Frau, deren Stellenwert und Rolle in der kapitalistischen Gesellschaft. Über diese Themen wurden von nun an Fragen der Befreiung, Selbstbestimmung und – als weiterer zentraler Begriff der Frauenbefreiungsbewegung – Autonomie verhandelt. Wie genau das geschah, soll in der Folge anhand zweier Beispiele veranschaulicht werden: anhand der Praxis der sogenannten Selbstuntersuchungen, des Sehens und Ertastens des eigenen Körpers, zum einen, im Kampf um den straflosen Schwangerschaftsabbruch zum anderen.

Kontrolle, Rückeroberung, Autonomie: Selbstuntersuchungen

Eine der ersten Subgruppen, die die Zürcher Frauenbefreiungsbewegung (FBB) gründete, war die Arbeitsgruppe Sexualität und Aufklärung.¹³ In dieser Gruppe sprachen die Frauen über ihre sexuellen und körperlichen Erfahrungen, über sexuelles Begehren ebenso wie über Verhütungs- und Abtreibungsmöglichkeiten. Im September 1972 ging aus dieser Arbeitsgruppe die schweizweit erste Informations- und Beratungsstelle für Frauen hervor: die Infra.¹⁴ Die Zürcher Infra bot Frauen zu regelmässigen Zeiten unentgeltlich Beratung zu Verhütung, Schwangerschaftsabbruch, alternativer Medizin, Erziehung, aber auch zu juristischen Fragen das Arbeits-, Miet- oder Eherecht betreffend.¹⁵ Das Angebot stiess von Beginn an auf eine riesige Nachfrage. Und in den Jahren darauf folgten in min-

destens sieben Schweizer Städten ähnliche Einrichtungen.¹⁶ Dabei liessen sich die Feministinnen in der Schweiz vom US-amerikanischen Women's Health Movement inspirieren: Frauen aus den USA wurden in die Schweiz eingeladen, um von ihren Erfahrungen und Projekten zu erzählen.¹⁷

Sechs Jahre nach Gründung der Infra wurde im Mai 1978 das erste Schweizer Gesundheitszentrum für Frauen eröffnet: das Dispensaire des femmes in Genf.¹⁸ Das Dispensaire wurde von Frauen des Genfer Mouvement de libération des femmes (MLF) gegründet und entwickelte sich zu einem wichtigen Referenzpunkt der Frauengesundheitsbewegung der Schweiz und zu einem Ort der Vernetzung mit Frauenorganisationen weltweit.

Inspiziert von Feministinnen aus den USA organisierten die Frauen des MLF und der FBB sogenannte Selbstuntersuchungen: Ausgerüstet mit Spiegel und Spekulum und teils unter Anleitung einer Expertin schauten sie sich selbst nicht nur ihre Vulva, sondern auch die Vagina bis hin zur Cervix an und zeigten sie sich auch gegenseitig.¹⁹ Selbstuntersuchungen wurden in den 1970er-Jahren in Frauennetzwerken weltweit als feministische Praxis propagiert und praktiziert.²⁰ Interessant ist nun, wie und mit welchen Begriffen Frauen diese Praxis beschrieben. In der *Zeitung der Frauen*, die 1973 als gesamtschweizerische Zeitung in Deutsch, Französisch und Italienisch erschien, wird ausführlich von einem Selbstuntersuchungskurs, der in Genf stattgefunden hatte, berichtet.²¹ Leena Schmitter hat in einem kürzlich in dieser Zeitschrift publizierten Beitrag gezeigt, wie im Bericht über den Kurs in Genf Selbstuntersuchungen als «Kontrolle» über und «Inbesitznahme» des eigenen Körpers sowie als «Ausbruch aus der Isolation» beschrieben wurden.²² Die Zürcher FBB-Frau Helen Pinkus-Rymann sprach gar von Rückeroberung: «Ein Ereignis, welches mich sehr berührte», so erzählte sie, «war als wir in der Selbstuntersuchungsgruppe unseren Muttermund anschauten. Das war verrückt! Etwas, das bisher nur mein Arzt gesehen hatte. Das war Wiedereroberung von verlorenem Terrain!».²³

Helen Pinkus-Rymann war nicht allein. Für viele Frauen war der eigene Körper, waren die eigenen Geschlechtsorgane Terra incognita. Durch das gemeinsame Sehen der jeweils eigenen und anderen Körper, durch das gemeinsame Sprechen über die Machtverhältnisse, mit denen sich Frauen konfrontiert sahen – sowohl gegenüber einer meist männlichen Ärzteschaft als auch gegenüber ihren männlichen Partnern, sofern sie in heterosexuellen Beziehungen lebten –, wurden individuelle, körperliche und soziale Erlebnisse zu geteilten Erfahrungen.²⁴ Die in Broschüren und Zeitungen der Frauenbewegung der 1970er-Jahre in unzähligen Bildern abgedruckten detaillierten Darstellungen von Frauenkörpern, von der Gebärmutter, der Vagina, den Eierstöcken sowie Texte über den klitoralen und vaginalen Orgasmus oder über Verhütungs- und Abtreibungsmethoden hatten zugleich aufklärerischen wie auch selbstermächtigenden und verbindenden Cha-

rakter.²⁵ Es war folglich nicht nur das Fantasy der Befreiung, das Kollektivität ermöglichte, sondern ganz konkret die Auseinandersetzung mit dem individuellen Körper in der Gruppe, die als «Wiedereroberung» des individuellen und zugleich des kollektiven weiblichen Körpers beschrieben wurde.

Diese Auseinandersetzung über Körper und Sexualität verlief innerhalb der Zürcher FBB zeitgleich mit einer intensiv geführten Diskussion um die politische Ausrichtung der Bewegung. Das zentrale Schlagwort dieser Debatte lautete Autonomie. Die Diskussion drehte sich um die Frage, ob und wenn ja inwieweit sich die FBB (noch) an anderen, gemischten Gruppierungen der neuen Linken und deren marxistischer Analyse orientieren und sich als deren Teil verstehen sollte – oder ob sie nicht viel eher eine unabhängige, autonome, feministische Bewegung mit ebenso eigenständiger, feministischer Gesellschaftsanalyse sei respektive sein sollte.²⁶ Im Dezember 1973 wurde der Vorstand der FBB nach langer inhaltlicher Diskussion aufgelöst und neu gewählt. Die bisherigen Vorstandsfrauen, die der Autonomie gegenüber mehrheitlich skeptisch eingestellt waren, wurden abgewählt und durch je ein Mitglied der unterschiedlichen FBB-Arbeitsgruppen ersetzt.²⁷ Wenige Wochen später lancierte die FBB Zürich publikumswirksam ihre Kampagne für ein autonomes Frauenzentrum.²⁸

Inwieweit die konstatierte Rückeroberung des individuellen und kollektiven Körpers dazu beigetragen hatte, dass sich ein Grossteil der FBB-Frauen letztlich für die Autonomie entschied, kann mit diesem Beitrag nicht abschliessend beantwortet werden. Die oben zitierten Aussagen der Teilnehmerinnen von Selbstuntersuchungsworkshops, die Gleichzeitigkeit der Autonomiediskussion und der Auseinandersetzung mit der Sexualität und dem Körper der Frau lassen aber zumindest die Vermutung zu, dass sich die Erfahrung der Selbstuntersuchung und das Thematisieren von Körper und Sexualität für viele Frauen zu einem zentralen Wendepunkt ihrer politischen Biografie entpuppte.²⁹ Die erste Ausgabe der *Fraue-Zitig*, die im Juli 1975 erschien, trug den Untertitel *Zeitung der autonomen FBB-Frauenbefreiungsbewegung Zürich*. Nebst den in der Bewegung bereits zuvor stark gewichteten Themen Lohn- und Hausarbeit sind es vor allem Beiträge zum Arztbesuch und zur Sexualität der Frau, die diese Erstausgabe dominierten.³⁰

Körper in Besitz: Abtreibung und Reproduktionstechnologie

Das erste schweizweit bearbeitete und über mehrere Jahre im Zentrum stehende Thema der Frauenbewegung der 1970er-Jahre war der Kampf um den strafflosen Schwangerschaftsabbruch. Um diesen Kampf landesweit zu koordinieren, lancierten diverse ausserparlamentarische Frauenorganisationen der Schweiz im

derung nach einem straffreien Schwangerschaftsabbruch ins Feld geführt und mit Befreiung verbunden wurden: «Wir kämpfen vor allem darum, über unseren Körper selbst zu bestimmen. Die Liberalisierung der Abtreibung ist nichts anders [sic] als eine Bedingung dafür. [...] Die Liberalisierung der Abtreibung [...] kann nicht ohne weiteres als eine Eroberung der Frauen betrachtet werden. Sie wird es nur in dem Masse sein, in dem wir daraus [...] ein Instrument machen, unser Instrument, zu unserer Befreiung. [...] wir Frauen wollen unsere Sexualität zurückerobern, wir haben genug von der herrschenden Sexualität, die uns zur Schwangerschaft zwingt», heisst es auf den ersten Seiten der *Zeitung der Frauen*.³² Den Fluchtpunkt dieser Forderungen bildete der Slogan, der auch in unzähligen anderen Ländern die Kampagnen für einen straffreien Schwangerschaftsabbruch begleitete: «Mein Bauch gehört mir», «Notre ventre, leur loi».

Gegen Ende der 1970er-Jahre veränderte sich die feministische Debatte um den weiblichen Körper radikal. Neu aufkommende Techniken und Technologien wie Ultraschall oder Fruchtwasserpunktion als diagnostische Untersuchungsmethoden einer Schwangerschaft sowie künstliche Befruchtung über In-vitro-Fertilisation, der Embryotransfer oder die Leihmutterschaft stellten die feministischen Bewegungen und Analysen weltweit vor neue Fragen: Was boten die neuen Techniken und Technologien den Frauen? Konnten sie für den feministischen Kampf genutzt werden, oder waren sie vielmehr eine Bedrohung für diesen – und für die Frauen?³³ Die Fragen wurden unterschiedlich beantwortet: Gewisse Feministinnen in England und den USA feierten die neuen Reproduktionstechnologien als emanzipatorischen Fortschritt, weil sie Frauen von der «Tyrannei der reproduktiven Biologie» befreien würden und somit das Potenzial mit sich brächten, eine feministisch-emanzipatorische Gesellschaft zu schaffen.³⁴

Feministinnen im deutschsprachigen Raum waren den neuen Technologien gegenüber weit skeptischer eingestellt: Sie sahen in diesen eine weitere Möglichkeit patriarchal-kapitalistischer Ausbeutung bis hin zu einer Fortführung nationalsozialistischer Euthanasie- und Rassenpolitik, da die neuen Techniken unter anderem dazu dienten, mögliche Krankheiten oder Behinderungen eines Embryos vorauszusagen – auch wenn es sich stets um Wahrscheinlichkeiten handelte.³⁵ Die Soziologin Maria Mies sprach vom «Technopatriarchat», von einer «neuen Eugenik im Weltmassstab» und vom «Bio-Krieg gegen Frauen».³⁶ Mies war eine bekannte Vertreterin des Ökofeminismus: Anfang der 1980er-Jahre veröffentlichte sie gemeinsam mit Claudia von Werlhof und Veronika Bennholdt-Thomsen die Streitschrift «Frauen, die letzte Kolonie».³⁷ Mit diesem Buch lieferten die drei seither als «Bielefelderinnen» bezeichneten Theoretikerinnen eine Kritik der marxistischen Analyse aus ökofeministischer Perspektive, indem sie die unbezahlte Haus- und Subsistenzarbeit von Frauen ins Zentrum ihrer Analyse rückten. Ihre grundlegende These: Der (genuin patriarchale) Kapitalismus habe

sich erst mit der Entwertung, der Inbesitznahme und der Ausbeutung der Arbeit von Frauen ebenso wie mit der Entwertung, Inbesitznahme und Ausbeutung ganzer Erdteile und Bevölkerungsgruppen durch den Kolonialismus entwickeln können. Die Ausbeutung von Frauen wurde analytisch der kolonialistischen Ausbeutung gleichgesetzt; das «Inbesitznehmen» als kapitalistisch-patriarchales Ausnehmen verstanden. Diese Analyse bot denn auch die Grundlage der ökofeministischen Kritik an den neuen reproduktiven Technologien – prägnant wurde auch hier die Analogie der Kolonie ins Spiel gebracht: «Nach der Atomtechnik, den Mikroprozessoren, der Weltraumforschung stellen die neuen Biotechniken den derzeit letzten Versuch des kapitalistischen Patriarchats dar, die immer deutlicher werdenden Verwertungsschwierigkeiten (Überproduktion, sinkende Profitrate, Grenzen des Wachstums) durch die Eroberung und Erschliessung neuer Investitionsterritorien und durch die Schaffung neuen Bedarfs, sprich Markt, zu überwinden. Das neue Territorium, das nun erobert, zerlegt, vermessen, angeeignet und industriell verwertet wird, ist der Frauenkörper mit seiner einzigartigen Fähigkeit, menschliches Leben zu schaffen.»³⁸

Ähnlich sahen dies auch Feministinnen in der Schweiz. Anita Fetz, Florianne Koechlin und Ruth Mascarin, damals alle drei Politikerinnen der Progressiven Organisation Schweiz (POCH), publizierten 1986 eine Aufsatzsammlung, in der sie sich eingehend mit den neuen Gen- und Reproduktionstechnologien befassten und diese ebenfalls als eine (neo)koloniale Bedrohung für alle Frauen sahen.³⁹ Anita Fetz formulierte es so: «Künstliche Befruchtung, Embryotransfer, Mietmutterschaft – das sind die Mittel der neuen Reproduktionstechnologien, die unfruchtbaren Frauen in den Industrieländern zu Kindern um jeden Preis verhelfen sollen. Gesundheitsschädigende Verhütungsmittel und Zwangssterilisation – damit sollen Frauen in der Dritten Welt im Namen der Bevölkerungspolitik am Gebären gehindert werden. Gebärzwang hier, Geburtenverbot dort – das sind die zwei Seiten der gleichen Medaille. [...] Den Preis bezahlen *alle* Frauen mit einem weiteren Verlust ihrer Autonomie über den eigenen Körper.»⁴⁰

Die feministische Diskussion um Frauengesundheit und Reproduktionstechnologien entwickelte sich, wie in beiden Zitaten zu erkennen ist, vor dem Hintergrund einer weiteren aufkommenden Debatte, die für die Auseinandersetzung mit dem weiblichen Körper zentral war und die über verschiedene internationale Vernetzungstreffen auch Eingang in die Diskussionen in der Schweiz fand: die Debatte um Bevölkerungspolitik.⁴¹

«Recht auf Schwangerschaft»: Bevölkerungspolitik

Anfang Juni 1981 reisten über 500 Frauen aus 35 Ländern und sechs Kontinenten nach Genf, um an einem dreitägigen Vernetzungstreffen zu «Women and Health» teilzunehmen. Zu diesem Treffen eingeladen hatten Frauen des Genfer MLF respektive das Dispensaire des femmes zusammen mit dem Netzwerk ISIS – International Women’s Information and Communication Service.⁴²

Es war das dritte internationale Vernetzungstreffen in Europa, das unter diesem Titel stattfand, doch es war das erste in der Schweiz und das erste, an dem auch Frauen aus Asien, Afrika und Lateinamerika teilnahmen.⁴³ Eines der zentralen Themen dieses Vernetzungstreffens war die seit den 1950er-Jahren von den westlichen Staaten vorangetriebene bevölkerungspolitische Agenda vor allem in ehemaligen Kolonialgebieten sowie in ärmeren Gegenden der USA und Grossbritanniens, der Zwangscharakter sogenannter Familienplanungsprogramme gegenüber armen Frauen, Indigenen⁴⁴ und Schwarzen Frauen und die Rolle der darin involvierten und davon profitierenden westlichen Pharmafirmen und Nichtregierungsorganisationen.⁴⁵ Frauen in Indien, Bangladesch, Brasilien, Costa Rica, Puerto Rico, Ägypten, Südafrika, den USA und Grossbritannien begannen, sich gegen die zwangsverordneten, rassistisch und klassistisch motivierten Familienplanungsprogramme in ihren Staaten zu wehren und brachten ihre Kritik in internationalen feministischen Gremien ein.⁴⁶ In der Zusammenarbeit mit dem Netzwerk ISIS entwickelte sich das Genfer Dispensaire des femmes zu einem zentralen Ort dieser internationalen Vernetzung.

Für Feministinnen in der Deutschschweiz waren daneben zwei weitere internationale Vernetzungstreffen von grosser Bedeutung: Das International Tribunal and Meeting on Reproductive Rights, das im Juli 1984 in Amsterdam stattfand und zu dem das ebenfalls in Amsterdam domizilierte internationale Netzwerk Women’s Global Network for Reproductive Rights (WGNRR) eingeladen hatte, und ein Jahr später, im April 1985, ein Kongress, der unter dem Titel «Frauen gegen Gentechnik und Reproduktionstechnik» in Bonn organisiert wurde.⁴⁷ Zu beiden Veranstaltungen reisten auch Frauen aus Zürich, die in feministischen Gruppen der autonomen Jugendbewegung der 1980er-Jahre aktiv waren und sich mit Gewalt gegen Frauen, mit Sexualität und Gesundheit und mit den neu aufkommenden Gen- und Reproduktionstechnologien auseinandersetzten. Den Beschluss, sich intensiv mit dem Thema Bevölkerungspolitik zu beschäftigen, fassten die Frauen allerdings erst nach dem Besuch der Tagung in Amsterdam.⁴⁸

Wie beim Kongress in Genf nahmen auch in Amsterdam Frauen aus verschiedenen Kontinenten teil und übten scharfe Kritik an den westlichen NGOs, der Weltbank und der UNO, die teils gemeinsam mit den jeweiligen staatlichen Strukturen ihre bevölkerungspolitischen Ziele durchzusetzen versuchten. Unter dem

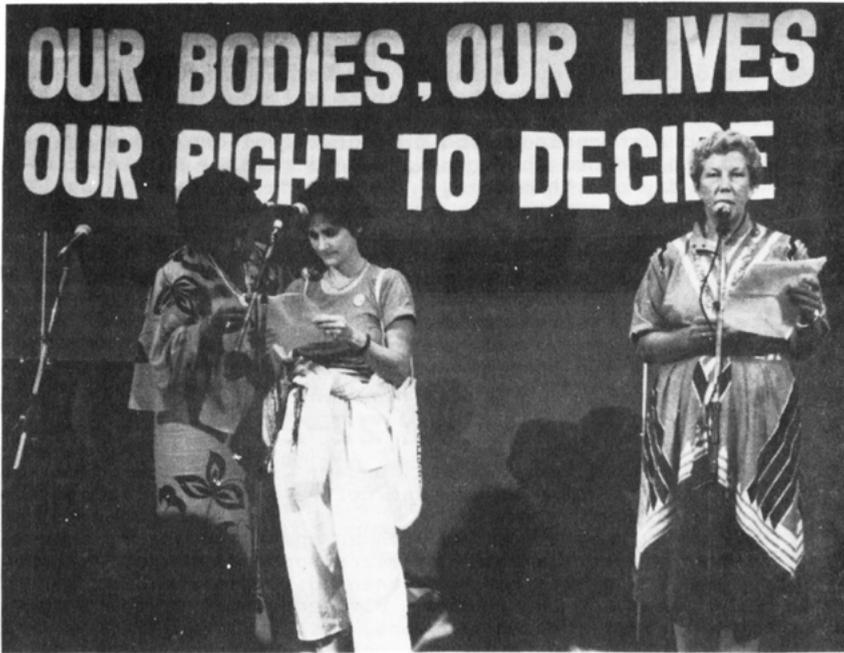


Abb. 3: Rednerinnen am internationalen Tribunal in Amsterdam, Juli 1984. (Aus der Broschüre *Women's Global Network on Reproductive Rights* [Hg.], *Divided in Culture, United in Struggle. Report of the International Tribunal and Meeting on Reproductive Rights, Amsterdam 22–28 July 1984, Amsterdam 1986, 6, SozArch, Ar 437.30.6, Broschüren/Material zur Bevölkerungspolitik ca. 1988–1994*)

Eindruck dieser Kritik gründeten die Zürcher Teilnehmerinnen die Frauengruppe Antígena, die ab 1985 unter diesem Namen auftrat und sich fortan der globalen und lokalen bevölkerungspolitischen Dimension von Gen- und Reproduktionstechnologien widmete.⁴⁹

Die Gruppe Antígena war zwar nicht allein mit ihrer Forderung, die Gen- und Reproduktionstechnologie in einem internationalen Zusammenhang zu beleuchten.⁵⁰ Zusammen mit den Genferinnen des MLF war die Antígena aber eine der ersten von wenigen Gruppen in der Schweiz, die sich in ihrer Analyse bezüglich Reproduktionstechnologien und Bevölkerungspolitik stark von den Initiativen und der Kritik von Schwarzen und Indigenen Feministinnen antreiben liessen und diese Kritik ins Zentrum ihrer Politik stellten.⁵¹ In einem der ersten Positionspapiere der Gruppe heisst es: «Das *Patriarchat* versucht seit Jahrtausenden die Frauen und ihre Gebärfähigkeit unter Kontrolle zu bekommen. Hiezu bieten die Reproduktionstechnologien neue Handhabe. Die (Re-)Produktion aller Men-

schen soll völlig unter die Verwaltung der weissen Männer gestellt werden. [...] Frauen sollen zu Rohstoffquellen (Eilieferantinnen) und Produktionsmitteln (Gebärmutter) werden – das Kind ist dann die fertige Ware. [...] Diese veränderte Situation auf das Gebären wirkt sich auch auf die Kinderfrage an sich aus. Wir glauben, dass es [...] nicht mehr im Interesse von Frauen liegt, die Abtreibungsdiskussion isoliert vom gesamten Reproduktionsbereich zu führen.»⁵²

Der Kongress in Amsterdam hatte die Frauen aus Zürich dazu veranlasst, sich des Themas Bevölkerungspolitik anzunehmen und so lokale wie auch internationale bevölkerungspolitische Interventionen zu analysieren. Der Kongress in Bonn bewog sie schliesslich dazu, die bereits zuvor im Zusammenhang mit den neu aufkommenden Reproduktionstechnologien mit Skepsis betrachtete Parole «Mein Bauch gehört mir» radikal zu überdenken.⁵³ Angeregt von Beiträgen der indischen Frauengesundheitsaktivistinnen und Wissenschaftlerinnen Vibhuti Patel und Mona Deswani, die über die bevölkerungspolitischen Interventionen in Indien berichteten, sowie von der Analyse der Subsistenztheoretikerin Maria Mies, die jegliche Form von «Besitzanspruch» als Ausdruck einer kapitalistisch-bürgerlichen Ideologie wertete, veränderte sich für die Frauen der Gruppe Antígena der Blick auf das Verhältnis zwischen Freiheit und Schwangerschaft, zwischen dem Recht auf den eigenen Körper und seinem Besitz. Auf einem Flugblatt, das die Frauengruppe Antígena kurz nach dem Bonner Kongress am 8. März, dem internationalen Tag der Frau, 1986 verteilte, hiess es: «Mit den bekannt gewordenen bevölkerungspolitischen Massnahmen einerseits (kurz: *Ausmerze* im Trikont – *Auslese* hier in den Metropolen), und andererseits mit unserem Wissen über die [...] neuen Fortpflanzungstechnologien, stellt sich für uns die Frage nach der «freien» Abtreibung neu. Wir stellen fest, dass es neben dem [...] Zwang zur Mutterschaft nun genau so einen Zwang zur Abtreibung gibt: gegenüber Frauen, die «Erbkrankheiten» in ihrem Genotyp aufweisen [...], gegenüber Ausländerinnen, Subproletarierinnen, «behinderten» Frauen [...], gegenüber «Asozialen». [...] Dies führt zur Meinung, dass, wer «Recht auf Abtreibung» sagt, gleichzeitig «Recht auf Schwangerschaft» sagen muss. Dass, wer gegen den gesellschaftlichen Zwang zur Mutterschaft kämpft, auch gegen die Bevölkerungspolitik der Auslese hier und der Ausmerze im Trikont kämpfen muss.»⁵⁴ In Anlehnung an das von Maria Mies in Bonn formulierte Credo – «unsere Körper sind nicht unser Privateigentum, *wir* sind unsere Körper»⁵⁵ – postulierten die Frauen von Antígena statt «Mein Bauch gehört mir» ein Umdenken hin zu «Ich *bin* (auch) mein Bauch.»⁵⁶ Die Zürcher Gruppe formulierte in ihrem Flugblatt folglich mit Bezug auf Maria Mies eine grundlegende Kritik an Besitz und Kontrolle; eine Kritik, die ab Ende der 1980er-Jahre mit Vertreterinnen wie Carole Pateman oder Farida Akhter zunehmend Eingang in die internationale feministische Theoriedebatte fand.⁵⁷

Fazit

Der Kampf um die Rückeroberung des weiblichen Körpers vom Mann, vom Arzt, von der Kirche, dem Staat, dem Vorgesetzten und damit verbunden der Besitzanspruch auf den eigenen Körper, wie er in der Frauenbewegung der 1970er-Jahre formuliert wurde, entwickelte sich vor dem Hintergrund der transnationalen Kritik an bevölkerungspolitischen Interventionen zu einem globalen Kampf gegen reproduktionstechnische und neokoloniale bevölkerungspolitische Zwänge. In diesen neu gesetzten Bezugsrahmen konnten auch Geschehnisse in der Schweiz eingebettet und so auf neue Weise kritisiert werden. Dabei fanden sich Feministinnen in einem Spannungsfeld wieder, in welchem sie «Recht» zur zentralen Kategorie erhoben: Forderten sie zum einen das Recht auf Abtreibung, so forderten sie zugleich ein Recht auf Schwangerschaft.

Das Fantasy, welches das Setting für diese Auseinandersetzungen bereitete, war nach wie vor die Befreiung, die Dekolonisation: Der Körper der Frau wurde als «erobertes Territorium» begriffen. Doch wurde Befreiung in diesem Zusammenhang explizit nicht in Begriffen von Besitz und Kontrolle beschrieben – Befreiung hiess nun vielmehr Befreiung *von* Besitz und das Recht auf eine selbstbestimmte Existenz.

Anmerkungen

- 1 Judith Bucher, Barbara Schmucki, *FBB. Fotogeschichte der Frauenbefreiungsbewegung Zürich*, Zürich 1995, 20f. Ich danke Sara Bernasconi, Anna Leyrer sowie Caroline Arni und ihrem gesamten DoktorandInnenteam für die wertvollen Rückmeldungen zu früheren Versionen dieses Textes.
- 2 Neue Zürcher Zeitung, 3. 2. 1969, Morgenausgabe, 21.
- 3 Für diesen und den folgenden Abschnitt vgl. Sara Bernasconi, Anja Suter, «Aus der Sponti-Aktion wird ein Virus. Die Frauenbefreiungsbewegung FBB», in Erika Hebeisen, Elisabeth Joris, Angela Zimmermann (Hg.), *Zürich 68. Kollektive Aufbrüche ins Ungewisse*, Baden 2008, 182–193.
- 4 Ebd., 183.
- 5 Aline Oloff, *Die Sprache der Befreiung. Frauenbewegung im postkolonialen Frankreich*, Bielefeld 2018. Zur FBB und ihren Bezügen zu antikolonialen und antirassistischen Kämpfen vgl. Elisabeth Joris, Heidi Witzig (Hg.), *Frauengeschichte(n). Dokumente aus zwei Jahrhunderten zur Situation der Frauen in der Schweiz*, Zürich 2001, 473f.
- 6 Brigitte Studer, *1968 und die Formung des feministischen Subjekts*, Wien 2010, 32f.
- 7 Vgl. zu Letzterem den Aufsatz von Jovita dos Santos Pinto, «Spuren. Eine Geschichte Schwarzer Frauen in der Schweiz», in Shelley Berlowitz, Elisabeth Joris, Zeedah Meierhofer-Mangeli (Hg.), *Terra incognita? Der Treffpunkt Schwarzer Frauen in Zürich*, Zürich 2013, 143–185, insbesondere 162.
- 8 Vgl. für die folgenden Ausführungen: Joan W. Scott, «Fantasy Echo. History and the Construction of Identity», *Critical Inquiry* 27/2 (2001), 284–304.
- 9 Ebd., 288, Scott zitiert hier die französischen Psychoanalytiker Jean La Planche und Jean-Bertrand Pontalis.

- 10 Vgl. «Freiheit für Angela Davis» (Aufruf zur Demonstration vom 25. 9. 1971) sowie «Solidarität mit den Afro-Amerikanern» (Aufruf zu Veranstaltungen mit Kathleen Cleaver in Bern, Basel, Genf, Lausanne und Zürich), Mai 1972. Beide Flugblätter in SozArch, Ar 456.11.1, FBB 064, Teil 1. Zur politischen Arbeit der FBB Anfang der 1970er-Jahre vgl. das Interview mit Lilo König in *Bresche* 88/3/4 (1977), 7–9.
- 11 Studer (wie Anm. 7), 32.
- 12 So heisst es in einem internen Papier der FBB von 1969: «Nur in einer Sozialistischen [sic] Gesellschaft lässt sich die Emanzipation vollständig verwirklichen, aber wir geben uns nicht der Illusion hin, dass im Sozialismus die Diskriminierung der Frau automatisch aufgehoben wird.» Aus: «Vorschlag zu einer FBB-Grundsatzklärung», o. O., o. J., 1, SozArch, Ar 456.1.1, FBB 063, Teil 1.
- 13 Vgl. für den gesamten Abschnitt Bernasconi, Suter (wie Anm. 4), 182–193.
- 14 Vgl. den Infolyer: «Infra. Informationsstelle für Frauen», SozArch, Ar 456.10.1, FBB 063, Teil 2.
- 15 Ebd.
- 16 Leena Schmitter, *Politiken der Reproduktion. Die Frauenbewegung und die Liberalisierung des Schwangerschaftsabbruchs in der Schweiz, 1971–2002*, Dissertation, Universität Bern, 2014, 78.
- 17 «Die Selbsthilfeklinik von Los Angeles in Genf», *Zeitung der Frauen* 1 [Genf 1973], [S. 9–13], SozArch, Ar 465.10.1, FBB 063, Teil 1.
- 18 Zur Gründung des Dispensaire vgl. Kristina Schulz, Leena Schmitter, Sarah Kiani, *Frauenbewegung. Die Schweiz seit 1968*, Zürich 2014, 67 f., 217. Zur Organisation des täglichen Betriebs im Dispensaire vgl. Rina Nissim, *Eine zeitgemässe Hexe. Frauen und Gesundheit. Zur weltweiten Selbsthilfebewegung*, Rüsselsheim 2018, 59–74.
- 19 Bernasconi, Suter (wie Anm. 4), 186 f.; Leena Schmitter, «Erlebte Solidarität. Die Frauengesundheitsbewegung der 1970er-Jahre als imaginierte transnationale Gemeinschaft», *traverse. Zeitschrift für Geschichte* 2 (2016), 75–85.
- 20 Die Geschichte des Buches *Our Bodies Ourselves* (OBOS), das 1971 vom *Boston Women's Health Club Collective* herausgegeben wurde und das massgeblich zur Popularität von Selbstuntersuchungen in feministischen Bewegungen beitrug, zeugt von der Transnationalität der Selbstuntersuchungspraxis: Bis heute wurde das Buch in mindestens 31 Sprachen übersetzt, sechsmal gründlich überarbeitet und neu aufgelegt und mehr als vier Millionen Mal verkauft. Von Feministinnen aus afrikanischen Staaten, aus Lateinamerika, Süd- und Ostasien wurde die im Buch vertretene mittelständisch-weiße Perspektive kritisiert; sie erarbeiteten neue, zu den jeweils lokalen Verhältnissen passende Publikationen. Zur Rezeptions- und Adaptionsgeschichte des Buches vgl. Kathy Davis, *The Making of Our Bodies Ourselves. How Feminism Travels Across Borders*, Durham 2007; Sara Hayden, «Feminist Activists Today Should Still Look to «Our Bodies, Ourselves»», *The Conversation*, 2. 5. 2018, <https://theconversation.com/feminist-activists-today-should-still-look-to-our-bodies-ourselves-95503> (3. 8. 2018); Wendy Kline, ««Please Include This in Your Book». Readers Respond to Our Bodies, Ourselves», *Bulletin of the History of Medicine* 79/1 (2005), 81–110.
- 21 *Zeitung der Frauen* (wie Anm. 18).
- 22 Schmitter (wie Anm. 20).
- 23 Bernasconi, Suter (wie Anm. 4), 186.
- 24 Zur Historisierung von Erfahrung vgl. Joan W. Scott, «Phantasie und Erfahrung», *Feministische Studien* 2 (2001), 74–88.
- 25 In der Broschüre «Contraception, Avortement» [1978], 26, MLF-GE/S2/D25; in der *Fraue-Zitig* beispielsweise *Fraue-Zitig* 4 (1976), 3 und 21; *Fraue-Zitig* 7 (1977), 14; in der *Zeitung der Zürcher Genossenschaft Frauen-Ambulatorium Periodisches Blatt* 1 (1981)–9 (1988), SozArch, Ar 465.15.6, FBB 011, Gruppe Selbsthilfe/Selbstuntersuchung (FBB), «Verhütungsmittel», [Broschüre], [Zürich] 1977, SozArch, Ar 465.11.4, Mappe 071/2, Frauen-Ambi, Fachliches aus Projektzeit, um 1980/81.

- 26 Bucher, Schmucki (wie Anm. 2), 30–36.
- 27 «Entstehung der fbb und ihre Tätigkeit» (undatiertes Papier, Mitte 1974), 7, SozArch, Ar 437.92.1, FBB 1968–1976, Mappe 2, 1975/76.
- 28 Bucher, Schmucki (wie Anm. 2), 36–44.
- 29 Für die Zürcher FBB vgl. Bernasconi, Suter (wie Anm. 4), 186f.; Barbara Kunz, «Auch das Private ist politisch. 68erinnen in Bewegung», in Hebeisen, Joris, Zimmermann (wie Anm. 4), 29–39, hier 33–39. Für Genf vgl. Carole Villiger, «*Notre ventre, leur loi!*» *Le mouvement de libération des femmes de Genève*, Genf 2009, hier 17–37 und 57–62.
- 30 *Fraue-Züig 1* (1975).
- 31 *Zeitung der Frauen* (wie Anm. 18).
- 32 Ebd., 5.
- 33 Leena Schmitter hat diese Debatte mit Blick auf die Schweiz unlängst in einem aufschlussreichen Artikel skizziert: Leena Schmitter, ««... entscheiden wir alleine». Feministische Selbstbestimmung und neue Reproduktionstechnologien in den 1980er und 1990er Jahren», in Regula Ludi, Matthias Ruoss, Leena Schmitter (Hg.), *Zwang zur Freiheit. Krise und Neoliberalismus in der Schweiz*, Zürich 2018, 215–236. Eine detaillierte Analyse der unterschiedlichen Positionen in den USA und der BRD bietet: Heidi Hofmann, *Die feministischen Diskurse über Reproduktionstechnologien. Positionen und Kontroversen in der BRD und den USA*, Frankfurt 1999.
- 34 Prominente Vertreterin dieser These war die amerikanisch-kanadische Feministin Shulamith Firestone. In ihrem 1970 erschienenen Buch, *The Dialectic of Sex* (1975 ins Deutsche übersetzt), das zum Klassiker der radikalfeministischen Literatur avancierte, befasste sie sich explizit mit dem Emanzipationspotenzial der neuen Technologien: Shulamith Firestone, *The Dialectic of Sex. The Case for Feminist Revolution*, New York 1970. Zitat hier 206: «I submit, then, that the first demand for any alternative system must be: 1) The freeing of women from the tyranny of their reproductive biology by every means available, and the diffusion of the childbearing and childrearing role to the society as a whole, men as well as women.»
- 35 Zur Diskussion in der BRD vgl. Hofmann (wie Anm. 33), 141–189 und 255 f.
- 36 Maria Mies, «Reproduktionstechnik als sexistische und rassistische Bevölkerungspolitik», in Die Grünen im Bundestag, AK Frauenpolitik & Sozialwissenschaftliche Forschung und Praxis für Frauen e. V. (Hg.), *Frauen gegen Gentechnik und Reproduktionstechnik. Dokumentation zum Kongress vom 19.–21. 4. 1985 in Bonn*, Köln 1986, 44–47, Zitate 44 f.
- 37 Claudia von Werlhof, Maria Mies, Veronika Bennholdt-Thomsen, *Frauen, die letzte Kolonie* (Technologie und Politik 20), Reinbek bei Hamburg 1983.
- 38 Mies (wie Anm. 36), 44.
- 39 Vgl. Anita Fetz, Florianne Koechlin, Ruth Mascarin, «Vorwort zur 3., überarbeiteten und erweiterten Auflage», in dies. (Hg.), *Gene, Frauen und Millionen. Ein Diskussionsbeitrag zu Gen- und Fortpflanzungstechnologien*, Zürich 1988 [1986], 7–9.
- 40 Anita Fetz: «Reproduktionstechnologien. Den Preis bezahlen die Frauen», in Fetz, Koechlin, Mascarin (wie Anm. 39), 12–29, Zitat 12 (Hervorhebung im Original).
- 41 Mit dieser Diskussion verbunden wurde auch oft die Frage von Recht oder Unrecht der Leihmutterchaft, eine weitere Debatte, die damals wie heute unter Feministinnen sehr kontrovers diskutiert wird. Vgl. dazu: Die Grünen (wie Anm. 36) und Miranda Davies (Hg.), *Babies for Sale? Transnational Surrogacy, Human Rights and the Politics of Reproduction*, London 2017, insbesondere 221–311.
- 42 Vgl. *ISIS International Bulletin* 20 (1981), ganzes Heft.
- 43 Vgl. Rina Nissim, «Action-Oriented Research on Alternative Medicine. Shodhini in India», in Lakshmi Menon (Hg.), *Organizing Strategies in Women's Health. An Information and Action Handbook*, Manila 1994, 81; *ISIS International Bulletin* 20 (1981), ganzes Heft.
- 44 Die Adjektive Indigen und Schwarz werden bewusst mit grossen Anfangsbuchstaben geschrieben, um darauf hinzuweisen, dass es sich dabei um eine politische Bezeichnung handelt, die sowohl von rassistischen Zuschreibungsprozessen als auch vom Widerstand gegen diese geprägt ist.

- 45 Vgl. «Workshop Reports», *ISIS International Bulletin* 20 (1981), 5–12.
- 46 Bereits im Jahr 1978 widmete sich das ISIS-Organ mit einer ganzen Nummer dem Thema Frauen und Gesundheit, wobei Verhütung, Familienplanung und die Macht der internationalen Pharmakonzerne die Hauptthemen waren: *ISIS International Bulletin* 7 (1978).
- 47 Zum Tribunal in Amsterdam: Women's Global Network on Reproductive Rights (Hg.), *Divided in Culture, United in Struggle. Report of the International Tribunal and Meeting on Reproductive Rights, Amsterdam 22–28 July 1984*, Amsterdam 1986, SozArch, Ar 437.30.6, Broschüren/Material zur Bevölkerungspolitik ca. 1988–1994. Zum Kongress in Bonn: Die Grünen (wie Anm. 36).
- 48 Gespräch mit Barbara Thurnher und Regula Flury, Zürich, 19. 8. 2018. B. Die Eindrücke aus der Tagung wurden in einem Artikel für die Wochenzeitung WOZ zusammengefasst: Laura Zimmermann, Barbara Thurnher, «Auf dem Rücken der Frauen», WOZ, 10. 8. 1984.
- 49 Gespräch mit Barbara Thurnher und Regula Flury, Zürich, 19. 8. 2018. Die Papiere dieser Gruppe vor der Gründung von Antígena sind zu finden SozArch, Ar 437.30.7, Broschüren/Material zur Bevölkerungspolitik ca. 1976–1995. Die Broschüre zur Tagung in Amsterdam ist in den Archivalien der Gruppe Antígena zu finden: Women's Global Network on Reproductive Rights (wie Anm. 47).
- 50 Die neu entstandenen Organisationen und Netzwerke Mutterschaft ohne Zwang (MoZ) und Nationale Organisation feministischer Frauen gegen Gen- und Reproduktionstechnologie (Nogerete) hatten sich ebenfalls den Themen Schwangerschaftsabbruch und Gen- und Reproduktionstechnologie verschrieben. Das Thema Bevölkerungspolitik wurde innerhalb dieser Netzwerke aufgegriffen, aber nicht über längere Zeit zentral behandelt. Für die MoZ vgl. *Mutterschaft ohne Zwang. Dokumentation MoZ, Juni 1985–Sept. 1987*, SozArch, Ar 201.168.1, MOZ 1985–1991. Für Nogerete und MoZ vgl. Schmitter (wie Anm. 17), 191–204.
- 51 Für die Frauen des Genfer MLF sei die 1976 erschienene Publikation «Population Target» von Bonnie Mass eine «Augenöffnerin» gewesen. Gespräch mit Rina Nissim, 28. 8. 2018.
- 52 «Frauengruppe Antígena gegen Gen- und Reproduktionstechnologie und gegen Bevölkerungspolitik, Zürich», o. O., o. J., 2, SozArch, Ar 437.3.2.2, Papers, Artikel, Stellungnahmen etc. der Gruppe Antígena, 1/2, Diverse Flyer, Artikel, Positionspapiere Antígena.
- 53 Papier zur Geschichte der Frauengruppe Antígena: «Geschichte», 5. 7. 1996, 1, Privatarchiv Barbara Thurnher.
- 54 «All we need is Zoff», Flugschrift der Frauengruppe Antígena, März 1986, 7, SozArch, Ar 437.32.2, Position Antígena ca. 1987–1996, Mappe 1 von 2. Vgl. auch Gespräch mit Barbara Thurnher und Regula Flury, Zürich, 19. 8. 2018.
- 55 Mies (wie Anm. 36), 46.
- 56 «All we need is Zoff» (wie Anm. 55), 6, sowie «Geschichte» (wie Anm. 54).
- 57 Carole Pateman, *The Sexual Contract*, Stanford 1988; Farida Akhter, Issues of Women's Health and Reproductive Rights (Paper präsentiert am International Women and Health Meeting), Manila 1990. Vgl. dazu: Rosalind Pollack Petchesky, «The Body as Property. A Feminist Re-vision», in Faye D. Ginsburg, Rayna Rapp, *Conceiving the New World Order. The Global Politics of Reproduction*, Berkeley 1995, 387–406.

La Cinémathèque suisse

Des sources pour l'histoire du cinéma et plus encore

Christine Tourn

La Cinémathèque suisse (CS) est une fondation de droit privé reconnue d'utilité publique, dont le siège est à Lausanne.¹ Elle a pour mission première de recueillir et de sauvegarder les archives de la cinématographie, et plus particulièrement celles en lien avec la Suisse. Sur le plan international, elle est reconnue pour l'étendue et la qualité de ses collections, qui sont parmi les dix premières du monde en termes de copies de films. Elle est l'une des plus anciennes cinémathèques et un des premiers membres de la Fédération internationale des archives du film (FIAF) fondée en 1938.

La Cinémathèque suisse 1948–2021

La CS – dont l'histoire est objet de recherches à l'Université de Lausanne² – est fondée le 3 novembre 1948 dans un contexte d'après-guerre où se multiplient ciné-clubs et cinémathèques. Elle voit le jour avec le soutien de la Ville de Lausanne sous forme de l'Association Cinémathèque suisse. À ses débuts, elle est très proche du Ciné-Club Lausanne (CCL, 1946). En effet, parmi les neuf fondateurs, six sont membres du comité ou adhérents du CCL, dont René Favre, Albert Mermoud et Claude Emery.

L'Association a pour objectif de sauver le *Schweizer Filmarchiv* ou Archives cinématographiques suisses. Nées en 1943 à Bâle, elles sont, en tant que membres de la toute jeune FIAF, le seul organe en Suisse qui puisse assurer la liaison avec les cinémathèques étrangères et ainsi procurer aux ciné-clubs des copies de films classiques très recherchés. Cependant, faute de ressources et de soutien institutionnel, ces archives sont menacées de fermeture.

Cette collection embryonnaire emménage en 1949 dans la capitale vaudoise. En 1951, Freddy Buache (1924–2019), future figure emblématique de la CS, en devient directeur. Il le demeurera jusqu'en 1996. Avec une poignée de collaborateurs et de maigres financements, il se consacre à la collecte et à la diffusion de films. Grâce principalement à des accords avec les distributeurs, les collections croissent considérablement. La CS devient un acteur culturel important sur les plans national et international.

En Suisse, le statut de ces collections et les activités menées par Freddy Buache sont débattus et progressivement reconnus dans un processus d'institutionnalisation. En 1981, l'Association est transformée en Fondation privée d'utilité publique, forme juridique toujours en vigueur en 2021. Elle est soutenue principalement par la Confédération, la Ville de Lausanne et le Canton de Vaud. Les collections sont, quant à elles, disséminées dans plusieurs dépôts. Afin de répondre aux besoins croissants en matière d'espace, de conditions de conservation, de traitement et d'exploitation, la Fondation achète et aménage un ancien bâtiment industriel à Penthaz (VD). Il sera inauguré après travaux en 1992. Quatre ans plus tard, l'État fédéral rachète et rénove ce site. Il augmente le financement, permettant, sous la direction d'Hervé Dumont (1996–2008), l'engagement de professionnels en gestion documentaire. L'institution acquiert le statut d'archives nationales du film, en sa qualité de lieu de dépôt obligatoire de tout film produit avec le soutien de la Confédération.

En 2002, la Fondation fait un pas décisif vers la Suisse alémanique en reprenant le centre de documentation et de presse œcuménique Zoom: la *Dokumentationstelle Zürich*. Le site sera rebaptisé *Forschungs- und Archivierungszentrum Zürich* en septembre 2020 afin d'exprimer l'orientation scientifique et patrimoniale engagée depuis plusieurs années. Sous la direction de Frédéric Maire (dès 2009), la visibilité sur les plans national et international se développe. L'activité de diffusion et de programmation va croissant, notamment grâce au cinéma Capitole à Lausanne, dont la Ville confie la gestion à la CS en 2010.

Un projet architectural est lancé pour abriter les collections en croissance et le développement du numérique. Le 6 septembre 2019, le nouveau Centre de recherche et d'archivage de Penthaz est inauguré. Des journées portes ouvertes permettent à un large public de découvrir le site, les collections ainsi que les dizaines de métiers nécessaires à la gestion de ces dernières.

Des collections Film et Non-Film

Dès l'origine bâloise, le noyau de la collection est constitué tant par le matériel filmique sous forme de pellicule que par le matériel d'exploitation commerciale que sont photographies et affiches, auxquels s'ajoutent des collections de presse et une petite bibliothèque de travail. Au cours des décennies, les types de supports et de contenus se diversifient. Le tout servira ainsi d'outil tant à la conservation et à la circulation des copies, qu'aux conférences et aux publications consacrées au septième art.

La politique de collection (2015) régit la gestion des documents, depuis les critères d'acquisition jusqu'à la mise à disposition. Ces collections sont gérées par

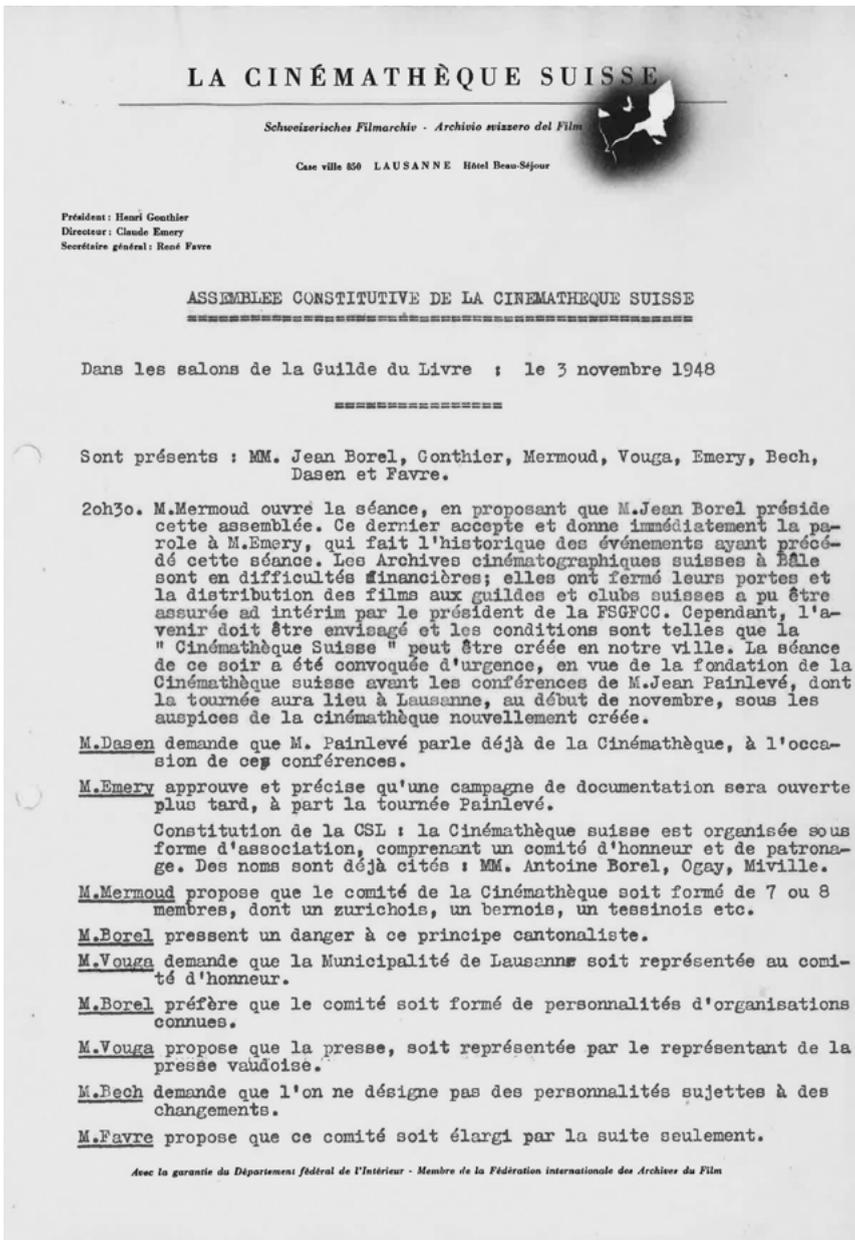


Fig. 1: Procès-verbal de l'assemblée constitutive de la Cinémathèque suisse, Lausanne, 3 novembre 1948. (Fonds Archives institutionnelles de la Cinémathèque suisse, cote CSL 001, boîte 1)

deux départements: le Film et le Non-Film. Cette dualité est usuelle parmi les membres de la FIAF.³ Elle exprime combien le «film», dans sa double acception d'œuvre et de pellicule, est à l'origine des cinémathèques, et combien le restant du matériel est complémentaire. L'image en mouvement, sous format analogique et numérique, est gérée à Penthaz par le département Film. Il s'agit d'environ 700 000 bobines et 2,5 pétaoctets pour 85 000 titres de films. Ce sont, outre les films de fiction, principalement des documentaires, des films de commande, des films provenant d'institutions privées ou publiques, ainsi que de cinéastes amateurs de tous genres. Lorsque des copies entrent en collection sous forme d'ensemble organique de même provenance – par exemple d'une même société de production – elles constituent un «fonds film».

Sous une appellation énigmatique et synthétique, le département Non-Film gère sur les sites de Penthaz et de Zurich des collections relevant à la fois de la Bibliothèque, du Centre d'archives et du Musée. Il s'agit d'environ 300 000 affiches, 2,8 millions de photos (négatifs, positifs, tirages, imprimés), 3000 appareils cinématographiques et objets en tous genres, 240 000 dossiers documentaires, ainsi que des monographies, périodiques, catalogues et programmes de festivals, scénarios, fonds d'archives papier, DVD et VHS. Une partie croissante est en format numérique natif (200 000 images). Des projets de numérisation et la mise en ligne des catalogues de bibliothèque et d'iconographie sont en cours.

Les collections les plus consultées par les historiens sont les fonds d'archives «papier», ainsi nommés pour les distinguer des fonds «film». Au nombre d'environ 200, ils couvrent 2000 mètres linéaires. Leur inventaire *caspar* est en ligne depuis 2016.⁴ Faisant office d'état des fonds, il décrit en français ou en allemand la plupart des fonds de Penthaz (cotes CSL) et de Zurich (cotes CSZ), ainsi que les 800 mètres linéaires des collections de Dossiers documentaires (cotes DD) et *Dokumentationsdossiers* (cotes DDZ). DD et DDZ sont décrits dans l'inventaire d'archives, du fait de leur structure hiérarchique (par réalisateur puis par titre de film) et de leur contenu. En effet, ils rassemblent, outre les coupures de presse et le matériel promotionnel, des lettres, notes et autres pièces uniques.

Ces fonds papier ont tous pour caractéristiques d'être des dépôts ou des dons d'origine privée en lien avec le cinéma. La majorité d'entre eux sont dits à l'origine «mixtes»,⁵ du fait qu'ils contiennent par essence une mixité de matériaux non-film et film.

À quelques exceptions près (Claude Autant-Lara, Douglas Sirk, Fédération internationale des Ciné-Clubs-FICC),⁶ ce sont des *Helvetica*.⁷ Les liens entre les producteurs de ces fonds (au sens archivistique de la personne physique ou morale ayant produit ou rassemblé les documents) et le cinéma sont très variés – et par conséquent la nature même de leurs archives. Celles-ci offrent un panorama de la plupart des domaines de la «branche» de l'industrie cinématographique et de la

réception des films: écriture de scénarios, interprétation, réalisation, financement, production, distribution, exploitation de salles, critique et journalisme, gestion de festivals, de ciné-clubs, cinéphilie, réunion en association professionnelle, liens avec les autres médias dont la télévision, ou encore réflexions sur le cadre légal.

L'ensemble est riche et varié, ainsi que le montrent les paragraphes suivants, où les noms cités ont fonction d'exemple et non de liste exhaustive. On remarque cependant que certaines périodes – dont le premier cinéma et le début du XX^e siècle – ainsi que certaines régions ou cantons – dont la partie italophone de la Suisse – sont peu présents. Les femmes ne sont pas légion, ce qui est un reflet de la réalité de l'industrie cinématographique. De même, certains domaines et professions sont faiblement représentés dans des fonds ou «papiers» – terme désignant les petits ensembles: acteur, photographe, technicien, réalisateur non professionnel ou «amateur», laboratoire et festivals. Parmi ceux-ci, il faut souligner la présence du plus important festival du cinéma suisse, les *Solothurner Filmtage* ou Journées cinématographiques de Soleure. Ce fonds documente la naissance de la manifestation en 1966 et toutes ses activités jusqu'en 2008, ainsi que l'émergence du Nouveau cinéma suisse. Programmes, catalogues et littérature grise de centaines d'autres festivals suisses et internationaux sont également présents à la CS en tant que publications en série et dossiers thématiques.

La majorité des fonds en nombre et en volume proviennent de réalisateurs, de sociétés de production ou de diffusion et d'associations professionnelles. Au nombre des fonds de réalisatrices et de réalisateurs, on compte ceux de «pionniers» du cinéma, actifs dans la première moitié du XX^e siècle: Jean Brocher, Josef Dahinden, Charles-Georges Duvanel, August Kern, Arthur-Adrien Porchet et Eduard Probst. La majorité des fonds proviennent d'individus actifs dès le milieu du siècle, dans les grandes catégories que sont l'animation (Nag et Gisèle Ansoerge, Robi Engler, Samuel et Frédéric Guillaume, Georges Schwizgebel), le documentaire (Ulrike Koch, Gertrud Pinkus, Hans-Ulrich Schlumpf, Jacqueline Veuve) et la fiction. Dans cette catégorie aux multiples facettes, on peut citer Xavier Koller, Daniel Schmid, Marcel Schüpbach, Alexander J. Seiler, Michel Soutter et Alain Tanner. Leurs archives contiennent les matériaux qui ont permis que leur œuvre existe et soit diffusée: scénario, documentation, dossiers de production, comptabilité, correspondance, sous-titres, matériel d'exploitation (dossier de présentation, flyer, photo de presse), revue et dossier de presse. À ces matériaux étroitement liés à l'œuvre s'ajoutent souvent des matériaux rattachés à d'autres activités: formation, association professionnelle, documents de tiers et occasionnellement, des papiers de famille.

Le domaine de la production et/ou de la distribution est également fortement représenté, que ce soit par des sociétés à but lucratif (CAB, Cactus, Citel, Dschoint-Ventschr, Filmkollektiv Zürich, Look Now!, Praesens) ou par des as-

sociations (Archimob, Films Plans-Fixes). Dans leurs archives se trouvent des matériaux analogues à ceux conservés dans les fonds des réalisateurs, avec une dimension commerciale plus marquée.

Qu'ils soient réalisateurs, techniciens, producteurs, distributeurs, exploitants de salles ou journalistes, les professionnels de la «branche» se regroupent en associations nationales. Parmi la dizaine de fonds conservés, plusieurs remontent aux années 1920, voire à 1915 comme le *Schweizerischer Lichtspieltheater-Verband* (SLV). Ces archives sont des mines d'or pour l'étude des aspects économiques, politiques et juridiques de l'industrie du cinéma en Suisse. Elles permettent par exemple l'analyse des enjeux liés à l'émergence et la gestion des salles de cinéma, les problématiques associées à la production et à la diffusion de films suisses ou encore les conflits d'intérêts au sein d'un même corps professionnel. Ces sources attendent leurs historien·ne·s.

Dans cette même envergure nationale, plusieurs fonds liés au deuxième Ciné-Journal suisse (CJS) ou *Schweizer Filmwochenschau* (1940–1975) sont à distinguer: le fonds de la Chambre suisse du cinéma (1938–1963) [d'Albert Masnata], organe créé notamment pour réguler le CJS; le fonds de l'Office suisse d'expansion commerciale (OSEC), dont une des figures centrales en matière de cinéma est ce même Masnata. Quant au fonds CJS constitué par la CS, il documente, outre sa propre activité de gestion de la circulation des copies depuis 1975, une partie de l'activité de production et de première diffusion. Le premier CJS (1923–1936), moins connu, est quant à lui documenté entre autres dans le fonds du Laboratoire Cinégram Genève. Dans le contexte d'avant-guerre puis de guerre, toutes ces archives sont notamment les témoins des débuts d'une politique nationale du cinéma: contrôle de la production et de la diffusion non seulement des actualités mais également des films nationaux ou étrangers, organisation des rôles des autorités fédérales et cantonales ainsi que de ceux des professionnels de la branche et de leurs associations.

Enfin, il faut signaler le fonds d'un organisme sans lequel ces documents ne seraient pas rassemblés et ne pourraient autant faciliter le croisement des sources: les archives institutionnelles de la Cinémathèque suisse. En lien étroit avec ce fonds se trouvent ceux d'anciens directeurs ou collaborateurs (Freddy Buache, Christian Dimitriu, Hervé Dumont, René Favre) ainsi que ceux du site zurichois (*Dokumentationsstelle Zürich*) et de ses prédécesseurs. Signe de la portée tant de l'institution que de ses propres archives, deux projets de recherche issus de la collaboration entre l'Université de Lausanne et la Fondation, soutenus par le Fonds national de la recherche scientifique, se fondent sur ces sources: «Cinémathèque suisse. Une histoire institutionnelle [c. 1943–1950]» (2013–2017) et «Contribution à une histoire de la culture cinématographique en Suisse. Étude des activités de la Cinémathèque suisse entre 1951 et 1981» (2019–2023).

Critique de films et recherche académique

Dès les années 1950, les collections – et particulièrement les dossiers documentaires ou dits de «coupures de presse» constitués *ad hoc* – sont une source majeure pour la critique de films. Ils contribuent ainsi à faire connaître l’histoire du cinéma à différents publics par le biais de cours et de conférences accompagnant des projections. En parallèle à ces activités, la CS – et particulièrement F. Buache – déploie une activité éditoriale: monographies, articles et publications en série, dont le *Bulletin de la Cinémathèque*, la collection *Documents de cinéma* et la revue *Travelling*.⁸

Deux publications, conduites par la CS seule ou en collaboration avec l’Université de Lausanne (Hervé Dumont et Maria Tortajada),⁹ marquent un jalon dans l’historiographie du cinéma helvète:¹⁰ *Histoire du cinéma suisse. Films de fiction, 1896–1965* (1987) et *Histoire du cinéma suisse 1966–2000* (2007). Ces volumes, constitués de notules décrivant des milliers de films, sont eux aussi amplement basés sur les dossiers documentaires. Si on peut questionner la méthode et le choix des sujets (les longs métrages de fiction exclusivement), il faut saluer ces entreprises qui viennent combler des lacunes dans la connaissance des œuvres. Les notules servent et peuvent servir de base à une multitude d’axes de recherches, ainsi que le postule la stimulante introduction de 2007. Une autre forme de cinéma, composante majeure de la production suisse jusque dans les années 1960, est le cinéma de commande. Il est mis en lumière dans ses dimensions historiques, sociales, culturelles et économiques dans l’ouvrage dirigé par Yvonne Zimmermann, *Schaufenster Schweiz*.¹¹

Dans les années 1980, la recherche universitaire autour du cinéma se développe en Suisse.¹² En 1989 est fondé à Zurich le *Seminar für Filmwissenschaft* et, en 1990, à Lausanne, la Section d’histoire et esthétique du cinéma. Dans une approche majoritairement esthétique et d’analyse de la réception critique, les études portant sur une œuvre, un auteur ou un contenu thématique demeurent centrales. Portée par les multiples dimensions de l’objet, l’histoire du cinéma va de plus en plus au-delà de l’histoire des œuvres. En attestent les thématiques qui se dessinent durant ces dernières années: l’histoire des techniques et des dispositifs, du genre, du scénario, des réseaux de diffusion, des festivals et du cinéma d’animation.

De plus en plus de chercheuses et de chercheurs d’autres domaines académiques consultent ces fonds d’archives papier et plus généralement les collections Non-Film. Cela atteste du fait que les archives liées au média universel qu’est le cinéma permettent d’explorer sous différents axes nombre d’aspects politiques, économiques, sociaux et culturels, au croisement des disciplines. Les fonds conservés à Penthaz et à Zurich sont particulièrement riches pour ces études dans le domaine du cinéma suisse, du cinéma en Suisse et de ses liens avec le monde.

Il y a là encore de vastes territoires à défricher, dans un contexte d'enseignement et de recherche où le cinéma «non-suisse» a plus le vent en poupe. Cela est patent pour l'archiviste, confronté à la rareté d'études approfondies utiles à la rédaction d'un inventaire ou d'une notice d'autorité. À titre d'exemple, l'activité de femmes (G. Pinkus, J. Veuve) dans l'ensemble de leur engagement professionnel, ou le rôle d'associations professionnelles dans les mutations du cinéma en Suisse mériteraient l'attention des chercheuses et des chercheurs.

Après des décennies de travaux tant dans les lieux de conservation que dans la gestion intellectuelle des collections, les fonds d'archives papier sont devenus plus accessibles. L'acquisition ciblée de nouveaux fonds, la progression dans la publication d'inventaires en ligne et la numérisation, l'amélioration globale des conditions de consultation, les collaborations avec l'Université de Lausanne, sont autant d'actions entreprises par la Cinémathèque suisse pour stimuler la recherche.

Notes

- 1 Site web de l'institution: www.cinematheque.ch. Date de consultation de tous les liens internet: 11. 11. 2020. L'auteur remercie Seraina Winzeler et Alessia Bottani pour leur relecture.
- 2 Axes de recherche, premiers résultats et bibliographie sur le site de la collaboration Université de Lausanne – Cinémathèque suisse: <http://wp.unil.ch/cinematheque-unil/projets/une-histoire-de-la-cinematheque-suisse/bibliographie/>.
- 3 Sur le non-film ou «documentation related to the Cinema», terminologie et problématique, voir Donata Pesenti Campagnoni, «The Preservation, Care and Exploitation of Documentation Related to the Cinema. An Unresolved Issue», *Film History* 18/3 (2006), 306–318.
- 4 <https://caspar.cinematheque.ch>.
- 5 Christine Tourn, «De la gestion des fonds d'archives mixtes à la Cinémathèque suisse», *La Gazette des archives* 249 (2018), 101–112.
- 6 Ces archives d'une fédération internationale ont néanmoins un lien avec la Suisse. En effet, si les archives ont abouti à la CS, c'est du fait que des représentants de la FICC étaient établis à La Chaux-de-Fonds, puis à Berne.
- 7 *Helvetica*: documents liés à des films produits ou tournés en Suisse ou par des Suisses, ou avec le soutien de la Confédération, ou plus généralement en lien avec la Suisse de par leur contenu. Voir la définition complète dans la *Politique de collection* (art. 2.1 et 2.2) fondée principalement sur la Loi fédérale sur la Bibliothèque nationale suisse (432.211, LBNS, art. 3).
- 8 [La rédaction], «Les «Documents de Cinéma» à la Cinémathèque suisse», octobre 2010–avril 2011, www.cinematheque.ch/f/documents-de-cinema/documents-de-cinema/documents-une-histoire.html.
- 9 Hervé Dumont, *Histoire du cinéma suisse. Films de fiction, 1896–1965*, Lausanne 1987; Hervé Dumont et Maria Tortajada (dir.), *Histoire du cinéma suisse, 1966–2000*, Lausanne 2007.
- 10 Pierre-Emmanuel Jaques, «Histoire du cinéma suisse, 1966–2000» [compte rendu], *Décadrages* 11 (2007), 112–117. En ligne: <https://journals.openedition.org/decadrages/407>.
- 11 Yvonne Zimmermann, *Schaufenster Schweiz. Dokumentarische Gebrauchsfilme 1896–1964*, Zurich 2011.
- 12 Seraina Winzeler, «Der Film im Archiv. Ein Gegenstand zwischen Filmkultur, Archivwissenschaft und (film)historischer Forschung», *Informationswissenschaft. Theorie, Methode und Praxis* 5/2 (2018). En ligne: <https://doi.org/10.18755/iw.2018.20>.

Allgemeine Buchbesprechungen

Comptes rendus généraux

Marco Polli-Schönborn **Kooperation, Konfrontation, Disruption** Frühneuzeitliche Herrschaft in der alten Eidgenossenschaft vor und während des Leventiner Protests von 1754/55

Basel, Schwabe, 2020, 410 S., Fr. 58.–

Italienisch ist bekanntlich die dritte Landessprache der Schweiz. Dennoch ist die Zahl der Forschenden, die sich an Deutschschweizer Universitäten mit der Geschichte des Tessins oder Italiens beschäftigen, eher übersichtlich. Einen wesentlichen Beitrag zu diesem Forschungsfeld leistet die Arbeit von Marco Polli-Schönborn. In seinem rund 400-seitigen Buch untersucht der Autor den Aufstand der Leventiner gegen Uri und stützt sich dabei einerseits auf die Studien von Tessiner Kolleginnen und Kollegen und andererseits auf eigene archivalische Forschungsarbeiten. Im Tessin ist der Leventiner Protest von 1754/55 längst ein Thema, und zahlreiche wissenschaftliche Arbeiten und auch Gedenktage zeugen davon. Doch war die Tessiner Forschung lange Zeit von einer gewissen einseitigen Schuldzuweisung an die Urner Obrigkeit geprägt. Zudem gibt es, wie Marco Polli-Schönborn darlegt, ein Quellenproblem: Nach dem Einmarsch der eidgenössischen Interventionstruppen im Jahre 1755 und dem Verkünden der harten Urteile gegen die Leventiner (darunter drei Todesurteile gegen «Rädelsführer») nahmen die Urner auch Teile der Bestände des Archivs von Faido mit nach Altdorf, wo sie wohl im Jahre 1799 beim verheerenden Dorfbrand dem Feuer zum Opfer fielen. Der Autor

der vorliegenden Studie verzagte nicht und wick auf benachbarte kleinere Tessiner Archive aus, ebenso forschte er im Urner Staatsarchiv in Altdorf.

Die Leventina mit ihrem Talhauptort Faido genoss im 18. Jahrhundert bemerkenswerte Freiheiten und eine gewisse Autonomie von Uri. Damit war im Jahre 1755 nach der Niederlage im Konflikt Schluss. Darunter litten nicht nur der «gemeine Mann» (und die «gemeine Frau»), sondern auch die schmale Leventiner Elite, welche die prestigereichen hohen Talämter weitestgehend auf sich vereinigt hatte und den Urner «Häuptern» oft klientelistisch verbunden war. Gemeinsame Interessen am Solddienst verbanden die Eliten der beiden Täler. Zudem investierten Urner «Herren» Geld in der Leventina. Auch der in Faido residierende Urner Landvogt war auf eine Kooperation mit dieser einheimischen Elite angewiesen. Das vielleicht stärkste Urner Herrschaftsinstrument war das sogenannte Syndikat, das unter anderem Kontrolle über die Finanzen ausübte, niemals lange im Südtal weilte und sich so eine gewisse Unabhängigkeit bewahrte.

Die ungefähr 7500 Leventinerinnen und Leventiner glaubten sich also in einer ziemlich starken Position, als sie im Jahre 1754 einem neuen Urner Vormundschaftsgesetz die Annahme verweigerten. Die Urner Obrigkeit stellte Missbräuche im Leventiner Vormundschaftswesen fest und wollte diese Mängel auf dem Gesetzesweg beheben. Marco Polli-Schönborns Quellenarbeit bestätigt solche Missbräuche. Unbeantwortet bleibt dennoch die Frage, ob unter dem Deckmantel der «guten Policy» nicht auch eine Herr-

schaftsintensivierung angestrebt wurde. Diese Frage drängte sich dem Rezensenten unmittelbar auf. Zwar hatten die Urner kein stehendes Heer und keine ausgebauten Verwaltung zur Verfügung, um ihren Forderungen Nachdruck zu verleihen. Sie setzten aber diplomatischen Druck auf und sprachen sich mit den eidgenössischen Mitorten ab. Die Situation eskalierte zum offenen Protest. In einem eigenen, spannenden und gut geschriebenen Kapitel («Narratio») legt der Autor der Studie diese Eskalationsdynamik offen. Konflikte funktionieren jedoch nicht immer nach dem Prinzip von Ursache und Wirkung. Unvorhergesehenes, Unabwägbares tritt hinzu. Der Rezensent hätte sich hier und da bei «Knotenpunkten» (nach dem französischen Historiker Pierre Rosanvallon) des Konflikts weitere Analysen in Gestalt von «dichten Beschreibungen» (Clifford Geertz) gewünscht, vor allem von Ritualen, falls es solche gegeben hat. Denn Revolten erfordern vermehrt Kommunikation innerhalb der Untertanen-schaft, und Rituale stellen eine solche intensivierte Kommunikation sicher. Darauf hat Andreas Suter in seiner wegweisenden Studie zum Bauernkrieg von 1653 hingewiesen.

Insgesamt ist Marco Polli-Schönborns Buch ein wichtiger Mosaikstein in der schweizerischen Unruheforschung der frühen Neuzeit, um die es seit Peter Blickles Emeritierung von dessen Berner Lehrstuhl merkwürdig ruhig geworden ist. Das lesenswerte Buch füllt eine echte Forschungslücke und mahnt an, zukünftig auch frühneuzeitliche Herrschaftsmodelle weniger dichotomisch zu denken.

Fabian Brändle (Zürich)

Martin Schaffner Furcht vor dem Volk

Basel, Schwabe, 2020, 188 S., Fr. 36.–

Die neun Aufsätze von Martin Schaffner, emeritierter Professor der Universität Basel, sind mit Ausnahme der neu entstandenen Einleitung allesamt zwischen 1998 und 2013 in verschiedenen Publikationen erschienen und besprechen unterschiedliche Facetten des Themenkomplexes Volk, Macht und Demokratie. Seine Methode ist stets dieselbe, eine zutiefst philologische: «Gefordert ist darum immer eine Mehrfachlektüre der Texte, in denen <das Volk> und seine Macht beschrieben werden. Eine erste Lesestrategie muss auf die Sprachlichkeit, auf Rhetorik und Semantik, gerichtet sein, eine zweite auf die Suche nach den Spuren, welche Machtverhältnisse und Konflikte hinterlassen haben. Eine dritte Leseweise besteht in der schwierigen Suche nach dem, was zwischen den Zeilen steht, was mitgedacht und mitgemeint, aber nicht ausdividiert, was ausgespart wird.» (14) Schaffner ist überzeugt, dass die politische Sprache nie unschuldig ist. Er versteht seine Beiträge als Plädoyers für die historische Dimension jeder Debatte über Demokratie. Diese Dimension ist nicht nur in Bezug auf die Geschichte der Demokratie, sondern gerade auch für deren Zukunft notwendig: «Wer heute ein zukunftsfähiges politisches Programm entwerfen will, darf nicht ungeprüft die Sprachregelungen des 19. oder 18. Jahrhunderts übernehmen, sonst läuft er oder sie Gefahr, eine gegenwartsbezogene Agenda zu verfehlen und nicht wirksam kommunizieren zu können, mit gravierenden Folgen.» (10) Seine Anliegen kann Schaffner exemplarisch deutlich machen. In der Einleitung zeigt Schaffner an den Beispielen von Maurice Joly (*Dialogue aux enfers*, 1864) und Adam Ferguson (*An Essay on the History of Civil Society*,

1767), wie sich die verschiedenen Konzeptionen von Volk und Bürger gegenüberstehen. Die «Furcht vor dem Volk» meint, so Schaffner, nicht eine Emotion, sondern eine semantische Figur. Das Interesse bezieht sich auf die Verknüpfung der Begriffe Furcht und Volk, die sich im politischen Diskurs oft begleiten. Wie mehrdeutig der Begriff Volk jedoch verwendet wird, legt der Autor im ersten Kapitel dar, das den Titel des Buches «Furcht vor dem Volk» durch ein Fragezeichen ergänzt. Darin greift Schaffner auf drei Beispiele aus der europäischen Geschichte des 19. Jahrhunderts zurück, je eines aus Frankreich, der Schweiz und Irland. Die darin zum Vorschein kommenden verschiedenen «Völker» werden dadurch geeint, dass sie stets personalisiert werden und somit als eine Figur auftreten. Dieser Figur wird ein Wille zugeschrieben. Oft ist in den historischen Texten vom Volk in der dritten Person die Rede. Darin ist eine Dialektik angelegt, «die mit ein Grund dafür ist, dass sich die «Furcht vor dem Volk» nicht bannen lässt» (49). Im zweiten Aufsatz des Hefts, «Rousseau und Condorcet über das Volk in der Französischen Revolution», will Schaffner zeigen, dass «die grundsätzliche Differenz zwischen den Gerechtigkeitskonzeptionen» der beiden Philosophen «auch für ihr Verständnis der Demokratie gilt» (52). Neben der Kultfigur der französischen Revolution, Jean-Jacques Rousseau, hat der Marquis de Condorcet keine Chance, eine revolutionäre Erfolgsfigur abzugeben. Dabei hatte er einen demokratiephilosophisch interessanten Text vorgelegt, *Le véritable et le faux ami du peuple* (1790 oder 1791), in dem er seine Vorstellungen von Repräsentation ausführte und dem Volk die guten Bürger mit auf den Weg gab. Gewählte Vertreter, in stetem Kontakt mit dem Volk, festigten die Demokratie. Das stand gegen das Volk von Rousseau als homogenen und souve-

ränen Körper, der keine Vertreter braucht. Schaffner hält es mit dem indischen Wirtschaftsphilosophen Amartya Sen (*Die Idee der Gerechtigkeit*, 2010), dass wohl das Condorcet'sche Modell tauglicher ist, als die ideale Demokratie nach Rousseau anzustreben.

Der längste Beitrag der Aufsatzsammlung handelt von der direkten Demokratie und trägt den Untertitel «Alles für das Volk – alles durch das Volk». Dieser Beitrag, der wohl nicht ganz zufällig im Zentrum von Schaffners Aufsatzsammlung steht, ist als beredtes Plädoyer für die Bedeutung und den Wert des politischen Systems der Schweiz zu verstehen. Der Autor rekonstruiert die «Knoten» (69) der Demokratiegeschichte im 19. Jahrhundert, bis mit der Verfassung von 1874 die Entstehungsgeschichte der direkten Demokratie endet: Die Verfassungsrevisionen von 1830/31, die Welle der Volksbewegungen 1839 bis 1841 und die demokratische Bewegung der 1860er-Jahre. «Hier kreuzen und verbinden sich mikro- und makrogeschichtliche Perspektiven, lokale Reminiszenzen und der Diskurs der Geschichte überhaupt.» (70) Im Brennpunkt steht «das Volk, seine Aspirationen, Postulate, Aktionen und nicht zuletzt seine Gestalt als symbolische Repräsentationsfigur» (70). Schaffner sensibilisiert ferner dafür, dass auch die Materialität des Volksbegehrens und nicht nur die staatsrechtliche Dimension bei der Durchsetzung der Volksrechte eine Rolle spielte. Besonders am Beispiel der demokratischen Bewegung manifestiert sich, dass die viel bemühte fortschrittsoptimistische und deterministische Dichotomie konservativ/fortschrittlich der ambivalenten historischen Entwicklung nicht gerecht wird. Im Kapitel «Krise der Demokratie» weitet Schaffner das Krisenverständnis aus und zeigt, wie die Krise der Demokratie immer auch eine Krise der Demokratiegeschichte ist. Obwohl die historische De-

mokratieforschung in den 1950er-Jahren einen hoffnungsvollen Anfang nahm, habe sich kaum etwas davon in den aktuellen politischen Debatten festgesetzt. Noch immer gelte die Rede vom schweizerischen Sonderweg. Dabei wären eine transnationale und multiperspektivische Sicht angezeigt. Diskursgeschichtliche Überlegungen täten ebenso not wie sprach- und politikphilosophische. Auch aus der aktuellen politischen Praxis ergäben sich interessante Fragestellungen. Es wird in Zukunft nur eine sinnvolle Debatte geben, wenn die Schweiz an der weltweiten Diskussion teilnimmt und sich dem Austausch über historische Erfahrungen und Ideen innerhalb und ausserhalb Europas nicht verschliesst.

Schaffners Beitrag über den Bericht der Devon-Commission von 1845 setzte die Themenliste fort. Dieser Bericht sollte dem Parlament in London Aufschluss über die Landfrage in Irland liefern und Verbesserungsvorschläge unterbreiten. Denn der Kern der irischen Frage bestand für die Politiker in der Agrarproblematik: zu wenig Ertrag, zu alte Methoden und Spannungen zwischen Besitzern und Pächtern. Eine Reform des Pachtrecht sollte zur Mitte des 19. Jahrhunderts Abhilfe schaffen. Der Aufwand der Befragung war gross: ungefähr 1100 Befragungen, vier Bände Bericht. Der Umgang mit dieser reichen Datenlage weist Schaffner als grossen Kenner historischer Methodik und Leseweisen aus. Dieser Beitrag stellt den Leser*innen den Wert der mikrohistorischen Analyse vor Augen: Sie liest die Quellen gegen den modernisierungstheoretischen Strich und ist so in der Lage, die Vielfalt der Konflikte der damaligen Herrschaftspraxis zu beleuchten.

Auf den Umgang und die Auswertung von umfangreichem Datenmaterial folgt die minutiös rekonstruierte Fallgeschichte des Coiffeurs Ernst B. aus Basel um 1900, der «sozial abgestiegen, wirtschaftlich ver-

armt und krank geworden war» (163). Die Behandlung seiner auffälligen Verhaltensweisen durch die Behörden (Ehegericht, Strafgericht, Notariate, psychiatrische Kliniken) produzierten eine facettenreiche Fallgeschichte, die einerseits die Verrechtlichung und die hohe bürokratische Effizienz der staatlichen Verwaltung zur Jahrhundertwende zeigt. Andererseits ermöglicht die sorgfältige Analyse des reichen Textmaterials über «das auffällige Reden und Handeln» (156) von Ernst B., den Inhalt der Dossiers heute anders wahrzunehmen als damals. Aus den verschiedenen Lektüren und den sich offenbarenden Sichtweisen lässt sich das Postulat der Dialogizität anschaulich begründen, und vor allem zeigt sich, wie wichtig als Korrektiv die Selbstsicht des Ernst B. in seinem «Rapport» ist, wenn man ihn ernst nimmt, ihm «seine Mündigkeit nicht abspricht» (161). Dialogizität meint «ein Hin und Her zwischen Leser und Text» (160), «eine Haltung, welche die Distanz zum Text und seinem Verfasser nicht verliert, sondern sich der eigenen Denkbewegungen und Interpretationshorizonte bewusst bleibt» (161).

Über die Auseinandersetzung um den zu Unrecht verurteilten Offizier Alfred Dreyfus erörtert Schaffner die Entstehung der Figur des «Intellektuellen» (168). Im Vordergrund des Kapitels steht Emile Zolas Versuch, mit seinem Artikel «J'accuse» in der Zeitung *L'Aurore* vom 13. Januar 1898 Öffentlichkeit für diesen Fall herzustellen. Die dadurch erfolgte Provokation mündete in ein Zivilverfahren gegen Zola, das auch dazu diente, die Lügen rund um das Dreyfus-Urteil zu entlarven. Die Figur des Intellektuellen, so Schaffner, charakterisieren literarische Kompetenz in Recht und Politik, Engagement und Zivilcourage. Er wird getragen von der wissenschaftlichen Suche nach der Wahrheit und von Transdisziplinarität. Im Fall Dreyfus meldeten sich nicht nur Schriftsteller,

Geistes- und Sozialwissenschaftler, sondern auch Naturwissenschaftler zu Wort. Sie alle suchten und fanden Gehör. Für Schaffner ist der Intellektuelle auch heute noch, in einer Zeit, in der «der Experte» (174) mehr Beachtung findet, eine attraktive Figur.

Im letzten Beitrag ist es Schaffner darum zu tun, die historiografische Verbindung von Religion und Gewalt kritisch zu hinterfragen. Am Beispiel der französischen Historiografie um 1900 zeigt er, dass das Schema der Religionskriege im 16. Jahrhundert ein Konstrukt der laizistischen Geschichtsschreibung ist, die diese Konflikte als religiöse Auseinandersetzungen einer vergangenen Zeit präsentiert und damit zum «Vehikel ideologischer Interessen, die wenig mit Religion, aber viel mit der Entstehung des modernen Nationalstaates zu tun hatten» (179), wird. Genauso den Zielen nationaler Geschichtsschreibung untergeordnet ist die Darstellung des irischen Osteraufstandes von 1916. Allerdings wird nicht mehr direkt der Kampf der Religionen bemüht, aber über Begriffe wie Blutopfer und Märtyrertum eine «quasi-religiöse Botschaft» (183) übermittelt und damit die Rechtfertigung von Glauben und Gewalt als Mittel der Auseinandersetzung aufrechterhalten. Diese Diskussion, von wem Gewalt ausgeht und wer das Recht zur Gewaltanwendung hat, ändert daran nichts. Nur die «Anerkennung von Differenz» (185), in deren Rahmen alle Bekenntnisse zu Wort kommen, kann dies ändern.

Die Aufsätze sind nach wie vor aktuell und bilden eine erstaunliche Einheit, die man so nicht unbedingt erwartet. Dass man die Texte aus verschiedenen Zeitabschnitten und Gegenden alle mit dem Volk-und-Furcht-Brennglas liest, ist enorm spannend und ermöglicht ausgesprochen anregende Erkenntnisse.

Martin Leuenberger (Basel)

Peter-Paul Bänziger
Die Moderne als Erlebnis
Eine Geschichte der Konsum- und
Arbeitsgesellschaft 1840–1940

Göttingen, Wallstein, 2020, 452 S., Fr. 51.90 (Hardback)

Tagebücher gehören zu den meistgenutzten Quellen der kulturhistorischen Forschung. Ihr Vorzug gegenüber anderen Selbstzeugnissen liegt darin, dass sie nicht so narrativ geglättet sind wie die allermeisten Autobiografien und im Unterschied zu Briefen nur selten die Erwartungen von Adressat*innen antizipieren. Nachdem die wichtigsten Studien der letzten fünfzehn Jahre behandelt haben, wie sich Subjekte in das stalinistische (Jochen Hellbeck) beziehungsweise nationalsozialistische (Janosch Steuwer) Regime eingeschrieben oder als Juden ihre mörderische Ausgrenzung wahrnahmen (Alexandra Garbarini), richtet Peter-Paul Bänziger den Blick auf den Zeitraum von 1840 bis 1930, wobei sein eigentlicher Schwerpunkt auf den Jahrzehnten ab etwa 1880 liegt. Es geht ihm dabei nicht so sehr darum, wie sich politische Umbrüche in Tagebüchern niederschlugen, sondern um den Zusammenhang von Subjektivität, Konsum und Arbeit. Sein Ansatz lässt sich vor der Folie der in Deutschland bis heute prominenten Bürgertumsforschung verstehen, die mit dem Übergang vom 19. zum 20. Jahrhundert immer Schwierigkeiten hatte. Dies lag am idealtypischen Vorgehen der Gesellschaftsgeschichte Bielefelder Provenienz und ihrem entsprechend unterentwickelten Interesse an lebensweltlicher Komplexität. Es hatte auch mit starken normativen Vorannahmen zu tun, die eher die politische Bewertung als die historisierende Interpretation von Texten nahelegten. Beides zusammen lief dann, sofern das 20. Jahrhundert überhaupt einbezogen wurde, auf Varianten der These von der «Auflösung» oder des «Verrats» «des» deutschen Bürgertums vor 1933 hinaus.

Bänziger ist an solchen nationalhistorischen Fragen kaum interessiert. Seine Intervention in eine inzwischen weitgehend zum Erliegen gekommene Debatte besteht in einer Kritik der Verbürgerlichungsthese, also der Annahme, bürgerliche Werte und Praktiken hätten sich im 20. Jahrhundert über ihre ursprünglichen Trägergruppen hinaus verbreitet. Des Weiteren setzt er sich mit der jüngeren Historiografie zu Arbeit und Konsum auseinander, an der ihn stört, dass sie beide Vergesellschaftungsformen getrennt betrachte oder von einer Ablösung der Arbeits- durch die Konsumgesellschaft ausgehe. Das sind zwei gewichtige Einwände. Bänzigers alternative These erschliesst sich auf den ersten Blick nicht ganz, was in ihrer Mehrstufigkeit begründet liegt. Immer noch verkürzt wiedergegeben argumentiert er, dass die von ihm untersuchten Frauen und Männer erstens bis zum ausgehenden 19. Jahrhundert Arbeit und Freizeit im Familienverband sahen und im Lichte der Tugenden des Fleisses und der Mässigung bewerteten. Zweitens begannen sie um die Wende zum 20. Jahrhundert beide als eigenständige Lebensbereiche zu erfahren und voneinander zu unterscheiden. Drittens verbanden sie dabei Arbeit mit individueller Leistung, welche dann die ökonomischen Voraussetzungen für den Konsum sichern sollte, und verorteten sich gleichzeitig in den neuen Orientierungsrahmen von Nation, Betrieb und Kleinfamilie. Viertens entwickelten sie im Zuge dessen eine neue Subjektkultur, die sich in assoziativen, die eigenen Erlebnisse in den Mittelpunkt rückenden Tagebüchern niederschlug.

In methodischer Hinsicht bietet Bänziger eine Alternative zur idealtypisch und grossflächig vorgehenden Gesellschaftsgeschichte, indem er eine flexible Begrifflichkeit verwendet, kulturelle Verschiebungen genau analysiert und sich auf die

Textualität der Tagebücher einlässt, die er in verschiedenen deutschen und österreichischen Archiven konsultiert hat. Die subtilen und ausführlichen Quelleninterpretationen machen einen wesentlichen Reiz des Buches aus. Man würdigt sie am besten, indem man sich eine sinnierende Lektüre gönnt. Das steht natürlich in einem gewissen Spannungsverhältnis zu Bänzigers Perspektive auf die Moderne. Denn die Betriebsamkeit und Erlebnisorientierung, die er für die Jahrzehnte um 1900 hervorhebt, haben mit rund einem Jahrhundert Verspätung auch die Geisteswissenschaftler*innen erfasst, von denen sich nicht wenige der siebzehnjährigen Berlinerin anschliessen, die 1929 schrieb: «ich lese nicht, ich hab ja gar keine Zeit dazu!!» (379). Wer sich trotz allem, was vermeintlich dringlicher ist, die nötige Zeit nimmt, kann neben vielem anderem erfahren, wie im frühen 20. Jahrhundert ein Leipziger Handelsvertreter mit seiner zukünftigen Ehefrau Theatervorstellungen besuchte, Sonntagsausflüge unternahm und Weihnachtsgeschenke austauschte, zwei Druckergesellen durch Süd- und Mitteldeutschland wanderten und sich unterwegs durch den Verzehr einer Maggissuppe stärkten, während sich eine niederösterreichische Textilarbeiterin «furchtbar selbständig und erhaben» vorkam, als sie in einer württembergischen Fabrik anfang, bevor sie nach Antwerpen zog und dort den Anblick von «Menschen aus allen möglichen Ländern» genoss (Kap. IV).

Wie diese Beispiele zeigen, besteht ein wesentlicher Erkenntnisgewinn des Buches darin, dass es auf die soziale Vielfalt des Tagebuchschreibens aufmerksam macht. Bürgerliche Diaristik, die das Individuum selbstbiografisch konturierte, Bezüge zu übergeordneten Werten herstellte und oft den Krisenmodus bemühte, wird von Bänziger ernstgenommen, aber eben bloss als eine Form unter anderen behandelt. Damit relativiert sich auch die oft

vorgenommene Engführung von Individualität und Bürgerlichkeit. Denn als sich die Schreibenden schliesslich individualistischer definierten als ihre biedermeyerlich anmutende Vorgängergeneration, nämlich losgelöst von Familienzusammenhang und Tugenddenken, waren sie bereits in die nachbürgerliche Gesellschaft eingetreten. In ihrem Leistungsbewusstsein und Vergnügungsdrang lassen sich Industriearbeiter und Angestellte, im markanten Gegensatz zur Verbürgerlichungsthese, als Pioniere dieser Entwicklung verstehen. Arbeit und Konsum zu separieren, war insofern selbst das Produkt einer bestimmten historischen Periode, die jedoch beides wieder in eine übergreifende, erlebnisorientierte Subjektkultur einbettete. Beispielhaft hierfür steht ein Kartograf, der 1903 aus dem niederschlesischen Glogau nach Berlin zog, dort dank eines guten Gehalts am «rege[n] Leben» in Warenhäusern, an Sportveranstaltungen und Theateraufführungen teilnehmen konnte – und das alles öfters «spaßig» fand (266). Titel und Untertitel des Buches legen eine kritische Nachfrage nahe. Denn aus ihnen geht – im Gegensatz zu den genannten, durchaus auch als solchen erfolgreichen Büchern von Hellbeck, Steuer und Garbarini – nicht hervor, dass es sich primär um eine Studie zu Tagebüchern handelt. Stattdessen wird eine «Geschichte der Konsum- und Arbeitsgesellschaft» beansprucht, was das Problem aufwirft, wie sich von der diaristischen Praxis auf eine ganze Gesellschaftsformation schliessen lässt. Bänziger ist sich dessen natürlich bewusst; er bietet deshalb Kontextinformationen zu seinen Quellen, skizziert zwischendurch grössere Entwicklungen und rekonstruiert zeitgenössische Normen über kirchliche und wissenschaftliche Publikationen sowie illustrierte Zeitschriften. Dennoch bleiben Einwände hinsichtlich Repräsentativität und Verallgemeinerbarkeit.

Fruchtbarer, als auf solchen Einwänden zu insistieren, scheint mir jedoch die weitere Reflexion über Rolle und Position der Tagebuchschreibenden innerhalb der zeitgenössischen Gesellschaft und auch, um den näher am eigentlichen Untersuchungsgegenstand liegenden Begriff zu verwenden, in ihrer Subjektkultur. Der dominierende Eindruck ist, dass diese teilnehmend beobachteten, aber vor allem räumlich mobil agierten und sich unternehmungslustig ins Getümmel stürzten – was, wie Bänziger konzidiert, auch an der jugendliche sowie jüngere Frauen und Männer privilegierenden Quellenauswahl liegen mag. Zu gesellschaftlichen Gestaltungsambitionen neigten sie eher nicht und folglich auch nicht zu tiefen persönlichen Enttäuschungen oder allgemeinen Krisendiagnosen. Das unterschied sie nicht nur von vielen bürgerlichen Stimmen, sondern auch von einem Sonderling wie dem vom amerikanischen Deutschlandhistoriker Peter Fritzsche porträtierten Angestellten Franz Göll, der sich in seinen Tagebüchern von Degenerationsängsten geplagt zeigte (um dann wieder in seinen Haushaltsbüchern als lebensfroher Konsument in Berlin der 1920er-Jahre zu erscheinen). Aber natürlich gab es auch «unterhalb» des Bürgertums Menschen, welche die politischen und ideellen Auseinandersetzungen mit Arbeit und Konsum in den Jahrzehnten um 1900, von der Sozialdemokratie über die Lebensreform bis hin zum Radikalanationalismus, stärker auf die eigene Existenz bezogen, als es hier – mit einer Ausnahme – den Anschein hat. Dieser Eindruck führt wieder zurück zur Frage nach der Besonderheit eines Textgenres, das nun einmal auf das eigene Selbst und dessen Umgebung gerichtet ist. Das schliesst natürlich politische Äusserungen nicht aus, aber diese spielen gemeinhin eine eher untergeordnete Rolle, sofern nicht diktatorische Regime oder totale Kriege zur Positionierung zwingen.

Die Subjekte, die hier im Vordergrund stehen, bewegten sich in einem Raum irgendwo zwischen den zahlreichen Menschen, die mit markanten persönlichen Standpunkten oder als Teil kollektiver Bewegungen die Öffentlichkeit suchten, und den noch assoziativer denkenden Antihelden des literarischen Modernismus. Aber genau dieser Zwischenraum ist wichtig, weil er vor einer Überschätzung nicht nur der bürgerlichen Selbstthematizierung, sondern auch politischer Umbrüche und avantgardistischer Zeitwahrnehmungen bewahrt. Folgt man Peter-Paul Bänziger, waren unauffällige, auf ihr abendliches Vergnügen ebenso wie ihr persönliches Fortkommen konzentrierte Subjekte entscheidend für die parallele Entstehung der Arbeits- und Konsumgesellschaft, wie sie uns bis heute umgibt und prägt. Sie scheinen, auch wenn dieses Argument implizit bleibt, nicht nur strukturellen Veränderungen ausgesetzt gewesen zu sein, sondern selbst strukturbildend gewirkt zu haben. Darüber lohnt sich weiter zu diskutieren.

Moritz Föllmer (Amsterdam)

Christof Dejung, David Motadel,
Jürgen Osterhammel (Hg.)
The Global Bourgeoisie
The Rise of the Middle Classes in the
Age of Empire

Princeton, Oxford, Princeton University Press, 2019, 375 S., \$ 99.95 / £ 82.00

Am Ende der Lektüre fragt man sich: War das nun eine Globalisierung der deutschen Bürgertumsforschung oder eine Verdeutschung der Globalgeschichte des Bürgertums? Ich tendiere zu Letzterem, stimme den Lobpreisungen von Dipesh Chakrabarty, Sven Beckert und Tomas Piketty auf der Rückseite des Bandes aber zu: «radical», «great promise», «A must-read».

Wie Christof Dejung, David Motadel und Jürgen Osterhammel in ihrer elegant geschriebenen Einleitung darlegen, geht es in ihrem Band um nichts weniger als um die Zusammenführung von Sozial- und Globalgeschichte. Der Fokus liegt auf den sozialen Formationen, die im 19. Jahrhundert entstehen und in europäischen und nordamerikanischen Kontexten wahlweise als Bürgertum, Bourgeoisie oder «middle classes», in nichtwestlichen Kontexten meistens jedoch relativ diffus als Eliten bezeichnet wurden. Diese dichotomisierende und hierarchisierende Begrifflichkeit aus der Blütezeit der Sozialgeschichte des 20. Jahrhunderts will «The Global Bourgeoisie» vermeiden. Die Herausgeber verwenden «Bourgeoisie» und «middle classes» stattdessen pragmatisch und synonym (13). Damit sollen sowohl nationale Nabelschau als auch der eurozentrische Glaube an die Einzigartigkeit europäischer Geschichte überwunden werden. Zum Programm der globalen Sozialgeschichte gehöre es daher, sowohl die Verflechtungen in der Genese dieser sozialen Formationen zu analysieren als auch mittels vergleichender Methoden ihre je eigenen Spezifika zu eruieren. Was zeichnet diese sozialen Formationen aus? Die Herausgeber nennen zwei Merkmalsbündel: In sozialer Hinsicht unterscheiden sie sich sowohl von einer Aristokratie mit Grossgrundbesitz und vererbaren Machtansprüchen als auch von «peasants and working classes below» (8). Objektiv hatten diese Gruppen, zu denen Professoren in Wien, Industrielle in New York oder Lehrer an der afrikanischen Westküste zählten, wenig gemeinsam. Was sie zusammenhielt, war das zweite Merkmalsbündel: eine spezifische Kultur, die sich in einer patriarchalen Geschlechterordnung, einer Affinität zu Kunst, Wissenschaft und Bildung sowie spezifischen Formen des Essens, der Kleidung und der allgemeinen Lebensführung äusserte, mit

der sich diese Gruppen nach «oben» und «unten» abgrenzen konnten. Die Paradoxie dieser an sich sehr plausiblen Definition von Bourgeoisie und «middle classes» liegt darin, dass sie tief in einer europäischen – präziser: deutschsprachigen – Theorietradition verwurzelt ist. Nicht nur die Herausgeber, auch zahlreiche AutorInnen der Fallstudien finden ihre theoretische Inspiration nicht etwa bei asiatischen, afrikanischen oder indigenen Denkerinnen und Denkern, sondern bei Karl Marx und Max Weber. Die Begriffe Bildungs- und Wirtschaftsbürgertum sind, kursiv gesetzt, die am häufigsten verwendeten Fremdwörter im englischen Band. Hier schleicht sich also die deutsche Sozialgeschichte wieder in die Globalgeschichte ein und vermählt sich mit der angloamerikanischen Academia. Zwölf der 16 Autorinnen und Autoren forschen in Regionen, die aus dem British Empire hervorgingen, vier im deutschsprachigen Europa. Nichteuropäische oder amerikanische Forschungsliteratur ist eine Rarität in den Fussnoten. Nichtenglische europäische Literatur ist zwar etwas häufiger (Verweise auf Elisabeth Joris, Albert Tanner, Andreas Zangger oder mich hätten etliche Passagen zur Schweiz sicherlich bereichert), im Grossen und Ganzen geht es aber um eine Debatte, die von den prestigeträchtigen *university presses* in den USA und in Grossbritannien kuratiert wird. Nicht nur in der AutorInnenschaft, sondern auch im Untersuchungsbereich sind das katholische Europa und seine ehemaligen Kolonialreiche sowie Ost- und Südosteuropa stark unterrepräsentiert. Die bürgerlich-protestantischen Paradefälle der Niederlande (mit ihrem riesigen Reich in Südostasien und der Karibik) und in Skandinavien fehlen ebenfalls. Pointiert gesagt ist der Band also eine Auseinandersetzung zwischen Forschenden aus den nordatlantischen akademischen Metropolen der Gegenwart mit ihren Vorläufern aus dem

imperialen 19. Jahrhundert: deutsche Sozialtheorie vermählt sich mit angloamerikanischem *storytelling*. Alle Beiträge brechen grosse Thesen und pointierte Argumente auf gut bis sehr gut geschriebene 20 Seiten herunter. Das macht den Band zum «must-read», weil er nicht nur eine äusserst anregende Tour d'Horizon der Sozialgeschichten des Iran, der USA, der Karibik, Ostafrikas, Indiens, Japans, des Osmanischen Reichs, des deutschsprachigen Europa, Lateinamerikas, Russlands und Chinas offeriert. Er macht auch plastisch, wie diese Geschichten stets miteinander verflochten waren. Viele Beiträge weisen ausserdem den Weg in neue Forschungsfelder. H. E. Chebabis Analyse der bürgerlichen Herkunft grosser Teile der iranischen Diaspora in Europa und den USA macht etwa deutlich, weshalb «class» stärker in die Migrationsgeschichte einzubeziehen ist. David Motadel zeigt am Beispiel der iranischen Diaspora in Berlin in der Zwischenkriegszeit die Produktivität dieses Ansatzes auf. Marcus Gräsers Skizze der strukturellen Widersprüche zwischen ländlichen US-amerikanischen «middle classes» und gehobeneren, international vernetzten «Bourgeoisies» in den Küstenstädten mit ihren je unterschiedlichen Beziehungen zur Sklavenökonomie im 19. Jahrhundert wirft ein helles Licht auf die Gegenwart der USA. Eine kulturgeschichtliche Perle ist Utsa Rays Analyse der Herausbildung einer bürgerlichen, kosmopolitischen Küche unter höheren Kasten im kolonialen Indien. Sie diskutiert ihren Fall anhand eines Rezeptbuches einer bengalischen Köchin und bringt damit auch die in diesem Band insgesamt vernachlässigte geschlechtergeschichtliche Perspektive zur Geltung. Nicht zuletzt aus Schweizer Optik inspirierend sind die Beiträge von Emma Hunter und David S. Parker. Hunter diskutiert anhand der Publizistik afrikanischer Autoren in Missionszeitschriften im kolonialen Ostafrika

die Frage, inwiefern diese einen sozialen und diskursiven Raum für eine «bürgerliche Öffentlichkeit» schufen. Die noch stets zu wenig genutzten grossen Archive der schweizerischen Missionsgesellschaften bieten viel Material, um diese These kritisch weiterzuverfolgen. Parkers Analyse der Selbstabwertung katholischer Mittelschichten in Lateinamerika, die ihre Länder durch Nachholen einer protestantischen europäischen Moderne in die Zukunft zu führen versuchten, wirft neue Fragen nach der Rolle schweizerischer Handelsgesellschaften in dieser Region auf. Sie gehörten im 19. Jahrhundert hinter den Briten, Deutschen und Amerikanern oft zu den drittgrössten Handelskolonien in der Region.

Der Band offeriert nicht nur inspirierende Fallstudien, sondern auch verschiedene theoretische Modellierungen einer globalen Bourgeoisie. Am originellsten ist der Vorschlag von Alison Bashford: Was alle Mittelklassen weltweit miteinander verbunden habe und bis heute zusammenbinde, sei das Know-how der Geburtenkontrolle. Sie ermögliche sozialen Aufstieg, Teilhabe am globalen Kapitalismus und kulturelle Distinktion gegenüber kinderreichen Armen und «anderen». Padraic X. Scanlan versucht Bürgerlichkeit im britischen Empire aus der Verwaltungspraxis auf den karibischen Sklavenplantagen herzuleiten. Der hohe Abstraktionsgrad erschwert allerdings die Nachvollziehbarkeit der Argumentation. Die dritte Theoretisierung ist etwas komplexer. Sie stammt aus der Feder von Kris Manjapra und Richard Drayton. Beide argumentieren strukturfunktionalistisch. Zu fragen sei also nicht primär nach der Genese bürgerlicher Gruppen in verschiedenen Teilen der Welt und wie sie sich grenzüberschreitend miteinander verflochten haben. Zu fragen sei vielmehr nach den Strukturen, die ihre Genese ermöglichten. Manjapra und Drayton verweisen

beide auf die ökonomische Integration der Welt in der frühen Neuzeit. Sie eröffnete weltweit neue Möglichkeiten für soziale Gruppen mit spezifischer Expertise, aus Stände- oder Kastenstrukturen auszubereichen. Manjapra nennt diese Gruppen «service providers». Als Buchhalter, Juristen, Reisende, Statistiker, Söldner, Übersetzer, Logistiker, Ingenieure oder Manager hätten sie das Wissen und die Kompetenzen herausgebildet, um die Reichtümer und Gesellschaften der Welt zu quantifizieren, zu operationalisieren, zu versichern, zu verschiffen, aufzubewahren, zu erobern, zu managen oder zu disziplinieren. Diese «service providers» seien zwar im Dienst von Imperien gestanden, hätten mit ihrem Tun jedoch die Grenzen dieser Imperien zugleich stets überschritten und so eine transimperiale Globalität erschaffen. Drayton erinnert daran, dass das europäische Bürgertum anfänglich nur eine von zahlreichen Gruppen gewesen sei, die aus den Nischen neuer Weltmärkte herauswachsen. Ab etwa 1850 hätten die europäischen Mittelklassen jedoch so viel Macht erworben, dass sie ihre Interessen und ihre spezifische Kultur ihren nicht-europäischen Artverwandten aufzwingen konnten. «Whiteness» sei die Norm und Rassismus zur Praxis der globalen Bourgeoisie geworden. Manjapra und Drayton versuchen also die Soziogenese bürgerlicher Dienstleister als Funktion der ökonomischen Integration der Welt zu lesen und den Rassismus als Kultur, mit der die europäischen Gruppen ihre globale Hegemonie zugleich allen anderen aufzudrücken und sie auf Distanz zu sich selber zu halten versuchten.

Der Band präsentiert damit eine selbstkritische Auseinandersetzung aus dem nordatlantischen Flügel eines heutigen globalen Bildungsbürgertums mit VorläuferInnen aus dem imperialen Zeitalter. Dass Stimmen ausserhalb dieser Bubble rar sind, ist zwar bedauerlich. Hand-

kehrum macht der Band damit auch die Grenzen dessen sichtbar, was unter den kolonialgeschichtlich gewachsenen Bedingungen des akademischen Hochleistungsbetriebs gegenwärtig epistemisch, universitäts- und verlagspolitisch realisierbar scheint. Innerhalb dieser Grenzen gibt es empirisch freilich noch viel zu erforschen, gerade in der Schweiz. Sie gilt weitherum als Paradebeispiel einer gelungenen bürgerlichen Revolution und Gesellschaft. Mit den Ansätzen der «Global Bourgeoisie» lässt sich fragen, welche Funktionen die bürgerlichen Gruppen der Schweiz in einer sich integrierenden Weltwirtschaft einnahmen und welche Rolle damit auch der Rassismus für ihre Geschichte spielte. Beide Fragen stellen sich unabhängig davon, ob die davon betroffenen Gruppen Sklavenplantagen auf Kuba beaufsichtigten oder den Eisenbahnbau in der Schweiz vorantrieben.

Von daher ist das Buch, wie eingangs erwähnt, «radical», «a great promise», «a must-read». Es ist aber auch ein Anlass darüber nachzudenken, wie sich die aus den imperialen Metropolen der Vergangenheit hervorgegangenen akademischen Metropolen der Gegenwart künftig nicht nur diskursiv stärker zur Welt hin öffnen müssten, sondern auch personell und epistemisch.

Bernhard C. Schür (Bern)

Simona Isler
Politiken der Arbeit
Perspektiven der Frauenbewegung um 1900

Basel, Schwabe, 2019, 270 S., Fr. 48.–

Céline Angehrn
Arbeit am Beruf
Feminismus und Berufsberatung im 20. Jahrhundert

Basel, Schwabe, 2019, 337 S., Fr. 56.–

Was wir in Europa heute unter Arbeit verstehen, ist historisch ein junges Phänomen. Sie ist mit der Entwicklung des Sozialstaats und neuen arbeitsrechtlichen Regelungen eng verbunden. Seit dem Ende des 19. Jahrhunderts wurde kontinuierliche, ausserhäusliche, gelernte und formalisierte Berufserwerbsarbeit zur Referenz für alle anderen Lebensunterhalte. Damit gingen Versprechen einher – ein ausreichendes, stabiles Einkommen, soziale Absicherung, Status oder Fortkommen –, von denen insbesondere Frauen aber ganz oder teilweise ausgeschlossen blieben. Eines der Anliegen der europäischen Frauenbewegungen war es daher, Frauen Anerkennung und Gratifikationen für ihre entlohnten und unbezahlten Tätigkeiten zu erkämpfen.

Dies ist Gegenstand zweier Dissertationen geworden, die 2019 als Monografien erschienen sind. Die beiden Autorinnen, Simona Isler und Céline Angehrn, geben Einblick in die Vielfältigkeit der Debatten und «Politiken der Arbeit» von Feministinnen um 1900 beziehungsweise in deren «Arbeit am Beruf» im Kontext der Berufsberatung im 20. Jahrhundert. Damit tragen sie zur Geschichtsschreibung über die Arbeit ebenso wie zur Erforschung feministischer Interventionen und Praxen bei. Der intensive Austausch der beiden Autorinnen im Forschungsprozess ist den Büchern anzumerken, sodass es naheliegt, sie gemeinsam zu besprechen.

Politiken der Arbeit um 1900

Isler fragt nach «vergangenen feministischen Perspektiven auf Arbeit» (15) und taucht ein in die Konstituierungs- und Etablierungsphase der Dachverbände schweizerischer Frauenorganisationen bis in die Anfangszeit des Ersten Weltkriegs 1915. Die Aktivistinnen des Schweizerischen Gemeinnützigen Frauenvereins (SGF, gegründet 1888), des Bundes Schweizerischer Frauenvereine (BSF, gegründet 1900) und des Schweizerischen Arbeiterinnenverbands (SAV, gegründet 1890) sahen sich einer Welt im Wandel gegenüber: Arbeit hatte sich im Zuge der industriellen Entwicklung stark verändert. Allerdings gingen ihre Visionen guter Arbeit aller Kooperation zum Trotz auseinander.

Die Vielfältigkeit feministischer Politiken um die Wende zum 20. Jahrhundert möchte die Autorin verstehen, ohne sie aus Sicht heutiger Feminismen zu bewerten. Sie stellt die Verbände und deren Aktivistinnen ins Zentrum ihrer Forschungen (26) und spürt ihren Argumenten und Zeitdiagnosen auf der Basis überlieferter Akten und Protokolle, (Jahres-)Berichte und Publikationen nach. Dabei kommt sie auf Differenzen und Debatten innerhalb der Organisationen und auf Überschneidungen zwischen ihnen zu sprechen.

Aus der Perspektive der Verbände fragt Isler, was Arbeit ist: In welchen Bedeutungszusammenhängen verorteten sie Arbeit und mit welchen Begriffen beschrieben sie sie? Haus- und Erwerbsarbeit im heutigen Sinne konnte die Autorin in ihren Quellen nicht finden, da Arbeit «in ihrem Kern [...] etwas anderes war, als sie es heute ist» (19). Beschäftigt sie sich im ersten Teil ihres Buches mit dem Selbstverständnis der Organisationen, widmet sie sich anschliessend der Bildung als zentrales Anliegen der eher bürgerlich geprägten Frauenverbände BSF und SGF.

Der dritte Teil behandelt die prekären Ar-

beits- und Lebensbedingungen von Arbeiterinnen, die sich aus der Perspektive des SAV als Frauen der Arbeiter*innenklasse spezifischen Problemlagen gegenübersehen. Im letzten Teil diskutiert Isler, wie der häusliche Dienst Bezugspunkt für die Politiken aller drei Organisationen wurde. Der BSF stand dem diagnostizierten Wandel optimistisch gegenüber, denn Frauen hatten sich ihren Platz im ausserhäuslichen Erwerbsleben erkämpft. Die Aktivistinnen stilisierten Arbeiterinnen zum «Prototyp der modernen, erwerbstätigen Weiblichkeit» (64). Allerdings gelang deren Einbindung in den Bund nur bedingt: Während sich der SAV nicht zum Beitritt bewegen liess, war der Beitritt kleinerer Organisationen nicht auf Dauer gestellt.

Der BSF setzte sich für die rechtliche Gleichstellung von Frauen mit Männern und für gleiche Teilhabe an politischen und arbeitsbezogenen Rechten ein. Daher begegneten die Aktivistinnen Forderungen des SAV nach besonderen Schutzbestimmungen für Arbeiterinnen mit Skepsis. Sie befürchteten, dass diese Benachteiligungen von Frauen begünstigen würden – etwa indem sich Arbeitgeber*innen weigerten, Frauen überhaupt einzustellen. Stattdessen stritten sie für Koedukation und eine gleichmässige Teilhabe von Frauen an (Aus-)Bildung und qualifizierten Berufen. Dafür schien es «notwendig, alles Häusliche und Hauswirtschaftliche aus der Bildung, der Arbeit und dem Beruf der Frauen zu verdrängen» (102), damit die Frauen ihre individuellen Talente und Fähigkeiten entwickeln konnten – unabhängig davon, ob diese bisher männlich oder weiblich dominierten Tätigkeitsfeldern zuzurechnen waren. Eine Ausnahme war der häusliche Dienst, den die Aktivistinnen schon deswegen verberuflichen und sozialpartnerschaftlich organisieren wollten, weil sie selbst bezahlter Unterstützung bedurften.

Dem Anliegen des SGF, der hauswirtschaftliche Tätigkeiten fördern wollte, stand die Grenzziehung des BSF zwischen Haushalt und Beruf entgegen. Mit Hauswirtschaft sprach der SGF aber weit mehr als lediglich Haushaltstätigkeiten an. Gemeint waren die angeblich weiblichen Fähigkeiten und Tugenden wie Liebe, Opfersinn, Geduld und Ausdauer, die aus der Perspektive des Verbands auch in Beruf und Politik benötigt wurden. Einerseits riefen Armut oder Alkoholisierung als Folge der industriellen Entwicklung und der Fabrikarbeit von Frauen nach «Liebestätigkeit» und Belehrung; Hauswirtschaftskurse oder Arbeits- und Stellenvermittlung richteten sich gerade an arme und jüngere Frauen. Dabei blieb die Hierarchie zwischen Gebenden und Empfängerinnen der «helfenden Gemeinnützigkeit» stets gewahrt. In ähnlicher Weise stellte sich der SGF das häusliche Dienstverhältnis vor: als Gemeinschaft, in der sich Dienstbotinnen den Dienstgeber*innen unterordneten, von diesen aber Bildung, Erziehung, gute Behandlung und gewisse Freiheiten erhalten sollten. Andererseits sahen die Verbandsaktivisten Erziehung und Bildung als Voraussetzung dafür an, dass junge Frauen auch der mittleren und höheren Schichten Tugenden entwickeln konnten. Mittels eigener Schulen und Kurse setzte sich der SGF für die Rationalisierung und Professionalisierung der hauswirtschaftlichen Bildung ein und stritt für deren Institutionalisierung. Demgegenüber skandalisierten die Aktivistinnen des SAV die Ausbeutung von Arbeiterinnen durch die besitzende Klasse; sie problematisierten ihre niedrigen Löhne und überlangen Arbeitszeiten. Zudem wurden Arbeiterinnen für Haushalt und Kindererziehung verantwortlich gemacht, für die ihnen aber ebenso wie für die politische Tätigkeit kaum Zeit blieb. Letzteres galt auch für Dienstbotinnen, die im fremden Haushalt persön-

licher Freiheit entbehrten und der Willkür der Dienstgeber*innen ausgeliefert waren. Zwar verstand sich der Verband als Teil der Arbeiter*innenbewegung und unterstrich die Notwendigkeit, sich breit zu organisieren. Aber ihre Positionierung in Haushalt und Lohnarbeit brachte für Arbeiterinnen frauenspezifische Problemlagen mit sich, die aus der Perspektive des SAV nach Ausgleich verlangten. In den männlich dominierten Berufsorganisationen und Gewerkschaften fanden sie weder ausreichend Platz noch Gehör. Sowohl ihren Genossen als auch anderen Frauenverbänden gegenüber bestanden sie auf ihrer Unabhängigkeit.

Isler untersucht die zeitgenössischen Semantiken und Deutungen von Arbeit konsequent auf der Grundlage ihrer Quellen, ohne sich von Narrativen feministischen Fortschritts leiten zu lassen. So kann sie demonstrieren, wie vielfältig und kontrovers sowohl die Konzeptionen von Arbeit aufseiten der Feministinnen um die Wende zum 20. Jahrhundert waren als auch ihre Ansatzpunkte, sich in die gesellschaftlichen Auseinandersetzungen darum einzumischen. Im Anschluss an die Lektüre stellt sich die Frage nach der Praxis der Organisationsarbeit: Wie lebten die Akteurinnen Aktivismus? Wie verwirklichten sie ihre Vorstellungen von Arbeit bereits in der Verbandsarbeit, etwa in den Kursen oder in der Stellenvermittlung des SGF? Diese Fragen dürften auf der Basis der verfügbaren Quellen schwer zu beantworten sein und zeigen, wie sehr das Buch zum Weiterdenken anregt.

Arbeit am Beruf im 20. Jahrhundert

Die Interventionen der Frauenorganisationen in Arbeit macht Céline Anghern zum Ausgangspunkt ihrer Forschung, die sich mit dem feministischen Engagement in der deutschschweizerischen Berufsberatung befasst. Sie fragt danach, wie die Berufsberatung zu einem Projekt von Fe-

ministinnen wurde und wie sie dazu beitrugen, den «Beruf» in einem neuen Sinne hervorzubringen. Auf der Basis etwa von Akten und Publikationen der unterschiedlichen Einrichtungen, Organisationen und Akteurinnen führt Anghern die Leser*innen in drei Schritten durch das 20. Jahrhundert. Dadurch kann sie nicht nur die Veränderungen der feministischen Berufsberatung, sondern auch deren Spezifika in jedem Zeitabschnitt im Detail analysieren. Sie fokussiert auf jene «konfliktösen Momente», in denen «feministische Ansprüche explizit gemacht» (23) und so einer historischen Untersuchung zugänglich wurden.

Im ersten Teil zeigt die Autorin, wie Frauen in den 1920er-Jahren ihren Platz in der «sich formierende[n] Institutionen- und Diskurslandschaft der entstehenden Berufsgesellschaft» (17) erkämpften und diese von ihrer Warte aus mitgestalteten. Darauf aufbauend wirft sie im zweiten Teil am Beispiel von Martha Bieder, die von 1931 bis 1960 als erste und einzige staatliche akademische Berufsberaterin wirkte, einen Blick in die Praxis. Sie zeigt deren vielfältigen Aktivitäten in einer Zeit konservativer Geschlechterpolitik. Der dritte Teil behandelt die institutionalisierte «feministische Berufspolitik» in den 1980er- und 1990er-Jahren, als sich Berufsberatung die Gleichstellung von Frauen und Männern zur Aufgabe machte. In jedem Teil setzt sie einen Kontrast durch eine feministische «Gegenperspektive», in der Kritikerinnen der zuvor präsentierten Positionen und Praxen zu Wort kommen. Denn «nicht nur zu unterschiedlichen Zeiten, auch zeitgleich gab es Feminismen immer im Plural», wie die Autorin betont (19).

Nach dem Ersten Weltkrieg hatte sich die Frauenorganisationslandschaft verändert; der SGF war nun etwa Mitglied des BSF. In der Berufsberatung waren Frauen bereits seit den 1910er-Jahren aktiv, aber

erst mit der Gründung der Zentralstelle für Frauenberufe im Jahr 1923 erreichten bürgerliche Feministinnen die erstmalige Institutionalisierung der Berufsberatung für Frauen auf nationaler Ebene. Die Zentralstelle vernetzte Berufsberatungen und wirkte durch politische Lobbyarbeit auf Verbesserungen der Arbeits- und Ausbildungsverhältnisse von Frauen und Mädchen hin. Ziel war die Anerkennung ihrer vielfältigen Tätigkeiten als Beruf; ferner sollte Frauen eine fundierte wie staatlich geförderte berufliche Ausbildung zugänglich werden. Die beteiligten Organisationen fokussierten insbesondere auf Frauenberufe in sozialer Arbeit, Pflege und Erziehung sowie auf die Professionalisierung des «Hausfrauenberufs». Ihre Anliegen setzten die Mitarbeiterinnen etwa im Rahmen der Berufsbilder um, die schweizweit Verbreitung fanden. Diese Informationsblätter gaben Auskunft über die Charakteristika einzelner Berufe, wobei auch Forderungen der Berufsorganisationen eingearbeitet waren. Indem sie Standards festlegten, wirkten die Berufsbilder selbst an der Produktion von Frauenberufen mit.

Im Berufsbildungsgesetz von 1930 blieb diesen die offizielle Anerkennung aber verwehrt. Zudem wurde mit der Schaffung eines zuständigen Bundesamts im selben Jahr das unabhängige Wirken der Zentralstelle beschnitten. Erfolgreich waren die bürgerlichen Feministinnen mit der Gründung der weiblichen Abteilung der akademischen Berufsberatung in Basel, die Martha Bieder bekleidete. Letztere verfasste zahlreiche Publikationen und avancierte zur bekannten Expertin; sie entwarf und leitete einen Ausbildungsgang für Anstaltsgehilfinnen. In ihrer Beratungstätigkeit klärte sie Berufswünsche und Eignungen ab. Sie holte Informationen ein, vermittelte die Ratsuchenden an andere Stellen und Personen sowie in Ausbildungen zu «gehobenen Frauenbe-

rufen», die weit mehr als akademische Berufe umfassten. Bieder legte ihre Beratungstätigkeit breit an, aber die «Frauenberufe» in sozialer Arbeit, Pflege und Erziehung lagen ihr besonders am Herzen: Gebildete junge Frauen sollten eine ihrem Geschlecht und ihrer gesellschaftlichen Stellung angemessene, gehobene Berufslaufbahn ergreifen.

In den 1980er-Jahren veränderte sich die personelle Zusammensetzung der Berufsberatung, die im Nachgang der neuen Frauenbewegung für Ziele der Gleichstellungspolitik in den Dienst genommen wurde. Im Ziel der Arbeitsmarktintegration von Frauen verbanden sich feministische Anliegen aber mit neoliberaler, aktivierender Arbeitsmarktpolitik. Zwar arbeitete die Berufsberatung auf den Abbau von Geschlechterungleichheit und Diskriminierung in der Erwerbsarbeit hin, Veränderungsbedarf sahen die Berater*innen aber genauso bei den Frauen und Mädchen selbst. Diese wollten sie dazu ermutigen, ihr diagnostiziertes «traditionelles» und familienorientiertes Berufswahlverhalten abzulegen und sich männlich dominierte und höher bewertete Berufe zuzutrauen. Die Beratung sollte Selbstreflexionsprozesse anstoßen und Frauen helfen, bewusst beruflich zu planen und Ehrgeiz zu entwickeln. An die Stelle verkürzter Ausbildungen, einer «frauentypischen» Berufswahl und des Rückzugs ins Private nach der Geburt von Kindern sollten Karrieren treten, die denen von Männern in nichts nachstehen. Den Beruf konzipierte die Berufsberatung nun als Gegensatz zur Haushalts- und Familienarbeit, welche sie partnerschaftlich aufgeteilt sehen wollte.

In ihrer Arbeit schärft Angehrn den Blick dafür, dass die Geschichte des Feminismus und jene der Arbeit von Auseinandersetzungen geprägt waren, in deren Rahmen sich neue Politiken und Praktiken durchsetzten. An diesen waren Aktivistin-

nen und Berufsberaterinnen beteiligt: Wie die Autorin zeigt, reagierten sie nicht lediglich auf die jeweiligen soziopolitischen und ökonomischen Konstellationen. Sie gestalteten sie aktiv mit, indem sie stritten, politisch intervenierten, Ratsuchende berieten oder Berufe beschrieben und klassifizierten. Die Autorin arbeitet dabei die Vielstimmigkeit und Komplexität heraus, die feministische Debatten und Politiken bis heute prägen.

Der Schwerpunkt ihrer Untersuchung liegt auf der Berufsberatung für Frauen aus mittleren und oberen sozialen Schichten – schon weil gelernte und formalisierte Ausbildungen und Berufslaufbahnen diesen weit eher zugänglich waren und sie im Fokus der bürgerlichen Aktivistinnen standen. Vor diesem Hintergrund diskutiert sie Zugänge zur Beratung der «Lehrtöchter» und divergierende Einschätzungen bürgerlicher Feministinnen, inwiefern im Falle der Fabrikarbeit von einem «Beruf» die Rede sein sollte. Wie und inwieweit die «berufliche Ertüchtigung» von Frauen unterer Schichten in der allgemeinen weiblichen Berufsberatung um die Jahrhundertmitte umgesetzt wurde, könnte eine Frage nachfolgender Forschungen sein, die in dieser Studie aber zu weit geführt hätte.

Simona Isler und Céline Angehrn verweisen darauf, dass die Kämpfe um Arbeit bis heute nicht zu einem Abschluss gelangt sind, und stellen Bezüge zu heutigen feministischen Diskussionen her. In ihren sorgfältigen Quellenanalysen zeigen sie, wie Feministinnen daran mitwirkten, Arbeit und Beruf im Rahmen von Debatten, politischen Interventionen und ihrem praktischen Engagement in der Berufsberatung in einem neuen Sinne hervorzuheben. Damit erinnern sie daran, dass die Veränderungen von Arbeit und Beruf nicht lediglich Staatsorganen, wegweisenden Errungenschaften der (männlich dominierten) Arbeiter*innenbewegung

oder ökonomischen und technologischen Entwicklungen zuzuschreiben sind und erweitern so die aktuelle geschichtswissenschaftliche Forschung zur Historisierung von Arbeit. Indem sie feministische Konzeptualisierungen und Praxen der Arbeit selbst zum Untersuchungsgegenstand machen, tragen sie ausserdem zur Geschichtsschreibung der Frauenbewegungen und der Frauen- und Geschlechtergeschichte der Arbeit bei.

Jessica Richter (Wien)

Roman Wild
Auf Schritt und Tritt
Der schweizerische Schuhmarkt
1918–1948

Zürich, NZZ Libro, 2019, 475 S., Fr. 49.–

Dans ses Mémoires, Ben Bernanke, président de la Réserve fédérale des États-Unis de 2006 à 2014, explique son intérêt pour l'économie grâce aux récits de sa grand-mère qui lui narrait ses souvenirs de la Grande Dépression des années 1930. Entre autres, elle lui décrivait la vue de jeunes enfants qui se rendaient à l'école les souliers usés et même nu-pieds, leurs parents n'ayant plus les moyens, faute de travail, de leur offrir autres choses (Mémoires de crise, Paris, 2015, p. 27). Ce spectacle n'était pas propre aux États-Unis. À l'issue d'une grande enquête entreprise dès 1937, l'Atlas de Folklore suisse publie une carte pointant les lieux où les enfants circulent encore nu-pieds, lieux qui ne sont pas rares même s'ils ont tendance à se réduire aux régions alpines (La carte est reproduite à la page 183). Habités à voir aujourd'hui nos magasins crouler sous le nombre de chaussures et leur variété – le nu-pieds ne se prêtant plus qu'aux usages de la plage –, nous ne pouvons qu'être interpellés par des situations où la rareté caractérisait leur

usage. Si les raisons peuvent être liées à des contextes tant géographiques et économiques que culturels et sociaux, nos sociétés restent soumises à une évidence, celle du port de chaussures adéquates.

Devenue un objet d'une très grande banalité, la chaussure a une histoire qui s'est construite selon des modalités diverses et complexes. C'est à elle que Roman Wild a consacré une longue recherche. Mais l'historien lucernois prend cet objet non pas sous sa seule évolution technique, sociale, économique et symbolique en repérant les grandes évolutions dans sa forme et dans son prix; ce que l'on pourrait qualifier d'approche classique. Il lui sert de «moteur», si l'on ose dire, pour comprendre le fonctionnement du «lieu» où il se négocie, se vend et s'achète, soit le marché, et plus précisément le marché suisse entre 1918 et 1948. Comment le marché de la chaussure s'est-il constitué, comment fonctionne-t-il, comment évolue-t-il, quels poids ses nombreux acteurs (théoriciens, producteurs, intermédiaires et fournisseurs de services, consommateurs) ont-ils dans son façonnement et son renouvellement, quel rôle jouent les intervenants «extérieurs» (pouvoirs étatiques, milieux politiques et scientifiques, administrations, presse), quelle est la part des théories économiques et politiques dans les représentations que se font ces mêmes acteurs et qui influent sur leurs pratiques? Toutes ces questions alimentent une étude très sérieuse, très fouillée et très riche. Le plan allie une approche thématique qui se conjugue en cinq parties à des séquences chronologiques qui les sous-tendent sans pour autant qu'elles soient d'une absolue rigidité: 1) les perdants du marché, 2) le pouvoir du marché, 3) la responsabilité du marché, 4) la régulation du marché et 5) l'expérience du marché.

Loin de se conformer à l'approche intrinsèque et fétichiste de l'orthodoxie néo-classique qui définit le marché comme le

lieu idéal où s'affrontent, dans une complète neutralité, offre et demande pour fixer le «juste» prix, Wild s'appuie notamment sur les intuitions théoriques de Karl Polanyi. Dans son fameux ouvrage, *La Grande Transformation*, Polanyi casse le moule d'un marché uniquement mu par des mécanismes s'inspirant du comportement «naturel» des êtres humains. Il montre que l'addition de nombreux intervenants dont les actions et les motivations s'encastrent les unes dans les autres règle différemment ce jeu, d'une simplicité trop apparente, d'offre et de demande.

La prise en compte de la «malléabilité» du marché implique de s'intéresser à une foule d'acteurs qui tentent de tirer à eux les ficelles de ce même marché: les cordonniers indépendants, les boutiquiers, les petites entreprises, les multinationales, les détaillants, les grossistes, les commerçants, les associations professionnelles, les économistes, les milieux politiques mais aussi les consommateurs-trices aux possibilités financières qui divergent et qui entraînent des regroupements dans la défense de leurs intérêts. Wild montre comment tous ces acteurs participent, chacun à leur façon, à la construction du marché de la chaussure en Suisse. En intégrant intelligemment les apports théoriques et ses propres recherches empiriques à l'aide de sources très variées tirées du monde de la chaussure mais aussi de diverses sources provenant des institutions publiques et du monde scientifique, il parvient à décortiquer, tel un chirurgien, les tenants et aboutissants d'opérations qui, loin d'être banales, voient s'affronter tous ces acteurs selon des formes mouvantes et souvent très conflictuelles. Son scalpel est si affûté qu'il montre aussi les regroupements d'intérêts – cartels, lobbies, groupes de pression, ententes, etc. – qui donnent à certains acteurs des poids prépondérants et déterminent des positions fortes en mesure de réduire des

influences «étrangères» pour garder le contrôle du marché.

Les pages consacrées à l'émergence de Bailly à Schönenwerd et à sa croissante domination – source de la disparition de nombreuses PME et d'activités traditionnelles –, à l'implantation en Suisse de la multinationale tchécoslovaque Bata et aux mesures de boycott prises à son égard, à l'émergence des associations professionnelles tant des petits producteurs que des consommateurs-trices et à leurs dénonciations et leurs combats sont, parmi beaucoup d'autres, d'une très grande limpidité pour comprendre comment le marché de la chaussure helvétique s'est façonné face à l'arrivée de nouveaux «entrants» qui remettaient en cause l'existence des acteurs en place et face aux changements organisationnels et technologiques qui en bouleversaient les structures. C'est dire aussi que, dans le même mouvement, des savoirs se constituent et se diffusent dans les entreprises: le New Scientific Management dans l'organisation de la production et, dans le domaine commercial, les études de marché qui, sous l'influence d'experts scientifiques et universitaires, contribuent à l'élaboration d'une véritable science appliquée.

Dire que le marché est une construction revient maintenant à formuler une lapalissade même si les tenants de la «pureté» économique sont encore nombreux à proclamer le contraire, surtout dans certains milieux politiques. Mais prouver historiquement comment cette construction s'est concrètement opérée dans le temps, quels effets elle a produits sur l'émergence de la société de consommation, quelles influences elle a eues sur la collectivité suisse dans son ensemble était une autre affaire. L'ouvrage de Wild répond pleinement à ce qui s'avérait un défi et il est sûr que sa démonstration pourrait être reprise pour d'autres produits. D'un simple postulat théorique, il parvient à dégager, de

façon exemplaire, toute la substance qui aide à comprendre pourquoi à certaines périodes des enfants nu-pieds ne trouvaient pas de chaussures... à leur pied ou si peu, et pourquoi cet objet s'est mué en un bien de première nécessité ou de luxe.

Laurent Tissot (Neuchâtel)

AutorInnen

Les auteurEs

Lukas-Daniel Barwitzki

M. A., wissenschaftlicher Mitarbeiter am Historischen Seminar der Universität Zürich. Forschungsschwerpunkte: Landesgeschichte Süddeutschland/Nordwestschweiz, Kultur- und Wissensgeschichte des späten Mittelalters und der Frühneuzeit.

lukasdaniel.barwitzki@uzh.ch

Eva Brugger

Dr., SNF-Ambizione-Stipendiatin, Universität Zürich. Forschungsschwerpunkte: Wirtschafts- und Kulturgeschichte der frühen Neuzeit, Praktiken der Wertgenerierung, Modegeschichte und materielle Kultur, Geschichte des Kapitalismus, Globalgeschichte; Autorin von *Gedruckte Gnade. Die Dynamisierung der Wallfahrt in Bayern 1650–1800*, Affalterbach 2017.

eva.brugger@uzh.ch

Sandra V. Constantin

Chercheuse post-doctorante à la Haute école de travail social et de la santé de Lausanne (HETSL) de la HES.SO. Ses recherches interrogent les inégalités sociales sous l'angle des politiques sociales et du genre. Membre du Bureau du réseau Gender relations in labor market and Welfare State de l'Association européenne de sociologie (ESA), elle est également chercheuse associée à l'Institut des études genre (IEG) et à l'Institut de recherches sociologiques (IRS) de l'Université de Genève.

sandra.constantin@hetsl.ch

Beshara Doumani

Professor of history and the inaugural holder of the Mahmoud Darwish Professorship of Palestinian Studies at Brown University. His research focuses on peoples, places, and time periods marginalized by mainstream scholarship on the early modern and modern Middle East. Doumani is editor of the *New Directions in Palestinian Studies* book series with the University of California Press and

co-editor of the *Jerusalem Quarterly*. He is currently working on a history of the Palestinians through the social life of stone.

beshara_doumani@brown.edu

Joel Kaye

Ann Whitney Olin Professor of History at Barnard College, Columbia University, and a Fellow of the Medieval Academy of America. His most recent book is *A History of Balance, c. 1250–1375: The Emergence of a New Model of Equilibrium and Its Impact on Thought* (Cambridge University Press, 2014). This book was awarded the 2015 Jacques Barzun Prize in Cultural History by the American Philosophical Society. In 2017, it was awarded the Charles Homer Haskins Medal, the annual book prize of the Medieval Academy of America.

jkaye@barnard.edu

Urte Krass

Prof. Dr., ausserordentliche Professorin für Kunstgeschichte der Neuzeit am Institut für Kunstgeschichte der Universität Bern. Forschungsschwerpunkte: italienische Kunst und Kunsttheorie der Renaissance, Heiligenbilder und Reliquien, politische Ikonografie, transkulturelle Aushandlungsprozesse im portugiesischen Kolonialreich (16./17. Jahrhundert).

urte.krass@ikg.unibe.ch

Florian Müller

Doktorand und wissenschaftlicher Assistent an der Forschungsstelle für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte der Universität Zürich und an der Fernuni Schweiz. Forschungsschwerpunkte: Stadt- und Urbanisierungsgeschichte, Wirtschafts- und Sozialgeschichte, Geschichte der Wohnungsmärkte und -politik, soziale Ungleichheit und soziale Sicherheit.

florian.mueller@fsw.uzh.ch

Anja Suter

Lic. phil., freischaffende Historikerin und Doktorandin an der Universität Basel. Ihre Publikations- und Forschungsschwerpunkte liegen in der Frauengeschichte, der Geschlechtergeschichte sowie der (post)kolonialen Geschichte der Schweiz.

anja.suter@unibas.ch

Carola Togni

Professeure à la Haute école de travail social et de la santé de Lausanne (HETSL) de la HES.SO. Ses recherches et ses publications portent sur l'histoire des politiques sociales et du travail social dans une perspective sociohistorique et de

genre. Elle est membre du Laboratoire de recherche santé-social (LaReSS) et coresponsable du réseau de compétence Genre et travail social.

carola.togni@eesp.ch

Christine Tourn

Titulaire d'une licence ès Lettres de l'Université de Lausanne et d'un MAS in Archival, Library and Information Science des Universités de Berne et de Lausanne, elle a participé à des projets FNS en histoire moderne. Elle est archiviste à la Bibliothèque de Genève (BGE) puis à la Cinémathèque suisse, dont elle est, depuis septembre 2020, responsable du secteur Archives et Bibliothèque.

christine.tourn@cinematheque.ch

Lina Weber

Dr. phil., Historikerin, Research Fellow an der Universität von St. Andrews. Promotion zur Geschichte wirtschaftlicher und politischer Ideen in Grossbritannien und den Niederlanden im 18. Jahrhundert. Aktuelles Forschungsgebiet: Ideengeschichte der politischen Ökonomie in Schottland um 1800.

lw203@st-andrews.ac.uk

Heftschwerpunkte Dossiers thématiques

traverse 2 (2021)

Auf den Spuren des Nutztiers

Brandrodungen im Amazonas oder die Covid-19-Pandemie sind zutiefst mit unserem Umgang mit sogenannten Nutztieren verknüpft. Während agrar- und umwelthistorische Forschungen zeigen, wie etwa die Viehwirtschaft Naturräume wie die Alpen oder das Mittelland geformt hat, wurden die nutztierlichen Spuren in vielen Lebens- und Arbeitsbereichen jenseits des Fleisch-Milch-Nexus wenig beachtet. Hier hakt das geplante Themenheft zu Nutztieren und ihrer historischen Bedeutung seit der frühen Neuzeit ein. Unter der kritisch verwendeten Signatur «Nutztiere» diskutieren die Beiträge die Bedeutung von Tieren, die von menschlichen Gesellschaften zu Nahrungs-, Arbeits- und Mobilitätszwecken gehalten und verwendet wurden und die darüber hinaus eine «Ressource» für die (Proto-)Industrie, für Wissenschaft und Medizin oder auch für kultische Handlungen darstellten.

traverse 2 (2021)

Sur les traces des animaux de rente

Les défrichages par le feu en Amazonie ou l'actuelle pandémie de Covid-19 sont profondément liés à notre rapport à ce que l'on nomme les «animaux de rente». Alors que les recherches historiques en histoire rurale ou environnementale ont bien montré notamment comment l'élevage animal a façonné des espaces naturels comme les Alpes ou le Plateau central, les traces laissées par les animaux de rente dans les domaines de la vie quotidienne ou du travail ne sont que peu explorées, à l'exception de l'attrait pour la production de lait ou de viande. C'est à l'étude de ces traces et de leur signification historique depuis l'époque moderne que se consacrera ce cahier thématique. Mobilisant l'expression «animaux de rente» de manière critique, les contributions traiteront de l'importance des animaux qui étaient élevés et utilisés par les sociétés humaines à des fins d'alimentation, de travail et de mobilité et qui constituaient aussi des «ressources» pour la (proto-)industrie, la science, la médecine ou encore les rites religieux.

traverse 3 (2021)

Fürsorge und Selbstermächtigung

Unter dem Eindruck der Mobilisierung betroffener Personen haben sich in letzter Zeit zahlreiche historische Untersuchungen mit der Aufarbeitung fürsorglicher Zwangsmassnahmen, administrativer Versorgungen und Fremdplatzierungen beschäftigt. Diese Arbeiten fokussieren stark auf Zwangsaspekte, rechtliche Rahmenbedingungen und Vollzugseinrichtungen. Der Heftschwerpunkt stellt einen Aspekt ins Zentrum, der bisher noch kaum thematisiert worden ist: die individuellen Strategien der Selbstermächtigung und des Widerstands gegen sozialpolitische Interventionen im Bereich der Fürsorge, der Vormundschaft und des Kinderschutzes. Die Gewährung staatlicher Hilfe oder die Unterstützung verletzlicher oder «gefährlicher» Bevölkerungsgruppen ist bis heute vielfach mit Überwachungs- und Kontrollmassnahmen oder noch weiter gehenden Eingriffen in die persönlichen und politischen Rechte verbunden. Es interessieren die Strategien, die betroffene Personen entwickelten, um mit solchen Eingriffen umzugehen, sich ihnen zu entziehen oder sich gegen Bevormundung zu wehren. In der zweiten Hälfte des 20. Jahrhunderts begannen sich sozial schwächere oder benachteiligte Gruppen zu emanzipieren. Stärker als zuvor forderten sie und schufen sie sich Möglichkeiten, um ihre Lebenssituation selbst zu bestimmen und zu gestalten. Indem sie sich individuell und kollektiv engagierten, gelang es ihnen, sich bei Behörden und Institutionen Gehör und Geltung zu verschaffen. Parallel dazu veränderten sich vor dem Hintergrund der internationalen Menschenrechtsdiskussion die Grundlagen der sozialen Arbeit und der Fürsorge. Konzepte wie Autonomie oder Selbstbefähigung zielten darauf ab, Vormundschafts- und Fürsorgedispositive umzugestalten. In jüngster Zeit schliesslich anerkannte der Bundesrat auf Druck der ehemals Versorgten und Fremdplatzierten das begangene Unrecht und leitete einen Wiedergutmachungsprozess ein. Untersucht werden diese vielschichtigen Entwicklungen im Hinblick auf das Selbstermächtigungspotenzial, das öffentliche Anerkennungsprozesse und die damit verbundene Umkehr stigmatisierender Zuschreibungen entfalten können.

traverse 3 (2021)

Assistance et autonomisation de soi

Sous l'impulsion des mobilisations de personnes concernées par les mesures de contrainte à des fins d'assistance, que ce soit notamment sous la forme d'un internement administratif ou d'un placement pendant l'enfance, de nombreuses recherches historiques ont mis au jour les mécanismes de ces pratiques. Ces travaux ont surtout investigué la dimension de la contrainte, les catégories ciblées par les autorités, les dispositifs, les établissements, etc. Ce cahier de *traverse* aborde une question beaucoup moins thématifiée, celle de l'autonomisation de

soi et des résistances face aux mesures d'intervention sociales que ce soit dans le cadre de l'assistance, de la mise sous tutelle, de la pédagogie curative, du placement en foyer.

Le soutien financier et/ou l'encadrement de catégories de la population considérées comme vulnérables ou socialement dangereuses s'accompagnent souvent d'une surveillance et d'un contrôle, voire d'une atteinte aux droits politiques et civiques. Ce numéro s'intéresse aux stratégies déployées par les personnes visées pour rendre ces intrusions supportables ou pour s'y dérober, ainsi qu'à la manière dont elles ont réussi à s'opposer à la mise sous tutelle de leurs droits. Dans la seconde partie du XX^e siècle, des groupes sociaux dominés et/ou en situation de handicap s'émancipent, réclament et obtiennent davantage de moyens d'intervenir sur l'organisation de leur propre existence. En se mobilisant collectivement, les personnes concernées ont pu faire entendre leur voix et s'imposer face aux autorités ou aux institutions, qui désormais devaient les prendre en compte. Par ailleurs, pendant la même période, les normes du travail social et de l'assistance évoluent avec la formulation du cadre des droits humains. De nouveaux concepts comme ceux d'« autonomie » ou de « maturité » sont censés induire une reformulation des dispositifs de tutelle et de l'assistance. Enfin, plus récemment, sous l'effet de la mobilisation de personnes concernées par l'internement administratif ou le placement durant l'enfance, le Conseil fédéral a reconnu les injustices subies et un processus de réparation a été entamé. Ces développements sont analysés sous l'angle du potentiel d'autonomisation que recèle la reconnaissance publique et la déconstruction des anciennes catégories stigmatisantes.